

Mythes et réalités du métier de reporter de guerre **Analyse diachronique des représentations et des pratiques professionnelles.**

Auteur : Maestre Mendez, Laura

Promoteur(s) : Leloup, David

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en journalisme, à finalité spécialisée en investigation multimédia

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/24601>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



Faculté de Philosophie et Lettres
Département Médias, Culture et Communication

Mythes et réalités du métier de reporter de guerre.
Analyse diachronique des représentations et des pratiques
professionnelles.

Mémoire présenté par Maestre Mendez Laura,
en vue de l'obtention du grade de Master en
Journalisme, finalité spécialisée en
Investigation Multimédia.

Année académique 2024-2025

Remerciements

Ce travail conclut deux années de master, riches en travail, en découvertes et en rencontres. Je remercie tout naturellement le corps enseignant de l'Université de Liège pour son aide et son écoute dans le cadre de ce mémoire, mais surtout pour sa gentillesse et ses précieux conseils tout au long de mes études.

Un grand merci aux neuf journalistes qui ont accepté de m'aider à mieux comprendre leur métier. Sans vous, rien n'aurait été possible. Merci pour tout ce que vous m'avez transmis. C'est vous qui m'avez donné l'envie profonde de faire ce métier. Une pensée toute particulière à Françoise Wallemacq et à Éric Destiné, pour leur bienveillance lors de mon stage à leurs côtés. Travailler avec vous fut une grande fierté pour la petite étudiante que j'étais.

Un immense merci aux amis rencontrés sur les bancs de journalisme, déjà diplômés ou encore assis pour un petit temps... Merci d'avoir transformé ces études de fou en des moments encore plus fous. Merci à Clara, Célia, Chelsea, Emma et Morgane pour votre soutien ces deux dernières années et surtout pour votre amitié sincère.

Pour celles présentes à mes côtés depuis presque le premier jour, mes femmes, on dit que les amitiés d'unif sont pour la vie. Pour nous, c'est une évidence. Merci d'être là. Ce n'est que le début.

Enfin, merci à ma famille pour son soutien, autant moral que financier. Ici, je veux remercier à l'infini ma maman. La curiosité de l'information est une vocation, mais avant tout, c'est une éducation. Merci de m'avoir appris à toujours me poser des questions, de m'avoir fait découvrir d'autres cultures, de n'avoir jamais éteint la télévision devant les images parfois dures du 19h30, mais surtout, de m'avoir inculqué que le silence face aux atrocités du monde n'est jamais acceptable.

Merci.

Introduction

Tout démarre d'une discussion. Lors de mon premier stage en rédaction, mon responsable, Xavier Counasse, me demande : « qu'est-ce que tu aimerais faire comme journalisme ? » Je lui parle de mon envie d'un métier abstrait, peu évoqué sur les bancs de l'école, qui permet d'explorer des paysages lointains tout aussi abstraits : reporter de guerre. Suite à cette discussion, Xavier me présente Alain Lallemand, journaliste affilié au pôle culture du journal *Le Soir*. Il m'explique qu'avant de rejoindre le journalisme culturel, Alain était grand reporter et avait couvert de nombreux conflits au fil des années. Celui-ci me parle de ses débuts dans le milieu, du frisson de l'ailleurs, mais aussi des difficultés liées à ce métier, autant personnelles que professionnelles. Alain m'a raconté son voyage à Monrovia au Libéria, en 2003, un conflit qui l'a fortement marqué :

Je suis dans un village, on est en train de mettre le feu, viols collectifs, etc. Je dis à mon chef, on se casse, on n'a pas d'arme, on se casse. Et puis on sort de la zone, c'est vraiment chaud. Et j'ai vu quelqu'un avec une arme, un fusil mitrailleur, mais ancien et il y a une personne qui est en train de se mettre à genoux avec les mains liées dans le dos. Là on s'arrête, on peut faire quelque chose et donc le type qui a le fusil mitrailleur m'explique, il vient de nous attaquer il a tué deux de mes collègues, il est du camp opposé, voilà là je vais l'exécuter. Et je lui dis d'attendre. « Vous savez que c'est un crime de guerre, c'est un prisonnier, vous ne pouvez pas l'exécuter comme ça. Où est votre commandant ? Laissez-moi un quart d'heure. Vous me laissez un quart d'heure, je vais discuter avec votre commandant. On est d'accord ? Tu ne le tuerais pas tout de suite. » Donc je remonte dans ma voiture, j'ai le numéro de GSM du commandant et je vais aller le trouver sur la route. Et en cinq minutes, j'arrive à l'endroit où se trouve ce commandant, je vais pouvoir intervenir pour qu'il saute.

La ligne de front bouge et je me retrouve de l'autre côté de la guerre. Je ne sais plus où est le front. À l'autre endroit. Et le commandant est parti. Et c'est le moment où tu dis, ok, qu'est-ce que je peux encore faire ? Je ne peux pas retraverser la ligne de front. Et j'ai promis et je suis certain, si ça se trouve à la limite, dès que je lui ai tourné le dos, le type l'a buté et voilà, c'est tout. Tu es face à des enjeux tellement forts.¹

C'est de cette première rencontre exploratoire qu'a germé l'idée de cette recherche. Les journalistes sont souvent les premiers témoins d'événements dramatiques, parfois arrivant sur place avant les forces de l'ordre ou les secours. Fusillades, catastrophes naturelles, guerres, accidents mortels, ils sont en première ligne face à ces tragédies. Après coup, ils ont la responsabilité de relater ces événements, de transmettre les histoires des victimes et des proches en deuil, de relayer la réalité du terrain. Par la nature de leur travail, les journalistes, à l'instar des policiers, pompiers et militaires, font partie des professions les plus exposées au trouble de stress post-traumatique (TSPT), à l'épuisement professionnel,

¹ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

à la détresse émotionnelle et à la culpabilité liée au traumatisme². Un métier qui peut s'avérer dangereux et qui comporte des risques sur le plan physique. En 2024, le nombre de journalistes tués est plus élevé qu'au cours de toute autre année depuis que le *Comité pour la protection des journalistes (CPJ)* a commencé à recueillir des données il y a plus de 30 ans. Au moins 124 journalistes et professionnels des médias ont été tués l'année dernière, dont près de 70% étaient des journalistes palestiniens tués par Israël.³

Ces événements ne sont qu'un maigre reflet de la réalité alarmante à laquelle sont confrontés les journalistes en mission périlleuse. Couvrir des zones de conflit les expose directement aux violences de la guerre, mais pas seulement. Cette immersion constante dans la brutalité du monde comporte également des risques majeurs sur le plan psychologique. Témoins directs de scènes insoutenables, confrontés à la mort, à l'injustice et à l'impuissance, ces reporters portent en eux des blessures invisibles, souvent tues ou minimisées.

Comme l'a vécu Alain Lallemand, cité plus haut, cette souffrance psychologique reste fréquemment reléguée au second plan, éclipsée par une vision romancée du métier. Dans l'imaginaire collectif, le reporter de guerre est perçu comme un aventurier, un baroudeur intrépide prêt à risquer sa vie pour un seul but : la soif de vérité et d'information pour le public. Certains métiers semblent porter en eux une part de mystère, associés à l'ailleurs, au danger, à l'héroïsme. Ce statut particulier entretient une certaine fascination, renforcée par des formats médiatiques divers (presse écrite, radio, télévision, podcast, photo, etc.), qui font du reporter un acteur incontournable de l'actualité. Le nombre de conflits dans le monde, qu'ils soient de nature politique, criminelle ou militaire, a doublé au cours des cinq dernières années⁴, rendant l'actualité internationale, un incontournable des médias.

Le conflit israélo-palestinien, la chute de Bachar Al-Hassad en Syrie, la crise au Venezuela, la guerre en Ukraine, la situation au Yémen, en République Démocratique du Congo, autant de réalités suivies par le grand public de près ou de loin sans qu'il s'interroge toujours sur celles et ceux qui en rapportent les faits. Pourtant, s'intéresser au métier de reporter,

² James G. Boggs & Roger A. Simpson, *An exploratory study of traumatic stress among newspaper journalists*, Journalism & Mass Communication Monographs, vol. 1, pp. 1–26, 1999.

³ Committee to Protect Journalists, « 2024 is deadliest year for journalists in CPJ history ; almost 70% killed by Israel » [en ligne], sur *Committee to Protect Journalists*, 12 février 2025.

⁴ ACLED, « ACLED Conflict Index » [en ligne], sur *ACLED*, consulté le 13 juillet 2025.

consiste à s'interroger sur un ensemble de notions et de concepts essentiels au bon fonctionnement de nos sociétés.

Derrière cette image souvent magnifiée d'un métier, auréolé d'une aura particulière, d'un prestige, une autre réalité demeure : celle de la solitude face au traumatisme, de la culpabilité du survivant, du stress post-traumatique ou encore de la détresse psychologique non prise en charge. Cette perception idéalisée du métier contraste avec les conditions de travail réelles des reporters en zone de conflit.

Il semble donc essentiel, en préambule de cette étude, de rappeler toute l'importance du travail des journalistes en zone de conflit. Avant de s'interroger sur l'accompagnement dont ils bénéficient – ou non – pour faire face aux séquelles invisibles de leur engagement. Ce constat guidera la réflexion et les analyses développées dans les chapitres suivants.

Enjeux du métier de journaliste en zone de conflit

Dans un monde marqué par la persistance des conflits armés, des guerres civiles et des tensions géopolitiques exacerbées, l'information devient un champ de bataille à part entière. Elle devient une ressource clé pour les pouvoirs en place qui cherchent à la contrôler, les journalistes doivent donc faire preuve de plus en plus de vigilance quant au risque de manipulation.⁵ Bien que le risque soit bien présent à l'heure actuelle, l'histoire ne manque pas d'exemples. Comme l'affaire des charniers de Timișoara en Roumanie le 23 décembre 1989 vécue par Colette Braeckman⁶ ; alors que le dictateur Nicolae Ceaușescu perdait le pouvoir, les journalistes occidentaux essayaient de rejoindre le plus rapidement possible la capitale afin d'assister à la fin des combats. Timișoara, petite ville de province, venait de tomber aux mains de la révolution. Des rumeurs de massacres dans cette ville commençaient à prendre de l'ampleur et à faire la une de tous les médias, de toutes les télévisions. Les corps exhumés sont présentés aux journalistes occidentaux autorisés à entrer dans le pays, comme étant ceux des victimes du dernier massacre attribué au dictateur sortant. Le bilan évoqué fait état de plusieurs milliers de victimes. « À l'époque, la télévision, c'était l'Évangile. Ce que vous avez vu à la télévision, c'était vrai, c'était

⁵ Conseil de l'Europe, « Évaluation annuelle de la liberté de la presse en Europe par les organisations partenaires de la Plateforme pour la sécurité des journalistes » [en ligne], sur Conseil de l'Europe.

⁶ Colette Braeckman et Edouard Van Velthem, « Moi je n'ai rien vu à Timisoara » [en ligne], sur Le Soir, 27 janvier 1990.

incontestable. »⁷ L'image permet de nombreuses manipulations, alors qu'elle a longtemps bénéficié d'un a priori favorable, au nom de l'adage célèbre : « Je ne crois que ce que je vois. »⁸ En réalité, la ville était calme. Dans les semaines qui ont suivi, les médias ont essuyé une vive polémique sur leur capacité à vérifier une information avant de la publier. Cette erreur journalistique globalisée a coûté cher à la profession puisqu'une grande partie du public a perdu confiance en les médias après cela.

Un autre exemple, en 2003, les États-Unis ont justifié l'invasion de l'Irak par l'existence présumée d'armes de destruction massive détenues par le régime de Saddam Hussein. Cette affirmation, relayée massivement par les médias, s'appuyait sur des rapports de renseignement volontairement biaisés ou interprétés de manière alarmiste. Les inspections de l'ONU menées par Hans Blix⁹ n'ont jamais confirmé la présence de telles armes, et aucun programme actif n'a été découvert après l'invasion. Le secrétaire d'État Colin Powell a lui-même reconnu plus tard que les preuves présentées à l'ONU étaient infondées¹⁰. Cet épisode est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands cas de désinformation politique et médiatique contemporaine.

En 2025, les zones de guerre, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de la Syrie ou du Proche-Orient sont le théâtre d'une prolifération de fausses informations, souvent orchestrées par des acteurs étatiques¹¹ ou des groupes armés pour manipuler l'opinion publique et justifier leurs actions¹². Ces campagnes de désinformation, amplifiées par les réseaux sociaux et les technologies d'intelligence artificielle, exploitent les lacunes informationnelles des zones de conflit, rendant la présence de journalistes sur le terrain plus indispensable que jamais¹³.

⁷ Luca Alu, « En vidéo : « Moi je n'ai rien vu à Timisoara » – Colette Braeckman raconte l'histoire d'un mensonge » [en ligne], sur *Le Soir*, 26 février 2025.

⁸ Reporters sans frontières. (2017). *Guide pratique de sécurité des journalistes : Manuel pour reporters en zones à risques*. RSF, p.5 consulté le 12 août 2025.

⁹ Auteur inconnu, « Hans Blix's briefing to the security council » [en ligne], sur *The Guardian*, 14 février 2003.

¹⁰ Jon Schwarz, « Lie after lie : What Colin Powell knew about Iraq fifteen years ago and what he told the UN » [en ligne], sur *The Intercept*, 6 février 2008.

¹¹ Quang Pham, « Ukraine : trois ans de désinformation russe, une portée "relativement limitée" » [en ligne], sur *France 24 Les Observateurs*, 24 février 2025.

¹² Eva Maitland et Madeline Roache, « La guerre de la Russie contre l'Ukraine : Trois ans, 302 fausses affirmations » [en ligne], sur *NewsGuard*, 21 février 2025.

¹³ SGRS – ADIV, « Rapport annuel 2024 » [en ligne], sur Beldefnews.

Face à cette opulence numérique, le rôle du journaliste de conflit ne se limite pas à relater les faits et à tomber dans le piège de la circulation circulaire de l'information soulignée par Pierre Bourdieu¹⁴ : Il consiste à démasquer les récits fallacieux, à documenter les réalités invisibles, et à garantir l'accès à une information fiable et éthique sans oublier la place de l'humain, acteur de ces événements. Leur travail est un rempart contre la manipulation, une réponse concrète à la fragilité des démocraties et à la montée des régimes autoritaires qui cherchent à contrôler le récit des événements¹⁵.

Les reporters de guerre incarnent une mission démocratique essentielle. Ils assurent la liberté d'expression, la vérité des événements, et la sauvegarde de la mémoire collective des peuples touchés par les conflits. Leur présence physique permet une approche directe, humaine et responsable du reportage, loin des filtres algorithmiques, et du manque de connaissances de l'histoire des territoires.

Mais cette mission s'exerce au péril de leur vie. Au moment où cette recherche prend fin (le 12 août 2025), en 2025 et selon le baromètre de *Reporters sans frontières (RSF)*, 24 journalistes ont été tués depuis le 1er janvier, et 564 sont actuellement détenus¹⁶. Cette liste recense uniquement les journalistes pour lesquels *RSF* a pu établir de manière avérée qu'ils ont été tués, emprisonnés ou détenus en raison directe de leur activité professionnelle. Elle n'inclut pas les cas où le lien avec leur travail n'a pas encore pu être confirmé. Selon le *CPJ*, 41 journalistes ont été tués dans l'exercice de leur fonction¹⁷. Le conflit à Gaza illustre particulièrement cette violence systématique : plus de 200 journalistes palestiniens et professionnels des médias ont été tués depuis octobre 2023¹⁸. Au Mexique, des journalistes comme Kristian Zavala ont été assassinés malgré leur inclusion dans des dispositifs de protection étatique¹⁹. Ces chiffres témoignent d'une tendance mondiale à criminaliser, censurer, voire éliminer les voix dissidentes.

¹⁴ Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996, p.22.

¹⁵ UNESCO, « Suivi des décisions et résolutions adoptées par le Conseil exécutif et la Conférence générale à leurs sessions antérieures » [en ligne], sur UNESCO.

¹⁶ En annexe 5, baromètre de *RSF*.

¹⁷ En annexe 6, carte des journalistes tués en 2025 recensés par le *CPJ*.

¹⁸ *Reporters sans frontières (RSF)*, « Plus de 130 organisations et médias avec *RSF* et *CPJ* appellent à l'ouverture de Gaza aux journalistes » [en ligne], sur *RSF*.

¹⁹ *Reporters sans frontières (RSF)*, « Mexique : *RSF* condamne l'assassinat du journaliste Kristian Zavala, deuxième journaliste sous protection de l'État tué en 2025 » [en ligne], sur *RSF Suisse*.

Les journalistes de conflit sont exposés à des menaces physiques quotidiennes : tirs croisés, bombardements, enlèvements, mais aussi à des pressions politiques, à l'emprisonnement, à l'exil forcé. Nombreux sont ceux qui développent des troubles post-traumatiques, travaillant dans des conditions de travail extrêmes et d'insécurité constante.

Face à ces risques, leur persistance à exercer relève d'un véritable engagement éthique et citoyen. En maintenant une présence sur le terrain, ils défendent la possibilité, pour les populations concernées, de faire entendre leur vérité, de résister à l'oubli et de dénoncer l'injustice. Ils rappellent que le journalisme, loin d'être un simple métier, est un acte de résistance face aux logiques de guerre et d'oppression. Dans un monde saturé d'informations, mais affaibli par la désinformation, leur travail est plus que jamais essentiel à la construction d'un regard critique, responsable et solidaire.

Justification de la recherche et problématique générale

Alors même que les conflits armés se multiplient dans le monde, au Proche-Orient, en Ukraine, au Sahel ou en Amérique latine, les journalistes de guerre continuent de jouer un rôle crucial dans la documentation des exactions, la couverture des crises humanitaires et la défense du droit à l'information. Pourtant, malgré l'importance stratégique et démocratique de ce métier, peu d'articles scientifiques ou de recherches dédiés aux conditions contemporaines des journalistes de conflit ont été recensés en amont de cette recherche. Les publications existantes s'intéressent souvent aux récits historiques²⁰, aux figures légendaires du reportage de guerre²¹ ou aux enjeux humains et géopolitiques des conflits couverts²², sans toujours interroger les conditions concrètes d'exercice, ni le décalage entre la représentation sociale du métier et l'expérience vécue par les reporters eux-mêmes. Beaucoup de journalistes décident de mettre sur papier ce qu'ils n'ont pu raconter par le prisme de la presse, laissant entrevoir si ce n'est la réalité d'une profession, leur réalité individuelle.²³²⁴²⁵

²⁰ Mitchel P. Roth, *The encyclopedia of war journalism, 1807–2010*, New York, Grey House, 2010.

²¹ Pierre Assouline & Albert Londres, *Londres : Vie et mort d'un grand reporter : 1884–1932*, Paris, Gallimard, 1990.

²² Anne Nivet, *Chienne de guerre : Une femme reporter en Tchétchénie*, Paris, Fayard.

²³ Clarissa Ward, *On all fronts : The education of a journalist*, New York, Penguin Press, 2020.

²⁴ Jean-Paul Marthoz, *En première ligne : Le journalisme au cœur des conflits*, Bruxelles, GRIP : Mardaga, 2018.

²⁵ Adrien Jaulmes, *Raconter la guerre : Une histoire des correspondants de guerre*, Paris, Équateurs, 2021.

Cette lacune scientifique contraste avec l'intérêt manifeste du grand public pour les journalistes en zones de guerre, comme en témoignent les succès médiatiques de reportages immersifs, de documentaires sur les correspondants de terrain et la viralité de certains récits individuels sur les réseaux sociaux. Ce manque interroge aussi le silence relatif des institutions face aux nouvelles problématiques liées à la précarisation du métier, aux traumatismes psychologiques non pris en charge, et aux tensions croissantes entre héroïsation médiatique et invisibilisation des risques systémiques.

Un élément pouvant justifier ce manquement se trouve dans le fait que les recherches en journalisme sont aussi éminemment travaillées par les représentations que les chercheurs peuvent eux-mêmes se faire du journalisme : le journalisme entendu comme un socle de la démocratie, comme l'expression de la liberté d'informer, comme un champ professionnel, comme une pratique d'auteur ou une pratique fortement contrainte par des interdépendances économiques, politiques, culturelles... Toutes ces conceptions orientent évidemment non seulement les fondements théoriques du travail du chercheur, mais aussi ses choix méthodologiques.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire d'engager une recherche approfondie sur la figure du reporter de conflit en 2025. L'objectif n'est pas de réhabiliter ou déconstruire un mythe, mais de questionner ses origines, ses effets sociaux et ses implications professionnelles. Ce travail vise à apporter une contribution réflexive sur un métier en mutation constante, pris entre fantasme collectif et un travail de terrain nécessaire et concret.

Problématique

Ce mémoire s'attache à analyser la manière dont la figure mythifiée du reporter de guerre se heurte aux réalités concrètes de la profession en 2025. Loin du héros intrépide et romanesque souvent mis en avant dans l'imaginaire collectif, le journaliste de guerre fait face à des conditions de travail précaires, une exposition constante au danger et une charge psychologique considérable. Il s'agit ainsi d'interroger l'origine de cette héroïsation et son impact sur la perception du métier, d'examiner les difficultés économiques et matérielles auxquelles sont confrontés ces reporters, et de questionner le déséquilibre entre la protection physique dont ils bénéficient et l'absence de prise en charge psychologique adaptée. Enfin, cette recherche vise à comprendre comment ce décalage entre mythe et réalité influence non seulement la profession elle-même, mais également la manière dont ces reporters sont perçus par les rédactions, les institutions et le grand public.

Chapitre 1 : analyse de l’imaginaire médiatique autour du journalisme

La figure d’Albert Londres comme référence symbolique

« *Porter la plume dans la plaie* »²⁶. Cette injonction célèbre d’Albert Londres résonne encore aujourd’hui dans les couloirs des écoles de journalisme, au sein des rédactions et dans les esprits des reporters de terrain. Londres, figure tutélaire du journalisme d’investigation, est érigé en mythe professionnel, incarnant une vision du métier fondée sur l’engagement, la curiosité et le courage.

Décrit tour à tour comme humaniste de terrain, voyageur intrépide, témoin engagé, le « prince du reportage » s’est imposé comme archétype du grand reporter francophone. Son œuvre « *Au bain* », notamment, dépasse les simples frontières du récit journalistique : il y interpelle directement le gouvernement dans une lettre ouverte, affirmant avec force : « Monsieur le Ministre, J’ai fini. Au Gouvernement de commencer. »²⁷

Cette posture militante, cette capacité à transformer le reportage en levier politique, consacre Albert Londres autant comme acteur du réel qu’observateur. Il ne se contente pas de dire le monde, il appelle à le réparer. Son style direct, littéraire, sensible devient alors une signature ; et sa démarche, une boussole éthique.

Un héritage célébré, parfois figé

Le Prix Albert Londres, fondé en 1933, perpétue cette vision du journalisme comme métier à la fois noble, exigeant et sacrificiel. Chaque année, il récompense les meilleurs reportages francophones dans trois catégories (presse écrite, audiovisuel, livre). Ce prix ne distingue pas seulement des travaux journalistiques : il consacre une certaine idée du métier, celle d’un professionnel courageux, engagé, prêt à aller au bout du monde – au bout de lui-même.

Dans les discours de remise du Prix Albert Londres, le grand reporter éponyme est plus qu’une référence : il devient norme et horizon, incarnant l’excellence, la liberté et l’engagement éthique. Ce processus, pourtant valorisant, participe aussi à une forme

²⁶ Nicole Zand, « Albert Londres : « La plume dans la plaie » » [en ligne], sur Le Monde, 6 janvier 1989.

²⁷ Albert Londres, *Au bain* (éd. nouv. rev. et corr.), Paris, Albin Michel, 1932, p.241.

d'institutionnalisation du mythe, qui peut parfois peser sur les jeunes journalistes en quête d'une autre manière d'exercer, moins héroïsée, mais tout aussi légitime.

Le parcours de Wilson Fache, lauréat du Prix Albert Londres en 2023²⁸, illustre cette tension entre héritage et réinvention. Reporter indépendant belge, il s'est formé à l'IHECS, au *Dart Center for Journalism and Trauma* de l'Université de Columbia, et au King's College de Londres, avant de s'immerger dans les zones de conflit du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est. Son travail, salué pour sa rigueur et sa sensibilité, témoigne d'un engagement profond sur le terrain, mais aussi d'une volonté de raconter les histoires humaines derrière les lignes de front. Lors d'une rencontre avec Amnesty International Belgique, il confiait : « Mon travail, c'est de raconter qui sont ces gens. Leur vie, leurs choix, leurs blessures. »²⁹

Fache incarne une forme de modernité du grand reportage, où le journaliste ne se contente pas d'être un témoin distant, mais devient un acteur narratif, engagé, lucide, et soucieux de ne pas céder à la spectacularisation du conflit. Il rappelle que le courage ne réside pas dans la mise en danger gratuite, mais dans la capacité à comprendre, à écouter, et à restituer avec justesse.

À l'heure où les journalistes doivent composer avec l'instantanéité des réseaux sociaux, la précarité des rédactions et les exigences d'objectivité formatée, le modèle d'Albert Londres peut sembler à la fois inspirant et inaccessible. Les grands voyages, les enquêtes longues, l'implication personnelle : autant de traits qui entrent en tension avec les logiques économiques actuelles du métier.

Et pourtant, le mythe demeure. Il est réactualisé, parfois détourné, souvent réapproprié. Albert Londres incarne toujours ce que le journalisme peut être dans ses formes les plus vibrantes : un engagement éthique, une parole libre, une capacité à incarner le réel sans s'effacer derrière lui. Le mythe est donc double : à la fois idéal professionnel et repère symbolique face aux transformations contemporaines.

²⁸ LaScamTV, « Cérémonie des Prix Albert Londres 2023, en direct de Vichy, le 27 novembre à 18h » [Vidéo], sur *YouTube*, 27 novembre 2023.

²⁹ Amnesty International Belgique, « Une rencontre marquante avec Wilson Fache » [en ligne], sur *Amnesty International Belgique*, 15 avril 2025.

L'image construite par le cinéma et la fiction

Reporter de guerre est un métier qui sort de l'ordinaire, même au sein du champ journalistique. Cette singularité favorise la construction d'un imaginaire professionnel, au sens proposé par Jean-Jacques Wunenburger³⁰ : un « ensemble dynamique de productions, mentales ou matérialisées dans des œuvres, à base d'images visuelles et langagières (...) formant des ensembles cohérents et dynamiques, qui relèvent d'une fonction symbolique (...) modifiant ou enrichissant le réel perçu ou conçu »³¹. Ce cadre théorique permet d'interroger la manière dont certaines représentations, notamment celles issues du cinéma, participent à forger une figure mythifiée du reporter de guerre.

Au fil de l'évolution du journalisme, la figure du reporter s'est imposée dans cet imaginaire collectif à travers une mise en récit plurielle et foisonnante, façonnée par divers supports médiatiques. Rapidement, le journal ne suffit plus à contenir cette « montée en héroïsme »³², dont l'image est réinvestie dans la fiction, la littérature ou le cinéma, au cœur de la *pop culture*.

Dans la culture populaire, et particulièrement dans le cinéma hollywoodien, le journaliste est souvent représenté comme un aventurier romantisé, incarnant à la fois le courage, la liberté et la transgression. Veste en cuir, cigarette aux lèvres, regard intense : il devient un personnage de fiction, à mi-chemin entre l'enquêteur et le héros.

Ce glissement fictionnel contribue à une glamourisation du métier, souvent déconnectée des réalités vécues sur le terrain : précarité, risques, solitude, fatigue psychique. Le reporter devient une icône culturelle, réutilisée dans les films, séries et récits de fiction, parfois au détriment de la complexité du vécu journalistique. Cette représentation participe à créer une tension entre mythe professionnel et pratique contemporaine, où l'exigence narrative occulte parfois la fragilité de la posture.

Cette mise en scène cinématographique contribue également à entretenir l'illusion d'un quotidien prestigieux pour les reporters de guerre, souvent associés à une sécurité matérielle, un accès privilégié aux sphères diplomatiques et même à des hôtels de luxe. Ce

³⁰ Jean-Jacques Wunenburger, « Chapitre II : Définitions, interprétations, enjeux », dans *L'imaginaire*, Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, 2016, p. 30.

³¹ *Ibid.*

³² René Jeanne et Charles Ford, *Le Cinéma et la Presse (1895-1960)*, Armand Colin, 1961.

fantasme, diffusé dans certaines productions hollywoodiennes ou récits romanesques, suggère que le journaliste évolue dans un entre-deux confortable entre le chaos du terrain et l'élite internationale. Pourtant, cette image est en décalage complet avec la réalité vécue par les professionnels, souvent confrontés à la précarité, au stress logistique, au manque de moyens et à des conditions d'hébergement minimales, voire dangereuses. La fiction réécrit donc un quotidien fragmenté, parfois dramatique, en une aventure accessible et maîtrisée, participant à une lecture esthétique du risque.

Ce mythe fictionnel, bien que séduisant, impose une forme de standardisation symbolique qui invisibilise certaines réalités, notamment celles des reporters précaires, d'autres métiers qui permettent aux journalistes de terrain de réaliser leur travail ou des femmes journalistes, encore trop souvent reléguées hors champ dans les récits dominants. Cette tension entre fiction et pratique ouvre la voie à une nécessaire réappropriation de ces figures de femmes oubliées, que la suite de ce chapitre explorera.

La féminisation du métier : évolution ou illusion ?

Cette construction mythifiée est également genrée, comme le montre la place occupée par les femmes dans ce métier. Le journalisme s'est indéniablement féminisé ces dernières décennies, mais cette évolution reste incomplète. Certaines spécialités, comme le reportage de guerre, continuent d'être marquées par une division sexuée du travail. Les fonctions les plus prestigieuses, les plus risquées ou les plus visibles, sont encore largement perçues comme masculines³³. Malgré la montée en notoriété de plusieurs femmes journalistes dans le champ international, Martine Laroche-Joubert, Florence Aubenas, ou encore Maryse Burgot, leur médiatisation reste souvent liée à leur capacité à défier les normes de genre dominantes. Leur présence dans les zones de conflit est moins considérée comme un fait professionnel que comme une exception remarquable, une transgression des rôles sexuels habituels³⁴, tant le reportage de guerre n'a rien perdu de son image virile.

³³ Béatrice Damian-Gaillard, Laurence Frisque & Emmanuelle Saitta, « Le journalisme au prisme du genre : Une problématique féconde », dans *Questions de communication*, n°15, 2009, p. 187.

³⁴ Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelle-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelle-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines* (n° 44, « États de crise », pp. 81–108.

Comme le souligne une étude menée en 2019³⁵, l'intérêt éditorial qu'elles suscitent repose moins sur la nature de leur travail que sur leur posture perçue comme « subversive ». La sociologue Arlie Hochschild³⁶, à travers sa notion de travail émotionnel, a mis en lumière la manière dont certaines qualités sont associées culturellement à un genre. Dans les métiers dits « féminins » (infirmières, hôtesses, secrétaires), les compétences attendues sont la compassion, l'écoute, la discrétion. À l'inverse, les fonctions valorisées dans les sphères « masculines » reposent sur le contrôle, la rationalité et la distance émotionnelle. Cette répartition se traduit concrètement dans les rédactions, où les femmes restent cantonnées à certaines rubriques santé, société, vie quotidienne, tandis que les sujets politiques ou internationaux restent majoritairement confiés à des hommes. Ce cloisonnement influence aussi la perception du reportage de guerre, encore largement associé à une forme d'héroïsme viril.

Pourtant, dans des contextes de guerre très genrés, les femmes journalistes disposent parfois d'un accès privilégié. Là où leurs confrères peinent à interagir avec les femmes locales, les reportrices ont la capacité de parler aussi bien aux civils qu'aux combattants. Leur présence, perçue comme moins menaçante, leur permet d'évoluer avec davantage de liberté dans certains territoires. Ainsi, elles sont mieux accueillies, plus aidées et moins en danger.³⁷

Comme le déplore la journaliste Maurine Mercier :

Il y a en effet énormément de femmes journalistes sur les terrains de guerre, mais elles sont moins mises en valeur. (...) Le duplex en direct du terrain reste un truc très viril. (...) Je revois cette image de virilité absolue (...) des brochettes d'hommes en gilet pare-balles sur les rebords d'une fosse commune, faisant des duplex en direct. Ils portaient des gilets pare-balles alors que le seul risque, à ce moment-là, pardon pour le terme, mais c'était de se faire chier dessus par un pigeon. Il y avait bien des mines, mais pas là où la majorité des journalistes faisait ses duplex, et le gilet, de toute façon, ne t'en protège pas... Je revois cette image de virilité absolue. Mais je ne serais pas surprise qu'on soit une majorité de femmes correspondantes, installées dans des pays difficiles. Mais voilà, c'est tout à leur honneur. Sans faire de classification par genre, j'ai l'impression qu'il y a moins ce côté « j'ai fait l'Ukraine » qui me met décidément très mal à l'aise. Le sujet, ce sont les gens, pas nous les journalistes. Je me dis qu'il y a encore des choses à changer. Je ne compte pas le nombre de fois où des messieurs de soixante ans, journalistes comme moi, m'ont tapé sur l'épaule en me disant : « attention, à force, on craque, tu vas craquer aussi, fais attention à toi ».³⁸

³⁵ Patricia Allémonière, Anne Barrier, Liseron Boudoul, Anne-Claire Coudray & Marine Jacquemin, *Elles risquent leur vie : Cinq femmes reporters de guerre témoignent*, Paris, Tallandier, 2019.

³⁶ Arlie Russell Hochschild, « Travail émotionnel, règles de sentiments et structure sociale », dans *Travailler*, vol. 9, n°1, 2003, p. 35.

³⁷ Denis Ruellan & Étudiants du Master Médias et Management du CELSA, « Profession : reporter. Genre : féminin », dans *Effeillage*, vol. 7, n°1, 2018, p. 23-27.

³⁸ Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelles-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelles-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 44, « États de crise », pp. 81–108, *op.cit.*

Cette mise en scène viriliste, renforcée par des équipements symboliques comme le gilet pare-balles, illustre à quel point l'image du reporter de guerre reste codifiée. Le témoignage de Maurine Mercier souligne aussi la condescendance que peuvent subir les femmes journalistes, souvent infantilisées par des collègues masculins plus âgés, comme le rappellent les multiples remarques paternalistes qu'elle évoque.

Ce phénomène rejoint d'autres observations sociologiques sur l'entrée des femmes dans des univers traditionnellement masculins. Dans le cas de la boxe anglaise, par exemple, la sociologue Sandy Montañola (2007, 2011) montre que la féminisation passe par l'injection de signes de féminité aux normes sociales des sportives³⁹ (coiffure, maquillage, tenue). Le même rapport peut s'établir dans le milieu du reportage de guerre : certaines reportrices évoquent le fait d'avoir emporté du maquillage en zone de conflit, comme une forme de réassurance sociale ou une manière de rester conforme aux attentes genrées. Ce type de détail, anecdotique en apparence, révèle en réalité la tension entre compétence professionnelle et représentation genrée. Comme l'évoque brièvement Françoise Wallemacq, elle a deux sacs (quasi) toujours prêts :

Un pour les régions chaudes, un pour les froides. Mais elle explique également qu'elle prend toujours une tenue « habillée », féminine et du maquillage. Et cela depuis le jour où un homme yougoslave me fit la remarque : « mais pourquoi les journalistes s'habillent toujours mal quand ils viennent chez nous ? » Depuis lors j'en prends toujours une pour pouvoir être décente et ne pas rester en pantalon de reportage.⁴⁰

L'insertion des femmes dans des secteurs d'activité historiquement masculins est souvent traitée par les médias sous un angle social, celui d'un « événement historique » comme une « première » ou un « exploit »⁴¹. Le cas de Lee Miller, longtemps ignorée puis encensée comme une figure singulière, illustre bien cette dynamique. Elle est célébrée moins comme professionnelle que comme pionnière, ce qui, paradoxalement, tend à reconduire sa marginalité au lieu de l'intégrer pleinement à l'histoire du journalisme.

Idéalisation à l'écran et réalité

Dans le prolongement de la féminisation contrastée du métier, se pose une autre tension fondamentale : celle entre la représentation idéalisée du reporter de guerre et les réalités concrètes du terrain. Derrière le mythe du reporter-héros, se cachent des conditions de

³⁹ Béatrice Damian-Gaillard, Sandy Montañola et Eugénie Saitta, *Genre et journalisme : Des salles de rédaction aux discours médiatiques*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2021, p. 117.

⁴⁰ *Ibid.*, p.57.

⁴¹ *Ibid.*, p.119.

travail marquées par la précarité, l'exposition permanente à des situations de violence extrême, et des conséquences psychologiques souvent négligées. Les journalistes eux-mêmes participent à cet imaginaire, en construisant un récit autour de leur propre expérience.

De nombreux grands noms du reportage et du photojournalisme, Albert Londres, Robert Capa, Larry Burrows, Nick Ut, Horst Faas, Jack London, Ernest Hemingway, Patrick Chauvel, Joseph Kessel, Titaïna, ou plus proches encore, Wilson Fache et Charles Villa du média *Brut*, ont contribué à élaborer cette image du reporter explorateur, façonnant une mythologie professionnelle à travers leurs récits, portraits et postures. Leur héritage contribue à entretenir l'idée d'un métier d'exception, où le courage et la liberté priment sur les contraintes quotidiennes.

Cependant, cette construction ne se limite pas à l'image médiatique ou fictionnelle : elle est aussi le fruit d'une autoreprésentation construite par les reporters eux-mêmes. La scénographie du reportage, en ce qu'elle met en récit non seulement l'événement couvert, mais aussi celui qui en rend compte, produit un métadiscours sur la profession. Le reporter devient narrateur de sa propre présence, acteur d'un récit où le témoignage se mêle au positionnement personnel ; « J'y vois une sorte de devoir moral ; c'est quand tout le monde part qu'il faut justement rester. Pour témoigner. »⁴²

Cette ambivalence révèle les tensions structurelles du métier : entre reconnaissance et précarité, héroïsation et rejet, fonction sociale et mise en scène individuelle. Interroger l'imaginaire du reporter de guerre revient ainsi à questionner la manière dont le métier se perçoit, se raconte et se légitime dans l'espace public.

Ce glissement, de fonction à figure, de profession à mythe, s'inscrit dans un processus historique complexe. Le métier de reporter, apparu tardivement dans le champ médiatique, a traversé une quête de légitimation nourrie par la fictionnalisation, par les discours tenus autant par des tiers (écrivains, politiques, institutions) que par les reporters eux-mêmes, et par une scénographie qui en fait des acteurs visibles au sein de leurs propres récits. La particularité du reporter réside ainsi dans sa capacité à produire un discours sur sa propre

⁴² Delphine Minoui, *Reporter de guerre*, Paris, Bayard, 2024, p.37.

expérience, une parole à double niveau, où l'événement raconté et la personne qui le raconte s'entrelacent.

Une étude sociologique sur l'histoire du métier montre que cette construction ne relève pas du hasard, mais d'un dispositif discursif, au sens foucaldien du terme.

« Par dispositif, j'entends un ensemble résolutif qui peut être formé de discours, d'institutions, d'aménagements architecturaux, de décisions réglementaires, de lois, de mesures administratives, d'énoncés scientifiques, de propositions philosophiques, morales, philanthropiques. En somme, le dispositif est le réseau que l'on peut établir entre ces éléments. »⁴³

Dans les zones de conflit, « l'information, dont la fonction sociale première est la réduction de l'incertitude environnante, génère anxiété, peur, malaise, insatisfaction etc., qui constituent autant de motifs faisant réémerger des modes de communication douteux comme la rumeur, le faux, l'intoxication idéologique, etc. qui mettent à mal l'activité des professionnels de l'information que sont les journalistes »⁴⁴. Elle peut être instrumentalisée, censurée, encadrée, au service d'intérêts politiques ou militaires. La guerre en Irak a illustré cette réalité avec la mise en place du dispositif d' "*embedding*" évoqué dans le chapitre 3 du travail, conçu pour encadrer les journalistes en les intégrant directement aux unités militaires. Loin d'être un simple protocole logistique, ce dispositif traduit la volonté des belligérants de maîtriser le récit de guerre et de canaliser le regard de la presse. L'espace narratif du journaliste devient ainsi un lieu stratégique, disputé, conditionné et parfois détourné.

Les discours institutionnels : légitimation d'une fonction, banalisations du risque

Alors que les productions médiatiques et fictionnelles participent à la mythification du reporter de guerre, les discours institutionnels prolongent cette construction en lui conférant une valeur civique et morale. Le journaliste en zone de conflit est présenté comme un agent du droit à l'information, défenseur des libertés démocratiques et témoin des événements que d'autres cherchent à dissimuler. Cette valorisation, souvent relayée par les écoles de

⁴³ Michel Foucault, *Dits et écrits, tome III : 1976–1979* (« Le jeu de Michel Foucault », entretien avec G. Raulet, p. 299), Paris, Gallimard, 1994.

⁴⁴ Mélanie Mercier, « Les médias et l'actualité de défense : Les journalistes face aux militaires ou vice-versa », dans *Quaderni*, n°36, 2005, p.17.

journalisme, les ONG ou les instances professionnelles, inscrit le reporter dans une mission sociale à haute responsabilité, où l'acte de témoigner devient engagement.

Mais cette construction héroïque, loin de se limiter à l'idéal démocratique, s'accompagne d'une forme de légitimation du danger, lequel devient un trait constitutif du récit professionnel. La mythologie du reporter-héros se nourrit d'un récit officiel qui le place en première ligne des combats pour la vérité et la justice. En soulignant l'importance de sa présence sur le terrain, ces discours institutionnels légitiment non seulement son exposition aux zones de conflit, mais contribuent aussi à normaliser les risques encourus. Le danger, ainsi valorisé, conforte l'idée selon laquelle le reporter incarne un idéal de dévouement et de sacrifice au service du droit du public à l'information.

Si la profession jouit d'un certain prestige, elle reste pourtant l'une des plus exposées aux traumatismes, aux menaces et aux pressions politiques.⁴⁵ Loin d'être simplement le fruit d'une exaltation médiatique ou d'une fascination populaire, cette perception idéalisée du reporter s'inscrit dans un cadre institutionnel plus large, où la prise de risque devient un élément structurant du récit journalistique.

Contrairement au cinéma ou au roman, les discours officiels ancrent le reporter dans le réel, dans une quotidienneté professionnelle marquée par l'instabilité et la violence. Portés par des autorités que l'on peut qualifier d'éminentes, ces récits rappellent les journalistes à leur condition de mortels, et ce faisant, à la dangerosité de leur mission. Le reporter est renvoyé à un métier où la prise de risque, même minime, est constante ; une profession où la fonction sociale est pleinement assumée, et où le danger devient un levier narratif de légitimation. C'est dans ce sens que le reporter devient « héros »⁴⁶.

⁴⁵ Conseil de l'Europe, « Évaluation annuelle de la liberté de la presse en Europe par les organisations partenaires de la Plateforme pour la sécurité des journalistes » [en ligne], sur Conseil de l'Europe.

⁴⁶ Reporters sans frontières (*RSF*), « La Déclaration internationale sur l'information et la démocratie : des principes fondamentaux pour l'espace global de l'information et de la communication » [en ligne], sur *RSF*.

Hypothèses de recherche

Au regard des éléments contextuels développés dans ce travail, qu'il s'agisse des conditions de terrain, du positionnement des rédactions belges ou des témoignages de journalistes expérimentés, il apparaît nécessaire de formuler plusieurs hypothèses autour du traitement psychologique accordé aux correspondants de guerre belges.

Hypothèse 1 : sur la base de l'entretien exploratoire réalisé, qui a donné lieu à des discussions avec des professionnels des médias, nous testons l'hypothèse suivante sur l'échantillon de population étudiée. Les dispositifs d'aide psychologique actuellement mis en place par les rédactions belges pour leurs correspondants de guerre, s'ils existent, ne suffisent pas à répondre aux besoins spécifiques liés aux traumatismes de guerre, obligeant les journalistes à se tourner vers des solutions personnelles ou à combler ces lacunes par eux-mêmes.

Les éléments issus des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche, ainsi que des travaux antérieurs, principalement ceux du Dr. Anthony Feinstein⁴⁷ et du *Dart Center for Journalism and Trauma*⁴⁸ de l'Université de Columbia, montrent que plusieurs variables : âge, sexe, type d'événement couvert, peuvent influencer sur les effets psychiques. Les journalistes débutent souvent leur carrière sans intelligence émotionnelle préalable⁴⁹ et évoluent dans une culture qui valorise la souffrance silencieuse⁵⁰.

Hypothèse 2 : un facteur expliquant l'absence ou la faible présence de dispositifs psychologiques adaptés pour les correspondants de guerre est lié à une autocensure de la part des journalistes eux-mêmes concernant leur vécu personnel.

Dans un environnement où la résilience mentale est valorisée, où le journaliste doit être solide, doit rester calme même sous pression, capable de se détacher des événements traités tout en les vérifiant et en restant le plus objectif possible. Demander de l'aide peut être perçu comme une faiblesse. Lors du recrutement pour cette recherche, plusieurs personnes

⁴⁷ Anthony Feinstein, « A Hazardous Profession », dans *Journalists under Fire : The Psychological Hazards of Covering War*, The Johns Hopkins University Press, 2006, pp. 1-25.

⁴⁸ Hight, J., & Smyth, F. (2003). *Tragedies and journalists : A guide for more effective coverage*. Dart Center for Journalism & Trauma.

⁴⁹ Catherine McMahon, « Building resilience in the war zone against hidden injury », dans *Pacific Journalism Review*, vol. 16, n°1, 2010, p. 39-48.

⁵⁰ Marla Buchanan & Patrice Keats, « Coping with traumatic stress in journalism : A critical ethnographic study », *International Journal of Psychology*, vol. 46, n° 2, 2011, p. 128.

ont décliné pour éviter de se confronter à leur passé, illustrant une forme de déni et de tabou. Le concept de « déni de réalité », tel que défini comme mécanisme de défense, semble ici particulièrement actif. Les valeurs d'objectivité et de détachement perçues comme normatives dans la profession peuvent empêcher les journalistes de consulter⁵¹, malgré la normalisation progressive du recours à un psychologue évoquée par certains.

Hypothèse 3 : la stigmatisation perçue autour de la santé mentale et la peur des conséquences professionnelles freinent les correspondants de guerre belges dans leur démarche de demander une aide psychologique, contribuant ainsi à une sous-utilisation des rares dispositifs existants ou à leur absence totale. Laissant les médias dans un déni, ne souhaitant pas investir dans l'aide et la prévention des traumatismes.

Les études précédemment menées sur les cultures rédactionnelles⁵² décrivent une atmosphère machiste, où l'émotion est considérée comme une faiblesse et l'objectivité comme une norme virile. Pour Berrington et Jemphrey (2003)⁵³, les signes d'impact psychique sont souvent interprétés comme une incapacité à « tenir le terrain ». « Au cours du processus d'acculturation, ils ont appris à supprimer, à taire ou à ignorer les séquelles qu'ils subissent et à accepter ces retombées comme une conséquence de leur travail. Ils comprenaient que la responsabilité de la santé et de la sécurité des employés, en ce qui concerne la direction, n'était ni imposée ni exigée de leur employeur ».⁵⁴ À la suite des entretiens semi-directifs, nous serons amenés d'affirmer ou d'infirmer ces propos dans la limite de l'échantillon de population analysé.

Recherches antérieures sur la santé mentale

Dans ses recherches sur la santé psychologique des reporters de guerre, Feinstein a attiré l'attention également sur cette « culture machiste »⁵⁵ des rédactions, qui découlait en partie de l'idée selon laquelle l'introduction de l'émotion dans les reportages aboutissait à un

⁵¹ James G. Boggs & Roger A. Simpson, *An exploratory study of traumatic stress among newspaper journalists*, Journalism & Mass Communication Monographs, vol. 1, pp. 1–26, 1999.

⁵² Anthony Feinstein, « A Hazardous Profession », dans *Journalists under Fire : The Psychological Hazards of Covering War*, The Johns Hopkins University Press, 2006, pp. 1–25.

⁵³ Elisabeth Berrington & Angela Jemphrey, « Pressures on the press : Reflections on reporting tragedy », dans *Journalism*, vol. 4, n°2, 2003, p. 225-248.

⁵⁴ Patricia Anne Keats & Michael J. Buchanan, « Covering trauma in Canadian journalism: Exploring the challenges », dans *Traumatology*, vol. 19, n°3, 2013, p. 210-222.

⁵⁵ Anthony Feinstein, John Owen et Nick Blair, « A Hazardous Profession : War, Journalists, and Psychopathology », *American Journal of Psychiatry*, vol. 159, no 9, septembre 2002, pp. 1570–1575.

adoucissement ou à une « féminisation » des informations. La bravade et le déni étaient considérés comme des valeurs, en particulier dans le monde du reportage de guerre. Admettre sa faiblesse ne correspondait pas à l'image du reporter détaché.

« Il était largement admis que les signes d'une réaction négative au reportage d'une tragédie étaient susceptibles d'être interprétés par les pairs et les rédacteurs en chef comme une faiblesse, une incapacité à faire face au territoire qui va avec le travail »⁵⁶. Des propos discutés au cours des entretiens et qui sont réfutés par certains intervenants questionnés et avérés par d'autres comme développés dans la suite.

⁵⁶ Elisabeth Berrington & Angela Jemphrey, « Pressures on the press : Reflections on reporting tragedy », dans *Journalism*, vol. 4, n°2, 2003, p. 241.

Chapitre 2 : le métier de reporter de guerre aujourd'hui

Définition du terrain (conflit, guerre, danger)

La situation actuelle des journalistes (statistiques, contexte mondial, menaces)

Le journalisme demeure étroitement associé aux risques du terrain, notamment dans les contextes de guerre, de régimes autoritaires ou de criminalité organisée. L'année 2025 confirme cette tendance : plusieurs journalistes ont payé de leur vie l'exercice de leur métier. Parmi les cas les plus marquants figurent celui d'Alejandro Gallegos, porté disparu au Mexique avant d'être retrouvé mort⁵⁷, celui de Hassan Aslih, journaliste gazaoui tué lors d'une frappe israélienne sur un hôpital⁵⁸, ou encore celui de Victoria Roshchyna, journaliste ukrainienne disparue en 2023, dont le corps rapatrié présentait, selon une enquête du réseau international *Forbidden Stories*, des signes de torture par électrocution et des amputations d'organes⁵⁹. Cette mutilation semble avoir eu pour objectif de dissimuler les causes exactes de sa mort. De nombreux cas qui témoignent de tentatives de contrôle de la presse, encore en 2025. Des situations qui existent, mais qui restent heureusement assez exceptionnelles et centrées sur certains conflits spécifiques.

Il convient toutefois de nuancer cette perception : si les assassinats et disparitions de journalistes sont tragiquement réels, ils ne représentent pas la majorité des situations professionnelles dans le secteur. Pourtant, leur médiatisation contribue à renforcer l'image d'un métier intrinsèquement dangereux, alimentant une forme de mythification du reporter de terrain. Cette représentation, bien qu'inspirée de faits avérés, tend à occulter d'autres formes de menaces plus insidieuses et systémiques. Le danger varie selon le conflit, la zone géographique, les risques pris par le journaliste, et parfois, la sécurité dépend du hasard. Un accident peut arriver.

⁵⁷ Le Figaro avec AFP, « Mexique : porté disparu, le journaliste Alejandro Gallegos retrouvé mort », *Le Figaro*, 26 janvier 2025.

⁵⁸ Rushdi Abualouf, « Gaza journalist Hassan Aslih killed in Israeli strike on hospital » [en ligne], sur *BBC*, 13 mai 2025.

⁵⁹ RSF, « Déclarée morte par la Russie : RSF révèle les derniers mois de captivité de Victoria Roshchyna, détenue dans des conditions inhumaines dans l'enfer de Taganrog » [en ligne], sur *Reporters sans frontières*, 3 mars 2025.

Il n'est cependant en aucun cas normal, peu importe le conflit traité, que la presse soit visée dans l'exercice de ses fonctions. La multiplication des attaques délibérées sur des journalistes reste effarante. 2025 est également marquée par le génocide perpétré en territoires palestiniens, qui rase toute une population, et avec toute la presse locale. Dans la nuit du dimanche 6 avril au lundi 7 avril, une vidéo, particulièrement insoutenable, a surgi sur les réseaux sociaux. Un homme encore en vie, assis sur une chaise, en train d'être dévoré par les flammes. Autour de lui, des cris de panique retentissent. La scène se déroule dans le camp de tentes aménagé dans la cour de l'hôpital Nasser, à Khan Younès, situé au sud de la bande de Gaza, à la suite d'une frappe israélienne. Ahmed Mansour, l'homme sur la vidéo, était un journaliste palestinien de la chaîne *Palestine Today*. « Nous étions retournés nous reposer après avoir couvert le massacre perpétré contre la famille Al-Naffar, dans le centre de Khan Younès, lorsque nous avons été surpris par une explosion vers 2h30. La tente de *Palestine Today* était en feu », raconte le journaliste Bader Tabash, l'auteur des images.⁶⁰ Leur confrère journaliste, Abed Chaat, qui apparaît également sur les images, raconte avoir eu la main brûlée et perdu connaissance alors qu'il tentait de sauver son collègue. Plus récemment encore, le 10 août, Israël a assumé prendre pour cible des journalistes sur place lors de ses attaques, tuant six journalistes employés par la chaîne qatarienne *Al Jazeera*, dont Anas al-Sharif, devenu l'un des visages de ce conflit.⁶¹

Comme évoqué dans l'introduction de ce travail, plus de 200 journalistes palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre 2023. En plus d'être une des catastrophes humanitaires les plus graves, c'est un sans précédent dans l'histoire du journalisme. La presse étrangère étant prohibée dans la bande de Gaza par le gouvernement israélien, les journalistes palestiniens sont l'unique fenêtre du monde vers les atrocités commises dans l'enclave. Au fil des jours, la fenêtre s'occulte. Privés de nourriture et d'eau, la presse occidentale et les organisations commencent à alerter sur les conditions plus qu'alarmantes de leurs confrères : « Depuis que *l'Agence France-Presse (AFP)* a été fondée en août 1944, nous avons perdu des journalistes dans des conflits, nous avons eu des blessés et des prisonniers dans nos rangs, mais aucun de nous n'a le souvenir d'avoir vu un collaborateur mourir de faim. Nous refusons de les voir mourir. »⁶² déclare l'agence de presse. « Depuis des mois, nous

⁶⁰ Marie Jo Sader, « À Gaza, le tribut payé par les soldats inconnus du journalisme », *Le Monde*, 9 avril 2025.

⁶¹ Clothilde Mraffko, « Israël assassine six journalistes palestiniens à Gaza, dont le célèbre reporter Anas Al-Sharif » [en ligne], sur *Médiapart*, 12 août 2025.

⁶² SDJ de l'AFP, « Déclaration sur X » [Tweet], sur *X (anciennement Twitter)*, 21 juillet 2025. Voir annexe 7.

assistons, impuissants, à la détérioration dramatique de leurs conditions de vie. Leur situation est aujourd'hui intenable, malgré un courage, un engagement professionnel et une résilience exemplaires », affirmait un communiqué de l'AFP. Un appel rejoint par de nombreux médias dont la RTBF⁶³ et l'Association des journalistes professionnels⁶⁴ (AJP).

Cette réalité est loin de l'image que se fait le public des conditions de travail des reporters, beaucoup s'imaginent le journaliste envoyé en zone de conflit encadré par l'armée ou une force armée locale, comme l'explique Émilie Baujard :

Beaucoup croient qu'on part forcément avec l'armée ou avec des équipes de sécurité. Les gens sont toujours étonnés quand je leur dis que je pars seule avec mon enregistreur. Un militaire français m'avait dit un jour "en fait tu fais comme moi, tu vas aux mêmes endroits dangereux que moi, mais toi tu n'as pas d'arme". C'est un peu ça. On prend les mêmes risques, mais on n'a rien pour se défendre. On a notre intuition, notre instinct et notre statut de journaliste qui est censé nous protéger. Mais on voit bien avec la Russie et Israël, que les journalistes, ils s'en foutent.⁶⁵

Un autre danger qui reste néanmoins constant, est celui de la précarité économique. De manière plus globale dans le milieu du journalisme, le financement reste complexe. La fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse. L'organisation *Reporters sans frontières* (RSF), créée en 1985, publie chaque année un classement mondial de la liberté de la presse⁶⁶. Cet outil permet de se rendre compte du degré de liberté de la presse dans 180 pays, cette année la Belgique se hisse à la 18^e place du classement, derrière l'Islande.

La fragilisation économique des groupes de presse contraint les rédactions à multiplier les restructurations pour survivre. La fusion des groupes *Rossel* et *IPM*⁶⁷ illustre cette tendance : ces réorganisations se traduisent non seulement par des suppressions d'emplois, mais aussi par une réduction des moyens consacrés aux reportages de terrain. L'actualité internationale est particulièrement onéreuse, envoyer des journalistes sur place pour quelques jours représente une charge financière importante pour les rédactions, peu d'entre elles ont encore les capacités d'assumer. Il faut donc trouver un équilibre. L'actualité internationale, étant donc l'une des plus gourmandes en ressources, en pâtit directement. Dans ce contexte, les départs en zones de guerre deviennent plus rares et reposent souvent

⁶³ La rédaction de la RTBF, « Les bombes, l'isolement, la faim : la SDJ de la RTBF demande la sécurité pour les journalistes et la fin du blocus médiatique à Gaza » [en ligne], sur *RTBF*, 28 juillet 2025.

⁶⁴ Association des journalistes professionnels, « Gaza : vous pouvez agir » [en ligne], sur *AJP*, consulté le 29 juillet 2025.

⁶⁵ Voir annexe 2, Émilie Baujard.

⁶⁶ Voir annexe 8 : capture d'écran du classement datant du 12 août 2025.

⁶⁷ Jean-François Noulet, « Presse écrite : protocole de fusion entre les groupes Rossel et IPM » [en ligne], sur *RTBF*, 24 juin 2025.

sur des freelances, dont la précarité est accentuée par cette fragilisation structurelle. Cette réalité pousse certains à privilégier des contenus moins coûteux, en se tournant vers des sujets desks réalisés à base d'images d'agence de presse au détriment de l'investigation et du reportage de terrain.

Ainsi, la situation actuelle des journalistes en 2025 se caractérise par une double tension : d'un côté, des menaces directes dans les zones de conflit ; de l'autre, une fragilisation économique et institutionnelle qui affecte l'ensemble de la profession, y compris dans des pays démocratiques comme la Belgique. Ces dynamiques, bien que distinctes, convergent vers une même problématique : celle de la viabilité du journalisme indépendant dans un environnement global marqué par l'instabilité, la désinformation et la réduction des moyens en décalage avec la figure idéalisée du reporter.

Risques psychologiques du métier

La santé mentale des journalistes, longtemps reléguée au second plan dans les études sur les médias, s'impose aujourd'hui comme un enjeu central, en particulier pour ceux qui couvrent les conflits armés. Si la place de la santé mentale dans les rédactions belges sera développée dans les chapitres suivants, il convient ici de poser les fondements cliniques et professionnels des principaux troubles rencontrés, afin de contextualiser les vulnérabilités propres au journalisme de guerre. Parmi les pathologies les plus fréquentes figure le trouble de stress post-traumatique (TSPT), défini par l'*Organisation mondiale de la santé (OMS)*⁶⁸ comme une réaction durable à une exposition directe ou indirecte à des événements traumatisants. Les symptômes incluent la reviviscence (flashbacks, cauchemars), l'évitement (refus d'aborder certains sujets ou lieux) et l'hypervigilance (sursaut, insomnie, irritabilité). Le TSPT peut être la conséquence d'un trouble vicariant lorsque le journaliste exposé de manière répétée aux récits d'autres personnes, développe des réactions post-traumatiques similaires à celles des victimes rencontrées. Mais d'autres risques sont à prendre en compte et à distinguer, comme la fatigue compassionnelle et le burn-out. Il y a une distinction à faire entre les trois, car chaque concept a des implications spécifiques pour la santé mentale des journalistes, et nécessite des réponses adaptées⁶⁹.

⁶⁸ Organisation mondiale de la santé, « Trouble de stress post-traumatique » [en ligne], sur *OMS*, 27 mai 2024.

⁶⁹ Jeanne Blanquart (réd.), « Psychotraumatismes et journalistes : comprendre, se protéger et agir », *Cn2r*, mai 2024.

Le burn-out se définit par un état d'épuisement émotionnel, de dépersonnalisation et de diminution du sentiment d'accomplissement personnel, résultant d'un stress professionnel chronique. Il est généralement lié à des facteurs organisationnels ou contextuels tels que le manque de reconnaissance, les conflits de valeurs, la perte de sens ou l'insuffisance de soutien.

La fatigue compassionnelle, ou « fatigue de compassion », apparaît lorsqu'un professionnel est exposé de manière régulière et indirecte à des événements traumatisants, ce qui entraîne une forme d'usure psychologique. Elle se traduit par une hypersensibilité à la souffrance d'autrui, un sentiment d'impuissance à aider les personnes accompagnées et, souvent, une remise en question de sa vocation ainsi que du sens de son travail.

Chaque trouble se manifeste par des comportements spécifiques qu'il est essentiel d'identifier afin de pouvoir orienter la personne vers un spécialiste de la santé mentale.

Tableau comparatif des symptômes liés à ces troubles :

	Trauma vicariant	Burn-out	Fatigue compassionnelle
Reviviscences (impressions de revivre l'événement et de le ressentir)	X		
Évitement (de certains endroits, certaines personnes, certains sujets de discussion...)	X		
Hypervigilance (ex : sursauts)	X		
Forte irritabilité	X	X	X
Cynisme		X	X
Symptômes physiques (maux de tête, douleurs musculaires, etc.)	X	X	X
Fatigue extrême		X	X
Diminution de l'empathie	X	X	X
Sentiment d'épuisement émotionnel		X	X
Perte d'intérêt pour son travail		X	X
Troubles du sommeil (insomnies...)	X	X	X
Perte de sens		X	X

(Source : https://cn2r.fr/wp-content/uploads/2024/06/Fiche_journalistes_Cn2r_V2.pdf)

Les conditions de vulnérabilité propres aux journalistes de guerre sont multiples : découverte de terrains parfois inconnus, exposition prolongée à la violence, absence de suivi post-mission, pression éditoriale, et parfois manque de reconnaissance institutionnelle. Selon l'*AJP*⁷⁰, les rédactions belges ne disposent pas de protocoles systématiques de soutien psychologique, et les journalistes indépendants sont particulièrement exposés à l'absence de prise en charge. Le rapport de *Media Freedom Rapid Response*⁷¹ (MFRR) souligne que l'aide psychologique reste souvent conditionnée à une demande explicite, ce qui constitue un frein majeur dans un métier où la résilience est valorisée au détriment de la vulnérabilité.

Enfin, il est essentiel de rappeler que ces troubles sont sous-diagnostiqués et mal pris en charge, en partie en raison de la culture professionnelle du journalisme, qui valorise l'endurance, la neutralité émotionnelle et la capacité à « encaisser ». Cette posture, bien qu'héroïque dans l'imaginaire collectif, contribue à invisibiliser les souffrances psychiques et à retarder les démarches de soin.

Ce cadre théorique permettra d'analyser, dans les chapitres suivants, la manière dont les rédactions belges abordent ou ignorent ces enjeux, et comment les journalistes eux-mêmes perçoivent leur santé mentale dans un environnement professionnel marqué par la précarité, la pression et l'exposition au trauma.

Présentation du mythe : héros, aventurier, quête de vérité

La figure du reporter de guerre s'est construite au fil du temps comme un archétype puissant, nourri par des récits médiatiques, politiques et pédagogiques qui en façonnent une perception largement idéalisée. Les journalistes qui couvrent les conflits semblent occuper une place particulière dans la perception du journalisme par le public : ils sont parfois considérés comme courageux et nobles, parfois téméraires et égoïstes⁷². Cette ambivalence reflète une mise en récit qui confère à cette profession une dimension quasi-mythique. Le reporter de guerre y est investi d'une mission à la fois éthique et sociale : défendre les

⁷⁰ Association des journalistes professionnels, « Préserver sa santé mentale » [en ligne], sur *AJP*, consulté le 29 juillet 2025.

⁷¹ Media Freedom Rapid Response (MFRR), *Practical Support for Journalists in France*, mars 2025.

⁷² James Rodgers, *Reporting Conflict*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York, 2012, p. 9.

principes fondamentaux de la démocratie, garantir le droit à l'information et témoigner des réalités humaines dans des contextes extrêmes.

Comme il sera évoqué dans l'analyse, l'héroïsation de cette figure repose sur une rhétorique institutionnelle puissante, qui valorise l'engagement, le courage et le devoir moral du journaliste face aux conflits. Ce discours est largement relayé par les écoles de journalisme, les ONG internationales de défense de la liberté de la presse et les rédactions elles-mêmes. En insistant sur le rôle fondamental du reporter dans les sociétés démocratiques, ces structures participent à la construction d'une image valorisante du métier, occultant parfois la précarité, les blessures invisibles et les dangers bien réels qui l'accompagnent.

Cette mythologie du reporter-héros se nourrit également d'un récit officiel qui le place en première ligne des combats pour la vérité et la justice. La légitimation de sa présence sur le terrain devient alors un impératif démocratique. Mais cette valorisation du danger comme élément constitutif du métier contribue à la normalisation du risque, voire à son acceptation tacite comme partie intégrante de la vocation. Elle conforte l'idée selon laquelle le journaliste de guerre incarne un idéal de dévouement et de sacrifice. Une fonction sociale hautement valorisée, parfois au prix d'un effacement de sa propre vulnérabilité.

Comme le souligne la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie⁷³, «la fonction sociale du journalisme est d'assurer un rôle de 'tiers de confiance' des sociétés et des individus ». Le reporter est ainsi renvoyé à un métier où la prise de risque, même minime, est pourtant constante. C'est dans ce sens que le reporter devient « héros ».

Contrairement aux récits fictionnels ou romancés, les discours institutionnels tendent à ancrer cette figure dans une réalité quotidienne, faite d'urgences, de terrain et de récits interrompus. Portés par des voix que l'on peut qualifier d'éminentes rédactions internationales, associations professionnelles, instances éducatives. Ces discours rappellent le reporter à sa condition de travailleur exposé, de témoin actif, mais mortel. Cette construction idéalisée trouve aussi des échos dans les trajectoires individuelles. Une intervenante interrogée dans le cadre de cette recherche confie : « Ma famille, (...) soit ils disent que je suis un peu tarée, soit que j'ai un courage énorme. Et je crois que ce n'est ni

⁷³ Reporters Sans Frontières, « Déclaration internationale sur l'information et la démocratie : des principes fondamentaux pour l'espace global de l'information et de la communication », *RSF*, 5 novembre 2018.

l'un ni l'autre. Il y a, c'est vrai, un goût du risque qui n'est pas indéniable. Il y a cette ligne rouge qui est un petit peu différente des gens lambda. »⁷⁴

Cette construction symbolique du reporter de guerre sera approfondie dans les chapitres suivants, à travers l'analyse des discours recueillis en entretien, afin de questionner la manière dont elle façonne ou heurte les trajectoires professionnelles et les vécus psychologiques des journalistes de terrain.

⁷⁴ Voir annexe 2, AN.

Chapitre 3 : cadre contextuel, méthodologique et corpus

Cadre contextuel et définition du terrain

A. Définition de la notion de journaliste de conflit

Il est important avant de débiter toute analyse de bien cadrer et distinguer les différentes professions journalistiques qu'englobe le terme journaliste de conflit. Lorsque le reportage de guerre et la couverture de conflits armés sont évoqués, le terme « grand reporter » est souvent associé. Un terme fréquemment employé dans les médias, dans les films, les livres et qui veut tout et rien dire à la fois, qui est vide de substance. Grand reporter correspondrait à une petite élite de journalistes qui couvre les quatre coins du monde tels des aventuriers des temps modernes, avec une certaine liberté et indépendance. Un terme qui, inconsciemment, place le métier en haut d'une pyramide de la profession, la catégorisant comme étant plus glorieuse ou en tous cas plus importante qu'un autre sous-genre qui constitue le journalisme.

Le grand reporter doit être toujours prêt au départ quand son rédacteur ou rédactrice en chef l'exigent. « Va-Partout », celui que Pierre Giffard met en scène en 1881 « couche sur une valise toujours bouclée en guise d'oreiller »⁷⁵ ; son livre n'est donc pas seulement un manifeste en faveur du grand reportage, c'est aussi un clin d'œil aux directions des rédactions, et d'abord à la sienne, pour leur dire qu'elles pourront toujours disposer à leur guise de ce journaliste-là.⁷⁶ Un lien toujours établi dans les rédactions modernes.

Néanmoins, dans la réalité, il y a divers types de Va-Partout. Il y a d'un côté les envoyés spéciaux, qui comme le nom l'indique, sont envoyés spécialement dans une zone pour couvrir un événement précis sur une période de temps prédéfinie. Ces journalistes ont des rapports parfois assez lointains avec les terrains traités, voire même presque aucune connaissance de la zone. Ils sont destinés à revenir dans leurs rédactions par la suite et partent dans le but unique de créer le reportage ou le sujet demandé par la rédaction qui paye le voyage, les frais sur place, les fixeurs, chauffeurs, traducteurs, cadreur, etc.⁷⁷.

⁷⁵ Pierre Giffard, *Le Sieur de Va-Partout : Souvenirs d'un reporter*, Paris, Maurice Dreyfous, 1880, p.2.

⁷⁶ Marie Martin, « Le voyage du grand reporter, de la fin du XIXe siècle aux années 1930 », dans *Le Temps des médias*, n°8, 2007, p. 118-129.

D'un autre côté, il y a les correspondants sur place. Eux, vivent au cœur des pays affectés par les guerres, les situations dangereuses, les peuples menacés, etc. Ils ont généralement une grande connaissance des terrains traités car ce sont leurs pays, dont ils parlent la langue, connaissent les habitants et les coutumes car eux-mêmes sont à la fois témoins des situations et acteurs des événements.

Ces deux pôles de la profession sont essentiels et offrent des perspectives différentes sur des situations complexes. Ces deux manières de traiter l'information permettent de donner aux lecteurs des analyses et des regards différents sur l'information, mais avec toujours le même objectif : parcourir le monde, quitte à prendre des risques pour voir et surtout faire savoir, pour montrer et éveiller potentiellement les consciences. Les participants rencontrés correspondent à ces deux pans du métier.

Un troisième profil mérite d'être distingué : celui du reporter "*embedded*", ou journaliste embarqué. Cette pratique, popularisée lors de l'invasion de l'Irak en 2003, consiste à intégrer un journaliste au sein d'une unité militaire afin qu'il couvre le conflit depuis l'intérieur des opérations armées. Le reporter *embedded* partage le quotidien des soldats, voyage avec eux, dort sur les mêmes bases et suit leurs déplacements, tout en étant soumis à des règles strictes de sécurité et de confidentialité⁷⁸. Cette proximité permet un accès privilégié à certaines zones de guerre, mais soulève également des questions éthiques majeures : dépendance logistique aux forces armées, limitation de la liberté éditoriale, et risque de partialité dans le traitement de l'information.

Cette modalité peut concerner aussi bien les envoyés spéciaux que les correspondants. Certains journalistes embarqués sont envoyés ponctuellement par leur rédaction pour une mission précise, tandis que d'autres, déjà présents sur le terrain, intègrent temporairement une unité militaire pour accéder à des zones inaccessibles autrement. Dans les deux cas, le statut *embedded* modifie les conditions de travail et les rapports à l'information, en plaçant le journaliste dans une position intermédiaire entre observation indépendante et immersion encadrée. Cette pratique a été critiquée pour son potentiel biais informationnel, certains accusant le journaliste embarqué de relayer involontairement la propagande des forces armées.

⁷⁸ Bill Katovsky & Timoty Carlson (dir.), *Embedded : The media at war in Iraq*, Guilford, Lyons Press, p.14.

Malgré les controverses, le reportage *embedded* reste une pratique reconnue du journalisme de guerre, souvent utilisée lorsque l'accès autonome au terrain est impossible ou trop dangereux. Il constitue une forme hybride, à mi-chemin entre le reportage de terrain et la communication institutionnelle, et mérite d'être analysé comme tel dans la typologie des métiers du journalisme en zone de conflit. Le reportage *embedded* soulève un dilemme éthique : garantir la sécurité du journaliste tout en maintenant son indépendance éditoriale face à une institution militaire qui contrôle l'accès au terrain.

B. Définir un terrain de conflit

Avant d'aller plus loin dans l'étude, il convient de définir ce qu'est une zone de conflit. Quand on évoque un pays en guerre, on a à l'esprit des images de destruction, de violence, de morts, de blessés. Certes, cette réalité existe, elle est d'ailleurs souvent présentée dans les médias, mais elle n'est pas l'unique image d'un pays en guerre. Comme l'expliquent certains journalistes rencontrés, comme Maurine Mercier :

Non. Je pense qu'il y a une vision qui est très romantique. D'abord, c'est compliqué pour les gens d'avoir une véritable vision de ce qu'est la guerre. Ça commence par là. J'entends deux choses. Je le vois en Ukraine, je le vois aussi en Libye. Les gens ont peu conscience qu'un pays en guerre, c'est un pays qui vit aussi. Je caricature à peine, mais souvent les gens ont l'impression que la capitale ukrainienne est rasée. Ils oublient qu'une guerre c'est très long, c'est insidieux et qu'on ne rase pas des villes ainsi.⁷⁹

Une expérience partagée par une journaliste française désirant rester anonyme :

L'Ukraine c'est un terrain qui est dangereux, même à l'ouest il y eu des zones bombardées avec des civils visés, il n'y a pas de questions là-dessus, mais par contre ce n'est pas la même chose d'aller sur les lignes de front en Ukraine qui sont extrêmement dangereuses maintenant avec les rats ou d'aller dans une ville comme Kiev ou Odessa qui, effectivement se font bombarder, mais qui ne sont pas des endroits où on a un danger à 100 %, permanent H24 et où il a des drones partout qui combattent.⁸⁰

Face à cette distorsion de la réalité, la journaliste explique devoir rassurer ses proches quant à ses conditions de travail :

On apprend aussi à les rassurer. Par exemple, quand il y a eu la guerre au Liban, je leur ai tout de suite dit que j'habitais dans un quartier qui n'avait pas du tout l'habitude d'être bombardée. J'essayais de parler d'autres choses, des trucs que je mangeais plutôt que de parler des gens qui se sont fait exposer. C'est un peu histoire de dire, oui, il y a ce qu'on voit à la télévision et puis il y a notre quotidien qui n'est pas aussi dangereux que ce que vous pouvez penser.⁸¹

⁷⁹ Voir annexe 2, Maurine Mercier.

⁸⁰ Voir annexe 2, AN.

⁸¹ *Ibid.*

Cette vision préconçue a tendance à amplifier certains aspects de la guerre se retrouve également dans le discours entourant le traumatisme psychologique des reporters. Comme le souligne Wilson Fache :

Parfois j'ai l'impression qu'on en a tellement parlé, qu'on en vient peut-être à exagérer le risque. Comme si forcément on allait dans une zone de guerre, forcément on voyait des morts et des blessés, alors forcément on allait développer un PTSD. Alors que non, et heureusement. Je pense que c'est très bien qu'on en parle et que ça ne soit plus un sujet tabou. Mais il ne faudrait pas non plus surévaluer le risque.⁸²

Méthodologie de recherche

Dans cette partie, nous allons préciser la méthodologie choisie pour mener de la meilleure des façons ce travail. Nous détaillerons ensuite plus précisément les critères qui ont permis de mener à bien les entretiens semi-directifs, la sélection des participants et les sujets évoqués au cours des échanges. En termes de méthodologie donc, notre enquête se fondera principalement sur l'analyse des objets de recherche identifiés comme pertinents pour l'étude de notre sujet, et sur les ouvrages bibliographiques appropriés.

Pour ce qui est du corpus, il représente le corps de notre recherche et face à un sujet d'une telle ambition et étendue, il est essentiel de justifier des choix qui risqueraient de paraître arbitraires, mais qui se sont avérés nécessaires pour traiter le plus justement le sujet. Face à la diversité et l'exhaustivité de productions et de discours qui existent, que ce soit dans la fiction ou dans des reportages, nous avons opéré une sélection la plus objective possible avec des œuvres qui étaient à notre portée. Parmi celles-ci, nous pouvons distinguer des œuvres cinématographiques, des fictions, des livres, des biographies et autobiographies.

Ce mémoire se base en premier lieu sur l'analyse qualitative d'entretiens conduits auprès de neuf journalistes travaillant pour des médias belges francophones confrontés actuellement ou dans le passé à des conflits armés ou des zones de guerre. Sur les neuf personnes rencontrées, quatre hommes et cinq femmes. Cet échantillon est composé de journalistes plus expérimentés à des zones à risque qui sont actuellement moins présents sur le terrain, et des plus jeunes fréquemment présents pour couvrir des zones de conflits. Les intervenants ont été choisis sur base de leurs expériences, des zones de conflits dans lesquelles ils ont travaillé ainsi que de leur carrière. J'ai fait le choix de faire appel à des journalistes francophones qui travaillent ou ont travaillé en tant que correspondants ou

⁸² Voir annexe 2, Wilson Fache.

envoyés spéciaux pour des médias belges, la profession étant peu répandue chez les journalistes belges que l'on peut compter sur les doigts des deux mains, il était vital d'élargir le champ des entretiens. Néanmoins, cette limitation se justifie par la mondialisation, qui n'épargne pas le monde des médias, combiné à une uniformisation de certains discours qui permettent de dresser un portrait similaire et d'établir des similitudes et des points de divergences entre un correspondant français et un correspondant belge.

Compte tenu de la nature du sujet, de l'angle centré sur l'expérience vécue des journalistes et de la dimension profondément humaine de cette recherche, l'approche qualitative s'impose comme la plus pertinente. Elle permet d'obtenir des données riches et nuancées auprès d'un nombre restreint de participants, là où une enquête quantitative sur un échantillon plus large n'aurait pas permis de saisir la complexité et la profondeur des vécus individuels.

Échantillonnage

La composition de notre échantillon a fait l'objet d'une attention particulière. Nous avons sélectionné des journalistes aux profils variés, notamment en termes d'âge, de genre et de parcours professionnel, afin de rendre compte de la diversité des expériences face à la couverture d'événements traumatiques de proximité. Afin de maintenir une certaine cohérence dans l'analyse, nous avons toutefois restreint notre échantillon aux professionnels ayant travaillé pour un média national francophone ou une agence de presse active en Belgique.

Notre approche est avant tout exploratoire. Nous avons eu recours à un échantillonnage dit « biaisé » ou raisonné : tous les journalistes de conflit travaillant ou ayant travaillé pour un média belge n'avaient pas la même probabilité d'être inclus dans notre étude⁸³. Ce biais découle du choix ciblé de profils jugés particulièrement pertinents pour interroger notre problématique, et non d'un tirage aléatoire.

Ce type d'échantillonnage comporte des limites, notamment la possibilité de données manquantes. Celles-ci peuvent être de nature aléatoire (MCAR – *Missing Completely At*

⁸³ Sébastien Fontaine. (2025). *Cours de méthodologie de l'enquête*. [Support de cours]. Université de Liège.

Random), ou résulter d'omissions involontaires, voire de réticences conscientes de la part des personnes interrogées, en raison de la sensibilité du sujet abordé⁸⁴.

Recrutement des participants

Une grande quantité de demandes ont été formulées auprès de journalistes francophones travaillant ou ayant travaillé dans le passé pour des médias belges. Finalement, seules neuf personnes se sont montrées disponibles et pertinentes. Notre collecte de données nous a amenée à rencontrer des professionnels aux profils variés que ce soit en termes de spécialisation⁸⁵, de type de journalisme, de média, de conflits couverts ou de guerre, comme le démontre le tableau reprenant les profils détaillés de chaque intervenant est à retrouver en annexe de ce travail pour plus de précision ⁸⁶ Un histogramme reprenant les intervenants par catégorie est également disponible en annexe⁸⁷.

Profils de la population de l'enquête :

Les profils sélectionnés pour cette analyse qui ont répondu à l'appel sont les suivants. Ils sont présentés dans l'ordre chronologique des rencontres :

Alain Lallemand est le premier intervenant. Alain a couvert de nombreux pays en guerre au fil de sa carrière comme Colombie, Afghanistan, Irak, Iran, Djibouti, Crimée. Avant de changer de cap et de rejoindre le pôle culture du journal *Le Soir* en 2018. Alain Lallemand a du métier derrière lui, et a vécu des moments intenses sur le terrain. Son parcours et sa vision ont été des points de départ de réflexion sur la place de la parole dans le métier et de l'aspect psychologique trop souvent négligé dans les débuts de carrière de jeunes journalistes.

Le second intervenant correspond au gagnant du prix Albert Londres 2023, Wilson Fache. Le premier belge à avoir remporté ce prix prestigieux a couvert dès le départ de sa carrière et même lors de ses études des pays connus pour leurs situations complexes, Liban, Crimée,

⁸⁴ Sébastien Fontaine. (2025). *Cours de méthodologie de l'enquête*. [Support de cours]. Université de Liège.

⁸⁵ Spécialisation dans le sens de journalistes qui se spécialisent dans la couverture judiciaire, le terroriste et d'autres secteurs connexes de manière directe ou indirecte ou qui ont l'habitude de travailler en zones hostiles.

⁸⁶ Voir annexe 4, tableau précis des intervenants.

⁸⁷ Voir annexe 10, histogramme reprenant les intervenants par catégorie.

Gaza, Iran, etc. Cet entretien a permis non seulement de mettre en parallèle mes réflexions faites après la rencontre avec le premier intervenant, mais également de m'interroger sur le déni chez les jeunes journalistes.

Françoise Wallemacq a été la troisième personne interrogée et la première femme parmi les intervenants de ce mémoire. Figure incontournable de l'international à la *RTBF*, elle s'est imposée comme l'une des rares femmes belges à occuper durablement une place en première ligne dans la couverture de l'actualité internationale, dans un métier encore largement perçu comme masculin. Au fil de sa carrière, elle a couvert des contextes complexes comme les Balkans, la Somalie, l'Afghanistan, ou encore la République démocratique du Congo — un pays avec lequel elle entretient un lien particulier. La rédaction l'y envoie régulièrement en mission, mais elle y a aussi vécu plusieurs années, développant une connaissance fine du terrain. Son témoignage apporte un regard précieux sur l'évolution du métier, la place des femmes dans ce domaine, et la manière dont on construit une expertise sur un pays ou une région.

Sophie Guignon, journaliste franco-libanaise, a constitué le quatrième entretien, à son retour en France du Liban où elle est correspondante pour plusieurs chaînes françaises et belges depuis plusieurs années. Cet échange a permis d'évoquer les différences de traitement des journalistes de guerre entre les rédactions belges et françaises, mais également de parler de la difficulté de ne pas se laisser envahir par un sujet, même une fois rentrée de mission.

Éric Destiné, journaliste au pôle international de la *RTBF*, a constitué le cinquième entretien de ce mémoire. Principalement basé à la rédaction en Belgique, il intervient ponctuellement comme envoyé spécial sur certaines zones de conflit. Cette rencontre a permis de distinguer les rôles de l'envoyé spécial et du correspondant permanent, mais aussi de comprendre comment les journalistes traitent, à distance, des informations et des témoignages qu'ils ne recueillent pas eux-mêmes. L'entretien a également apporté un éclairage sur la préparation spécifique que nécessite un départ en mission courte dans une zone de conflit.

La sixième personne intervenante de ce mémoire est une journaliste indépendante basée au Moyen-Orient, dont l'identité a été anonymisée à sa demande. Elle collabore depuis plusieurs années avec divers médias francophones, tant belges que français, et couvre

principalement l'actualité du Liban ainsi que celle de la région plus largement. Son témoignage a permis d'aborder les réalités du journalisme de terrain exercé depuis l'étranger, entre précarité structurelle, liberté éditoriale et gestion des risques. Elle est également revenue sur les spécificités du travail en freelance dans un contexte de proximité permanente avec les conflits, tout en dressant certaines différences notables entre les pratiques journalistiques en France et en Belgique, notamment dans l'accompagnement des correspondants et la reconnaissance institutionnelle de leur travail.

Christophe Lamfalussy est grand reporter à *La Libre Belgique* depuis 1985, où il a couvert l'actualité internationale dont plusieurs conflits : Bosnie, Afghanistan, Syrie, Irak ou encore l'Arménie. Spécialisé dans le terrorisme et les questions de sécurité, il a été l'un des premiers à alerter l'opinion publique sur le départ de ressortissants belges vers la Syrie et est désormais retraité.

Anciennement correspondante dans les territoires palestiniens, Émilie Baujard est, depuis 2014, grand reporter à la radio *RTLFrance*. Elle travaille également pour de nombreux médias français, *Radio France*, *RFI*, *RTS*, *BFM TV* et *Medi1TV*, mais également pour le groupe *RTL Belgique*.

L'ultime participante, Maurine Mercier est journaliste suisse-canadienne, lauréate du prix de la Journaliste suisse de l'année 2023. Grand reporter spécialisée dans les zones de conflit, elle couvre depuis 2022 la guerre en Ukraine, après avoir été correspondante en Afrique du Nord entre 2016 et 2022. Elle collabore avec de nombreux médias francophones, parmi lesquels *RTS*, *Radio France*, *Libération* ou encore la *RTBF* en Belgique. Elle a reçu plusieurs distinctions internationales pour la qualité de ses reportages, notamment sur les conflits en Libye et en Ukraine. Elle a notamment été récompensée par le prestigieux prix Bayeux des correspondants de guerre pour ses sujets en Ukraine. Installée aujourd'hui à Kiev, elle poursuit son travail de terrain et continue de couvrir ce conflit.

Il convient de préciser que l'ensemble des personnes interrogées dans cette recherche sont blanches et d'ethnicité européenne, à l'exception de Sophie Guignon, qui est franco-libanaise. Aucune autre personne issue d'une minorité ethnoraciale n'a été incluse dans cette étude. Si cette homogénéité s'explique en partie par les contraintes du terrain

notamment la difficulté à identifier des profils à la fois disponibles et pertinents au regard de l'objet d'étude, elle reflète également un manque de diversité plus structurel au sein de la profession journalistique en Belgique, encore largement marquée par une faible ouverture à la pluralité ethnoraciale. Il semble donc y avoir une certaine invisibilité de ces minorités ethniques dans le secteur des médias. Or la présence d'individus d'origine étrangère à des postes visibles semble revêtir une importance pour l'audience d'origine étrangère qui perçoit cette présence comme une reconnaissance de sa communauté et un gage d'égalité face à l'accès à la profession de journaliste.⁸⁸

Comme le constate l'*AJP* dans son rapport sur la diversité dans le métier : la diversité au sein de la profession journalistique en Belgique francophone a connu certaines évolutions positives au cours de la dernière décennie, ces progrès restent limités et inégaux, notamment en termes d'inclusion (et de rétention) des profils féminins et issus de la diversité d'origine et culturelle. Le portrait type du journaliste, un homme universitaire blanc de 47 ans, n'a quasiment pas évolué en dix ans, ce qui pose des questions en termes de pluralisme et de reflets de la diversité au sein de la société belge francophone.⁸⁹ Tout se passe donc comme si le secteur des médias était marqué par une double ethno stratification : d'abord à l'échelle du marché du travail global, l'industrie médiatique étant un secteur peu accessible aux minorités ; ensuite, au sein même de ce secteur, les minorités étant principalement présentes dans les fonctions de second plan.⁹⁰

Déroulement et présentation des entretiens

Les entrevues qualitatives se déroulaient selon deux possibilités en fonction des disponibilités des personnes interrogées ainsi que si elles se trouvaient en Belgique ou à l'étranger. Une grande partie des personnes rencontrées étant toujours actives dans ce domaine (7), il était impossible de les rencontrer tous en personne. Quatre interviews ont été réalisées en personne, soit dans une pièce fermée des bureaux de la rédaction (1), ou dans un lieu public (3). Les autres intervenants ont été interrogés par visioconférence (2),

⁸⁸ Morgane Giladi & Sybille Regout, « La diversité ethnique des équipes journalistiques : un enjeu difficile ? », dans *Bruxelles, ville mosaïque*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2014, chap. 5, p.97.

⁸⁹ Association des journalistes professionnels. (2024, octobre). *Diversité au sein de la profession de journaliste* [Brochure PDF]. AJP, p.62.

⁹⁰ Morgane Giladi & Sybille Regout, « La diversité ethnique des équipes journalistiques : un enjeu difficile ? », dans *Bruxelles, ville mosaïque*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2014, chap. 5, p.105.

par téléphone (2) ou par réponse de mail (1) en fonction des disponibilités et des possibilités géographiques de chacun.

À des fins méthodologiques, nous avons demandé aux répondants la permission d'enregistrer l'intégralité de l'entrevue et de prendre des notes simultanément, ce qui a été accepté à l'unanimité. Ces enregistrements audios comptabilisent 6 heures 10 minutes, pour une durée moyenne de 46 minutes par entretien et ont tous été retranscrits, pour un total de 121 pages.⁹¹

Par la suite, des échanges ont également été menés avec des responsables de rédactions belges pour qui ont travaillé les journalistes interrogés. Cette démarche vise à analyser les politiques institutionnelles et les dispositifs concrets mis en place pour accompagner psychologiquement les correspondants de guerre, en lien avec les obligations déontologiques des employeurs.

L'objectif de cette méthodologie est de croiser les points de vue des journalistes, de leurs employeurs et des chercheurs en psychologie afin de proposer une analyse globale et nuancée des dispositifs actuels, et d'en évaluer l'adéquation face aux défis contemporains de la profession. Les résultats permettent d'envisager des pistes d'amélioration et de formuler des recommandations pour un meilleur soutien psychologique des correspondants de guerre et un meilleur encadrement global en salle de rédaction.

Afin d'avoir un portrait global des témoignages récoltés, chacune des retranscriptions d'entretiens a été relue et les passages jugés pertinents et en lien avec le sujet ont été mis en avant tout au long de l'analyse. Ceci nous a d'abord permis de synthétiser les propos des participants, mais également de définir les grandes thématiques de notre recherche.

⁹¹ Les retranscriptions sont à retrouver dans les annexes.

Chapitre 4 : analyse de terrain, culture rédactionnelle et santé mentale

Ce chapitre s'appuie sur les matériaux empiriques recueillis lors des entretiens réalisés avec des journalistes belges spécialisés dans la couverture des conflits. Il a pour objectif d'explorer la manière dont la culture rédactionnelle, les trajectoires individuelles et les représentations professionnelles influencent la perception, la reconnaissance et la gestion des troubles psychiques liés au métier. En s'appuyant sur les témoignages recueillis, il s'agit de comprendre comment les rédactions abordent (ou évitent) les questions de santé mentale, et comment les journalistes eux-mêmes construisent un rapport au trauma, au danger et à leur propre vulnérabilité.

Cette analyse de terrain ne vise pas à produire un diagnostic médical, mais à interroger les mécanismes qui structurent le vécu professionnel en zone de conflit. Elle croise ainsi trois dimensions essentielles : les logiques institutionnelles des rédactions, les récits individuels des journalistes, et les dynamiques psychiques que ces deux univers révèlent ou occultent. À partir de cette matière, le chapitre est organisé en trois temps : l'étude des pratiques rédactionnelles en matière de formation et de gestion du trauma ; la mise en récit des témoignages journalistiques ; et enfin une lecture analytique des discours, éclairée par le cadre théorique posé dans la première partie du mémoire.

Culture des rédactions : formation, trauma et sensibilisation

L'analyse se déploie autour de trois axes :

- Les pratiques rédactionnelles concernant la formation, la sécurité et le soutien psychologique ;
- Les récits individuels des reporters, révélant leurs arbitrages personnels face au risque ;
- Une lecture des discours professionnels éclairée par les cadres théoriques posés dans les premières parties du mémoire.

Cette analyse s'achèvera par les réponses des rédactions sollicitées, permettant ainsi de compléter notre travail avec ses deux dimensions.

Si certaines rédactions proposent des formations relatives à la sécurité (mise à l'abri, gestion du stress, premiers secours), la sensibilisation à la santé mentale reste hétérogène, partielle et souvent reléguée au second plan. Les informations internationales occupent une place croissante dans les journaux. Pourtant, paradoxalement, de moins en moins de médias envoient leurs propres correspondants couvrir les guerres. La tendance actuelle est de recourir à des journalistes « freelances » ou à des correspondants locaux permanents. Ce choix permet aux médias de faire des économies tout en couvrant une actualité onéreuse (frais de déplacements, logements sur place, véhicule de transport, assurance, etc.). Ces pigistes constituent pour les rédactions une « solution bon marché »⁹², mais ils sont aussi les plus exposés aux dangers. Une main d'œuvre très appréciée des rédactions qui poussent de nombreux jeunes journalistes à se lancer en tant que freelances en partant dans une zone de conflit pour se faire un nom au travers d'une guerre.

Le statut de freelance implique une instabilité économique et un accès limité à la protection institutionnelle. Un pigiste n'aura jamais la certitude d'un salaire fixe qui tombe de manière régulière. D'autre part, il n'a pas accès aux mêmes encadrements qu'un salarié ; les relations entre les pigistes et les médias ne sont pas souvent bien établies, et il est fréquent que le freelance parte couvrir un conflit ou un territoire hostile sans équipement ou alors de qualité médiocre, sans assurance, sans formation en amont car ces frais doivent être payés de sa poche et passe souvent à la trappe.

Les journalistes interrogés soulignent un contraste fort entre le degré de professionnalisation espéré et la réalité des moyens offerts. « Franchement, moi, les premières années que j'ai faites en tant que freelance, j'étais un peu naïve, je pense. Je ne demandais pas à ce qu'ils payent mes frais parce que j'avais peur de me faire griller, que je demande trop. Et du coup, j'acceptais plein de trucs. Donc, je n'étais pas bien payée. »⁹³

Ces expériences illustrent le contraste entre les exigences professionnelles et les moyens offerts par les rédactions. Christophe Lamfalussy insiste sur la responsabilité des médias : « le principe même d'une assurance, c'est qu'elle ne doit pas servir. Mais quand on en a

⁹² Aimé-Jules Bizimana, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, p. 5.

⁹³ Voir annexe 2, AN.

besoin, c'est vraiment utile. C'est une responsabilité des médias de protéger leur personnel.
»⁹⁴

Alain Lallemand détaille également les solutions de fortune mises en place pour pallier l'absence de couverture institutionnelle : « (...) Ça, c'était les éléments clés. Donc payer à ma place les emprunts hypothécaires ou à la place de mon épouse, les emprunts hypothécaires à concurrence de 12 millions d'euros, on peut respirer, et la scolarité de mes enfants jusqu'à 25. Et donc c'était garanti par une convention notariée avec la société Rossel qui garantissait cela sur son capital. Donc j'étais garanti. »⁹⁵

Cette précarisation est structurelle. Les témoignages recueillis soulignent que les rédactions tendent à externaliser le risque, laissant aux pigistes la charge de leur sécurité physique et psychologique. Comme le note Christophe Lamfalussy : « beaucoup de médias maintenant font appel à des freelances qui essayent de se faire un nom à travers une guerre, mais qui partent sans formation, sans encadrement, sans matériel. Ce qu'ils ont quoi. C'est vraiment risqué, en plus ils sont payés pour quasiment rien. »⁹⁶

Certaines initiatives existent toutefois pour combler ces lacunes. L'*AJP* proposait, par exemple, une *Summer school* en 2024 incluant un module sécurité⁹⁷ encadré par Wilson Fache et la Fédération européenne des journalistes, avec la participation de David Bevan, ex-militaire et expert *Safety* de la *Fédération européenne des journalistes (FEJ)* (*L'IA, le reportage de guerre, les ficelles du métier... à la Summer school 2024 - AJPro*). Ces formations, bien que précieuses, restent payantes et peu fréquentes, limitant leur accessibilité pour les pigistes.

Ces récits convergent vers un même constat : même lorsque des initiatives ponctuelles existent, la gestion du risque repose encore largement sur les épaules des journalistes eux-mêmes. Cette charge individuelle illustre un désengagement institutionnel persistant, où la sécurité et la santé mentale des correspondants restent reléguées au second plan.

⁹⁴ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

⁹⁵ Voir annexe 2, Alain Lallemand.

⁹⁶ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

⁹⁷ AJPro, « L'IA, le reportage de guerre, les ficelles du métier... à la Summer school 2024 » [en ligne], sur *AJPro*, consulté le 29 juillet 2025.

Témoignages journalistiques : arbitrages, vulnérabilité et stratégies individuelles

Les entretiens recueillis révèlent que la couverture de terrain s'effectue dans des conditions instables, souvent en dehors des dispositifs de protection existants. Le coût des assurances, la rareté des financements, et les parcours atypiques et la non prise en charge des rédactions de ses frais, obligent les journalistes à opérer des arbitrages individuels. Dans ce contexte, la prise de risque devient une donnée intégrée, parfois banalisée. Wilson Fache, reporter indépendant, confie : « je suis sans assurance depuis le début de l'invasion de l'Ukraine (...). Si je suis tué sur place et que je n'ai pas d'assurance, mes proches ne toucheront rien. Tant pis, ce n'est pas très grave. »⁹⁸ Il précise que les coûts se sont envolés : « Avant, c'était environ 50 euros la semaine. Maintenant, c'est plutôt 500 euros. C'est devenu impayable ».

La stratégie qu'il pense utiliser par la suite : ne souscrire que pour les jours jugés véritablement risqués, mais cette gestion au cas par cas révèle un manque de stabilité et de soutien institutionnel. Fache pointe aussi les inégalités d'accès entre journalistes belges et français, certains bénéficiant de dispositifs mutualistes plus protecteurs.

Sophie Guignon, de son côté, adopte une posture plus prudente : « même un tout petit truc, un missile dans la main, je n'ai pas envie d'être endettée à vie. Moi, j'ai une mutuelle française (...). Ça me rassure beaucoup. »⁹⁹

Son témoignage montre que l'anxiété n'est pas uniquement liée à la guerre, mais aussi à la précarité du quotidien, aux accidents et à l'absence de couverture globale dans des contextes instables.

Françoise Wallemacq évoque quant à elle une époque où le départ en zone de conflit se faisait sans encadrement : « on partait vraiment à l'aventure. En totale indépendance. » Aujourd'hui, elle milite pour une prise de responsabilité des rédactions : « c'est nous qui payons. Ce serait bien que les rédactions prennent en charge, surtout en cas de retombées psychologiques. »

⁹⁸ Voir annexe 2, Wilson Fache.

⁹⁹ Voir annexe 2, Sophie Guignon.

Cette fragilité économique se reflète également dans les conditions de travail sur le terrain. Une journaliste française travaillant pour plusieurs médias belges, décrit la gestion chaotique des frais et le stress généré par l'incertitude financière.

Des détails comme ça... par exemple *Le Soir*, c'est compliqué. J'ai bossé pour eux en Syrie, en Ukraine et en Israël-Palestine. À la pige, ce n'est pas très bien payé et les frais, c'est toujours compliqué... Quand j'étais en Syrie, trois jours après la chute de Damas, mon contact me disait : « tu vas prendre un fixe quand même ? » Je réponds : « La rédaction va le payer ? » Silence. Moi, ça me crée du stress parce qu'on ne sait jamais si on sera remboursé. (...) Au Liban, je demande très peu de frais, parce que c'était que des frais de location de voiture, ce n'est vraiment pas cher au Liban. Mais bon, ça chipote un peu, on demande si je peux partager la voiture avec quelqu'un » (...) *L'Écho*, ça se passe mieux parce que je leur demande des frais qui correspondent à ce que ça m'a coûté et ils ne me demandent pas d'explications, ils ne discutent pas. En cinq minutes, ils m'ont répondu, pas de problème. Et je n'ai jamais eu de problème, franchement, avec eux. Quand j'étais en Ukraine, ils m'ont payé tous mes articles 30 % de plus pour l'ensemble des articles, pour faire une espèce de deal, (...) Comme ça, ça ne posait pas de questions.¹⁰⁰

Ce désengagement institutionnel est également relevé par des journalistes indépendants. Comme le souligne le site *Equal Times* : « les médias pour lesquels nous travaillons dans les zones de guerre font peu de cas de notre santé mentale et physique (...) Le stress post-traumatique est une des batailles que doit affronter tout correspondant de guerre, or pratiquement aucun média n'est prêt à investir dans la sécurité ou le bien-être de ses reporters, si ce n'est à de rares exceptions près comme dans le cas du *NYT* »¹⁰¹.

Les rédactions anglo-saxonnes, qui disposent généralement de ressources financières plus importantes et d'une longue expérience dans la couverture de conflits, accordent une attention particulière à la préparation de leurs journalistes avant un départ en zone à risque. Elles mettent en place des dispositifs structurés, allant de formations spécialisées à la souscription systématique d'assurances, ce qui contraste avec la majorité des rédactions européennes, souvent contraintes par des budgets plus limités et des pratiques moins institutionnalisées en matière de sécurité.

Logiques psychiques et analyse des discours

Le reportage de guerre expose les journalistes à des situations où l'incertitude, la violence et l'instabilité deviennent leur quotidien. Le métier comporte des facteurs de vulnérabilité

¹⁰⁰ Voir annexe 2, AN.

¹⁰¹ Ethel Bonet, « Journalisme de guerre : précarité, menaces et négligence de la santé mentale » [en ligne], sur *Equal Times*, 14 janvier 2025.

psychique : isolement, exposition répétée à la souffrance, absence d'espace de verbalisation, attentes contradictoires.

Comme le souligne le docteur Anthony Feinstein, spécialiste de la santé mentale des journalistes, les troubles ne sont pas inhérents au métier, mais liés à certaines conditions spécifiques : « les journalistes de guerre sont plus susceptibles de développer des pathologies en cas d'exposition prolongée au danger et d'absence de formation appropriée pour réagir à la violence. »¹⁰²

Les entretiens conduits confirment cette tendance : les reporters développent des mécanismes de défense personnels, comme la rationalisation du risque, comme la confiance en des hypothèses diplomatiques (« Je fais assez confiance en l'État belge pour me venir en aide¹⁰³ »), ou la relativisation du danger. Mais ce sont aussi des stratégies de survie, face à un métier où le soutien est encore insuffisamment institutionnalisé.

Comme le souligne le sociologue David Le Breton dans « *Sociologie du risque* », « le sentiment de sécurité rend vulnérable, car il relâche la vigilance, (...) mais il traduit la tendance à surestimer ses compétences, à se montrer confiant dans ses manières de sentir le danger ou de le prévenir ». La récusation de règles impersonnelles parce qu'elles sont considérées comme valables pour les autres, mais non pour soi est un argument qui revient souvent (dans la bouche des automobilistes). Un constat qui s'applique aussi aux journalistes.¹⁰⁴

La culture du silence dans les rédactions, souvent portée par la peur du stigmat, le culte de la résistance ou la valorisation du terrain empêche une prise en charge préventive. Le trauma devient un facteur intégré dans la biographie professionnelle, rarement anticipé, souvent traité a posteriori, et parfois ignoré.

Ces échanges révèlent les tensions profondes qui traversent le journalisme de guerre : entre discours de valorisation et pratiques de mise en danger, entre indépendance revendiquée et manque d'appui structurel. Les journalistes interrogés naviguent entre lucidité, adaptabilité et résignation, dans un univers où la reconnaissance du malaise n'est ni garantie, ni

¹⁰² Anthony Feinstein, « The Psychological Hazards of War Journalism », *Nieman Reports*, été 2004, p. 75–76.

¹⁰³ Voir annexe 2, Wilson Fache.

¹⁰⁴ David Le Breton, *Sociologie du risque*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p.53.

systématisée. Dans les rédactions, les débriefings post reportage de terrain ne sont pas systématiques, comme en témoigne l'expérience de Christophe Lamfalussy à *La Libre* :

Jamais. Non, ça c'est une affaire qu'il faut gérer soi-même. D'accord. C'est une question qu'on m'a souvent posée, comment gérer tout ça. Et... Pour vous dire, en général quand je revenais dans le terrain de guerre, le soir, je racontais tout à mon épouse. Le lendemain, la vie reprenait. Je venais à la rédaction. On me dit, ça s'est bien passé, tu as fait un chouette boulot, c'est encourageant, tout ça. Mais très peu, aucun débriefing, très peu de debriefing. Et les problèmes psychologiques, il n'y a eu aucun soutien.¹⁰⁵

Loin de la figure du reporter-héros développée dans les chapitres précédents, cette analyse de terrain met en lumière un quotidien fait de précarité, d'improvisation et de stratégies individuelles. Les reporters deviennent les artisans de leur propre protection, physique, mentale et logistique, à l'heure où les rédactions peinent à offrir des garanties suffisantes.

La santé mentale, entre tabou et stigmatisation

Malgré une attention croissante portée à la santé mentale dans les médias et dans les institutions, le sujet demeure encore largement tabou dans le domaine du journalisme de guerre, en particulier en Belgique. Ce silence professionnel est renforcé par plusieurs mécanismes culturels : une valorisation implicite de la retenue émotionnelle, une exaltation de la résilience et surtout l'absence de dispositifs formels de soutien psychologique au sein des rédactions. « Si le reporter de guerre est laissé à ses fantômes et à ses blessures, il aura eu le privilège de pouvoir apprécier de vivre dans un pays en paix. »¹⁰⁶

Les données recueillies au cours des entretiens montrent que plusieurs journalistes belges identifient avoir été confrontés à des expériences traumatisantes, sans nécessairement employer le terme de « trauma » ou « trouble ». Lors des échanges, il a été demandé aux répondants s'ils consultent ou avaient consulté dans le cadre de leur métier un professionnel de la santé mentale : cinq affirment être suivis et quatre personnes ne consultent pas ¹⁰⁷.

La stigmatisation reste présente, mais tend à évoluer, demander un soutien psychologique n'est désormais plus perçu comme une faiblesse par une majorité de répondants. Cette raison a été évoquée explicitement par un répondant. Il développe le fait de ne pas vouloir être perçu comme fragile par ses responsables de peur de ne pas être envoyé sur le terrain

¹⁰⁵ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

¹⁰⁶ Voir annexe 2, Christophe.

¹⁰⁷ Voir annexe 9, graphique.

par la suite, les autres journalistes expliquent ne pas consulter de professionnel car ils n'en ressentent pas le besoin.

Le concept de blessure morale, issu de la littérature militaire, apparaît comme transposable au journalisme de guerre. Bien que rarement nommée en tant que telle, plusieurs témoignages révèlent des expériences marquées par une détresse éthique : situations de violence, impuissance face aux faits, culpabilité liée à l'observation sans intervention. Ce que l'on désigne comme une « blessure morale »¹⁰⁸ correspond à une atteinte portée à la conscience ou aux repères éthiques d'un individu, généralement lorsque celui-ci est témoin d'actions contraires à ses valeurs sans pouvoir les stopper. Les journalistes y sont particulièrement exposés, davantage que d'autres professionnels comme les humanitaires ou les secouristes, car leur rôle exige une certaine forme de détachement. Cette forme de souffrance est souvent associée à un sentiment de culpabilité, de honte ou d'impuissance. Comme il sera développé par la suite, ce genre de ressenti a été évoqué par certains intervenants. Certes sans utiliser les termes de « blessure morale », mais des expériences similaires ont été relevées sans savoir les formuler.

On est allé avec une photographe, on est allé dans un camp de Yezidi pour aller interroger les enfants soldats. Donc les enfants Yézidi qui avaient été pris par l'État islamique qui étaient devenus ce qu'on appelait les soldats du califat. Et on est tombé dans une tente où il y avait un jeune de 12 ans, complètement prostré, qui venait à peine d'arriver de la zone du califat, de l'État islamique, ne parlant plus kurde, mais ne parlant qu'arabe avec des tiques nerveux, ses cousins et son oncle totalement désemparés. Et on a fait comme ça trois enfants soldats l'un à la suite de l'autre. J'ai dit à la photographe, moi j'en peux plus ici. On est partis plus vite. Après une heure, on est partis. Parce que j'avais atteint mon niveau émotionnel que je ne pouvais plus aller plus, peut-être ça, un peu de distance et pouvoir sortir à un certain moment. Mais ça laisse des marques. Comme journaliste de guerre ou de conflit, on vit des choses très intenses.¹⁰⁹

La place des émotions

Traditionnellement, l'émotion a longtemps été considérée comme un facteur de fragilisation de l'objectivité journalistique. Les normes de la profession, objectivité, neutralité, distance, factualité, ont contribué à forger une idéologie professionnelle valorisant l'effacement du ressenti¹¹⁰.

¹⁰⁸ Anthony Feinstein, Barbara Pavisian & Hannah Storm, *Journalists covering the refugee and migration crisis are affected by moral injury not PTSD* [rapport PDF], 2018.

¹⁰⁹ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

¹¹⁰ Karin Andén-Papadopoulos & Mervi Pantti, « Re-imagining crisis reporting : Professional ideology of journalists and citizen eyewitness images », dans *Journalism*, vol. 14, 2013, p. 960-977.

Pourtant, les émotions jouent un rôle crucial dans le rapport au terrain, à la narration, et à la posture éthique du journaliste. Comme le souligne S. Nivelles-Cardinale : « on est tous différents. Certains ont des traumatismes, d'autres non. (...) Je pense qu'un bon journaliste est un journaliste qui ressent des choses, parce qu'il faut pouvoir les raconter. (...) Si tu ne ressens pas un peu de cette peine, tu ne peux pas raconter leur histoire. »¹¹¹

Elle insiste sur l'impact du temps passé sur le terrain et sur la localisation géographique du reportage, qui influencent fortement le niveau de vulnérabilité émotionnelle.

Mettre une distance entre soi et son sujet

Dans le cadre du reportage de guerre, les journalistes sont fréquemment amenés à côtoyer des situations de souffrance extrême, de violence, voire de chaos. Pour rester opérationnels, préserver leur équilibre et garantir une forme d'efficacité professionnelle, ils adoptent souvent une posture de mise à distance émotionnelle, qui prend diverses formes : retrait affectif, concentration technique, cynisme assumé ou usage de protocoles narratifs.

Cette distance, parfois perçue comme une « barrière » ou une « frontière mentale », permet à certains de ne pas se laisser submerger. Comme l'exprime un journaliste ayant couvert l'Afghanistan : « en un mois et demi, tu vis ça avec les gens. Tu as faim, tu es mal nourri, tu cherches des médicaments. Tu es dans autre chose. Tu as passé une frontière. »¹¹²

Cette frontière mentionnée par Alain Lallemand, est fréquemment identifiée comme étant la distance à laisser entre soi et son sujet. Les journalistes, à l'inverse, ont pour rôle explicite de ne pas intervenir et apprennent, par nécessité autant que par formation, à garder leurs distances¹¹³ Ne pas être trop proche pour ne pas risquer de manquer d'objectivité, ce but inatteignable.

Les journalistes spécialisés dans la couverture des crises et des conflits adoptent fréquemment une posture émotionnelle marquée par la retenue. Cette manière de se tenir à distance affective des événements est parfois décrite comme un comportement « détaché », fonctionnant presque en « pilote automatique », voire comme une forme de « cynisme

¹¹¹ Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelles-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelles-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 44, « États de crise », pp. 81–108, *op.cit.*

¹¹² Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹¹³ Annabelle Sreberny & Chris Paterson, *International news in the 21st century*, Luton, J. Libbey for University of Luton Press, 2004, p.280.

professionnel »¹¹⁴. Cette mise à distance volontaire face aux situations traumatisantes qu'ils rencontrent s'apparente à la fois à un travail émotionnel et à un mécanisme d'adaptation psychologique¹¹⁵, leur permettant de préserver leur stabilité tout en restant opérationnels sur le terrain. Une approche aussi décrite par Wilson Fache :

On est des observateurs très actifs. Qu'on écrive, filme ou photographie, notre cerveau est très occupé. Et ça crée une distance. Finalement, on n'a pas face à nous des personnes, mais des personnages. On a une image de blessé, pas un blessé.¹¹⁶

Cette gestion des émotions ne relève pas d'un déni, mais d'une mise à distance maîtrisée, qui permet de préserver un équilibre entre proximité humaine et exigence narrative. Elle s'apparente à un véritable travail émotionnel, au sens défini par Hochschild, dans lequel les professionnels régulent consciemment leurs affects pour répondre aux attentes de leur rôle.

La plupart des journalistes spécialisés dans la couverture de conflits adoptent ainsi une forme d'équidistance émotionnelle : ni détachement total, ni immersion affective. Comme l'exprime un reporter dans les entretiens : « Il ne faut pas oublier ce qu'on a vu, ce qu'on a vécu. Ne pas être dans l'inconscience totale, mais ne pas être obsédé. »¹¹⁷

La mise à distance, loin d'être un simple choix déontologique, apparaît donc comme un impératif psychique et narratif. Elle permet à la fois de protéger le professionnel et de garantir l'exercice du métier dans les conditions extrêmes que suppose la couverture des conflits.

Savoir dire stop : entre épuisement moral, reconversion et conscience des limites

Le métier de reporter de guerre expose les journalistes à une tension continue entre engagement, exposition au danger et fatigue psychique. S'il existe des stratégies individuelles pour tenir en zone de conflit, mise à distance, travail émotionnel, rationalisation, il arrive aussi un moment où la nécessité de poser une limite s'impose, souvent dans le silence ou la solitude.

¹¹⁴ Stephen Jukes, *Affective journalism – uncovering the affective dimension of practice in the coverage of traumatic news* [thèse], Londres, Goldsmiths, University of London, 2017.

¹¹⁵ Marla Buchanan & Patrice Keats, « Coping with traumatic stress in journalism : A critical ethnographic study », *International Journal of Psychology*, vol. 46, n° 2, pp. 127–135, 2011.

¹¹⁶ Voir annexe 2, Wilson Fache.

¹¹⁷ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

Certains reporters reconnaissent, après des années de terrain, la rupture intérieure qui conduit au renoncement. C'est le cas d'Alain Lallemand :

On dit que Nietzsche a dit que ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort. Ce n'est pas tout à fait ce que Nietzsche a dit. Mais toujours est-il que moi je suis convaincu que ce n'est pas vrai. Donc ce qui ne nous tue pas ne nous tue pas. Point barre. Mais on a un petit caillou dans le sac à dos. Et quand le sac à dos est plein, il casse.¹¹⁸

Sa décision d'arrêter ses correspondances de guerre en 2014, après l'invasion de la Crimée, témoigne d'un choix lucide face à l'usure psychique : « Je sors de là en me disant : j'ai toujours mes deux bras, mes deux jambes, j'arrête. »¹¹⁹

L'écriture devient pour lui une forme de catharsis, un espace pour canaliser le choc : « pleurer tous les soirs sur mon écran, c'était une thérapie (...). Mais je me suis rendu compte que le choc que j'encaissais dans ces conflits, je ne parvenais plus à le traduire dans un journal. Il y avait trop peu de caractères. »¹²⁰

Comme évoqué précédemment, la question du trauma psychique lié au reportage de guerre reste largement absente des protocoles rédactionnels en Belgique, malgré une exposition avérée des journalistes aux violences et aux situations extrêmes. Si les risques physiques sont parfois anticipés, par la mise en place de dispositifs logistiques ou de sécurité, les effets psychologiques, eux, sont rarement identifiés comme des enjeux professionnels à part entière.

Ce déficit de reconnaissance institutionnelle se manifeste à différents niveaux : absence de sensibilisation, manque de dispositifs de soutien psychologique, inexistence de procédures de retour de terrain ou de débriefings encadrés. L'expérience subjective du choc est ainsi souvent laissée à la charge individuelle du journaliste, qui doit gérer seul ses mécanismes d'adaptation ou de compensation.

Comme l'exprime Alain Lallemand : « moi je suis effaré de voir à quel point la prise en compte du trauma n'existe pas dans les rédactions. »¹²¹

La gestion du trauma est d'autant plus complexe qu'elle ne se limite pas aux effets directs sur le journaliste lui-même. Plusieurs reporters interrogés reconnaissent également la

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹²¹ *Ibid.*

possibilité d'induire un second traumatisme chez les témoins rencontrés, en les confrontant à nouveau à des récits douloureux. Cette responsabilité déontologique, peu abordée dans la formation ou dans les chartes rédactionnelles, constitue une faille éthique majeure. Alain en souligne les dérives : « on va sur une situation traumatique. On demande aux gens de raconter une folie de l'histoire. On leur fait revivre ce qu'on leur traîne. (...). Au niveau psychologique, c'est dévastateur. »¹²²

Alors même que des manuels spécialisés existent¹²³, notamment sur la conduite des entretiens sensibles¹²⁴ ou sur le traitement médiatique des enfants victimes, ces références restent marginales dans le quotidien rédactionnel. Les pratiques d'encadrement post-reportage sont sporadiques, informelles ou inexistantes.

Les journalistes en retour de reportages sur le terrain ou en retour d'un pays dans lequel ils ont vécu plusieurs années, ont tous été confrontés à des événements, des situations impactent dans leurs carrières. Chacun réagit différemment à un événement comme une attaque de drones ou des enfants morts devant-soi, mais cela laisse indéniablement des marques et des séquelles psychologiques. Tous ont un rapport différent à ce marquage psychologique et ne ressentent pas particulièrement le besoin de l'extérioriser auprès d'un professionnel. L'enquête auprès de professionnels révèle que la majorité des journalistes interrogés n'ont jamais consulté un professionnel à propos des séquelles liées à leur activité, y compris ceux qui expriment une souffrance manifeste. Cette absence de recours ne traduit pas nécessairement un rejet de l'aide, mais plutôt le sentiment que l'espace institutionnel ne le permet pas, ne le favorise pas, ou ne le valorise pas.

Néanmoins, certains font le choix de faire une pause dans leur carrière de terrain, ce fut le cas pour Christophe Lamfalussy :

J'ai fait deux parenthèses. Ça c'est peut-être important de le dire. Après la guerre en Bosnie, je me suis demandé qu'est-ce que je peux faire pour aider ce pays à se relever. Parce que j'avais vu tellement d'horreur que je me suis dit : « j'aimerais bien pouvoir participer à la reconstruction du pays ». J'étais engagé par ce qu'on appelait, ce qui existe toujours, l'office de haut-représentant qui était l'émanation des grandes puissances après les accords de paix de Dayton. Donc ils ont créé un bureau avec un représentant qui avait pour but de rapprocher les Croates, les Bosniaques musulmans et les Serbes. Et donc j'ai travaillé là pendant sept mois comme conseiller politique et presse. Et ça m'a fait du bien. Et j'ai recommencé une expérience immédiate au Kosovo en 2010. Là j'ai travaillé pour une mission européenne où j'étais aussi, j'étais chef du bureau de presse et responsable à la

¹²² *Ibid.*

¹²³ Mark Brayne, *Trauma & Journalism: A Guide for Journalists, Editors & Managers*, Dart Center for Journalism & Trauma, New York, 2024.

¹²⁴ Jan Winburn, « An Editor's Sensitive Guide to Interviewing Victims of Trauma », *Nieman Storyboard*, New York, 20 janvier 2022.

communication. Parce que comme j'avais beaucoup couvert le Kosovo d'abord, je connaissais beaucoup de choses. Ce qui n'est pas toujours le cas des diplomates qui sont restés dans leur bureau. Et ensuite j'avais aussi envie d'aller jusqu'au bout de ma logique et de mon sujet. Mais très vite je me suis rendu compte que mon métier c'était d'être journaliste parce qu'au Kosovo, il y'a eu énormément de réunions et donc je passais mon temps dans d'autres réunions et je me disais, je n'avais pas la qualité de contact que j'avais comme journaliste parce que j'étais plutôt perçu comme un diplomate. Tandis que comme journaliste, vous avez quelque part, les gens vous accueillent généralement parce qu'ils veulent raconter leur histoire. Ils veulent que vous compreniez leur souffrance¹²⁵

Ainsi, le trauma journalistique s'inscrit dans un champ d'expériences invisibilisées, non formalisées et peu légitimées par les rédactions. Ce silence structurel contribue à renforcer la solitude psychique des reporters de guerre, et invite à interroger en profondeur les politiques professionnelles du secteur en matière de santé mentale.

Le manque du terrain au retour

Si la sortie du terrain marque pour certains journalistes un point de rupture, elle s'accompagne pour d'autres d'une phase transitoire, parfois ambivalente, où la volonté de « dire stop » cohabite avec le besoin de retrouver du sens, du contact. La réintégration à la vie dite « civile » ne se fait jamais de manière linéaire. Elle confronte les reporters à un double défi : celui de reconstruire une place dans un monde qui n'a pas partagé leur expérience, et celui de se réinventer hors de l'identité de grand-reporter.

Comme le souligne Alain Lallemand, cette transition peut provoquer un véritable vertige existentiel : « le jour où tu reviens et tu dis : moi c'est fini, je ne fais plus... Alors, ton identité, c'est quoi ton identité ? Je suis qui moi ? »

Le retour en Belgique s'accompagne d'un décalage brutal, où l'agressivité banale de la vie urbaine entre en contraste avec la gravité silencieuse des zones de conflit. Ce choc de perception révèle que quitter la guerre ne suffit pas à l'effacer : elle laisse une empreinte identitaire durable, parfois difficile à redéfinir.

Certains journalistes, pour pallier cette difficulté à se réinsérer dans le quotidien, font le choix de s'accorder des parenthèses professionnelles en marge de la rédaction, sans pour autant rompre avec le journalisme. C'est notamment le cas de Christophe Lamfalussy. Pourtant, après quelques mois, une évidence s'impose : « je me suis rendu compte que mon

¹²⁵ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

métier, c'était d'être journaliste (...). Je n'avais pas la qualité de contact que j'avais comme journaliste. »

Ces respirations intermédiaires révèlent que le lien au reportage n'est pas simplement fonctionnel : il s'apparente à une manière d'être au monde, de rencontrer les individus, d'entrer dans l'intimité du réel. La guerre, une fois quittée, reste en soi ; le terrain, une fois déserté, continue d'appeler.

Et après ? Se reconstruire une identité hors du conflit

Au-delà de la fonction, c'est le monde ordinaire lui-même qui devient problématique. Alain décrit avec lucidité l'incompréhension face à l'insouciance sociale, les priorités inversées, et l'agitation urbaine : « on traverse la rue, on voit l'agressivité des chauffeurs. Ils ne se rendent pas compte du monde sophistiqué dans lequel ils sont. »

Le reporter revient dans un environnement qui semble inchangé, mais c'est lui qui a été transformé. Cette transformation, lorsqu'elle n'est pas accompagnée, peut devenir irréversible. Alain évoque le cas d'un ancien correspondant de guerre devenu diplomate, dont l'empreinte des conflits semble avoir effacé toute forme de sensibilité : « toute l'humanité est partie (...). Bon la roue tourne toujours, mais le hamster est mort. Il n'y a plus de cœur. »

Cette image, aussi saisissante que brutale, illustre l'impact psychologique profond d'une exposition prolongée sans point d'ancrage. Certains reporters parlent d'un manque d'adrénaline, de contact, de mission, de rencontre. C'est un vide difficile à combler lorsqu'on retire le terrain de la trajectoire professionnelle.

Se réintégrer dans une vie « normale » ne signifie pas simplement changer de décor. Cela suppose d'apprendre à vivre sans urgence, sans zone rouge, sans objectif de témoignage immédiat. C'est un travail de renoncement, de reconstruction personnelle, mais aussi de repositionnement symbolique.

Dans cet entre-deux, les parenthèses de Christophe Lamfalussy proposent une voie alternative : des engagements diplomatiques temporaires qui prolongent une forme d'implication, sans replonger dans la logique du terrain. Mais même chez lui, le journalisme

reste une matrice incontournable : « je n'avais pas la qualité de contact que j'avais comme journaliste (...). Mon métier, c'est d'être journaliste. »

Entre rupture, tentation du retour et recherche de nouveaux équilibres, le « stop » ne s'impose jamais avec évidence. Il est négocié, incarné, parfois repoussé. Et c'est dans cette négociation identitaire que se joue, bien souvent, la véritable sortie de la guerre.

L'humain avant l'histoire

Certains récits de terrain rappellent que, face à la violence extrême, le journaliste n'est plus uniquement un observateur, mais parfois un témoin engagé, confronté à des dilemmes éthiques immédiats. Le témoignage d'Alain Lallemand illustre ce basculement brutal où la mission d'informer se heurte à une responsabilité humaine irréductible.

Alors qu'il couvre un conflit, Alain assiste à une scène où un homme s'apprête à exécuter un prisonnier à genoux, mains liées dans le dos. L'exécuteur affirme avoir perdu deux compagnons dans l'attaque et s'apprête à agir en représailles. Dans l'urgence, Alain tente une médiation : « vous savez que c'est un crime de guerre, c'est un prisonnier, vous ne pouvez pas l'exécuter comme ça. (...) Donnez-moi un quart d'heure, je vais parler à votre commandant. »¹²⁶

Mais le front se déplace, le commandant disparaît, et la tentative échoue. Ce moment marque un point de rupture : « et j'ai promis... Si ça tombe, dès que je lui ai tourné le dos, il l'a tué. Et voilà, c'est tout. (...) À un moment... c'est trop. »¹²⁷

Dans ces instants, l'humain dépasse le cadre professionnel. Le reporter, loin d'être détaché, agit selon ses valeurs, ses limites, et ses émotions. Ce n'est plus seulement l'histoire qu'il raconte, c'est ce qu'il tente d'éviter, ce qu'il porte ensuite. La question n'est pas de savoir ce qu'il rapporte, mais ce qu'il garde.

Les entretiens menés font écho à cette tension. Le stress d'affection, défini comme une réaction émotionnelle intense à une situation vécue ou observée, est fréquemment évoqué par les journalistes interrogés. Le soutien des pairs et la reconnaissance des rédactions

¹²⁶ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹²⁷ *Ibid.*

apparaissent comme des éléments clefs dans sa gestion : « le soutien des collègues et des responsables joue un rôle majeur dans la résilience face au stress de mission. » ¹²⁸

Ce type de traumatisme ne se limite pas aux scènes de guerre spectaculaires : il peut naître de l'impuissance, du doute, ou d'un simple geste resté en suspens. Les journalistes ne sont pas blindés émotionnellement, ils agissent, tentent, échouent parfois, et doivent ensuite continuer à raconter.

C'est normal et c'est sain aussi parce qu'on est des êtres humains et donc il faut... et on traite l'actualité de manière très humaine. C'est le but, c'est d'aller effectivement donner la parole aux habitants, aux gens qui vivent une situation, aux gens qui sont en première ligne si on parle d'un conflit armé. Et donc c'est tout à fait normal ce qu'elle décrit, je le ressens aussi. Tout à fait normal qu'il y ait des gens auxquels on pense et avec lesquels on peut parfois avoir encore certains contacts même si on doit pouvoir continuer à aller sur d'autres terrains et avoir la capacité de faire son travail de journaliste. Et donc c'est un équilibre et comme je le dis souvent, je sais qu'ici on parle de notre métier et c'est pour ça qu'on aborde ces questions. Ce que je peux ressentir par rapport à ça et sans aucune mesure avec la souffrance que ces personnes ressentent au moment où ça arrive et parfois pendant des mois, des années, voire des dizaines d'années après les faits. C'est surtout cette souffrance-là qui est pour moi importante. Moi j'ai aussi la chance de faire un métier que j'aime, d'être en contact avec eux, d'avoir un équilibre familial, de ne pas être, de ne pas vivre sous les bombes ou d'être obligé de vivre avec une arme à feu sous mon oreiller.¹²⁹

Bien que la volonté d'effectuer son travail correctement tout en donnant la parole à ceux qui souffrent, certaines personnes interrogées indiquent un sentiment de culpabilité au retour de déplacement, comme l'exprimait Wilson Fache :

Oui. Et puis, tu as ton passeport, ton billet d'avion, tu les quittes. Et là, tu rentres chez toi, dans ton confort, dans ta maison... Tu te sens coupable. Tu rentres dans ta maison, tu es tout nickel, machin, tu es avec des gens qui vont tous bien. C'est bizarre quoi. En même temps, tu ne peux pas communiquer avec les gens de chez toi de ce que tu as vécu parce que ce n'est pas possible. Voilà, on sait un petit peu, mais... Au début c'est dur, mais après tu apprends à le gérer quoi. Au début c'est dur.¹³⁰

Comprendre ce basculement permet d'articuler autrement la fonction journalistique : elle n'est pas qu'un vecteur d'image ou de récit. Elle est aussi un lieu de responsabilité éthique, une expérience humaine exposée et souvent silencieuse. C'est dans ce silence-là que se logent les fragilités, les chocs, mais aussi la dignité d'un métier qui ne se contente pas de regarder.

¹²⁸ Aimé-Jules Bizimana et Benoît Gauthier, « Le journalisme de guerre et les risques intégrés lors des opérations militaires en Afghanistan », *Sur le journalisme*, Québec, vol. 10, n° 1, 2021, p. 83.

¹²⁹ Voir annexe 2, Éric Destiné.

¹³⁰ Voir annexe 2, Wilson Fache.

Le déni : entre mécanisme de défense et évitement du risque

Dans le quotidien des reporters en zone de conflit, le danger est constant, parfois palpable, souvent internalisé. Pourtant, plusieurs témoignages révèlent une minimisation persistante du risque, non pas par ignorance, mais par un processus psychique de protection : le déni. Celui-ci fonctionne comme une stratégie inconsciente pour contenir l'effroi, rendre supportables les choix à haut risque, ou simplement continuer à agir dans l'urgence du terrain.

Alain Lallemand, illustre avec précision ce basculement entre conscience du danger et mise à distance volontaire : « je pense qu'on est dans le déni tout de suite. (...) Si je me dis aujourd'hui que le problème ce n'est pas de mourir, évidemment, le vrai problème c'est d'être blessé. Tu prends un petit éclat de métal dans le mollet... Et là tu réalises que rien ne se passera comme tu l'avais imaginé. »¹³¹

À travers le récit d'un passage involontaire dans un champ de mines, il évoque une forme de sidération lucide, où le raisonnement absurde : « je cours ou je marche ? ».¹³²

Ce refus partiel d'intégrer la réalité du péril relève d'un mécanisme psychique bien documenté. Selon le cadre clinique du DSM-IV¹³³, le déni peut être décrit comme une opération de défense par laquelle l'individu évite de reconnaître certains aspects douloureux de la réalité, bien qu'ils soient évidents pour autrui. Il ne s'agit pas d'une altération massive de la perception, mais d'un flou volontaire un « demi-savoir »¹³⁴.

Le risque comme construction sociale : entre banalisation, relativisation et peur évitée

Cette posture mentale ne concerne pas uniquement le vécu immédiat sur le terrain. Elle s'observe également dans la manière dont les reporters évitent de questionner la réalité du risque en amont, notamment en matière d'assurance ou d'encadrement. Plusieurs

¹³¹ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹³² *Ibid.*

¹³³ American Psychiatric Association, *DSM-5 : Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* [PDF en ligne], traduction française, Paris, Elsevier Masson, 2015.

¹³⁴ Henri Chabrol, « Les mécanismes de défense », dans *Recherche en soins infirmiers*, n°82, 2005, p. 31-42

journalistes témoignent d'une forme d'évitement, où le fait même d'anticiper le danger déclenche une anxiété diffuse.

Françoise Wallemacq, salariée pour la *RTBF*, confie : « je ne me suis jamais renseignée sur les risques de guerre. Ça me faisait peur, donc je n'ai jamais vraiment investigué. »¹³⁵

Même lorsqu'une assurance est présente, sa logique semble dissociée du contexte conflictuel. La participante anonyme, par exemple, considère sa mutuelle comme un outil de protection pour la vie quotidienne : « le conflit, je ne pense pas à ça d'abord. L'assurance, c'est surtout pour un accident, une maladie... pas tellement pour le terrain. »¹³⁶

Ces postures révèlent que le risque est rarement appréhendé comme une donnée brute. Il est filtré par l'expérience, les croyances, les habitudes. C'est une représentation subjective, influencée par l'environnement professionnel, le degré de familiarité avec la zone, et la culture rédactionnelle. Ce processus d'évitement par désengagement mental ou par rationalisation, contribue à la persistance du déni, même chez des professionnels expérimentés.

La préparation en amont des reportages

La préparation psychologique avant un reportage en zone de conflit représente un enjeu crucial pour les journalistes engagés dans des environnements à forte charge émotionnelle. En plus de la préparation matérielle essentielle pour ce type de terrain, les journalistes doivent réussir à se mettre en condition avant de partir afin de pouvoir travailler le plus sereinement possible une fois sur place. Chaque reporter adopte des mécanismes propres, une grande partie des intervenants ont exprimé devoir se mettre dans une bulle. C'est le cas notamment d'Alain Lallemand :

La chose la plus compliquée pour moi, alors là, je ne sais pas si tu vas rire ou si tu vas considérer que je suis un cas pathologique, je me rappelle très bien que les heures avant un départ en reportage de guerre, il ne faut pas qu'il y ait un voisin qui aille me faire chier avec une haie. Je me rappelle d'un gars, il n'était pas un voisin immédiat, mais il avait fait brûler des crasses. Et moi j'allais partir en Afghanistan à un moment très moche. Et je me rappelle m'être mis dans une fureur qui, juridiquement était justifiée, mais qui dans mon voisinage était aussi délirante. Mais si je m'en rappelle, c'est que je me suis rendu compte que j'étais con.¹³⁷

¹³⁵ Voir annexe 2, Françoise Wallemacq.

¹³⁶ Voir annexe 2, AN.

¹³⁷ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

Au-delà des aspects techniques et sécuritaires, il s'agit d'anticiper l'impact psycho-affectif du terrain, sans pour autant s'en détacher entièrement. La tension entre professionnalisme et humanité, entre posture et ressenti, est omniprésente. « Parfois submergés par leurs émotions, parfois réticents à les inhiber parce qu'ils ne trouvent pas cela justifiable, ils vivent une tension constante entre leur rôle journalistique et leur humanité. »¹³⁸. Ce dilemme se cristallise dans le témoignage de Sophie Guignon, reporter entre autres pour *France 24* et la *RTBF*. Avant son reportage sur l'évacuation d'enfants blessés depuis Gaza, elle savait que le terrain serait éprouvant : « une mère, sa gamine brûlée au second degré, éviscérée, qui hurlait. Là, j'ai eu ce réflexe : ok, on bascule. La caméra enregistre, je me concentre sur la technique, et je réécouterai plus tard. »¹³⁹

Cette forme de dissociation, presque automatique, agit comme un mécanisme de survie émotionnelle. La caméra devient une béquille, un objet-tampon, tout comme le carnet de notes ou l'enregistreur peuvent l'être en presse écrite ou en radio. Ils instaurent une mise à distance qui permet de tenir sans annuler l'empathie, tout en rappelant au journaliste sa mission et pourquoi il est présent sur place. Sophie insiste sur ce paradoxe : « bien sûr, ce n'est pas ton histoire. Mais il y a toujours un moment où l'histoire des gens fait écho à un truc que tu as vécu. Ça peut soulever des choses assez douloureuses. »¹⁴⁰ Elle reconnaît aussi l'utilité du suivi post-reportage : « aller voir un psy, ça permet de se décharger. Tu le mets quelque part. Tu payes quelqu'un pour ça. Et ça fait du bien. »¹⁴¹

Ce témoignage montre que la préparation mentale ne protège pas du choc, mais permet d'en réduire l'impact si elle est pensée comme un accompagnement – avant, pendant et après la mission. Elle offre au journaliste la possibilité d'accueillir ce qui se joue sur le terrain, sans s'effondrer, sans s'endurcir, en trouvant une voie entre l'endurance technique et la fidélité émotionnelle à ce qu'il raconte.

¹³⁸ *Entretien avec Denis Ruellan* [mp3] dans thèse de Hélène Maillé, *Revenir avec plus qu'un reportage : la couverture d'un événement traumatique de proximité et sa gestion émotionnelle : Le cas des journalistes et photojournalistes ayant couvert des attentats au Québec, en Belgique et en France*, UCLouvain et université de Sherbrooke, 2020.

¹³⁹ Voir annexe 2, Sophie Guignon.

¹⁴⁰ Voir annexe 2, Sophie Guignon.

¹⁴¹ *Ibid.*

Les manières d’approcher les civils

Lors des discussions avec les professionnels rencontrés, deux thèmes ont émergé sur les stratégies à adopter pour approcher et interviewer les victimes ou leurs proches : l’empathie et la compartimentation. Ces stratégies ont été utilisées par les journalistes pour un certain nombre de raisons : se protéger d’un traumatisme émotionnel, éviter de traumatiser les personnes interrogées et établir un lien et une relation de confiance avec elles, à la fois pour servir l’histoire et aussi pour « être un bon être humain ». La plupart des journalistes ont déclaré que l’empathie était le meilleur moyen d’entrer en contact avec les gens, et même s’ils essayaient de séparer leurs émotions de la situation, il leur serait impossible de ne pas ressentir et sympathiser.¹⁴² Comme l’expliquait Alain Lallemand, les émotions peuvent permettre d’être plus perspicace dans son travail sur le terrain :

Tu vas dans un village qui est en guerre. Les priorités, c'est quoi ? Les priorités, c'est l'eau, la bouffe, la sécurité, où sont les enfants ? Est-ce qu'on peut aller à l'école ? Des trucs qui sont vraiment des trucs de père de famille. Donc, moi, ça m'a rendu beaucoup plus intelligent, beaucoup plus perspicace dans la manière d'analyser. Et il y a un drame qui vient de se produire dans un village, puisqu'on va, on va trouver des femmes. Donc les premiers qui viennent, ce sont des hommes, il va falloir les filtrer, mais il va falloir écouter leurs conneries, parce que souvent, ils disent des choses qui sont... Ce sont des mecs. Tu vas trouver des femmes qui te disent que l'eau potable est à tel endroit, on peut y aller sans être violées. Et on va s'arranger avec une telle, une telle, pour garder les enfants pendant qu'on fait ça. Le vrai village, la vraie vie de la guerre est là, dans l'organisation des mères de famille.¹⁴³

Ce que disent les rédactions

Au sein des rédactions, des efforts croissants ont été déployés pour mettre la sensibilisation à la santé mentale au premier plan dans la profession journalistique. Par exemple, *CNN* propose des services d’intervention post-couverture aux employés après une couverture traumatisante. De même, le *Dart Center for Journalism and Trauma*, de l’Université de Columbia, met à disposition du matériel de formation et des guides pratiques¹⁴⁴ à l’instar de *RSF*, qui publie son *Guide pratique de sécurité des journalistes* à l’attention des reporters en zones à risques.¹⁴⁵ D’autres organisations telles que le *CPJ* offrent une

¹⁴² Natalee Seely, *Reporting on Trauma : The Psychological Effects of Covering Tragedy and Violence*, thèse de doctorat, University of North Carolina at Chapel Hill, Hussman School of Journalism and Media, Chapel Hill, 2017.

¹⁴³ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹⁴⁴ Hight, J., & Smyth, F. (2003). *Tragedies and journalists: A guide for more effective coverage*. Dart Center for Journalism & Trauma, consulté le 12 août 2025.

¹⁴⁵ Reporters sans frontières. (2017). *Guide pratique de sécurité des journalistes : Manuel pour reporters en zones à risques*. RSF.

assistance aux journalistes en péril. Les exemples évoqués proviennent essentiellement de pays anglo-saxons. Les États-Unis et l'Angleterre sont en avance en matière d'ouverture des discussions sur la santé mentale en milieu professionnel. Ces pays proposent un encadrement plus structuré et complet que celui observé en Belgique, bien que certaines structures commencent à émerger dans les rédactions belges. Ce décalage a été identifié par plusieurs journalistes rencontrés lors de cette recherche :

Moi je suis aujourd'hui effaré de voir à quel point la prise en compte du trauma n'existe pas dans les rédactions. Je ne sais pas ce qui se passe à la *RTBF*, mais pour toute la presse écrite, je suis certain, il n'y a rien. Tu ne vas rien trouver, il n'y a pas de module. Moi, ce qui m'intéressait, c'était de voir que les Américains avaient une réflexion. Et que nous, rien du tout. ¹⁴⁶

Il apparaît essentiel d'intégrer de véritables dispositifs organisationnels dans les rédactions : des formations systématiques, un encadrement bienveillant de la part des supérieurs hiérarchiques, des mécanismes de soutien internes, ou encore des débriefings collectifs à l'issue de reportages particulièrement éprouvants.

Bien que le journalisme implique une part de risque inhérente, de nombreux enseignants issus de pays occidentaux développés expriment leur inquiétude face au manque de préparation offerte aux futurs journalistes, notamment à une époque où ces derniers sont sciemment pris pour cibles dans des contextes politiques instables et parfois assassinés en toute impunité. ¹⁴⁷

Il est urgent de mieux encadrer les journalistes indépendants, qui peinent à financer leurs équipements de protection, à souscrire une assurance adéquate, à accéder à des formations spécifiques, ou à bénéficier d'un accompagnement psychologique post-couverture notamment en ce qui concerne le stress post-traumatique.

La question de la sécurité financière et des assurances proposées aux journalistes de terrains complexes fait également parties des encadrements à améliorer. En 2025, *RSF* propose deux types d'assurances¹⁴⁸ aux journalistes qui se rendent en dehors de leur pays de résidence pour raison professionnelle sans renseigner les prix de ces couvertures. Il est seulement renseigné que le coût de la formule « renforcée », qui couvre les missions

¹⁴⁶ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

¹⁴⁷ Richard Aedy, *Covering conflict: Re-thinking journalism training in an age of danger*, Oxford, Reuters Institute for the Study of Journalism, 2014.

¹⁴⁸ Reporters sans frontières, « *RSF* propose une assurance pour les journalistes en reportage à l'étranger », *RSF.org*, Paris, 15 septembre 2022.

embedded et les pays qualifiés par l'ONG comme étant « à haut risque » varie selon la destination et la durée du séjour.

Enfin, certaines voix du journalisme d'investigation appellent à une responsabilisation accrue des directions éditoriales pour limiter les effets d'épuisement professionnel. Mar Cabra, dans le cadre de *The Self-Investigation*¹⁴⁹ insiste sur la nécessité pour les responsables des médias de protéger leurs équipes et eux-mêmes face aux risques de burn-out.

Les rédactions belges pour lesquelles les journalistes rencontrés travaillent, ont été interpellées afin de recueillir leurs points de vue sur les conditions de travail de leurs employés. Une seule rédaction a donné suite à nos sollicitations, celle du journal *Le Soir*¹⁵⁰.

¹⁴⁹ Reuters Institute, « Mar Cabra from The Self-Investigation on how media leaders can protect their teams (and themselves) from burnout » [en ligne], sur *Reuters Institute*, consulté le 11 mai 2025.

¹⁵⁰ La réponse complète concernant l'encadrement proposé au niveau de la santé mentale, mais également des assurances fournies est à retrouver en annexe 3 de ce travail

Chapitre 5 : nouvelles pratiques journalistiques

Une nouvelle génération de journalistes se met en marche. Contrairement à leurs prédécesseurs, ils ne cherchent plus à s'effacer derrière les sujets ou les faits, mais à incarner l'information, à donner un visage aux récits, et parfois à revendiquer leur place dans le champ médiatique. Cette évolution traduit une transformation profonde de la posture professionnelle : le journaliste n'est plus seulement un médiateur neutre, mais devient aussi un acteur visible, porteur d'émotions, de subjectivité et de vulnérabilité. Comme en témoigne, Christophe Lamfalussy, le journalisme est en constante évolution, il n'y a pas une façon unique d'informer :

Je vois par exemple que ma génération est entrée dans le journalisme avec l'idée qu'on devait s'effacer devant les nouvelles et donc pas faire du face caméra tout le temps ou se mettre en avant. Maintenant c'est le contraire, maintenant il faut se mettre en avant. Et donc je vois des journalistes par exemple qui sont des gens que je respecte beaucoup qui donnent leur narratif lorsqu'ils vont vers la guerre. Christopher King par exemple, suisse, il envoie des posts où il se filme dans la voiture allant vers le front ukrainien. Son narratif c'est moi je vais vers la guerre et veuillez m'accompagner. Pourquoi pas ? Je ne suis pas contre. Je pense qu'on s'est mal expliqué sur la façon dont on travaille. Donc c'est vrai que c'est intéressant aussi de mettre le journaliste un peu en... d'expliquer comment il travaille.¹⁵¹

Comme le soulignait Alexandra Wake dès 2016 : « Avec l'avènement des médias en ligne et des réseaux sociaux, ces étudiants qui disparaissaient autrefois de nos universités pour devenir des signatures dans nos journaux du matin ou apparaître occasionnellement dans les reportages radio ou télévisés, sont désormais au premier plan de nos fils d'actualité Facebook chaque jour. »¹⁵²

Cette mise en avant, facilitée par les plateformes numériques, permet une construction rapide de notoriété, mais interroge aussi les logiques de glamourisation du métier. Maurice Mercier évoque ce phénomène à travers l'exemple de Florence Aubenas : « est-ce que le fait d'avoir été otage lui a permis d'être visible ? Je n'en sais rien, mais je me suis posé la question. En tout cas, c'est cela qui l'a rendue visible à mes yeux. »¹⁵³

¹⁵¹ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

¹⁵² Amanda Wake, « Distant, disconnected and in danger : Are educators doing enough to prepare students for frontline freelance risks? », dans *Pacific Journalism Review*, vol. 22, n°1, 2016, p. 52.

¹⁵³ Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelle-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelle-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 44, « États de crise », pp. 81–108, *op. cit.*

Face à ces évolutions, les écoles de journalisme adaptent progressivement leurs méthodes. Si les transitions sont plus marquées dans les pays anglo-saxons¹⁵⁴. Certaines initiatives pionnières méritent d'être soulignées. À Berkeley, le professeur William J. Drummond a mis en place un enseignement centré sur la gestion émotionnelle du métier, intitulé *Equipping Journalists With Tools for Emotional Balance*¹⁵⁵. Ce cours, salué par des professionnels du monde entier, propose aux étudiants des outils pour faire face aux traumatismes, préserver leur santé mentale, et reconnaître leurs limites émotionnelles. Comme en témoigne un message reçu de la part d'un journaliste vétérinaire au professeur Drummond :

Vous êtes largement en avance sur la plupart des gens en suggérant des moyens de faire face après un reportage. Croyez-moi : pleurer et boire excessivement ne suffisent souvent pas, même si j'ai moi-même largement eu recours aux deux. C'est un domaine étonnamment peu exploré. Fait surprenant, cela n'a rien à voir avec le genre : j'ai vu des femmes souffrir autant que des hommes.¹⁵⁶

Cette reconnaissance de la vulnérabilité comme élément constitutif du métier marque une rupture avec les normes traditionnelles de neutralité et de détachement. Elle ouvre la voie à une redéfinition du professionnalisme, où l'émotion, la subjectivité et la santé mentale ne sont plus des failles, mais des dimensions à intégrer dans la formation et la pratique.

En Belgique, aucune équivalence n'a encore vu le cours dans les écoles de journalisme, comme l'expliquait Alain Lallemand lors de l'entretien exploratoire :

Ce qui te plaît, c'est le rêve que tu as en toi en tant que journaliste. J'en suis d'autant plus convaincu que quand je donnais le cours de journalisme narratif et journalisme d'investigation à l'UCLouvain, à un moment, je les proposais aux autorités académiques qui disaient « écoutez, vous voulez vous distinguer des autres écoles de journalisme, vous voyez bien de quoi sont faits tous ces jeunes journalistes, tous les rêves qu'ils ont de faire du grand journalisme. » Alors, l'investigation, pas juste de l'investigation Belgo-belge, on va leur apprendre l'investigation internationale, faire les ponts, négocier les accords de main, voilà. Ça a bien marché, c'était super. J'ai dit maintenant, faisons un cours de correspondance de guerre. Apprenons à faire les convois, apprenons les premiers soins, apprenons à gérer le stress, apprenons à gérer les traumatismes. Là c'était intégré. Et vous allez me dire, surtout ces journalistes, ce sera une corruption, ils vont venir en nombre et très peu vont être effectivement correspondants de guerre, mais au moins vous aurez assumé votre responsabilité, vous les aurez préparés au cas où tout d'un coup ils ont la chance de pouvoir devenir correspondants de guerre parce que je le vois comme étant une chance, je suis convaincu que c'est une chance. Et donc, moi je croyais que c'était une très bonne idée et je me disais en plus que je serais la première université francophone à le faire. On a des tas d'exemples d'universités américaines qui le développent, mais au niveau francophone on est le premier. Et ils n'ont pas marché.¹⁵⁷

¹⁵⁴ Les pays anglo-saxons étant plus portés sur le développement des médias, il n'est pas étonnant que ce soit aussi le cas dans les écoles.

¹⁵⁵ William J. Drummond, « Equipping journalists with tools for emotional balance » [en ligne], sur *Nieman Reports*, 15 juin 2004.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Voir annexe 1, Alain Lallemand.

Journalisme numérique et réseaux sociaux : entre accélération et distorsion du réel

L'essor des réseaux sociaux et des formats numériques a profondément transformé les pratiques journalistiques contemporaines. Si ces outils offrent une réactivité inédite, une proximité avec les publics et une capacité de diffusion démultipliée, ils imposent également une accélération du rythme de production de l'information, qui n'est pas sans conséquences sur la qualité du traitement éditorial. Comme le soulignait Dominique Wolton dès 1991, « la confusion entre la vitesse de l'information et la vitesse des événements altère la représentation du réel et fausse les échelles du temps »¹⁵⁸. Cette remarque, toujours d'actualité, permet d'interroger la manière dont les journalistes – notamment ceux qui couvrent les conflits – doivent composer avec une temporalité médiatique fragmentée, souvent en décalage avec la temporalité des faits.

Les réseaux sociaux, en valorisant l'instantanéité et la viralité, tendent à réduire la profondeur du récit et à privilégier des formats courts, visuels et émotionnels. Cette logique peut conduire à une simplification excessive des enjeux géopolitiques ou humanitaires, et à une mise en scène du conflit davantage orientée vers l'impact que vers la compréhension. En 2025, selon le rapport *State of the Media* de Cision¹⁵⁹ (une entreprise française spécialisée dans la veille médiatique), 96 % des journalistes utilisent les réseaux sociaux dans leur travail, principalement pour promouvoir leurs contenus, interagir avec leur audience ou collecter des informations. Cette omniprésence des plateformes numériques transforme le rapport au terrain, à la vérification, et à la narration.

Le journaliste Christophe Lamfalussy, interrogé à ce sujet, souligne le rôle des algorithmes dans la construction de l'information :

L'idée d'avoir des informations à travers des opinions, puisqu'à travers des faits réels, tout ça implique une sorte de mécanique de surenchère et qui fait qu'on s'intéresse à un sujet plus qu'à un autre. Les algorithmes ne sont pas uniquement techniques, ils sont aussi dans notre tête. (...) Moi je pense qu'on va retourner vers une information plus impartiale et moins dictée par des opinions. Parce que les opinions sont souvent une façon de gauchir la réalité. Et n'apporte absolument rien sinon de susciter des polémiques. Ce qui est intéressant, c'est d'aller en profondeur dans un sujet, de comprendre vraiment d'où vient la guerre israélo-palestinienne et que ceci explique peut-être cela.¹⁶⁰

¹⁵⁸ Dominique Wolton, *War game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991, p.4.

¹⁵⁹ Cision, *2025 State of the Media Report*, [en ligne], 2025.

¹⁶⁰ Voir annexe 2, Christophe Lamfalussy.

Journalisme citoyen

Dans le prolongement des évolutions numériques du métier, une autre transformation s'opère de manière plus souterraine, mais non moins significative : l'implication directe des citoyens dans la production et la diffusion de l'information en contexte de crise. Portée par l'accessibilité technologique et le besoin de visibilité constante, cette dynamique participative bouscule les logiques traditionnelles du reportage de guerre et les mécanismes des salles de rédactions. Cette pratique mérite d'être examinée comme un prolongement du tournant numérique, mais aussi comme une redéfinition de la fonction journalistique elle-même.

Dans les contextes de guerre ou de crise, l'information ne circule pas uniquement par le biais des journalistes professionnels. Depuis plusieurs années, les progrès technologiques, l'essor des réseaux sociaux et la volonté des populations de témoigner de leur propre réalité sans passer par un intermédiaire ont conduit à l'émergence du journalisme citoyen, une forme d'engagement narratif qui reconfigure les frontières classiques du métier.

Ces récits issus du terrain prennent la forme de vidéos amateurs, de discussions écrites ou en face caméra en direct sur les réseaux sociaux, de blogs ou de témoignages filmés qui viennent parfois compléter, questionner, voire concurrencer le travail des reporters de guerre. Dans certaines zones inaccessibles aux journalistes étrangers, ils représentent même la seule trace disponible d'un événement, d'une attaque ou d'un déplacement forcé. Le conflit israélo-palestien est l'exemple même de cette richesse qu'est le journalisme citoyen.

Cette dynamique participative ouvre plusieurs pistes de réflexion. D'un côté, elle enrichit le récit médiatique en y intégrant des voix locales, souvent ignorées ou marginalisées dans les dispositifs occidentaux. Elle réinjecte une subjectivité incarnée dans l'information brute. De l'autre, elle pose des enjeux de fiabilité, d'éthique et de vérification, tant les contenus diffusés peuvent être orientés, manipulés ou incomplets et remet en doute le rôle des professionnels, ce qui peut faire naître un énervement dans la profession, comme l'exprimait André Linard, secrétaire général du *Conseil de déontologie journalistique (CDJ)* de 2009 à avril 2016 dans *La Libre* en 2016 :

Un citoyen exprime ses opinions, raconte ce qu'il a vu autour de lui, tient un discours militant qui ne lui impose aucune exigence de respect de la vérité. Il évoque les émotions qui lui tiennent à cœur et se veut acteur dans la société. Le journalisme remplit un autre rôle social. Il a pour responsabilité d'être l'intermédiaire entre ce qui se passe, au sens le plus large du terme, et le public. Face à la masse d'informations disponibles, il a pour responsabilité de recouper, de vérifier, de trier, de mettre en

perspective, de sélectionner, d'expliquer, d'écarter ce qui ne tient pas la route, d'aider à comprendre au lieu de simplement transmettre... Le journalisme demande des compétences au même titre que n'importe quelle autre activité.¹⁶¹

Pour les professionnels de terrain, le journalisme citoyen devient une source précieuse, mais instable. Il offre des repères narratifs, des angles de reportage, voire des témoignages directs. Mais il impose aussi une vigilance accrue, une démarche de croisement des sources et un regard critique sur les usages de l'image tant de la part du public qui reçoit ces informations que des journalistes qui décident de l'utiliser.

Au-delà de l'enjeu de véracité, ces initiatives rappellent que l'appropriation du récit est aussi un acte de résistance. Les communautés affectées par le conflit ne sont pas seulement objets d'observation : elles deviennent sujets narrateurs. Une prise de contrôle observable en nombre sur les réseaux sociaux pas uniquement sur des terrains de conflits, tant dans les manifestations¹⁶²¹⁶³ ou mouvements extrêmes ou encore dans les phénomènes naturels. Le journaliste n'est alors plus le seul dépositaire de la mémoire collective. Il partage l'espace du récit avec ceux qui vivent, filment, écrivent et diffusent en temps réel leur propre guerre.

Nouvelles formes de narration

Le journalisme évolue au même rythme que les canaux de communication. Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont devenus incontournables pour maintenir le lien avec les lecteurs et internautes, mais aussi pour diffuser, raconter et capter l'attention dans un univers saturé. Cette transformation concerne les grands groupes médiatiques, qui investissent désormais les formats numériques, autant que les médias notamment présents sur les réseaux. Ils s'inscrivent dans les flux d'*Instagram*, *YouTube* ou *TikTok*, notamment sur les sujets de conflits armés, comme en témoigne le cas du journaliste Charles Villa, dont les documentaires sur le Kivu ont été diffusés via le média *Brut*.¹⁶⁴

L'usage massif des réseaux sociaux a modifié non seulement la circulation de l'information, mais également la posture du journaliste sur le terrain. S. Nivelles-Cardinale souligne l'écart technologique considérable qui s'est creusé en quelques années :

¹⁶¹ André Linard, « Le journalisme citoyen n'existe pas » [en ligne], sur *La Libre*, 30 septembre 2016.

¹⁶² Vanessa Lhuillier, « Des journalistes citoyens pour montrer « la vérité sans montage » dans les manifestations » [en ligne], sur *BXL*, 24 janvier 2022.

¹⁶³ France Culture, « Manifestation 0 : la lutte sociale en réseaux » [Podcast], sur *France Culture*, 2 juillet 2025.

¹⁶⁴ Charles Villa, « Kivu » [Vidéo], sur *Brut – chaîne YouTube*, 15 mai 2021.

Le différentiel technologique entre maintenant et quand j'ai commencé ce métier est énorme. En 2011, lors des révolutions arabes, je filmais encore en Libye ou en Syrie avec des cassettes. En quelques années, c'est devenu impensable. (...) Les journalistes n'ont plus le monopole de l'image. Avant, on rapportait des images que personne n'avait, on racontait des histoires qui n'étaient pas racontées. Le métier se transforme (...) Il ne suffit pas de filmer. Il faut vérifier l'information, il faut savoir ce qu'on raconte.¹⁶⁵

Dans ce contexte de flux constants, la vérification devient une tâche essentielle. L'information circule, mais elle n'est plus nécessairement encadrée. Il faut savoir identifier les sources fiables, souvent basées sur des comptes ou des réseaux informels. L'apparition de pratiques telles que l'*Open Source Intelligence* ¹⁶⁶(OSINT), que l'on abordera dans la suite de cette section, illustre ce nouveau rôle du journaliste : compiler, trier, croiser les données accessibles en ligne pour construire une narration crédible parfois à distance, hors terrain.

Les formats se diversifient aussi : podcasts de terrain, newsletters immersives, séries audio ou vidéos diffusées au jour le jour. Ces formes permettent une narration plus incarnée, plus sensorielle, parfois plus lente à rebours de la temporalité des chaînes d'information continue.

Mais cette profusion génère aussi des effets indésirables. L'obsession du direct, par exemple, peut mener à des dérives perçues comme déplacées par les professionnels du terrain. Certains dénoncent le phénomène des « hommes-troncs », ces journalistes qui se filment chaque soir depuis le toit d'un hôtel pour leur audience occidentale. Ce terme péjoratif pointe une posture plus performative que journalistique. Le photographe Don McCullin évoque une scène à Beyrouth qui l'a profondément choqué : « à Beyrouth, dans un hôpital où des enfants déficients mentaux étaient attachés à leur lit pendant les bombardements, [des journalistes] se réjouissaient parce qu'ils allaient être juste à temps pour le prime time avec New York ». ¹⁶⁷

¹⁶⁵ Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelles-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelles-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 44, « États de crise », pp. 81–108, *op. cit.*

¹⁶⁶ France Culture, « Sources : le magazine qui montre l'importance de l'OSINT pour le journalisme d'investigation » [Podcast], sur *France Culture*, 2 juillet 2025.

¹⁶⁷ Antoine Janvier & Jean-Paul Marthoz, *Les grands reporters : Du mythe à la (parfois) triste réalité...*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.52.

« Les réseaux socio-numériques n'apportent pas de révolution de genre, mais maintiennent un système de représentation inégalitaire. »¹⁶⁸ La couverture des catastrophes humanitaires n'échappe pas à ce déséquilibre, où les voix féminines restent marginales, comme le confirment les données du projet “*Who Makes The News*”¹⁶⁹.

Le numérique transforme également la façon de faire du terrain. Il est désormais possible de suivre un conflit à distance, en se connectant aux réseaux locaux, en menant des entretiens par messagerie, en organisant un reportage depuis une salle de rédaction : « faire un reportage en rencontrant des gens à distance sur Facebook, c'est une autre manière de faire du journalisme. »¹⁷⁰ L'*OSINT* permet de travailler sur des zones inaccessibles aux journalistes, comme ce fut le cas lors de l'invasion de l'Ukraine¹⁷¹ ou dans la bande de Gaza¹⁷², mais aussi dans le contexte de catastrophes naturelles difficiles à couvrir sur place¹⁷³. Certaines rédactions ont d'ailleurs mis en place des cellules spécialisées dans ce type d'enquête, à l'image du *Monde* en France¹⁷⁴.

Ce travail d'analyse à distance constitue une forme d'investigation à part entière. Il s'éloigne du modèle traditionnel du correspondant de guerre, mais il ouvre la voie à de nouvelles pratiques professionnelles et à la création de nouveaux métiers journalistiques.

Toutefois, cette évolution soulève autant de possibilités que de tensions : si elle permet d'élucider des crimes commis par des régimes autoritaires, elle peut également nourrir des théories complotistes, notamment lorsque les méthodes ou les sources ne sont pas comprises ou mal interprétées par le public¹⁷⁵.

Mais cette hyperconnexion constante n'est pas sans impact. La charge mentale générée par les sollicitations continues, la rapidité exigée, et la pression éditoriale accrue rend le travail

¹⁶⁸ Béatrice Damian-Gaillard, Sandy Montañola et Eugénie Saitta, *Genre et journalisme : Des salles de rédaction aux discours médiatiques*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2021, p. 85

¹⁶⁹ Women's Media Monitoring, « Who Makes the News » [en ligne], sur *Women's Digital Library*, consulté le 27 juin 2025.

¹⁷⁰ Delphine Minoui, *Reporter de guerre*, Paris, Bayard, 2024, p.40.

¹⁷¹ Malachy Browne, David Botti et Haley Willis, « Bucha's month of terror » [en ligne], sur *The New York Times*, 4 avril 2022.

¹⁷² Kolina Koltai, Carlos Gonzales, Pooja Chaudhuri et Youri van der Weide, « Hamas attacks, Israel bombs Gaza, and misinformation surges online » [en ligne], sur *Bellingcat*, 11 octobre 2023.

¹⁷³ Cornelia Scholz, « The story of a storm, part 1: Visualising climate data with NASA's Giovanni tool » [en ligne], sur *Bellingcat*, 5 mars 2025.

¹⁷⁴ Asia Balluffier et Charles-Henry Groult, « Pourquoi “Le Monde” renforce sa cellule d'enquête vidéo en sources ouvertes » [en ligne], sur *Le Monde*, 17 février 2023.

¹⁷⁵ France Culture, « Séductions et illusions des contre-enquêtes OSINT » [Podcast], sur *France Culture*, 6 juillet 2025.

de terrain plus difficile à structurer émotionnellement sont de réelles conséquences observées : « pour beaucoup de reporters, une éthique de responsabilité (...) devient une charge supplémentaire. »¹⁷⁶ Ces tensions contemporaines feront l'objet d'un approfondissement dans le chapitre suivant, consacré aux attentes des rédactions et aux dispositifs de soutien qu'il s'agisse d'outils techniques ou d'accompagnements psychologiques.

¹⁷⁶ Annabelle Sreberny & Chris Paterson, *International news in the 21st century*, Luton, J. Libbey for University of Luton Press, 2004, p273.

Chapitre 6 : Conclusions et ouverture

Conclusions

Au cours des trois étapes constitutives de ce travail de recherche – théorique, médiatique, puis empirique – nous avons exploré en profondeur la figure du correspondant de guerre en Belgique, en interrogeant à la fois son image publique, ses pratiques professionnelles et sa réalité psychique. L’approche croisée que nous avons adoptée a permis une mise en lumière des tensions qui traversent cette profession : entre reconnaissance symbolique et précarité matérielle, entre exigence narrative et silence institutionnel, entre devoir d’informer et blessure intime.

Ce mémoire a tenté de déconstruire les discours d’héroïsation qui entourent les reporters de guerre, afin de révéler la part d’ombre de cette vocation. En écoutant les récits singuliers de celles et ceux qui la pratiquent, en observant les lacunes des dispositifs mis en place, et en analysant les représentations collectives, il est apparu que la vulnérabilité individuelle du journaliste reste bien souvent passée sous silence. Or, cette vulnérabilité mérite d’être reconnue et prise au sérieux.

À la lumière de nos analyses, la figure du reporter de guerre ne peut être réduite à son statut héroïque ou à sa fonction médiatrice. La parole des journalistes, confrontée aux dispositifs institutionnels et aux représentations médiatiques ou fictionnelles, dévoile un métier à la fois admiré et méconnu, valorisé, mais exposé, reconnu symboliquement, mais souvent négligé dans ses besoins fondamentaux.

Au-delà de ce constat général, il convient désormais de revenir de manière précise sur les hypothèses formulées en début de travail en les reprenant individuellement, afin de présenter nos résultats de recherche de la manière la plus limpide possible :

Hypothèse 1 : sur la base de l’entretien exploratoire réalisé, qui a donné lieu à des discussions avec des professionnels des médias, nous testons l’hypothèse suivante sur l’échantillon de population étudiée. Les dispositifs d’aide psychologique actuellement mis en place par les rédactions belges pour leurs correspondants de guerre, s’ils existent, ne suffisent pas à répondre aux besoins spécifiques liés aux traumatismes de guerre, obligeant

les journalistes à se tourner vers des solutions personnelles ou à combler ces lacunes par eux-mêmes.

Cette hypothèse se vérifie. L'enquête menée, tant à travers les entretiens qu'à travers l'analyse des dispositifs institutionnels, confirme que les journalistes sont bien souvent livrés à eux-mêmes et contraints de recourir à des solutions personnelles pour pallier l'absence ou l'inadéquation du soutien proposé.

Hypothèse 2 : un facteur expliquant l'absence ou la faible présence de dispositifs psychologiques adaptés pour les correspondants de guerre est lié à une autocensure de la part des journalistes eux-mêmes concernant leur vécu personnel.

Dans un environnement où la résilience mentale est valorisée, où le journaliste doit être solide, doit rester calme même sous pression, capable de se détacher des événements traités tout en les vérifiant et en restant le plus objectif possible. Demander de l'aide peut être perçu comme une faiblesse. Lors du recrutement pour cette recherche, plusieurs personnes ont décliné pour éviter de se confronter à leur passé, illustrant une forme de déni et de tabou. Le concept de « déni de réalité », tel que défini comme mécanisme de défense, semble ici particulièrement actif. Les valeurs d'objectivité et de détachement perçues comme normatives dans la profession peuvent empêcher les journalistes de consulter¹⁷⁷, malgré la normalisation progressive du recours à un psychologue évoquée par certains.

Cette hypothèse est corroborée. Plusieurs journalistes ont exprimé une forme de tabou entourant la souffrance psychique, souvent intériorisée comme un échec ou une faiblesse, dans un métier où la résilience est valorisée. Le refus d'aborder certaines expériences traumatiques, ou même de participer à l'étude, témoigne de ce déni actif. Plusieurs personnes interrogées qui ont des années d'expérience derrière elles, ont également témoigné de cette pratique du déni de réalité, particulièrement en début de carrière, là où les plus jeunes répondant commençaient à percevoir ce mécanisme mis en place par eux également.

Il a été révélé au cours de la recherche qu'une autre raison expliquant ce manque de dispositifs vient du manque de moyens financiers des rédactions qui ne peuvent se

¹⁷⁷ James G. Boggs & Roger A. Simpson, *An exploratory study of traumatic stress among newspaper journalists*, Journalism & Mass Communication Monographs, vol. 1, pp. 1–26, 1999.

permettre de proposer des professionnels ou des ressources adaptées au sein même des bureaux.

Hypothèse 3 : la stigmatisation perçue autour de la santé mentale et la peur des conséquences professionnelles freinent les correspondants de guerre belges dans leur démarche de demander une aide psychologique, contribuant ainsi à une sous-utilisation des rares dispositifs existants ou à leur absence totale. Laissant les médias dans un déni, ne souhaitant pas investir dans l'aide et la prévention des traumatismes.

Cette hypothèse ne se vérifie pas pleinement. Si la crainte du regard des autres et la peur d'un impact professionnel existent, elles ne constituent pas un frein décisif à exprimer un besoin de soutien. Plusieurs répondants ont souligné une évolution des mentalités, notamment une normalisation progressive du recours à un soutien psychologique, même si cela reste inégal selon les contextes et les rédactions. La majorité des rédactions en lien avec les intervenants de cette étude n'ont pas donné suite à nos sollicitations à l'exception d'une rédaction, le journal *Le Soir*. Ce manque de contribution ne permet pas un éclairage suffisant pour répondre clairement à cette hypothèse de recherche. Voici néanmoins la réponse apportée par *Le Soir* :

Il ne nous semble pas que les besoins en la matière aient augmenté ou diminué. En raison du renouvellement des générations, nous manquons actuellement de journalistes bénéficiant d'une longue expérience en la matière. Et nous sommes convaincus que sur des zones à risques, les bons réflexes, l'intuition, les contacts sur le terrain peuvent être très importants.

Nous n'avons pas les moyens de mettre en place une cellule d'accompagnement systématique. Et le nombre de cas sur une année ne le justifierait pas. C'est pourquoi nous proposons plutôt le recours à des services de soutien (notamment psychologique) externes. Il s'agit aussi de compétences que nous n'avons pas en interne. C'est aussi le cas pour le matériel spécifique (téléphones satellite, gilet pare-balles etc.) où nous sollicitons des spécialistes.

Enfin, j'insisterais aussi sur le fait que le métier de journaliste est également plus risqué sur tous les terrains. Des journalistes se font davantage agresser lors de manifestations, ou se font admonester lorsqu'ils/elles couvrent des mouvements extrêmes (d'extrême gauche comme d'extrême droite). Et le communautarisme génère également des situations tendues. Nous devons également prévoir de l'accompagnement de certain(e)s journalistes pour les déferlements d'injures qu'ils/elles subissent parfois sur les réseaux sociaux.¹⁷⁸

Au-delà de ces constats, ce travail interroge la responsabilité des sociétés démocratiques : comment garantir une information libre et fiable si celles et ceux qui l'apportent sont laissés seuls face aux séquelles de leur engagement ? La reconnaissance symbolique et les hommages posthumes ne suffisent pas à compenser l'absence d'un accompagnement

¹⁷⁸ Voir annexe pour la réponse complète.

matériel et psychologique adapté en Belgique. Préserver la santé de ceux qui risquent leur vie pour informer, c'est préserver la démocratie elle-même.

Améliorations possibles (préparation psychologique, suivi post-mission, lignes directrices)

La couverture de conflits armés expose les journalistes à des risques physiques et psychologiques considérables. Face à cette réalité, certaines rédactions ont adopté des stratégies visant à limiter les dangers, notamment en sélectionnant des reporters expérimentés pour les missions les plus périlleuses. Émilie Baujard souligne cette approche lors de la guerre en Ukraine :

Plusieurs fois. C'est inhérent au reportage de guerre. Il y a toujours une part de chance et de malchance quand un drame arrive. C'est aussi pour ça que je répète tout le temps que reporter de guerre c'est un métier. Et les rédactions l'ont à nouveau compris au début de la guerre en Ukraine. A Kiev en février 2022, on s'est tous retrouvés entre « anciens » du reportage de guerre. C'était extrêmement dangereux et beaucoup de rédactions ont dû envoyer « d'anciens reporters de guerre car ces mêmes rédactions n'ont pas du tout investi dans la formation de nouveaux ces 10 dernières années. Il faut aussi savoir avec qui on fait équipe. C'est très important dans le reportage de guerre. Je ne partirai jamais avec des gens en qui je n'ai pas confiance ou qui sont trop « casse-cou ». Un reporter mort ne sert à rien.¹⁷⁹

Cette démarche démontre que les rédactions sont conscientes des risques encourus et cherchent avant tout le bien-être de leurs équipes. Mais dévoile une carence financière afin de former les nouvelles générations. Plusieurs journalistes interrogés ont évoqué les limites de la prise en charge psychologique et logistique, souvent conditionnée par ces mêmes contraintes budgétaires :

C'est ça le problème, c'est le budget. Il faudrait plus d'argent pour couvrir... Alors pas forcément plus d'argent pour les salaires, mais en tout cas plus d'argent pour les frais. Pour nous permettre de travailler sans commencer à devoir s'arracher les cheveux, dire comment je vais payer ce fixe, etc. De nous enlever cette charge mentale, de dire comment je vais rentrer finalement dans mes frais. Ne pas commencer à devoir se questionner sur l'assurance, que ça soit forcément pris en compte. Je pense que ça aiderait aussi si plus d'éditeurs et rédacteurs en chef et des directeurs de presse avaient fait ce métier là aussi. Comme ça ils seraient beaucoup plus compréhensifs et ils sentiraient mieux les choses je pense.¹⁸⁰

¹⁷⁹ Voir annexe 2, Émilie Baujard.

¹⁸⁰ Voir annexe 2, Wilson Fache.

Une amélioration soulignée par plusieurs intervenants est l'encadrement psychologique proposé qui devrait être mieux adapté, mais toujours lié aux contraintes budgétaires des rédactions :

En fait là les psychologues que j'ai vus, c'est moi qui les ai payés et a priori, si je vais voir quelqu'un ces prochains mois, je le paierai aussi de ma poche. En fait, ça ne devrait pas être le cas. En même temps, vers quelle rédaction me tourner ? Sachant que j'ai plein de clients différents. Je pense que si je demandais à la *RTBF*, ils seraient d'accord. Mais ça sera un geste de leur part, puisque rien ne les y oblige. Je travaille pour plein d'autres clients. Il n'y a pas de raison que ce soit eux qui paient la facture finalement. Et après, peut-être que j'hésiterai aussi en me disant, qu'ils vont dire, « ah tiens, Wilson a des problèmes », si le mois prochain je suis à Beyrouth, est-ce qu'ils vont hésiter en disant, « ah, mais il y a trois semaines il était envoyé voir un psychologue », est-ce que finalement les rédactions en chef sont éduquées aussi à cette thématique-là ? Je pense que oui dans le cas de la *RTBF*, mais je marquerai peut-être un moment d'hésitation à lui dire, alors on va en parler, de me mettre un psychologue à disposition. De peur qu'ils se disent « Ah, il a des problèmes psychologiques. Donc peut-être qu'on réfléchira deux fois à le mettre en commande dans des pays en guerre. »¹⁸¹

Même constat pour Maurine Mercier, qui travaille principalement pour *RTS*, un média suisse et qui témoigne de la différence de traitement :

C'est mieux qu'avant, mais ils sont assez nuls. (...) Moi j'ai la chance d'être salariée, donc j'ai une chance inouïe et j'ai la chance d'avoir une boîte qui peut entendre parce qu'il a une confiance mutuelle que oui je leur demande je sais pas l'équivalent de 400 euros par année pour aller consulter un acupuncteur ou peu importe, selon ce que je devrais avoir besoin pour débriefer, mais la plupart de mes collègues correspondants sont des freelances, c'est pour leur poche et laisse-moi te dire qu'il a pas une seule rédaction qui leur dira : est-ce qu'à un moment donné je peux te donner ne serait-ce que 100 euros pour que tu ailles déposer tout ça quelque part ? parce que t'en prend plein la figure.¹⁸²

Françoise Wallemacq, elle aspire à une approche préventive de la part des rédactions concernant les améliorations de prises en charges possible au sein des rédactions :

Je pense qu'il faudrait prévenir les journalistes, qui ont ce projet d'un terrain de guerre, qu'il faudrait une formation psychologique à ça. Pour ceux qui veulent vraiment avoir accès à ce métier-là, d'avoir une formation psychologique pour se protéger à l'avance ou savoir à l'avance à quoi ils vont se confronter. On peut voir, tu es excitée, et quand tu rentres, c'est dur quoi. C'est là qu'il faut encadrer les gens. À mon avis ça coûterait trop cher à la rédaction, mais par contre, comme on a eu à la *RTBF*, ce n'est pas mal que ce soit en dehors de la boîte, ce n'est pas mal aussi que ce soit en extérieur, qu'on ne soit pas attaché, que le psy ne dise pas au travail : la fille déconne. Oui. Ça serait mieux. Je pense que c'est bien qu'eux payent, quoi. Si nous, on a des retombées psychologiques, ça serait bien qu'eux payent quoi.¹⁸³

Cette proposition rejoint une logique de professionnalisation du métier de reporter de guerre, où la préparation mentale serait intégrée au même titre que la formation technique ou sécuritaire.

¹⁸¹ Voir annexe 2, Wilson Fache.

¹⁸² Voir annexe 2, Maurine Mercier.

¹⁸³ Voir annexe 2, Françoise Wallemacq.

Limites de la recherche

Comme toute étude qualitative centrée sur des trajectoires professionnelles, cette recherche comporte un certain nombre de limites méthodologiques, documentaires et épistémologiques, qu'il convient de reconnaître avec transparence.

D'une part, le travail s'est heurté à un manque de littérature scientifique directement consacrée aux enjeux psychologiques et sociaux des reporters de guerre, en particulier dans l'espace francophone et en Belgique. Bien que des travaux cliniques existent sur les effets du traumatisme en contexte de conflit, ils concernent majoritairement des cas anglo-saxons, militaires ou humanitaires, et restent peu appliqués au journalisme. Cette rareté théorique a limité les possibilités de croisement entre les données empiriques recueillies et des modèles scientifiques stabilisés et témoigne du malaise persistant entourant les thématiques de santé mentale la rendant difficile à étudier.

Le sujet traité demeure sensible et parfois tabou dans les rédactions, ce qui a pu freiner l'accès à certains témoignages ou influencer la manière dont les personnes interrogées se sont exprimées. Le silence institutionnel qui entoure les atteintes psychiques dans ce métier, souvent invisibles ou minimisées, constitue en soi une contrainte à l'élaboration d'un discours pleinement représentatif. Cette forme de réticence structurelle peut aussi expliquer l'absence de dispositifs formalisés de soutien psychologique, ce que ce mémoire ne peut qu'observer sans pouvoir mesurer précisément.

Une autre limite importante concerne le nombre restreint de participants disponibles pour les entretiens. En Belgique, le journalisme de guerre reste une spécialisation rare, et les professionnels concernés sont souvent en mission, sollicités par plusieurs rédactions, ou engagés dans des projets internationaux. Malgré les efforts déployés pour contacter des reporters belges actifs en zones de conflit, leurs contraintes professionnelles et emplois du temps particulièrement chargés ont réduit les possibilités d'échantillonnage. Ce facteur logistique a limité la diversité des profils interrogés et restreint l'accès à certaines expériences de terrain.

Enfin, ce travail n'a pas vocation à réaliser une analyse psychologique approfondie des journalistes rencontrés. Il s'agit d'une étude exploratoire à visée sociologique et

professionnelle. Les entretiens menés permettent d'identifier des mécanismes de régulation, de distance, ou de rationalisation du danger, mais ne permettent ni un diagnostic clinique ni une modélisation exhaustive des conséquences psychiques du métier. Ce point méthodologique impose une lecture prudente et nuancée des discours recueillis, en particulier lorsqu'il est question de vulnérabilités psychiques, sans prétention à une interprétation clinique.

Ces limites, inhérentes au caractère qualitatif, sensible et exploratoire de cette recherche, soulignent l'importance de poursuivre le travail dans une perspective interdisciplinaire, mêlant sociologie, psychologie du travail, études médiatiques et approches cliniques. Elles ouvrent ainsi la voie aux réflexions formulées dans la section suivante sur les perspectives de recherche future.

Perspectives de recherches futures

Les résultats de cette recherche ouvrent plusieurs pistes de travail complémentaires, tant sur le plan méthodologique que théorique, susceptibles d'approfondir la compréhension du journalisme en contexte de conflit.

Une première perspective consisterait à conduire une analyse longitudinale, mêlant approches quantitatives et qualitatives, afin d'évaluer l'évolution des profils professionnels dans la durée. Cela pourrait inclure le suivi régulier de reporters belges et internationaux sur plusieurs années, avec des entretiens réalisés à chaque retour de mission, permettant d'observer les trajectoires, les stratégies de régulation psychique et les transformations identitaires liées au terrain. Ce type de protocole offrirait une vision dynamique du métier, dépassant les photographies instantanées proposées par les enquêtes ponctuelles.

Il serait pertinent de développer une approche comparative entre contextes nationaux, afin d'analyser comment les dispositifs institutionnels de soutien, les formations journalistiques et les cultures éditoriales influencent la gestion des risques et la construction du mythe professionnel. Une étude croisée Belgique–France–Canada, par exemple, permettrait d'identifier les variables sociales, politiques et économiques qui façonnent les représentations et les pratiques du métier de reporter de guerre.

Enfin, l'intégration d'une dimension clinique interdisciplinaire, en collaboration avec des spécialistes de la santé mentale, ouvrirait la voie à une meilleure identification des signaux faibles de souffrance psychique chez les journalistes de terrain. Cela pourrait contribuer à construire des outils d'évaluation et des recommandations adaptées à la réalité éditoriale, en dépassant le cadre purement descriptif des enquêtes exploratoires.

Ces perspectives invitent à inscrire les recherches futures dans un dialogue fécond entre sociologie du travail, psychologie du traumatisme, science de l'information et études médiatiques, afin d'enrichir durablement la compréhension des enjeux contemporains du journalisme de guerre.

Bibliographie

Ouvrages

Patricia Allémonière, Anne Barrier, Liseron Boudoul, Anne-Claire Coudray & Marine Jacquemin, *Elles risquent leur vie : Cinq femmes reporters de guerre témoignent*, Paris, Tallandier, 2019.

Pierre Assouline & Albert Londres, *Londres : Vie et mort d'un grand reporter : 1884–1932*, Paris, Gallimard, 1990.

Aimé-Jules Bizimana, « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, pp. 84–111. Disponible à : <https://doi.org/10.4000/communication.1511>

Aimé-Jules Bizimana et Benoit Gauthier, « Le journalisme de guerre et les risques intégrés lors des opérations militaires en Afghanistan », *Sur le journalisme*, Québec, vol. 10, n° 1, 2021, p. 83, [en ligne], disponible à : <https://revue.surlejournisme.com/slj/article/download/455/430> (consulté le 17 mai 2025).

James G. Boggs & Roger A. Simpson, *An exploratory study of traumatic stress among newspaper journalists*, Journalism & Mass Communication Monographs, vol. 1, pp. 1–26, 1999.

Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996.

Marla Buchanan & Patrice Keats, Coping with traumatic stress in journalism: A critical ethnographic study », *International Journal of Psychology*, vol. 46, n° 2, pp. 127–135, 2011.

Michel Foucault, *Dits et écrits, tome III : 1976–1979* (« Le jeu de Michel Foucault », entretien avec G. Raulet, p. 299), Paris, Gallimard, 1994.

Pierre Giffard, *Le Sieur de Va-Partout : Souvenirs d'un reporter*, Paris, Maurice Dreyfous, 1880.

Morgane Giladi & Sybille Regout, « La diversité ethnique des équipes journalistiques : un enjeu difficile ? », dans *Bruxelles, ville mosaïque*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2014, chap. 5, pp. 95–106.

Antoine Janvier & Jean-Paul Marthoz, *Les grands reporters : Du mythe à la (parfois) triste réalité...*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Adrien Jaulmes, *Raconter la guerre : Une histoire des correspondants de guerre*, Paris, Équateurs, 2021.

René Jeanne et Charles Ford, *Le Cinéma et la Presse (1895-1960)*, Armand Colin, 1961.

Stephen Jukes, *Affective journalism – uncovering the affective dimension of practice in the coverage of traumatic news* [thèse], Londres, Goldsmiths, University of London, 2017.

Bill Katovsky & Timoty Carlson (dir.), *Embedded : The media at war in Iraq*, Guilford, Lyons Press, pp. 203–208.

David Le Breton, *Sociologie du risque*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

Albert Londres, *Au bagne* (éd. nouv. rev. et corr.), Paris, Albin Michel, 1932.

Jean-Paul Marthoz, *En première ligne : Le journalisme au cœur des conflits*, Bruxelles, GRIP : Mardaga, 2018.

Delphine Minoui, *Reporter de guerre*, Paris, Bayard, 2024.

Anne Nivet, *Chienne de guerre : Une femme reporter en Tchétchénie*, Paris, Fayard. Disponible à : <https://www.fayard.fr/livre/chienne-de-guerre-9782213606903>

James Rodgers, *Reporting Conflict*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York, 2012.

Mitchel P. Roth, *The encyclopedia of war journalism, 1807–2010*, New York, Grey House, 2010.

Natalee Seely, *Reporting on Trauma: The Psychological Effects of Covering Tragedy and Violence*, thèse de doctorat, University of North Carolina at Chapel Hill, Hussman School of Journalism and Media, Chapel Hill, 2017, [en ligne], disponible à : <https://cdr.lib.unc.edu/concern/dissertations/nc580n751> (consulté le 17 mai 2025).

Annabelle Sreberny & Chris Paterson, *International news in the 21st century*, Luton, J. Libbey for University of Luton Press, 2004.

Clarissa Ward, *On all fronts : The education of a journalist*, New York, Penguin Press, 2020.

Jean-Jacques Wunenburger, « Chapitre II : Définitions, interprétations, enjeux », dans *L'imaginaire*, Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, 2016, p. 30 [en ligne], disponible à : <https://shs.cairn.info/l-imaginaire--9782130749349-page-30?lang=fr>

Dominique Wolton, *War game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.

Documents universitaires et pédagogiques

Sébastien Fontaine. (2025). *Cours de méthodologie de l'enquête*. [Support de cours]. Université de Liège.

Entretien avec Denis Ruellan [mp3] dans thèse de Hélène Maillé, Revenir avec plus qu'un reportage : la couverture d'un événement traumatique de proximité et sa gestion émotionnelle : Le cas des journalistes et photojournalistes ayant couvert des attentats au Québec, en Belgique et en France, UCLouvain et université de Sherbrooke, 2020.

Articles scientifiques

Karin Andén-Papadopoulos & Mervi Pantti, « Re-imagining crisis reporting: Professional ideology of journalists and citizen eyewitness images », dans *Journalism*, vol. 14, 2013, p. 960-977. <https://doi.org/10.1177/1464884913479055>

Elisabeth Berrington & Angela Jemphrey, « Pressures on the press: Reflections on reporting tragedy », dans *Journalism*, vol. 4, n°2, 2003, p. 225-248. <https://doi.org/10.1177/146488490342005>

Henri Chabrol, « Les mécanismes de défense », dans *Recherche en soins infirmiers*, n°82, 2005, p. 31-42. <https://doi.org/10.3917/rsi.082.0031>

Béatrice Damian-Gaillard, Laurence Frisque & Emmanuelle Saitta, « Le journalisme au prisme du genre : Une problématique féconde », dans *Questions de communication*, n°15, 2009, p. 175-201. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.544>

Laurence Frisque, « La figure du reporter de guerre : Entre incarnation et représentation », dans *Communication*, vol. 31, n°2, 2014, p. 1-20. <https://doi.org/10.4000/communication.1511>

Jérôme Heurtaux, Maurine Mercier, & Nivelles-Cardinale, S. (2023). *Reportrices de guerre. Entretiens croisés avec Sophie Nivelles-Cardinale et Maurine Mercier*. In *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 44, « États de crise », pp. 81–108,. <https://journals.openedition.org/traces/15244> ; <https://doi.org/10.4000/traces.15244> (consulté le 12 août 2025).

Arlie Russell Hochschild, « Travail émotionnel, règles de sentiments et structure sociale », dans *Travailler*, vol. 9, n°1, 2003, p. 19-49. <https://doi.org/10.3917/trav.009.0019>

Patricia Anne Keats & Michael J. Buchanan, « Covering trauma in Canadian journalism : Exploring the challenges », dans *Traumatology*, vol. 19, n°3, 2013, p. 210-222. <https://doi.org/10.1177/1534765612466152>

Marie Martin, « Le voyage du grand reporter, de la fin du XIXe siècle aux années 1930 », dans *Le Temps des médias*, n°8, 2007, p. 118-129. <https://doi.org/10.3917/tdm.008.0118>

Mélanie Mercier, « Les médias et l'actualité de défense : Les journalistes face aux militaires ou vice-versa », dans *Quaderni*, n°36, 2005, p. 15-31.

Denis Ruellan & Étudiants du Master Médias et Management du CELSA, « Profession : reporter. Genre : féminin », dans *Effeuillage*, vol. 7, n°1, 2018, p. 23-27. <https://doi.org/10.3917/eff.007.0023>

Amanda Wake, « Distant, disconnected and in danger : Are educators doing enough to prepare students for frontline freelance risks? », dans *Pacific Journalism Review*, vol. 22, n°1, 2016, p. 52-65.

Richard Aedy, « *Covering conflict: Re-thinking journalism training in an age of danger* », Oxford, Reuters Institute for the Study of Journalism, 2014. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/covering-conflict-re-thinking-journalism-training-age-danger>

Anthony Feinstein, « A Hazardous Profession », dans *Journalists under Fire: The Psychological Hazards of Covering War*, The Johns Hopkins University Press, 2006, pp. 1-25 [en ligne], disponible à : <https://libkey.io/libraries/1973/articles/5062082/full-text-file>

Anthony Feinstein, « The Psychological Hazards of War Journalism », *Nieman Reports*, été 2004, p. 75-76 [en ligne], disponible à : <https://niemanreports.org/the-psychological-hazards-of-war-journalism/> (consulté le 17 mai 2025).

Anthony Feinstein, Barbara Pavisian & Hannah Storm, *Journalists covering the refugee and migration crisis are affected by moral injury not PTSD* [rapport PDF], 2018. [\(PDF\) Journalists covering the refugee and migration crisis are affected by moral injury not PTSD](#)

Anthony Feinstein, John Owen et Nick Blair, « A Hazardous Profession: War, Journalists, and Psychopathology », *American Journal of Psychiatry*, vol. 159, no 9, septembre 2002, pp. 1570-1575.

Catherine McMahon, « Building resilience in the war zone against hidden injury », dans *Pacific Journalism Review*, vol. 16, n°1, 2010, p. 39-48

Jan Winburn, « An Editor's Sensitive Guide to Interviewing Victims of Trauma », *Nieman Storyboard*, New York, 20 janvier 2022, [en ligne], disponible à : <https://niemanstoryboard.org/2022/01/20/an-editors-sensitive-guide-to-interviewing-victims-of-trauma/> (consulté le 17 mai 2025).

Articles de presse

Rushdi Abualouf, « Gaza journalist Hassan Aslih killed in Israeli strike on hospital » [en ligne], sur *BBC*, 13 mai 2025. Disponible à : <https://www.bbc.com/news/articles/c74n8pxpg03o> (consulté le 13 mai 2025).

Amnesty International Belgique, « Une rencontre marquante avec Wilson Fache » [en ligne], sur *Amnesty International Belgique*, 15 avril 2025. Disponible à : <https://jeunes.amnesty.be/jeunes/montrez/temoignages-actions/article/rencontre-marquante-wilson-fache> (consulté le 7 mai 2025).

Auteur inconnu, « Hans Blix's briefing to the security council » [en ligne], sur *The Guardian*, 14 février 2003. Disponible à : <https://www.theguardian.com/world/2003/feb/14/iraq.unitednations1> (consulté le 17 mars 2025).

Ethel Bonet, « Journalisme de guerre : précarité, menaces et négligence de la santé mentale » [en ligne], sur *Equal Times*, 14 janvier 2025. Disponible à : <https://www.equaltimes.org/journalisme-de-guerre-precarite> (consulté le 28 mars 2025).

Colette Braeckman et Edouard Van Velthem, « Moi je n'ai rien vu à Timisoara » [en ligne], sur *Le Soir*, 27 janvier 1990. Disponible à : <https://www.lesoir.be/art/d-19900127-W3P4LC> (consulté le 23 juillet 2025).

Malachy Browne, David Botti et Haley Willis, « Bucha's month of terror » [en ligne], sur *The New York Times*, 4 avril 2022. Disponible à : <https://www.nytimes.com/2022/04/04/world/europe/bucha-ukraine-bodies.html> (consulté le 3 août 2025).

Asia Balluffier et Charles-Henry Groult, « Pourquoi "Le Monde" renforce sa cellule d'enquête vidéo en sources ouvertes » [en ligne], sur *Le Monde*, 17 février 2023. Disponible à : https://www.lemonde.fr/le-monde-et-vous/article/2023/02/17/pourquoi-le-monde-renforce-sa-cellule-d-enquete-video-en-sources-ouvertes_6162186_6065879.html (consulté le 3 août 2025).

Committee to Protect Journalists, « 2024 is deadliest year for journalists in CPJ history ; almost 70% killed by Israel » [en ligne], sur *Committee to Protect Journalists*, 12 février 2025. Disponible à : <https://cpj.org/2025/02/2024-deadliest-year-journalists-israel/> (consulté le 13 février 2025).

Cornelia Scholz, « The story of a storm, part 1: Visualising climate data with NASA's Giovanni tool » [en ligne], sur *Bellingcat*, 5 mars 2025. Disponible à : <https://www.bellingcat.com/resources/how-tos/2025/03/05/the-story-of-a-storm-part-1-visualising-climate-data-with-nasas-giovanni-tool/> (consulté le 3 août 2025).

William J. Drummond, « Equipping journalists with tools for emotional balance » [en ligne], sur *Nieman Reports*, 15 juin 2004. Disponible à : <https://niemanreports.org/equipping-journalists-with-tools-for-emotional-balance/> (consulté le 29 juillet 2025).

Le Figaro avec AFP, « Mexique : porté disparu, le journaliste Alejandro Gallegos retrouvé mort », *Le Figaro*, 26 janvier 2025 [en ligne], disponible à : <https://www.lefigaro.fr/international/mexique-porte-disparu-le-journaliste-alejandro-gallegos-retrouve-mort-20250126> (consulté le 17 mai 2025)

Eva Maitland et Madeline Roache, « La guerre de la Russie contre l'Ukraine : Trois ans, 302 fausses affirmations » [en ligne], sur *NewsGuard*, 21 février 2025. Disponible à : <https://www.newsguardtech.com/fr/special-reports/guerre-russie-ukraine-trois-ans/> (consulté le 17 mars 2025).

Jean-François Noulet, « Presse écrite : protocole de fusion entre les groupes Rossel et IPM » [en ligne], sur *RTBF*, 24 juin 2025. Disponible à : <https://www.rtbf.be/article/presse-ecrite-protocole-de-fusion-entre-les-groupes-rossel-le-soir-sud-info-et-ipm-la-libre-la-dh-l-avenir-11566142> (consulté le 29 juillet 2025).

Marie Jo Sader, « À Gaza, le tribut payé par les soldats inconnus du journalisme », *Le Monde*, 9 avril 2025 [en ligne], disponible à : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/09/a-gaza-le-tribut-payé-par-les-soldats-inconnus-du-journalisme_6593158_3210.html (consulté le 12 avril 2025).

Jon Schwarz, « Lie after lie: What Colin Powell knew about Iraq fifteen years ago and what he told the UN » [en ligne], sur *The Intercept*, 6 février 2008. Disponible à : <https://theintercept.com/2018/02/06/lie-after-lie-what-colin-powell-knew-about-iraq-fifteen-years-ago-and-what-he-told-the-un/> (consulté le 17 mars 2025).

Kolina Koltai, Carlos Gonzales, Pooja Chaudhuri et Youri van der Weide, « Hamas attacks, Israel bombs Gaza, and misinformation surges online » [en ligne], sur *Bellingcat*, 11 octobre 2023. Disponible à : <https://www.bellingcat.com/news/2023/10/11/hamas-attacks-israel-bombs-gaza-and-misinformation-surges-online/> (consulté le 3 août 2025).

La rédaction de la RTBF, « Les bombes, l'isolement, la faim : la SDJ de la RTBF demande la sécurité pour les journalistes et la fin du blocus médiatique à Gaza » [en ligne], sur *RTBF*, 28 juillet 2025. Disponible à : <https://www.rtbf.be/article/les-bombes-l-isolement-la-faim-la-sdj-de-la-rtbf-demande-la-securite-pour-les-journalistes-et-la-fin-du-blocus-mediatique-a-gaza-11581476> (consulté le 29 juillet 2025).

André Linard, « Le journalisme citoyen n'existe pas » [en ligne], sur *La Libre*, 30 septembre 2016. Disponible à : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2016/09/30/le-journalisme-citoyen-nexiste-pas-V6XARAQXIBERJG4U5PLQSDHTM/> (consulté le 2 juillet 2025).

Vanessa Lhuillier, « Des journalistes citoyens pour montrer « la vérité sans montage » dans les manifestations » [en ligne], sur *BXI*, 24 janvier 2022. Disponible à : <https://bx1.be/categories/news/des->

[journalistes-citoyens-pour-montrer-la-verite-sans-montage-dans-les-manifestations/?theme=classic](#) (consulté le 2 juillet 2025).

Clothilde Mraffko, « Israël assassine six journalistes palestiniens à Gaza, dont le célèbre reporter Anas Al-Sharif » [en ligne], sur *Médiapart*, 12 août 2025. Disponible à : <https://www.mediapart.fr/journal/international/120825/israel-assassine-six-journalistes-palestiniens-gaza-dont-le-celebre-reporter-anas-al-sharif> (consulté le 12 août 2025).

Nicole Zand, « Albert Londres : « La plume dans la plaie » » [en ligne], sur *Le Monde*, 6 janvier 1989. Disponible à : https://www.lemonde.fr/archives/article/1989/01/06/albert-londres-la-plume-dans-la-plaie_4119109_1819218.html (consulté le 22 février 2025).

Quang Pham, « Ukraine : trois ans de désinformation russe, une portée "relativement limitée" » [en ligne], sur *France 24 Les Observateurs*, 24 février 2025. Disponible à : <https://observers.france24.com/fr/ukraine-trois-ans-de-d%C3%A9sinformation-russe-un-effet-relativement-limit%C3%A9> (consulté le 17 mars 2025).

RSF, « Déclarée morte par la Russie : RSF révèle les derniers mois de captivité de Victoria Roshchyna, détenue dans des conditions inhumaines dans l'enfer de Taganrog » [en ligne], sur *Reporters sans frontières*, 3 mars 2025. Disponible à : <https://rsf.org/fr/d%C3%A9clar%C3%A9e-morte-par-la-russie-rsf-r%C3%A9v> (consulté le 9 mars 2025).

Supports audiovisuels et réseaux sociaux

Luca Alu, « En vidéo : « Moi je n'ai rien vu à Timisoara » – Colette Braeckman raconte l'histoire d'un mensonge » [en ligne], sur *Le Soir*, 26 février 2025. Disponible à : <https://www.lesoir.be/671513/article/2025-04-26/en-video-moi-je-nai-rien-vu-timisoara-colette-braeckman-raconte-lhistoire-dun> (consulté le 23 juillet 2025).

France Culture, « Manifestation 0 : la lutte sociale en réseaux » [Podcast], sur *France Culture*, 2 juillet 2025. Disponible à : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-meilleur-des-mondes/manifestation-0-la-lutte-sociale-en-reseaux-6152515> (consulté le 12 août 2025).

France Culture, « Séductions et illusions des contre-enquêtes OSINT » [Podcast], sur *France Culture*, 6 juillet 2025. Disponible à : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-de-justice/seductions-et-illusions-des-contre-enquetes-osint-6299352> (consulté le 12 août 2025).

France Culture, « Sources : le magazine qui montre l'importance de l'OSINT pour le journalisme d'investigation » [Podcast], sur *France Culture*, 2 juillet 2025. Disponible à : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/un-monde-connecte/sources-le-magazine-qui-montre-l-importance-de-l-osint-pour-le-journalisme-d-investigation-6222507> (consulté le 12 août 2025).

LaScamTV, « Cérémonie des Prix Albert Londres 2023, en direct de Vichy, le 27 novembre à 18h » [Vidéo], sur *YouTube*, 27 novembre 2023. Disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=g9ux3tYViPg> (consulté le 4 février 2025).

SDJ de l'AFP, « Déclaration sur X » [Tweet], sur *X (anciennement Twitter)*, 21 juillet 2025. Voir annexe 7.

Charles Villa, « Kivu » [Vidéo], sur *Brut – chaîne YouTube*, 15 mai 2021. Disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=TT5FVVdJziQ> (consulté le 2 juillet 2025).

Sources institutionnelles et professionnelles en ligne

ACLED, « ACLED Conflict Index » [en ligne], sur *ACLED*, disponible à : <https://acleddata.com/series/acledd-conflict-index> (consulté le 13 juillet 2025).

AJPro, « L'IA, le reportage de guerre, les ficelles du métier... à la Summer school 2024 » [en ligne], sur AJPro, disponible à : <https://ajpro.ajp.be/lia-le-reportage-de-guerre-les-ficelles-du-metier-au-programme-de-la-summer-school-cet-ete/> (consulté le 29 juillet 2025).

American Psychiatric Association, *DSM-5 : Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* [PDF en ligne], traduction française, Paris, Elsevier Masson, 2015. Disponible à : https://www.infodrog.ch/files/content/refbases/DSM-5_Manuel-diagnostique-et-statistique-des-troubles-mentaux.pdf (consulté le 29 juillet 2025).

Association des journalistes professionnels. (2024, octobre). *Diversité au sein de la profession de journaliste* [Brochure PDF]. AJP. <https://www.ajp.be/wp-content/uploads/2024/10/Diversite-UC LouvainCover.pdf> (consulté le 12 août 2025).

Association des journalistes professionnels, « Gaza : vous pouvez agir » [en ligne], sur AJP, disponible à : <https://www.ajp.be/gaza-vous-pouvez-agir> (consulté le 29 juillet 2025).

Association des journalistes professionnels, « Préserver sa santé mentale » [en ligne], sur AJP, disponible à : <https://www.ajp.be/> (consulté le 29 juillet 2025).

Jeanne Blanquart (réd.), « Psychotraumatismes et journalistes : comprendre, se protéger et agir », *Cn2r*, mai 2024 [en ligne], disponible à : https://cn2r.fr/wp-content/uploads/2024/06/Fiche_journalistes_Cn2r_V2.pdf (consulté le 17 mai 2025).

Conseil de l'Europe, « Évaluation annuelle de la liberté de la presse en Europe par les organisations partenaires de la Plateforme pour la sécurité des journalistes » [en ligne], sur Conseil de l'Europe, disponible à : <https://fom.coe.int/fr/rapport/2025> (consulté le 17 mai 2025).

Cision, 2025 *State of the Media Report*, [en ligne], 2025, disponible à : <https://www.cision.com/resources/guides-and-reports/2025-state-of-the-media-report> (consulté le 12 août 2025).

Mark Brayne, *Trauma & Journalism: A Guide for Journalists, Editors & Managers*, Dart Center for Journalism & Trauma, New York, 2024, [en ligne], disponible à : https://safety.rsf.org/wp-content/uploads/2024/11/DARTCenter_JournoTraumaHandbook.pdf (consulté le 17 mai 2025).

Media Freedom Rapid Response (MFRR), *Practical Support for Journalists in France*, mars 2025. Disponible à : <https://www.mfrr.eu/wp-content/uploads/2025/03/Practical-Support-French.pdf>

Organisation mondiale de la santé, « Trouble de stress post-traumatique » [en ligne], sur OMS, 27 mai 2024. Disponible à : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/post-traumatic-stress-disorder> (consulté le 29 juillet 2025).

Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse » [en ligne], sur RSF, disponible à : <https://rsf.org/fr/barometre> (consulté le 12 août 2025).

Reporters sans frontières, « Classement mondial RSF 2025 : la fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse » [en ligne], sur RSF, disponible à : <https://rsf.org/fr/classement> (consulté le 12 août 2025).

Reporters Sans Frontières, « Déclaration internationale sur l'information et la démocratie : des principes fondamentaux pour l'espace global de l'information et de la communication », *RSF*, 5 novembre 2018 [en ligne], disponible à : <https://rsf.org/fr/la-d%C3%A9claration-internationale-sur-l-information-et-la-d%C3%A9mocratie-des-principes-fondamentaux-pour> (consulté le 17 mai 2025).

Reporters sans frontières. (2017). *Guide pratique de sécurité des journalistes : Manuel pour reporters en zones à risques*, [en ligne], sur RSF, disponible à : https://rsf.org/sites/default/files/guide_fr_2017_1.pdf (consulté le 12 août 2025).

Reporters sans frontières, « La Déclaration internationale sur l'information et la démocratie : des principes fondamentaux pour l'espace global de l'information et de la communication » [en ligne], sur RSF, disponible

à : <https://rsf.org/fr/la-d%C3%A9claration-internationale-sur-l-information-et-la-d%C3%A9mocratie-des-principes-fondamentaux-pour> (consulté le 17 mai 2025).

Reporters sans frontières, « Mexique : *RSF* condamne l'assassinat du journaliste Kristian Zavala, deuxième journaliste sous protection de l'État tué en 2025 » [en ligne], sur *RSF* Suisse, disponible à : <https://rsf.ch/mexique-rsf-condamne-l-assassinat-du-journaliste-kristian-zavala-deuxieme-journaliste-sous-protection-de-letat-tue-en-2025/> (consulté le 17 mai 2025).

Reporters sans frontières, « *RSF* propose une assurance pour les journalistes en reportage à l'étranger », *RSF.org*, Paris, 15 septembre 2022, [en ligne], disponible à : <https://rsf.org/fr/rsf-propose-une-assurance-pour-les-journalistes-en-reportage-%C3%A0-l-%C3%A9tranger> (consulté le 17 mai 2025).

Reporters sans frontières, « Plus de 130 organisations et médias avec *RSF* et *CPJ* appellent à l'ouverture de Gaza aux journalistes » [en ligne], sur *RSF*, disponible à : <https://rsf.org/fr/plus-de-130-organisations-et-m%C3%A9dias-avec-rsf-et-cpj-appellent-%C3%A0-l-ouverture-de-gaza-aux-journalistes> (consulté le 13 juin 2025).

Reuters Institute, « Mar Cabra from The Self-Investigation on how media leaders can protect their teams (and themselves) from burnout » [en ligne], sur *Reuters Institute*, disponible à : <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/mar-cabra-self-investigation-how-media-leaders-can-protect-their-teams-and-themselves-burnout> (consulté le 11 mai 2025).

SGRS – ADIV, « Rapport annuel 2024 » [en ligne], sur Beldefnews, disponible à : <https://beldefnews.mil.be/cyber/RA24.pdf> (consulté le 17 mai 2025).

Women's Media Monitoring, « Who Makes the News » [en ligne], sur *Women's Digital Library*, disponible à : <https://womensdigitallibrary.org/who-makes-the-news-wmtn/> (consulté le 27 juin 2025).

Hight, J., & Smyth, F. (2003). *Tragedies and journalists: A guide for more effective coverage*. Dart Center for Journalism & Trauma. <https://www.cop.es/uploads/PDF/TRAGEDIES-JOURNALISTS.pdf> (consulté le 12 août 2025).

Toutes les ressources en ligne ont été consultées pour la dernière fois le 12 août 2025.

Glossaire

Abréviations

AFP : *Agence France-Presse*. Grande agence de presse internationale fournissant des contenus aux médias du monde entier.

AJP : *Association des Journalistes Professionnels*. Organisation belge défendant les droits des journalistes professionnels et délivrant la carte de presse.

CDJ : *Conseil de déontologie journalistique belge*

CPJ : *Committee to Protect Journalists*. ONG internationale qui défend la liberté de la presse et la sécurité des journalistes dans le monde.

CSR : *Centre de Soutien au Rapatriement*. Structure d'accompagnement post-mission (souvent militaire) proposant un suivi psychologique, logistique et administratif, parfois accessible aux journalistes intégrés (*embedded*).

FEJ : *Fédération européenne des journalistes*

OMS : *Organisation mondiale de la santé*. Institution des Nations Unies chargée des questions de santé publique au niveau international.

OSINT : (*Open Source Intelligence*) ensemble de techniques et de méthodes utilisées pour collecter, analyser et vérifier des informations accessibles publiquement sur internet ou via d'autres sources ouvertes (réseaux sociaux, bases de données publiques, images satellites, documents officiels, forums, etc.). En journalisme, l'*OSINT* permet d'enquêter et de confirmer des faits, notamment dans les zones de conflit ou les situations complexes, sans recourir à des sources confidentielles. Cette approche renforce la vérification et la transparence tout en réduisant les risques sur le terrain.

RSF : *Reporters sans frontières*. ONG qui défend la liberté de la presse et publie un classement mondial de la liberté des médias.

Termes journalistiques

Briefing / débriefing :

Briefing : entretien en amont d'une mission, souvent mené avec un responsable de rédaction ou un coordinateur. Il permet de préparer le journaliste à ce qu'il va couvrir (contexte, risques, logistique, angle de traitement, sécurité).

Débriefing : entretien réalisé au retour d'une mission ou après un événement intense. Il permet au journaliste de partager ce qu'il a vécu, que ce soit avec la rédaction, des collègues ou un professionnel de la santé mentale. C'est aussi un espace pour détecter d'éventuels signes de stress ou de traumatisme.

Journaliste desk : service de rédaction centralisé dans un média. Il reçoit, vérifie, monte et publie les informations envoyées par les journalistes sur le terrain.

Duplex : intervention en direct depuis le terrain, retransmise en simultané avec le plateau en studio. Très utilisée dans les journaux télévisés.

Embedded : un journaliste intégré temporairement à une unité militaire pour couvrir un conflit de l'intérieur, avec certaines restrictions et règles fixées par l'armée.

Fixeur : intermédiaire local qui aide les journalistes étrangers d'un point de vue logistique, il joue parfois le rôle de traduction, trouve les contacts utiles pour les journalistes et offre une certaine sécurité. Il joue un rôle crucial dans les zones de conflit.

Freelance / pigiste :

Freelance : journaliste indépendant, souvent à l'étranger, travaillant pour plusieurs rédactions sans contrat fixe.

Pigiste : journaliste payé à l'article ou au reportage, souvent en France ou en Belgique, pouvant être freelance ou collaborateur régulier d'un média.

La distinction est parfois floue, mais le freelance est généralement plus autonome et souvent basé à l'étranger.

Termes psychologiques

Charge mentale : accumulation invisible des responsabilités psychologiques, souvent liée à la gestion simultanée de nombreuses tâches. Chez les journalistes, cela peut inclure la gestion de l'information, de la sécurité, de la pression éditoriale et des émotions.

Stress post-traumatique (TSPT / PTSD) : trouble anxieux sévère qui peut apparaître après un événement traumatique (guerre, attentat, violences, etc.). Symptômes : reviviscences, cauchemars, hypervigilance, évitement, etc. Très présent chez les journalistes de guerre.

Annexes :

Annexe 1 : Retranscription de l'entretien exploratoire :

Alain Lallemand - Entretien exploratoire réalisé en présentiel au restaurant Au point de vue à Liège le 16 novembre 2024.

J'imagine qu'il y a toujours au fond de nous, c'est évident, enfin, les histoires, les rencontres. Mais j'imagine que tu as envie d'en parler. Quand tu reviens, tu as envie de dire « regardez là-bas, enfin, ça continuez. Comment on fait pour passer à autre chose sans que ça nous poursuive trop ?

Moi je peux alors te donner des exemples totalement vécus. J'ai eu un guide tué en Irak. Tué parce qu'il était guide. Donc je le partageais. Moi, journaliste belge, j'allais régulièrement en Irak, mais je n'étais pas là tout le temps et il travaillait par ailleurs pour une équipe de télévision japonaise qui venait comme moi de temps en temps. Donc les deux en même temps, on avait ce fixeur-chauffeur, qui était un chrétien de Bagdad. Il a été assassiné. Et il a été assassiné parce que les Japonais lui ont demandé de faire quelque chose qui n'était pas prudent et ils sont partis en dehors des... tu as des heures d'ouverture pour les routes avant que les conflits commencent où à la fois c'est terminé, mais les tirs n'ont pas commencé. Bon, c'est un peu curieux, mais la guerre, c'est assez bien organisé en fait. Et donc, lui a été tué et je suis tombé sur la veuve et comme c'est quelqu'un avec lequel j'ai travaillé des années qui entretient évidemment une sorte de responsabilité. Moi je sais que cet homme avait trois filles et avait une veuve. Et donc, j'ai absolument dû revenir en Irak pour m'assurer que la veuve était encadrée au niveau de sa famille et que les filles continuaient à aller à l'école. Donc, j'ai eu un autre cas malheureux. Donc, c'est une manière de te dire : voilà comment on peut boucler une relation. Voilà comment on peut boucler nos relations. J'ai un autre cas malheureux qui est un guide afghan de Kaboul qui a eu un cancer important. Les hôpitaux étant ce qu'ils sont, on n'a pas pu le traiter en Afghanistan, il avait besoin de soins considérables pour être traité en Inde. J'ai fait ce qu'il fallait dans mes déclarations de frais pour dégager l'argent pour qu'il y ait un aller-retour pour l'Inde. Parce que tu ne partages pas les dangers qui sont vraiment vitaux. Ta vie est en danger avec quelqu'un sans devenir forcément proche. Le fixeur ne fait pas partie des personnes avec lesquelles tu dois garder une distance. Tu as une méfiance, tu ne sais jamais si tu peux être

trompé par un fixeur. Mais une fois que tu as confiance, tu es fusionnel avec lui par rapport à une situation où, là, autour de toi, tu regardes avec une certaine distance. Donc si tu as un problème avec un fixeur, tu vas tout faire. J'ai payé des visites à l'hôpital américain à Kaboul pour qu'il soit examiné par de vrais professionnels, qu'on confirme le diagnostic et qu'il puisse partir et revenir d'Inde. Il n'empêche qu'il est mort, il a laissé une veuve qui était remariée et deux enfants. Et tant que la situation des personnes qui sont laissées derrière n'est pas stabilisée, tu ne te sens pas coupable, mais tu te sens juste responsable d'un être humain. Pour les situations politiques c'est autre chose, le monde est ce qu'il est. Est-ce que je m'intéresse au devenir de la Croatie ou de la Serbie aujourd'hui ? Je les ai vus faire la guerre, *that's it*. Je pars dans trois jours à Sumatra - donc j'ai couvert la fin de la guerre à Sumatra et le tsunami de 2004. Et puis j'y suis retourné cinq fois pour voir comment cette société évoluait. J'y retourne maintenant après 20 ans pour voir ce que sont devenus les anciens guérilleros et ce qu'est devenu le régime islamiste. Je suis content d'y retourner. Pourtant, je vais voir des gens qui ne sont rien dans ma vie. Je les ai vus, j'ai leurs photos. Je vais débarquer dans le village, je serai incapable de les reconnaître. Je vais débarquer avec des photos. Ce sont les gens qui sont restés en contact, qui vont me dire qui vit encore et où je peux les trouver. Mais je suis quand même heureux de revoir des témoignages, même s'il n'y a pas de liaison d'amitié. Donc je pense que dans ta vie de journaliste, tu rencontres des tas de gens qui font partie de ton monde, qui ne t'obsèdent pas au quotidien, mais qui font partie de ta représentation du monde, pour lesquelles tu gardes un intérêt. Ça ne veut pas dire que ça va m'obséder. Je pense que j'ai bien compris ce que tu voulais dire sur l'équidistance qu'on doit avoir quand on est rentré, c'est-à-dire ne pas oublier, ne pas être dans l'inconscience totale, mais ne pas être obsédé. Par exemple, moi je n'ai jamais vraiment couvert le conflit israélo-palestinien. Eh bien, depuis que j'ai couvert les autres conflits, je garde un œil dessus, et pour moi le conflit israélo-palestinien, ça n'a aucune importance par rapport aux enjeux des autres conflits. On a une sorte d'aveuglement comme ça. Et bien, ça, c'est une manière pour moi de me dire attention, ne regardons pas juste à 4000 km, regardons à 8000, à 10 000, à 20 000, parce que nous avons des enjeux là-bas qui sont humainement, je ne parle pas en termes d'intérêts économiques, je n'ai rien à faire des intérêts économiques, je ne suis pas un journaliste, je ne travaille pas pour un journal économique, je travaille pour un journal Monsieur et Madame tout le monde, populaire, voilà. Et donc au niveau humain, si demain je pouvais retourner dans l'Afghanistan des talibans... J'y retournerai avec un appétit incroyable. J'ai envie de savoir.

Je ne connaissais pas ton parcours académique avant de commencer le journalisme, ce que c'était, mais pourquoi tu as voulu devenir reporter de guerre, correspondant sur le terrain et pas journaliste politique ?

Je n'ai jamais voulu être journaliste politique. J'ai été engagé au journal *Le Soir* comme journaliste politique par le rédacteur en chef de l'époque. Et donc, imagine qu'il y a un concours, il y a encore des concours à l'époque, au journal *Le Soir*, c'était en 1989, la dernière fois qu'on a fait. On a un concours tous les dix ans.

Comme à la RTBF ?

Voilà. Et donc, moi je fais partie du dernier concours. Il y a dix recrues, une vraie recrue et neuf régularisations de collaborateurs. Et donc je suis la vraie recrue. Et on me dit que c'est pour le service politique. Et je dis non, non, moi je ne vais pas en politique. Je préfère aller en judiciaire. Pourquoi ? Parce que je trouvais que le jeu politique, c'était tellement bla bla bla bla bla je voulais un truc plus carré. Le judiciaire ça m'allait bien. Et donc j'ai fait du judiciaire, je me suis spécialisé dans les trafics de drogue et dans le crime organisé. J'ai eu des soucis avec le crime organisé puisque l'un de mes mantras c'est non seulement d'être dans le souffle de la guerre, mais aussi d'aller parler à l'ennemi. C'est très important en journalisme d'aller, d'oser aller voir l'innommable. Je suis très fier des rencontres que j'ai faites avec des dictateurs. Parce qu'il faut comprendre ce qu'ils ont dans la tête. Et donc en faisant ça avec les crimes organisés, j'ai eu des ennuis. Donc j'ai été un des premiers journalistes, je suppose, par le sol, à porter un gilet pare-balles en Belgique pendant des mois. Mais mon rêve c'était (Joseph) Kessel. Mon rêve ce n'était pas la correspondance de guerre, c'était le grand reporter, c'était les cavaliers. Moi je trouvais fou un type qui a couvert autant de conflits, voilà. Mais ce qui m'intéressait ce n'était pas le conflit, c'était la grande aventure. Et donc au moment où je termine mes études, je vais couvrir le conflit au Sri Lanka. Les troupes indiennes arrivent à Jaffna, etc. Et puis je me casse la gueule parce que je n'arrive pas à vendre un seul papier. Je couvre bien le conflit, mais je n'arrive pas à vendre un seul papier. Mais j'ai vu un pays juste formidable et une guerre historique. J'arrive au journal *Le Soir* pour faire des intérim, on me demande de faire des correspondances de guerre en Yougoslavie. Je l'ai fait. Je suis épaté, je trouve que c'est très sympa de me faire confiance à 30 ans d'aller couvrir un conflit comme ça. 29 ans environ. Mais mon truc c'est l'aventure, ce n'est pas la Croatie, ce n'est pas Belgrade. Et donc je me rapproche toujours

du grand reportage par les trafics de drogue et le crime organisé. Donc je développe des grands reportages par le crime organisé en Russie, en Iakoutie, en Colombie, dans plusieurs pays d'Afrique. Donc j'impose le fait d'être un journaliste actif à l'international, mais dans des sujets judiciaires. Et quand les guerres commencent vraiment de manière répétée en 2001, je viens de commencer au service monde, j'ai fait plusieurs reportages au Congo, mais même chose sur les trafics plutôt que sur la guerre. Et moi le déclic pour mon chef c'était les tours jumelles, le 11 septembre, on est tous devant les téléviseurs. Mon chef me dit, toi le gilet pare-balles tu connais c'est pour toi. C'est une boutade. Et moi je dis super, je vais aller à New York, essayer d'aller voir ce qui se passe ? C'est impossible d'aller à New York. Et je comprends dans les deux jours que ce n'est pas New York qu'il faut aller, c'est en Afghanistan. J'ai vu en Afghanistan parce que Kessel, parce que grande aventure, mais aussi parce qu'il y a une analyse géopolitique qui montre que j'ai raison et je suis un des premiers journalistes à entrer en Afghanistan. Et donc à partir de là, ma rédaction me fait totalement confiance, j'ai eu du nez sur l'Afghanistan et ils me laissent faire des reportages, mais ce n'est pas deux trois jours, ce n'est pas deux trois semaines hein. On a fait jusqu'à des reportages d'un mois et demi, tu restes sur place et un mois et demi c'est beaucoup, je reviens au trauma. Un mois et demi, vraiment avec les gens. S'il y a une merde, en un mois et demi tu te choppes une maladie. Donc tu as un état de faiblesse, tu vis ça avec les gens. Tu as faim, tu es mal nourri, tu ne parviens pas à trouver des médicaments. Donc en un mois et demi, tu es dans autre chose, tu as passé une frontière. Et je vais arriver à alterner Iran et Irak puisque c'était le moment. Et il y a un truc qui est intéressant peut-être dans ton analyse justement au niveau traumatique, c'est que, c'est très privé ce que je vais dire, mais ça fait partie je pense du travail, c'est que le fait d'aller revenir dans des zones de guerre, moi qui ai trois enfants, ça va exploser mon couple. Donc mon couple, et ça c'est, je pense qu'il faut bien comprendre, j'ai une épouse qui n'a jamais accepté que j'ai des soucis avec le crime organisé russe. Je lui ai téléphoné un jour pour dire, voilà, les enfants sont à l'école primaire. En fait, les enfants ne sont déjà plus à l'école. La gendarmerie vient de les prendre pour les mettre en sécurité parce que j'ai un tueur à gages aux trousses. On doit s'en aller et on va partir deux mois dans un endroit secret en Belgique. Mon épouse est une épouse comme n'importe qui. Elle ne partage pas les préoccupations du journaliste. Elle est une mère de famille qui a trois enfants en bas âge, c'est absolument irrecevable comme épreuve. Donc elle me dit, Alain, plus jamais ça, plus jamais. Et donc quand je recommence à devenir correspondant de guerre, elle ne le supporte pas, ce qui est logique. Mais moi, mon rêve c'est la grande aventure, et donc je dis, mais si tu ne sais pas,

on va se séparer. Et donc mon couple y est resté tout de suite. Et à partir du moment où mon couple y est resté, je pense qu'il y a chez moi un déséquilibre évident qui fait qu'en alternant Afghanistan-Irak, Afghanistan-Irak, d'abord j'occupe mon calendrier quelque part. Donc je...

Constamment stimulé par quelque chose.

Oui. Je suis... comment ? Je verrouille ma vie affective. Quelque part, il n'y a plus de vie affective. Je suis dans mon boulot au point que ça, je m'en rappelle très bien, mais maintenant j'y réfléchis, à posteriori, à l'été 2023. Avant, il y a un truc, il ne va rien se passer d'intéressant à l'Afghanistan, il ne va rien se passer d'intéressant à l'Irak. Et j'ai un confrère italien, du *Corriere della Sera*, qui me dit : « Alain, t'as pas envie d'aller couvrir la guerre au Libéria ? » Et je plonge dans cette guerre qui est une horreur. Par rapport à l'Irak et l'Afghanistan, la guerre au Libéria, c'est une horreur. C'est les mains coupées, c'est les viols collectifs, c'est des villages en feu. Et là, c'est un truc dont je vais garder un souvenir époustouflant, mais où je pense que je n'ai pas encore fait le bilan traumatique. Donc, 20 ans plus tard, je continue à avoir des images très fortes, ça ne m'empêche pas de dormir, je dors très bien, mais je repense au monde, quelque part l'absolu de la guerre, je l'ai vu là, et je pense qu'après il y a quelque chose que j'ai compris, mais ça va me demander du temps, c'est qu'on dit que Nietzsche a dit que ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort. Ce n'est pas tout à fait ce que Nietzsche a dit. Mais toujours est-il que moi je suis convaincu que ce n'est pas vrai. Donc ce qui ne nous tue pas ne nous tue pas. Point barre. Mais on a un petit caillou dans le sac à dos. Et quand le sac à dos est plein, il casse. Mais ça n'a pas juste à voir avec les traumatismes. Donc moi je fais des correspondances de guerre, j'adore ça, jusqu'en 2014. 2014 je suis une guerre qui n'est pas vraiment une guerre, qui est l'invasion de la Crimée. Et je sors de là en me disant : ok, j'ai toujours mes deux bras, mes deux jambes, j'arrête. Donc je me suis vraiment arrêté et il se fait qu'à ce moment-là j'ai la chance que ce soit le boom des investigations, des grandes fuites de données, *Offshore Leaks*, *Swiss Leaks*, etc. Je fais la coordination d'abord pour le Benelux et puis parfois pour l'Europe avec les Américains. Voilà, c'est un job journalistique qui est vraiment lié à une époque, mais que j'ai adoré faire. Pourquoi est-ce que je vais faire moi un burn-out, non pas en 2014 quand je termine la couverture de guerre, mais en 2018, des années plus tard, alors que je ne suis plus du tout sur les guerres, que je suis sur les grandes enquêtes où il y a des millions de documents, des négociations à faire à 40-45 journalistes pour une vingtaine de

rédactions, pourquoi est-ce que j'ai un burn-out là ? Je ne sais pas. Donc ça veut dire que la faiblesse qu'éventuellement j'aurais eu, parmi, dû à mes couvertures de guerre, qui m'aurait rendu émotionnellement plus faible, va faire que sur des tâches qui n'ont rien à voir avec les correspondances de guerre, je vais être plus faible aussi. Donc je ne peux pas dire qu'en 2018 le burn-out a été parce que j'ai vécu trop de traumatismes. Ce n'est pas vrai, c'est autre chose. C'est comme une sorte de grand surmenage. Et j'étais plus proche du surmenage, notamment parce que j'avais aussi sans doute un héritage de traumatismes, de choses mauvaises. Alors, encore pour offrir une autre piste, je t'ai dit que je pensais que... Je pense qu'un de mes grands avantages c'était de pouvoir m'exprimer tous les jours, de pleurer tous les soirs sur mon écran en écrivant, en allant vraiment chercher... vraiment comme une thérapie, ce qui permettait de sortir de bons textes qui parlaient aux gens. Et en plus d'avoir la liberté du journal, quand je disais écoutez, j'ai vu un truc monstrueux, il faut vraiment que j'ai deux tiers de page, le journal disait oui. Donc c'est quand même sympa aussi d'avoir ça. Mais il y a aussi autre chose, c'est qu'à un moment, je me suis rendu compte que le choc que j'encaissais dans ces conflits, je ne parvenais plus à le traduire dans un journal. Il y avait trop peu de caractères. Une page complète du journal *Le Soir*, ancien style, c'était 21 000 caractères. À l'époque où je couvrais les guerres, c'était 15 000 caractères. Aujourd'hui, une page du journal *Le Soir*, c'est 8 500 caractères. Un chapitre de livre, c'est 30 000 caractères. Et donc, j'ai commencé d'abord à essayer de vouloir raconter, en dehors du journalisme, ce qu'était l'histoire de mon fixeur que j'avais perdu en Irak. Et donc j'ai fait un texte littéraire, qui était publié, je pense que c'était en 2006, qui était un récit. Mais c'était tellement intime que j'ai demandé à l'éditeur de le présenter comme un roman, mais c'est un récit. Donc j'ai sorti une histoire qui était à une sorte d'hommage à ce fixeur, sans doute parce que je n'avais pas digéré le fait qu'on l'assassine alors qu'il travaillait pour la presse. Donc, tu peux penser qu'en termes de traumatisme ou en termes de travail sur soi, est-ce que Lallemand n'est pas déjà en train de faire quelque chose en essayant de mettre dans un texte littéraire, quelque chose qui ne correspond plus au canon du journalisme. Et puis j'ai beaucoup beaucoup beaucoup beaucoup travaillé en Afghanistan, j'ai mené une enquête de ouf sur un assassinat qui concernait une ressortissante belge. J'ai vraiment été très loin, j'ai fait des reportages très très longs dans le pays, le crime organisé afghan, les talibans, voilà. Et comme je n'ai jamais su avoir le fin mot, la preuve essentielle qui me manquait, j'en ai fait un roman. Et puis j'ai répété les romans sur des histoires. J'ai fait des romans sur l'Afghanistan, sur l'Irak, sur le Pakistan, sur Djibouti, j'ai fait des romans sur la Colombie, j'ai fait des romans sur le Congo, sur la Crimée. J'en prépare un sur Sumatra justement. Et

donc, on peut se demander si une manière de, pour moi, en tant que trauma, de clôturer les histoires, n'est pas de s'épancher dans une forme romanesque, avec la liberté de la fiction, pour pouvoir dégager tout ce que tu as en toi, toute une série de scories. Alors, je ne pense pas que j'écris pour me soigner, j'ai du plaisir à écrire, mais je ne peux pas exclure un jour qu'un psychiatre ou un psychologue me disent que ça a participé à la manière dont vous êtes autorégulé.

J'imagine que pendant que tu travaillais, après coup, tu as été voir un psychologue, un psychiatre ou en tout cas quelqu'un, une sorte d'aide psychologique ?

Non.

Pas spécialement pour ça, mais pour autre chose ?

Non. Jamais. Jamais c'est faux puisque dans le cadre de mon divorce, j'ai été contraint d'aller à une séance chez un psychologue. Mais ça n'avait rien à voir avec le métier. Et j'ai été juste à une séance ici, je me suis dit pour comprendre ce qui se passe ça va prendre des années et de toute façon mon couple sera explosé donc ce n'est pas la peine. Voilà donc pour moi ça a manqué de pertinence. Donc je te dis ça pour être tout à fait honnête, mais autrement je n'ai jamais été par contre. Quand j'étais professeur de journalisme à l'UCLouvain, ce que j'ai fait pendant 12 ans, quand j'ai donné les cours de journalisme narratif et d'investigation, je trouvais qu'il était important de prendre en compte le fait que nous, en tant que journalistes, nous pouvons être à l'origine de traumatisme chez les gens. Donc on va sur une situation traumatique. On demande aux gens de raconter à nouveau leur histoire, on leur fait revivre leurs traumas. Et c'est quelque chose que j'ai vu dans les médias belges. On va trouver un gamin de six ans ; « et quoi gamin, tu as vu ton père assassiné ? Quel effet ça te fait ? » Au niveau déontologique, au niveau psychologique, c'est dévastateur. Or, il existe des tas de recherches, il existe des manuels spécifiques de journalisme pour éviter justement, pour le traitement d'abord des interviews d'enfants, de mineurs, respect des lois, respect de la psychologie de l'enfant, et donc, je me suis beaucoup intéressé à ces manuels-là parce qu'ils n'existaient qu'en langue anglaise et j'ai trouvé que c'était important de les intégrer à mon cours. Bon ben, je ne peux sans doute pas grand-chose en tant que prof pour éviter les traumatismes du journalisme. Par contre, j'ai quelques conseils à donner pour ne pas les infliger aux autres. Donc ce qui fait que dans ma matière,

j'ai intégré ça. Et par intérêt, puisque je suivais les grandes conférences annuelles de journalisme d'investigation qui se déroulaient à Kiev, à Genève, à Rio de Janeiro, etc. Les Américains venaient toujours avec de nouveaux modules. Et donc j'ai vu, j'ai eu l'occasion de rencontrer, par exemple pendant toute la guerre, les journalistes anglo-saxons qui venaient livrer en public leurs traumatismes sur les guerres que moi aussi j'avais vécu. Et ça, ça n'aide en rien. Juste, tu te dis, est-ce que moi aussi je serais éventuellement traumatisé, ce que je n'ai jamais considéré ? J'ai vu des journalistes en pleurs et je me suis dit, bon bah sans doute que je n'ai pas, au même moment qu'eux, les mêmes faiblesses, été dans la même situation. Mais c'est intéressant de voir comment ils sont, qu'est-ce qu'on fait aux États-Unis pour les traiter, pour les soigner, comment est-ce qu'on les prend en considération ? Et donc j'ai développé, mais c'était de manière académique, pour l'UCLouvain dans mes modules de cours, toute une série de réponses sur ce sur quoi il fallait faire attention. Ceci étant dit, ça n'a pas été très loin puisque, mais ça tu vas le voir dans ton enquête aussi, moi je suis aujourd'hui effaré de voir à quel point la prise en compte du trauma n'existe pas dans les rédactions. Je ne sais pas ce qui se passe à la *RTBF*, mais pour toute la presse écrite, je suis certain, il n'y a rien. Tu ne vas rien trouver, il n'y a pas de module. Moi, ce qui m'intéressait, c'était de voir que les Américains avaient une réflexion. Et que nous, rien du tout. Alors, il faut aussi dire qu'il y a un truc, avant de quitter de faire la dernière couverture de guerre en 2014, il y a un truc qui m'a fait réfléchir, c'est qu'on a eu un rédacteur en chef crapuleux au journal *Le Soir*, dans la période 2011-2012. Le con total, l'irresponsable qui a fait qu'à un moment, je pense que ça a été un traumatisme là, toute la rédaction, on s'est dit : « ah, le journal *Le Soir* est devenu ça ». Et après il y a eu un rédacteur en chef qui a renoué avec une tradition humaine du journal, mais le dommage était fait, l'actionnaire avait accepté pendant deux ans d'avoir un tueur. Donc un type dans lequel tu ne peux avoir aucune confiance. Moi je continuais à aller dans des zones de guerre en Afrique parce que j'avais la caution de mon chef, j'avais la caution de l'administrateur général du groupe, mais je n'avais pas confiance dans le rédacteur en chef. Une fois que tu es refroidi comme ça, c'est le combat que tu ne mènes plus, tu prends la distance. Et donc je ne me suis plus jamais battu pour que le journal *Le Soir* fasse un suivi des traumatismes éventuels puisque dans le même temps le journal *Le Soir* réduisait ses ambitions à l'international. On avait quasiment plus de reportages de guerre et au moment où on a eu à nouveau des personnes salariées envoyées en zone de guerre nous sommes en Ukraine. Là c'était ma grande stupeur où nous avions de jeunes journalistes professionnels salariés qui acceptaient de partir en zone de guerre sans être assurés. Alors que je ne parle même pas

du traumatisme, je parle du fait de ne pas être assuré. Au point bas. Ne pas être assuré. Donc les types partaient, signaient une déclaration, ok, vous avez de l'argent pour partir. Et ils ne se posaient même pas la question de l'assurance. Alors je me rappelle d'entretiens que j'ai eu avec ces jeunes journalistes qui allaient partir ; « mais vous savez que vous n'êtes pas assuré, donc si vous êtes tué, vous avez des enfants, donc si vous êtes tué

é, vous êtes tué en zone de guerre. Donc il n'y a pas d'assurance qui fonctionne, il n'y a pas de dédommagement pour les enfants, les enfants ne seront pas scolarisés, il n'y aura pas de frais payés pour la scolarité des enfants. Vous avez acheté une maison ? Vous devez continuer à payer la maison, votre conjoint va devoir continuer à payer la maison, parce que l'assurance ne fonctionnera pas pour l'aider à payer l'emprunt parce que vous avez fait le choix d'aller en zone de guerre, ce qui est assimilé à un suicide. Et là vous n'êtes pas assuré. » Les gens sont quand même partis. Je leur ai dit ciao, je ne comprends pas. Donc on est très loin d'avoir un dispositif trauma parce qu'on n'a même pas un dispositif assurance.

Mais les gens qui acceptaient de partir comme ça, sans filet de sécurité. Encore maintenant, j'ai l'impression qu'il y en a qui le font, mais c'est ceux qui sont totalement indépendants et qui vont sur place pour dire « voilà, je suis sur place, je peux vous fournir des reportages ».

Voilà, donc je ne parle pas ici des personnes qui vont avec une délégation diplomatique, non. Les gens qui vraiment vont sur des terrains faire du reportage, donc les derniers c'étaient en 2022 en Ukraine, ils n'étaient pas assurés. Pour moi c'est inimaginable. Donc forcément au niveau trauma.

Est-ce que tu penses que ça, c'est l'appel un peu de l'adrénaline de vouloir montrer ce qui se passe ?

Absolument.

Ou c'est vraiment une volonté de... Je ne vais pas dire de militantisme, mais de dire qu'il se passe des choses, il faut le montrer. Ou c'est vraiment une volonté personnelle ?

C'est difficile à dire, puisqu'ils ne vont jamais dire qu'ils vont en zone de guerre pour l'adrénaline. Ils vont toujours essayer de le justifier. Donc ils vont me dire, oui, c'est parce que c'est notre devoir de journaliste de témoigner. Selon quoi je suis absolument d'accord. S'il y a quelqu'un qui est proche de la cause ukrainienne, c'est moi, mais on n'y va pas à n'importe quelle condition parce que c'est quand même une grande entreprise internationale *Le Soir* qui vous envoie sur terrain de guerre. Et si vous y êtes blessés ou tués, le journal ne va pas pouvoir vous aider sur les problèmes que ça va créer dans votre vie. C'est ça le truc. Donc à partir du moment où l'employeur n'est pas conscient qu'il faut une assurance. Assurance qui ne coûte rien. Je peux même expliquer pourquoi. C'est-à-dire qu'à un moment, on s'est rendu compte dans la guerre en Yougoslavie que les primes d'assurance explosent. Et donc ça devenait très très compliqué quand moi je suis reparti en Afghanistan, en Irak. Les primes payées par *Le Soir*, c'est faramineux, et à un moment, l'administrateur général, le patron, le propriétaire du groupe, il me dit : « mais qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'on peut faire pour que ça soit plus gérable ? » Et donc j'ai demandé à mon notaire, d'imaginer une convention où je suis assuré non plus par une société d'assurance, mais je suis assuré sur base d'un descriptif sur le capital du journal *Le Soir*. Donc moi je disais : « voilà, je veux que mes emprunts hypothécaires soient garantis à hauteur de 12 millions d'euros en cas de décès et que la scolarité complète de mes enfants soit payée par le journal *Le Soir* jusqu'à 25 ans pour mes trois enfants. » Ça c'était les éléments clés. Donc payer à ma place les emprunts hypothécaires ou à la place de mon épouse, les emprunts hypothécaires à concurrence de 12 millions d'euros, on peut respirer, et la scolarité de mes enfants jusqu'à 25. Et donc ça a été garanti par une convention notariée avec la société Rossel qui garantissait cela sur son capital. Donc j'étais garanti. Ça veut dire que le journal *Le Soir* ne payait rien. Il n'y avait pas de prime. Ça n'entrait en compte que si j'étais tué ou blessé. Voilà, donc ça c'était une solution intelligente. Donc je disais moi, mais écoutez pourquoi est-ce que vous ne feriez pas une convention pareille avec le journal *Le Soir* pour... et le journal *Le Soir* n'en voulait plus. Donc ils l'ont fait une fois dans leur vie et pour moi pendant... ça a duré huit ans et puis ils ne veulent plus le faire parce que c'est quand même beaucoup d'argent. Je veux dire, garantir l'éducation de trois enfants jusqu'à 25 ans plus les emprunts. ça mangerait leur marge bénéficiaire d'un exercice. Donc pour une société, c'est beaucoup. Donc je te dis ça. C'est en dehors du sujet de ta recherche. C'est pour expliquer que la base même d'une prise en compte du trauma, si tu ne prends pas en compte déjà l'assurance, qui est la base matérielle de tout.

Mais tu penses qu'un jeune qui débute et qui veut faire ça, c'est extrêmement compliqué d'avoir un poste de correspondante dès qu'on sort de l'université ?

Absolument. C'est pour ça qu'on lui donne. C'est pour ça. Attends, j'ai fait la même chose. Pourquoi est-ce que moi je... Je sors de mes études en juillet 1986. Pourquoi est-ce que je vais couvrir la guerre au Sri Lanka en décembre 1986 ? Alors que je n'ai pas d'employeur, je suis indépendant, ça va me coûter une fortune de rester un mois avec la troupe et au Sri Lanka. Parce que j'ai envie de faire le coup. C'est l'occasion que je vois dans l'actualité d'être dans un lieu qui m'intrigue parce que c'est là, c'est... C'est Indiana Jones, hein. Il faut être clair, c'est une île. Et si en plus c'est la guerre, c'est Under Fire avec Nick Nolte, hein. C'est vraiment ça. Et donc on rêve. Moi en tout cas, je rêve de ça quand je fais du journalisme, c'est ça que je veux faire. Je veux faire du grand reportage, je veux faire la correspondance de guerre s'il le faut, mais surtout du grand reportage. Et donc je monte un truc comme ça. Où je vais prendre de l'expérience, je vais comprendre, je vais voir ce qu'est le vrai niveau de danger et je serai davantage sûr de mon coup même si je te dis que je n'ai pas vendu un seul article. Donc, grande déception. Plus tard, quand je serai engagé, salarié par le journal *Le Soir*, et qu'il faudra faire des remplacements en Yougoslavie, dans la guerre, je me sentirai sûr de mon coup. Je me dis ok, j'ai déjà fait, ça va. Je vais gérer les mines, je vais gérer les militaires, je pense que je vais gérer les tankistes et j'ai adoré. Voilà, c'était enfin un rêve qui commençait à se matérialiser, soyons clair. Et ce n'est pas, je pense que ce n'est pas l'adrénaline parce que l'adrénaline, tu le sens pendant, pas avant. Ce qui te plaît, c'est le rêve que tu as en toi en tant que journaliste. J'en suis d'autant plus convaincu que quand je donnais le cours de journalisme narratif et journalisme d'investigation à l'UCLouvain, à un moment, je les proposais aux autorités académiques qui disaient « écoutez, vous voulez vous distinguer des autres écoles de journalisme, vous voyez bien de quoi sont faits tous ces jeunes journalistes, tous les rêves qu'ils ont de faire du grand journalisme. » Alors, l'investigation, pas juste de l'investigation Belgo-belge, on va leur apprendre l'investigation internationale, faire les ponts, négocier les accords de main, voilà. Ça a bien marché, c'était super. J'ai dit maintenant, faisons un cours de correspondance de guerre. Apprenons à faire les convois, apprenons les premiers soins, apprenons à gérer le stress, apprenons à gérer les traumatismes. Là c'était intégré. Et vous allez me dire, surtout ces journalistes, ce sera une attraction, ils vont venir en nombre et très peu vont être effectivement correspondants de guerre, mais au moins vous aurez assumé votre responsabilité, vous les aurez préparés au cas où tout d'un coup ils ont la chance de pouvoir

devenir correspondants de guerre parce que je le vois comme étant une chance, je suis convaincu que c'est une chance. Et donc, moi je croyais que c'était une très bonne idée et je me disais en plus que je serais la première université francophone à le faire. On a des tas d'exemples d'universités américaines qui le développent, mais au niveau francophone on est le premier. Et ils n'ont pas marché. Voilà, donc je le regrette, mais c'est tout ça pour dire que moi je suis convaincu qu'il y a un rêve. Quand on fait du journalisme, on ne rêve pas de couvrir la rue de la Loi et de suivre les voitures qui entrent et qui sortent. Non. On rêve de grands reportages. En tout cas c'était mon cas. Donc moi je pense que qu'est-ce qui fait à un moment qu'on a envie d'être journaliste d'investigation, faisant des révélations fracassantes ou faire la correspondance de guerre, je pense que c'est juste que d'abord c'est un rêve. C'est un rêve qu'on a. Moi j'ai rêvé en regardant des films sur les correspondants de guerre, je dis Under Fire parce que pour moi tout d'un coup ça concrétisait ce que je ne parvenais pas à dire, c'était ce que j'avais envie de faire. Mais c'était la même chose avec Les hommes du Président, le récit du Watergate. Tu te dis, tu as envie de faire ça.

Et je reviens juste un peu sur la vie privée. Est-ce que tu penses que c'est possible d'entretenir quand même des liens forts, que ce soit amoureux, mais aussi familiaux et amicaux, quand on fait ce métier ?

Oui, oui.

C'est obligatoire de se priver d'un point de vue privé ?

Non, pas du tout, pas du tout. Moi j'ai vécu mon divorce. Donc, il faut bien comprendre, ce n'était pas un aspect correspondance de guerre, c'était un aspect de danger. Ça avait commencé avec la mafia russe et puis quand j'ai commencé. Et donc, j'étais face à une personne qui disait, moi le danger, le stress du danger, ça ne peut pas rentrer dans ma vie. Ce que je comprends, absolument. Et je vais te dire juste un truc. Je termine ma phrase pour dire et il faut faire attention que ça ne provoque pas un traumatisme chez les enfants. Parce que moi un jour, j'ai découvert un de mes gosses qui était dans la cave en train d'enfiler mon gilet par balle et je me suis dit : « oh là, il faut que je le surveille ».

Comment on explique son métier à ses enfants ? C'est quand même un truc abstrait pour un enfant ?

Oui, absolument. Donc, ils te prennent un peu pour Robocop. Enfin, il y a un truc juste incroyable. Et ce n'est qu'à l'âge adulte qu'ils commencent à comprendre. Et comme c'est compliqué à expliquer maintenant à l'âge adulte, puisqu'il manque, moi j'ai la chance d'avoir écrit une demi-douzaine de romans qui sont quand même en grande partie autobiographiques, puisqu'ils mettent en scène des héros qui ont fait des choses que j'ai faites, mais que je n'ai pas pu raconter dans les journaux. J'ai eu un gamin qui m'a interrogé il y a deux ans, je lui ai remis la pile de romans, et je lui ai dit écoute, le meilleur moyen de me comprendre c'est ça. Et il était demandeur, il a tout lu. Il a dit, ah, ouais, ok. Et alors on peut discuter. On peut discuter, tu te rappelles quand tu étais dans la jungle, tu as fait de la cocaïne, voilà, je raconte. Et alors là on peut expliquer, mais c'est à l'âge adulte. Donc je me dis, avec les enfants, il faut faire attention, que les enfants ne considèrent pas que le père qui a un gilet pare-balles, un casque, des gants en kevlar, c'est quelqu'un normal. Mais pourquoi est-ce que je suis venu à parler de ça ? Je voulais terminer une autre chose, je ne sais pas. Ah oui ? Tu me demandais si on pouvait avoir une vie affective malgré tout. Ça c'est une très bonne question, je trouve. Donc moi, divorce 2002, et donc je continue à faire des correspondances de guerre pendant 12 ans. Et donc pendant ces 12 années-là, j'ai deux compagnes. Je me sépare de la première, donc elle, elle accepte absolument. Mais on était *living apart together*. Et ça, c'était pour les agendas de fous que j'avais à l'époque, c'était très bien. Et puis, je me suis installé avec quelqu'un qui est toujours mon épouse à l'heure actuelle. Et on a rassemblé nos six enfants et je faisais des correspondances de guerre. J'étais très présent. J'ai toujours été attentif à ramener des cadeaux, à donner des signes de vie. C'est important. Mais ça, ce n'est pas le couple. C'est plutôt les enfants. Le conjoint comprend et tu l'as bien briefé sur les possibilités ou non de communication en tel moment, tu l'as absolument rassuré et tu te balades parce que la technologie a changé, tu te balades aussi avec un téléphone satellite qui donne toutes les heures une position GPS automatique. Tu envoies ça par SMS à la fois au responsable de la rédaction et à ton conjoint. Donc tant qu'elle a le signal, elle sait où tu es. Tu n'as même pas besoin d'écrire. Ça, ça arrange beaucoup. Ça n'existait pas avant. Et pour les enfants, de temps en temps, un petit mot. Surtout pas sur les réseaux sociaux. Un appel téléphonique, c'est très important. Un appel téléphonique parce qu'il faut que l'enfant puisse s'exprimer. Et alors, il faut l'écouter. C'est ça le truc le plus compliqué. Tu es toi dans ton stress, dans ton adrénaline. Et à un moment tu te poses, tu te mets dans ta chambre, dans un coin où tu es calme. Et tu appelles, mais ce n'est pas pour parler à ton enfant. Ton enfant entend, tu apprends, mais tu dois écouter l'enfant. Une fois que tu as compris ça, les choses se passent très bien. Je n'ai pas eu de

problème par exemple d'éducation d'un enfant à cause de mon métier. La chose la plus compliquée pour moi, alors là, je ne sais pas si tu vas rire ou si tu vas considérer que je suis un cas pathologique, je me rappelle très bien que les heures avant un départ en reportage de guerre, il ne faut pas qu'il y ait un voisin qui aille me faire chier avec une haie. Je me rappelle d'un gars, il n'était pas un voisin immédiat, mais il avait fait brûler des crasses. Et moi j'allais partir en Afghanistan à un moment très moche. Et je me rappelle m'être mis dans une fureur qui, juridiquement était justifiée, mais qui dans mon voisinage était aussi délirante. Mais si je m'en rappelle, c'est que je me suis rendu compte que j'étais con.

Je me pose la question, quand on sait qu'on part le lendemain pour une durée relativement indéterminée, qu'on ne sait pas trop si on va revenir, parce que on ne sait pas trop ce qu'il y a sur place, c'est assez compliqué, est-ce qu'on se dit je pars comme si je partais au Portugal ou est-ce qu'il y a quand même un moment où on se pose avec la famille ensemble ?

Non, jamais. Parce que c'est autre chose. Tu t'es garantie que tout va, que les factures seront payées, qu'il n'y a pas de problème pour une réunion de parents ou quelque chose. Tout est ok. Donc tu as un peu déblayé l'espace pour la durée de ton reportage.

Et au niveau des relations affectives, tu es ok avec tout le monde. Et donc à un moment, quand tu commences à faire tes bagages, tu te replies sur toi-même. C'est plutôt ça qui se passe. Tu es là, mais tu n'es plus là. Et voilà, je pense que c'est la manière la plus simple de l'expliquer. Moi je pars mardi à l'aube. Je pense que lundi, je vais passer à la pharmacie chercher des médocs et puis je vais me replier sur moi-même et je ne serai plus là. Et je ne me vais pas en zone de guerre pourtant. Mais je vais être concentré.

C'est un peu une routine ?

Non, c'est le contraire d'une routine. C'est-à-dire que je ne peux pas faire comme si de rien n'était. Il faut se concentrer pour être sûr de ne rien oublier, de ne rien faire de mal, parce qu'il y a quand même des tas de choses auxquelles il faut penser, pour que, une fois sur place, tout roule, tout soit ok, tu sois à ton top. Voilà. Tu peux saisir les occasions s'il y a quelque chose d'imprévu. Et il y a toujours des choses imprévues dans un reportage de guerre. C'est ok. Il y a tout ce qu'il faut. Il ne te manque pas 100 dollars, il ne te manque pas un adaptateur, il ne te manque pas une adresse, tu as tout.

Je reviens juste sur les relations, est-ce que tu penses que c'est mieux, c'est plus simple d'être avec quelqu'un qui est dans le journalisme, ou en tout cas qui comprend la profession en tant que telle, que c'est plus une vocation qu'un métier, si on doit partir à 3h du matin pour un truc, on doit partir parce qu'il faut y aller. Et donc, c'est quand même un truc très spécifique. Est-ce que c'est plus simple d'être avec quelqu'un qui est journaliste, diplomate, enfin quelque chose un peu dans ce domaine-ci, ou quelqu'un qui est, je ne sais pas avocat, mais un truc très, on va travailler, on rentre, on
mange,
etc.

La manière dont tu le formules est une très bonne question. J'aurais dit à priori, il faut surtout éviter d'être dans le même métier pour ne pas devenir fou. Mais en fait la manière dont tu me formules la question, quelque chose que je n'avais pas réalisé, c'est qu'effectivement, le mieux, c'est d'être avec quelqu'un qui a une vocation. C'est-à-dire qu'il comprend la vocation et donc les impératifs qui sont liés à cette vocation, mais il n'est pas dans le même monde des médias. Ça t'aide à relativiser et à inscrire ta démarche média dans quelque chose de plus large, qui est le monde tel qu'il tourne, mais avec une personne qui comprend les impératifs de ce que tu fais, même si ça peut paraître irrationnel. Moi, je travaillais les huit dernières années de correspondance de guerre, j'ai vécu avec une urgentiste, une médecin-urgentiste. Et ben, voilà. Elle comprenait exactement ce qui était un tourniquet, ce qui étaient les médications que j'emportais. Elle me disait, oui oui, ajoute ça, ajoute ça. Bon, donc c'était sympa, c'était pertinent. Et elle ne pose pas la question de pourquoi tu y vas. Et ok, c'est le journalisme, comme moi, c'est l'art de guérir. Voilà, ça se trouve que ça, c'est vraiment une combinaison optimale. S'il y a une combinaison que j'exclurais, c'est d'être célibataire. Alors ce n'est pas facile de faire un métier correspondant de guerre et d'avoir des enfants. Et d'être marié. Mais peut-être pas être marié, mais pas être seul. C'est-à-dire avoir une relation qui fait que ça te donne une stabilité. Il y a quelque chose, c'est important d'être heureux aussi. Il y a quelque chose qu'on découvre dans les correspondances de guerre. Enfin, en tout cas, moi, c'est une révélation. C'est que tu rentres dans une zone de guerre. Ce n'est pas la guerre partout, ce n'est pas la guerre tout le temps. Et donc, on est heureux dans une zone de guerre. Évidemment, il y a des drames, mais il y a des mariages, il y a des naissances, il y a de la vie qui continue. Et le fait d'être moi père de famille m'a permis de comprendre les mères de famille, de comprendre les pères de famille, de comprendre les enfants. Tu vas dans un village qui est en guerre. Les priorités, c'est quoi ? Les priorités, c'est l'eau, la bouffe, la sécurité, où sont les enfants ? Est-ce qu'on

peut aller à l'école ? Des trucs qui sont vraiment des trucs de père de famille. Donc, moi, ça m'a rendu beaucoup plus intelligent, beaucoup plus perspicace dans la manière d'analyser. Et il y a un drame qui vient de se produire dans un village, puisqu'on va, on va trouver des femmes. Donc les premiers qui viennent, ce sont des hommes, il va falloir les filtrer, mais il va falloir écouter leurs conneries, parce que souvent, ils disent des choses qui sont... C'est des mecs. Tu vas trouver des femmes qui te disent que l'eau potable est à tel endroit, on peut y aller sans être violées. Et on va s'arranger avec une telle, une telle, pour garder les enfants pendant qu'on fait ça. Le vrai village, la vraie vie de la guerre est là, dans l'organisation des mères de famille.

Et justement, selon l'interaction avec les mères de famille et les enfants, ce n'est pas plus simple en tant que femme ?

Absolument. Je suis absolument d'accord parce que je l'ai vu aussi avec Hadja Lahbib en Afghanistan. Donc tu arrives sur un théâtre de guerre, tu as quelqu'un qui est absolument à interviewer parce qu'il est non pas dans la vie humaine, mais il est dans l'action militaire. Et ce taliban, tu poses ta question en anglais, le traducteur traduit en Farsi. Et le gars répond au traducteur. Il ne te regarde jamais. Il ne va jamais te regarder et tu n'es qu'une femme. Bonne chance. Bonne chance parce que même en tant que mec, déjà comprendre ce que veut dire le taliban il y a déjà un langage fleuri. Je pense que c'est beaucoup mieux pour comprendre la vie en zone de guerre d'être comme Françoise Wallemacq ou comme Véronique Kiesel vraiment avec une sensibilité que même moi je n'ai pas. C'est une clé que j'ai apprise et voilà. Par contre, si tu traverses un village en feu, si ce sont des viols collectifs, je suis content d'être un mec. En termes de trauma, il faut passer à travers aussi. Je pense qu'on ne peut pas juste dire qu'il y a des enjeux.

Et par curiosité, tu parles combien de langues étrangères ?

Ça dépend des moments. Moi j'ai été fluent dans quatre langues, anglais, néerlandais, français et espagnol. Espagnol parce que j'ai passé pas mal de temps avec la guérilla. Mais aujourd'hui je serais à peine capable de faire une interview en espagnol. Déjà quand j'écoute les disques, le top 10 de Madrid, je ne comprends pas tout. Mais donc apprendre les 50 mots qui comptent en russe ou apprendre les 50 mots qui comptent en arabe, ok, ça j'ai fait. Mais je ne dirais pas que j'ai une connaissance passive. Mais l'arabe je le connais

suffisamment pour pouvoir, quand il y a des graffitis, savoir où je suis. Donc comprendre, je sais lire l'alphabet et avec un peu de chance, c'est un mot, les consonnes sont dans un tel ordre que je vais comprendre ce que ça veut dire. Mais je ne prétendrai jamais parler arabe. Je sais où est la mosquée, je sais où est l'école, je sais où est la bibliothèque, voilà. Et même chose pour le russe.

Et ce que tu penses, parce qu'apprendre des langues étrangères qui sont assez loin du français, c'est comme un luxe. Donc socialement ça nous met dans une classe. Est-ce que tu penses que c'est un métier qui est quand même voué à une classe sociale moyenne élevée ?

Non. Non parce que moi je viens d'une classe sociale absolument basse. Mon père était meunier. Et pourtant, j'étais dans un journal où on m'a fait une place et on m'a payé des cours d'arabe. J'avais été suivre des cours d'arabe à l'UCLouvain. J'étais juste un mauvais élève parce que je ratais des cours, j'allais en zone de guerre et puis l'arabe que j'aurais dû bien connaître pour continuer à travailler en zones de guerre, je ratais les cours. Donc ce n'est pas bon pour avoir son diplôme. Enfin, soit. Donc moi je pense que la connaissance des langues, si tu as envie de faire ce métier, il y a quand même des choses... C'est bien d'avoir un don. Je ne trouve pas que ce soit lié à une classe. Par exemple, moi maintenant je travaille au service culture. Être journaliste culturel, au *Soir*, c'est davantage lié à une classe. Parce que le type qui devient un bon spécialiste des arts plastiques à 30 ans, il y a eu une éducation culturelle importante avant 20 ans. Même chose en littérature, c'est que pour réussir des études, enfin pour devenir un vrai, un véritable critique littéraire, je pense qu'il faut déjà être dans un environnement scolaire secondaire brillant. Donc oui, moi je vais dans les écoles maintenant, je vois les différences en secondaire, il n'y a rien à faire, il n'y a pas photo. Je ne dirais pas que tu es prédéterminé, mais il y a quand même de fortes inclinations, il faut avoir beaucoup de chance après pour ramer dans le sens contraire du courant.

Tu penses que c'est un métier qu'on peut faire toute sa carrière, on peut se dire je commence, et jusqu'à la fin de ma vie je fais ça, où il y aura toujours une sorte de reconversion, ou en tout cas une phase, vouloir faire autre chose, peut-être pas une bulle d'air, mais en tout cas pour se dire je fais une pause, je fais autre chose, peut-être que je reviendrai ? C'est possible de se faire en continuité ?

Je pense que les carrières d'autres journalistes montrent qu'on peut faire ça toute sa vie. Moi je pense que ce n'est pas bon. Je pense qu'un bon journaliste doit avoir de la variété dans son trajet. Alors ça combat l'idée de la spécialisation. Je connais des bons journalistes culturels qui sont exécrables parce qu'ils ne savent rien de la politique ou de l'ordre judiciaire. Je pense que c'est important aussi de savoir comment le monde marche. Même chose, je suis toujours épaté d'avoir des confrères à l'international qui n'ont aucune notion des fraudes, des trafics d'armes, trafics de diamants, qui pour moi étaient ma véritable expertise. Ce n'était pas les guerres, ma véritable expertise c'était les trafiquants et l'économie noire. Ça a toujours été comme ça. Et donc je lis les conflits avec cet angle-là. J'ai toujours été épaté de voir qu'il y a des journalistes qui ont fait toute leur carrière au service mondial, au journal *Le Soir* qui n'ont jamais suivi un procès, qui n'ont jamais suivi un fait divers, mais qui n'ont jamais vraiment été correspondants à la guerre non plus, ça ne les intéresse pas, ils sont dans une bulle d'analyse. On analyse la guerre à distance.

Mais ces gens-là, ils ont fait des études de journalisme ou ils ont fait sciences politiques ?

Non, ils ont plutôt fait des sciences politiques et donc ils ne sont pas dans ce qui est pour moi le journalisme qui est quand même une manière de faire remonter les informations, mais à hauteur d'homme. Il n'y a pas juste l'analyse diplomatique qu'il y a. Et donc moi je pense que les correspondants de guerre sont des gens qui ont un peu vécu, on ne leur demande pas d'être des spécialistes de la diplomatie internationale ni du droit international. On leur demande surtout, en ayant un bon background évidemment de la politique internationale, de faire vivre une histoire. Puisqu'on parle de guerre, on ne parle pas de négociations. Je pense que ce qu'il faut faire vivre, c'est le front. Et ça c'est ma vision. Donc je pense qu'il n'y a pas de ségrégation de place sur ce job et je pense que c'est bien d'avoir des occupations différentes. Mais il n'y a rien à faire. Moi j'ai 62 ans. Si je repars demain, c'est parce que ça me manque. J'aime bien ce que je fais à la culture, j'ai besoin de lever le pied, mais est-ce que l'adrénaline me manque ? Oui, évidemment, on est tous en état de manque, de *craving*.

C'est intéressant, oui. Je lis pas mal de biographies, et c'est vrai que c'est un truc qui ressort, ils disent que quand ils reviennent dans leur pays, dans leur famille, après il

y a un vraiment qui s'installe et c'est très compliqué à faire comprendre aux autres parce qu'il faut l'avoir vécu pour savoir ce que c'est.

Je peux parler d'autres choses. C'est vrai qu'ils vont pouvoir te parler de ce monde qui vient après une semaine. On revient en Belgique et on dit qu'on ne comprend pas. On est en décalage total. On traverse la rue, on voit l'agressivité des chauffeurs. Ils ne se rendent pas compte du monde sophistiqué dans lequel ils sont. La chance qu'ils ont, enfin c'est juste incroyable. Mais il y a un autre monde. Le jour où toi, tu as obtenu cette reconnaissance de grand-reporter, tu as obtenu cette reconnaissance de correspondant de guerre, un jour tu reviens et tu dis, moi c'est fini, je ne fais plus. Ok, donc ton patron va accepter ou non, il va prendre ses dispositions. Et c'est fini, tu ne peux plus t'en revendiquer. Alors, ton identité, c'est quoi ton identité ? Et bien là, c'est plus un problème d'adrénaline ou de manque, c'est un problème de « je suis qui moi ? » Cette vie-là, elle est dans mon dos, je suis un vieux, *has been* ? Non, tu vas te réinventer, tu vas faire autre chose, tu vas retrouver de nouvelles utilités professionnelles ou privées. Mais c'est une identité tellement forte et à ce moment, s'en débarrasser, c'est compliqué. Je pense que ceux qui pensent qu'il y a ce petit manque en rentrant, quand ils vont terminer leur carrière, vont voir le grand manque que ça fait. Et ça, c'est vraiment... Voilà. Mais ça existe dans d'autres professions aussi. Oui, je sais que tu n'as plus de questions, mais je voulais encore te dire une chose. Il m'est arrivé de tomber un jour face à un journaliste français, qui n'est plus journaliste, c'est-à-dire correspondant de guerre, il est devenu diplomate pour la diplomatie française, et qui était un *war junkie* donc un type qui était bien que dans des environnements de guerre. Malade. Absolument malade. Tu discutes avec lui, tu te dis que toute humanité est partie, c'est devenu une brute pour faire pisser de la copie. Et ce n'est pas une image qu'elle donne d'elle-même. Tu la connais suffisamment pour savoir que c'est fini. Ce mec, pour une raison ou pour une autre, il était otage, il a suivi plusieurs guerres, il était traumatisé, il est mort à l'intérieur. Bon la roue tourne toujours, mais le hamster est mort. Il n'y a plus de cœur. J'ai rencontré un mec comme ça, j'ai vu plusieurs fois et puis il est devenu diplomate. Je me dis bordel, il y a quand même des dégâts importants chez certains journalistes. C'est impressionnant.

Mais oui, mais je... Enfin du coup, j'ai référencé beaucoup de monde et dont, Edith Bouvier, je ne sais pas si tu vois, Edith Bouvier, c'est une française. Oui, oui, oui, tout à fait. Bah là, elle a un procès. Pour association à un état terroriste. Parce qu'elle a voulu aider des gens qu'elle avait rencontrés pendant un reportage à sortir de l'État

islamique. À sortir une famille. Et bah, il y a eu un transfert d'argent donc techniquement, elle a donné des fonds. Et du coup, il y a un procès en cours pour ça. Et je trouve ça déjà honteux pour la France, je ne sais pas, je trouve ça honteux. Et puis même au point de vue humain, je trouve ça beau, parce qu'il y a vraiment une implication personnelle. C'est plus que du journalisme, c'est vraiment l'humain qui parle avant tout.

C'est vraiment compliqué. Je comprends qu'on la poursuive, parce qu'il faut juste marquer la ligne, mais je ne comprendrais pas qu'on la condamne. Enfin sur base de ce que tu viens de dire. Pourquoi ? Parce que j'étais avec les talibans et j'ai été faire de la cocaïne avec les FARC en Colombie quoi, bordel. Donc, j'ai aidé. Je me rappelle lors l'effondrement de l'Albanie, c'est une ancienne histoire, mais les Albanais fuient l'Albanie en bateau de manière massive vers Paris. On les parque dans les stades pour les empêcher. Je me rappelle, je rentre dans le stade, je vois, je discute avec des gens. J'ai fait un truc, donc j'avais mon passeport, à un des types qui étaient là, je lui ai donné ma carte de presse. J'ai dit : « avec ça tu devrais pouvoir sortir ». Ils me ressemblaient un peu. Avec ma carte de presse tu vas pouvoir sortir. Il a essayé de sortir, et il y a un policier italien qui est venu me trouver, il m'avait repéré, et il m'a dit on va vous rendre ceci, ne le faites plus jamais. Oui, mais les histoires humaines sont tellement proches que tu en as envie. Je t'ai dit que j'avais payé le trajet en Inde à un fixeur, mais ce fixeur était lié au taliban. Donc quelque part j'ai aidé un taliban à circuler, mais c'était pour se soigner. Enfin, il y a quand même des choses, il y a l'humanité. Mais c'est un peu à toi de faire ta ligne de partage. En tant que correspondante de guerre, je pense que Edith Bouvier, qui est une vraie quoi, respect. On est tous tellement dans l'action avec l'humanité des enjeux vitaux qu'on se rend même plus compte de certaines nécessités de la guerre. C'est compliqué. Je suis dans un village, on est en train de mettre le feu, violés collectifs, etc. Je dis à mon chef, on se casse, on n'a pas d'arme, on se casse. Et puis on sort de la zone, c'est vraiment chaud. Et j'ai vu quelqu'un avec une arme, un fusil mitrailleur, mais ancien et il y a une personne qui est en train de se mettre à genoux avec les mains liées dans le dos. Là on s'arrête, on peut faire quelque chose et donc le type qui a le fusil mitrailleur m'explique, il vient de nous attaquer il a tué deux de mes collègues, il est du camp opposé, voilà là je vais l'exécuter. Et je lui dis d'attendre. « Vous savez que c'est un crime de guerre, c'est un prisonnier, vous ne pouvez pas l'exécuter comme ça. Où est votre commandant ? Laissez-moi un quart d'heure. Vous me laissez un quart d'heure, je vais discuter avec votre commandant. On est d'accord ? Tu ne le tuerais

pas tout de suite. » Donc je remonte dans ma voiture, j'ai le numéro de GSM du commandant et je vais aller le trouver sur la route. Et en cinq minutes, j'arrive à l'endroit où se trouve ce commandant, je vais pouvoir intervenir pour qu'il saute. Et la ligne de front bouge et je me retrouve de l'autre côté de la guerre. Je ne sais plus où est le front. À l'autre endroit. Et le commandant est parti. Et c'est le moment où tu dis, ok, qu'est-ce que je peux encore faire ? Je ne peux pas retraverser la ligne de front. Et j'ai promis et je suis certain, si ça se trouve à la limite, dès que je lui ai tourné le dos, le type l'a buté et voilà, c'est tout. Tu es face à des enjeux tellement forts. Moi je comprends qu'elle l'ait fait.

Est-ce que tu as eu des regrets ? Tu t'es dit que j'aurais pu faire plus, mais en dépassant la limite que je me suis fixée, j'aurais pu faire quelque chose, j'aurais pu changer la vie de quelqu'un, peut-être pas à ce moment-là, mais faire une petite différence ?

J'ai un regret, mais c'est vis-à-vis de ce fixeux qui a été assassiné. On était devenus vraiment très intimes, on se connaissait bien. Il m'a dit, Alain, j'ai trois filles. Qu'est-ce que je fais ? Je reste à Bagdad ou on s'en va ? Et je lui ai dit, ne t'en fais pas, ne t'en fais pas. L'Irak d'après Saddam Hussein va se relever, ça va être très bien.

Ouais, maintenant ça, on ne peut pas l'anticiper.

Oui, mais je suis d'une naïveté. Alors qu'au même moment, j'allais faire des interviews de leaders chiites qui sont devenus maintenant des supports dans tout l'Irak. Je voyais bien, j'ai été voir Ali al-Sistani à Najaf, c'était déjà clair que c'était un régime pire que le régime iranien. Comment est-ce que j'ai pu être autant confiant dans le fait que l'Occident, l'Occident, l'Occident ? Mais voilà, question de génération, j'y ai cru.

Ça, ça n'a rien à voir avec le trauma, mais une question que je me posais. Est-ce que tu penses que pour pouvoir une guerre correctement, il faut quand même être originaire de la zone géographique relativement large ou est-ce qu'en tant qu'Européen, parfois, aller au Moyen-Orient et couvrir un conflit, on n'a pas spécialement toutes les notions, toutes les subtilités, même si on connaît bien l'historique politique et culturelle. Est-ce qu'il nous manque quelque chose parfois ou pas spécialement ?

On peut penser qu'il nous manque quelque chose. Et je pense, moi, que cette distance est justement le plus qu'on va apporter. Donc, on doit faire un travail de documentation qui est beaucoup plus important que le natif, c'est évident, mais on va pouvoir formuler son reportage dans des mots qui seront beaucoup plus compréhensibles du public qui va le recevoir. Donc ça c'est aussi important. Dans la transmission de l'info, pour capter la bonne info, ce sera plus difficile pour toi, mais pour la transmettre, ce sera beaucoup plus facile. Et par ailleurs, celui qui est natif, il va toujours penser qu'il a pris de la distance, qu'il est objectif, etc. Ce qu'il ne sait pas faire, c'est du dézoomage. Nous, on peut relativiser, dire tiens, ce conflit-là me rappelle un autre conflit. Et donc, si par exemple tu peux dire : « ah vous savez, cette histoire entre les tamouls et les cinghalais, c'est exactement la même chose qu'entre les wallons et les flamands, je vais vous expliquer pourquoi. Parce qu'il y a l'obsession, c'est vrai chez les tamouls, ils ont la victimisation du vainqueur, de la majorité. Donc c'est le groupe majoritaire, enfin les cinghalais ont la conviction qu'ils sont un groupe majoritaire persécuté. Je dis ça, groupe majoritaire persécuté, un Belge va comprendre tout de suite. Un cinghalais, qui serait de la zone, va dire « ah vous savez vous un problème, c'est que votre majorité, elle a la conviction d'être persécuté, mais en fait c'est elle qui persécute. » Les lecteurs ne vont jamais comprendre. Donc je pense qu'avoir ce recul, c'est aussi très bien. Parce que, il y a un truc, quand tu vas dans une zone de guerre, tu es débordé d'informations. Tu en as trop, par rapport à ce que tu peux mettre dans un reportage. Donc, comment est-ce que tu vas sélectionner les informations ? Le type qui est du cru, il va dire, bon, moi je sais que dans telle zone, ce qui est normal, ce serait ça, ça, ça. Et il va aller sur des choses anormales de son point de vue. Il est intime, il va venir ici par exemple, il va dire : « tiens, ils ont changé les tableaux. » C'est vraiment très pointu et ça va être compris par les liégeois qui connaissent l'endroit ici. Toi, tu vas arriver ici, qui est plus ou moins de tableaux bof. Par contre, il y a deux corps, à gauche, à droite. Tu vas aller directement sur les corps, sur les signes de guerre. Tu vas être attiré par des choses différentes. Et ça ne t'enlève pas de la pertinence. Simplement, tu vas voir les choses autrement. C'est ton regard de petite belge par rapport à une information qui était très loin, c'est quand même très précieux aussi.

Et dernière question, puis j'arrête. Je me demande, le premier gros voyage que tu as fait en zone de guerre, vraiment tout premier, est-ce que tu avais déjà la notion de mort ? Ou tu te disais, tout ira bien pour moi, mais aussi pour les autres, les gens que je vais rencontrer, je ne vais pas voir de mort, je ne vais pas voir la mort en face ?

Voir la mort en face, c'est autre chose que tout ira bien pour moi. Je pense que tout ira bien pour moi, qui est une inconscience absolue, c'est un truc que je n'ai jamais abandonné.

Il faut être un peu dans le déni, je pense.

Pardon ?

Il faut être un peu dans le déni, j'ai l'impression.

Absolument. Donc, absolument. Tu as toujours l'impression que c'est pour les autres. Ça ne veut pas t'arriver. Je n'ai jamais été blessé. Je suis capable d'appliquer un tourniquet. Comment se fait-il que je n'aie jamais été blessé ? Et les moments où j'ai risqué d'être blessé, je m'en rappelle, je m'en rappelle très bien d'un éclat de shrapnel qui est passé comme ça. Vraiment, je l'ai senti. Et j'ai pensé, oh, met ton casque. Des trucs comme ça ou traverser un champ de mine à pied. Traverser un champ de mine à pied. Tu ne traverses pas un champ de mine à pied. Moi, c'était... On m'a débarqué dans un champ de mine par erreur et j'ai dû le quitter. Donc tu n'avais pas le choix. Mais tu ne peux pas raisonnablement dire je vais mettre le pied là, je vais mettre le pied là. Donc tout d'un coup dans ton esprit, c'est ah ouais, là je suis convaincu que c'est bon. Il faut être complètement inconscient pour faire un pas, pourtant tu le fais parce que tu n'as pas le choix. Et alors, à la limite, tu dis... Je le fais en marchant ou je le fais en courant ? Ça n'a aucune importance, on s'en fiche ! Mais c'est le genre de choses que tu veux faire. Et en fait, c'est idiot. En fait, c'est idiot puisque l'explosion est tellement forte et tellement immédiate. Je pense qu'on est dans le déni absolu. Je pense que si aujourd'hui je me dis que le truc ce n'est pas de mourir, évidemment le problème c'est d'être blessé. Tu prends un petit éclat de métal dans un mollet. Un petit éclat de métal dans un mollet. Pour moi ça c'est... Je ne peux même pas imaginer prendre un éclat de métal dans la colonne vertébrale. C'est déjà du déni, donc j'essaye d'imaginer un éclat de métal dans le mollet. Je me dis, tu fais comment ? Tu fais comment ? Tu es ivre de douleur et tu dois arriver à la frontière parce qu'il n'y a aucun avion médicalisé qui va aller te chercher. Et pourtant toute ta vie tu as pensé que c'est ce que tu ferais. Tu avais l'argent pour commander l'avion, pour te déplacer avec un taxi jusqu'à la frontière, mais tu ne te rends pas compte que si tu es blessé, ça ne va pas du tout se passer comme tu le pensais. Donc on est dans le déni, absolument. Mais bon, mais tu sais on va tous mourir.

Annexe 2 : Retranscription des entretiens semi-directifs :

Wilson Fache - Entretien semi-directif réalisé en présentiel au Mérode place Poelaert à Bruxelles le 19 novembre 2024.

Donc d'abord une question, pourquoi avoir fait ce métier ? A l'origine ?

De quel métier est-ce qu'on parle ?

Correspondant de guerre.

À la base, je ne me rêvais pas correspondant de guerre, mais je rêvais de correspondre à l'étranger. Après j'avais un gros intérêt pour le Moyen-Orient parce que c'est cette actualité-là, de cette région-là, qui a un peu bercé mes études en journalisme. Puisque j'ai fait mes études à l'IHECS entre 2010 et 2015. Et donc à partir de 2011, c'est le printemps arabe, révolution, contre révolution, guerre civile, avènements de Daech. Donc toute cette actualité-là, dont on parlait tout le temps en Europe, et donc j'ai été assez curieux de cette région, mais pas forcément pour la guerre, plus pour la région en elle-même. Après j'ai fait un stage à Beyrouth, puis j'ai fait un premier terrain en Irak en tant qu'indépendant et ça m'a confirmé dans l'idée que ça m'intéresse. Après il se fait que l'Irak à ce moment-là était un pays en guerre et mes premières années j'ai couvert uniquement le Moyen-Orient. Et après, je me suis rendu compte, à force d'expériences de terrain, à force aussi de formation que j'ai suivie pour le reportage en zone de crise, j'en ai suivi trois maintenant au total. Je me suis dit que j'avais emmagasiné certaines compétences assez spécifiques pour le reportage en zone de guerre. Donc c'est-à-dire... ça peut être les soins de premier secours, ça peut être avoir le matériel adapté, ça peut être savoir comment se comporter avec un checkpoint, comment gérer son stress et sa peur dans des situations de danger extrême, comment côtoyer des victimes des conflits, comment côtoyer des chefs d'état-major, tout ça c'est des choses qui s'apprennent, qu'on n'apprend pas à l'école, qu'on apprend sur le terrain. Et c'est vrai qu'une fois qu'après quelques années de travail de terrain, j'ai accumulé ces compétences-là et j'ai voulu les mettre au service d'autres terres de guerre qui n'étaient pas forcément au Moyen-Orient, notamment l'Ukraine en fait. C'est pour ça que j'ai un peu élargi ma zone géographique à l'Ukraine et l'Afghanistan, c'est à peu près tout en fait. En tant que Moyen-Orient c'est le seul pays que je couvre.

Et la correspondance était pour un attrait à la découverte d'autres cultures ou ce n'était pas spécialement ça ? C'est quoi le déclic un petit peu ?

Le déclic c'était de faire du terrain. Parce que quand on est correspondant à l'étranger on ne fait pas du desk en fait, par définition. On fait du reportage. Donc en fait c'était plutôt ça le premier critère pour moi. Travailler sur le terrain, reportage. Et ça c'est quand tu fais de la correspondance, c'est la majorité de ton taf en fait. Et après c'était aussi un business model qui avait du sens. Parce qu'en fait tu limites tes coûts, comme tu habites là-bas, ça dépend des pays, mais en tout cas en l'occurrence, le loyer coûtait moins cher. Comme j'habitais sur place, je ne prenais pas continuellement l'avion, donc j'ai limité aussi les frais de transport. Quand tu habites sur le terrain, tu dépends moins des fixeurs, et finalement tu fais beaucoup de choses par toi-même, avec ton propre réseau que tu bâtis toi-même. Tu commences à apprendre la langue. Donc en fait en termes de business model, ça a aussi du sens. Donc il y avait cet intérêt géographique, cette actualité-là, il y avait l'intérêt du business model et il y avait l'intérêt de la pratique du reportage de terrain.

Et les premières fois que vous êtes parti, vous n'étiez pas encore dans une rédaction, c'était en total indépendance, est-ce que vous avez fait une assurance quand vous êtes parti en cas de décès ou de blessure ?

Non au début pas. Donc en fait, prendre une assurance ne m'est pas venu à l'esprit. Et c'est seulement quand j'ai des collègues qui ont été tués et blessés en Irak quasiment deux ans après ma première arrivée sur place, que là pour la première fois j'ai souscrit une assurance.

Ok, parce que j'ai discuté avec Alain qui m'a expliqué que quand il n'y a pas d'assurance, mais ça je me suis un peu renseignée, je ne l'ai pas trouvé, donc je ne sais pas si c'est vrai ou pas, mais j'imagine que s'il me l'a dit ça l'est, quand il n'y a pas d'assurance et qu'il y a un décès sur place, il n'y a rien qui est donné à la famille, il n'y a pas d'argent, enfin il n'y a vraiment rien quoi. C'est ça. Et c'est vraiment considéré comme un suicide.

Un suicide ?

Il m'a dit que c'était classé comme suicide.

Ne pas prendre une assurance ?

Non, si la personne meurt c'est considéré comme un suicide car la personne savait qu'il y avait des risques et que comme il n'y a pas d'assurance, ça tombe dans la catégorie suicide. Non, je n'ai rien trouvé d'écrit sur ça.

Ça tombe dans la catégorie suicide. Mais qui...

Selon l'État belge, quoi.

Selon l'État belge ?

Oui, c'est ce qui m'a expliqué. Classifie ces morts-là comme des suicides.

Oui, maintenant je n'ai rien trouvé, moi, d'écrit.

Je n'ai jamais entendu ça. Ça ne me dit rien du tout. Je serais surpris que ce soit vrai.

Je me suis un peu étonnée, donc je préférais voir.

Parce que sur ce certificat de décès, il serait marqué suicide.

Ouais.

J'ai du mal à y croire.

Voilà, c'est ça que je voulais demander. Je n'ai rien trouvé de mon côté, donc voilà.

Ok, donc l'assurance, c'est venu vraiment après, quand il y a eu vraiment des décès et des blessures d'autres collègues.

Oui, quand on fait dans un moment où... Parce que tout le monde sait qu'une zone de guerre est dangereuse, qu'on peut y être blessé ou tué. Mais ça paraît un peu abstrait jusqu'au moment où c'est devenu très concret, parce que des gens autour de moi ont été blessés et tués. Qui étaient eux-mêmes des journalistes. Et donc c'est là que j'ai pris une assurance pour la première fois.

Et ça ne vous est jamais arrivé... Enfin, j'imagine que si, quand même au fond ça doit rester, mais quand vous partez au tout début, que potentiellement vous pouvez être blessé sur place assez rapidement, ou si ce n'est pas quelque chose qu'on a en tête ?

Pas vraiment parce que mes premiers reportages, mes premiers mots en Irak, je n'allais pas sur le front. J'étais dans les camps de réfugiés, dans les villes, auprès des civils et très loin du danger. Il m'a fallu quasiment un an entre mon premier séjour en Irak et le premier moment, la première fois, où j'étais vraiment sur une ligne de front active durant une offensive, il s'est écoulé quasiment un an. Donc non, dans un camp de réfugiés en Irak, dans la région kurde qui était sécurisée à l'époque, tu ne te dis pas que je vais me blesser parce qu'en fait, il n'y a pas de raison.

Et je reviens un peu sur ça, vous m'avez dit que vous avez suivi des formations, mais ça c'était d'une volonté personnelle, il n'y a pas eu de rédaction qui vous a soumis l'idée, c'était vraiment une volonté personnelle ?

Non, c'était ma volonté. Ça, c'était il y a déjà dix ans. Depuis lors, c'est devenu beaucoup plus commun pour les rédactions de ne travailler qu'avec des journalistes indépendants qui ont suivi l'une de ces formations. Je sais que *Arte*, par exemple, c'est le cas. Je me demande si *RFI* aussi, ce n'est pas le cas. *France Média Monde* en général. Et donc ça, ce sont des protocoles de sécurité qui se sont mis en place plus ou moins récemment, de ne travailler qu'avec des gens formés à ça.

Et je vais passer sur un truc un peu plus personnel donc si ce n'est pas possible, il n'y a pas de problème. Mais d'un point de vue un peu personnel, quand on part en guerre comme ça, avec des durées de temps assez variables, et qu'on revient. J'imagine que se réadapter à la vie civile, ce n'est pas évident non plus, c'est comme un fort décalage. Comment est-ce qu'on fait pour ne pas devenir fou et vouloir crier sur tout le monde : « regardez ce qui se passe là-bas à la place d'aller faire du paddle tous les dimanches » ?

Ça me paraissait... Ce décalage, je l'ai fort ressenti quand j'étais correspondant en Irak. J'habitais sur place. Et je revenais à Bruxelles dans le cadre de vacances, pendant une ou deux semaines. Là, ce décalage me paraissait particulièrement prononcé. C'est vrai que je

ne le vivais pas hyper bien. Je n'étais pas non plus dans une dynamique de, d'être fâché contre les gens qui ne s'intéressaient pas à ce qui se passait en Irak ou en Moyen-Orient à ce moment-là et qui vivaient leur vie. Je n'étais pas du tout là-dedans. C'est vrai que moi-même je me sentais un peu en décalage. L'avantage c'est que déjà à l'époque et encore aujourd'hui, j'ai beaucoup d'amis proches qui sont des correspondants de guerre. Et donc en fait, j'ai aussi autour de moi ces gens qui comprennent ce que je ressens, ce que je vis. Il y a de manière assez informelle, ça crée un peu un réseau de soutien. Donc oui, j'ai des amis en Belgique ou ailleurs qui ne comprennent pas trop, mais ce n'est pas grave parce que j'ai des amis qui comprennent. Donc ce décalage s'est estompé aussi du fait que maintenant je n'habite plus en Irak, j'habite à Bruxelles et je suis sur la moitié l'année en reportage à l'étranger et l'autre moitié de l'année en Belgique. Donc ce décalage est aussi moins prononcé parce que j'ai un peu deux vies finalement. Comme je passe beaucoup de temps sur les terrains que je couvre. La dernière fois que j'étais en Ukraine, j'étais trois mois d'affilée sur place. Donc en fait, j'avais mon appartement, mon cercle social, j'allais à la salle de sport...

C'est plus établi, c'est plus structuré.

Plus structuré. Et pareil ici, j'ai mon cercle social, mon sport, mes activités du weekend, les expos, le théâtre. Et donc j'ai réussi et ce n'est pas schizophrénique, c'est juste que ma vie est répartie en deux. Et donc ça, ça aide aussi à minimiser ce décalage, ce ressenti de décalage.

Et c'est facile d'entretenir des relations avec des gens qui sont en Belgique quand on est à l'autre bout du monde. Ce n'est pas compliqué de maintenir des liens qui sont quand même solides quand on n'est pas là?

Non, je ne trouve pas. Parce que je suis là quand même régulièrement. Je suis à Bruxelles la moitié de l'année. Donc en fait, tous mes proches, je les vois suffisamment régulièrement pour entretenir ces liens.

Est-ce qu'on vous a déjà conseillé d'avoir un psychologue, une aide en tout cas psychologique ? Si oui, est-ce qu'on vous l'a déjà conseillé ou est-ce de votre propre initiative ?

C'était plutôt de ma propre initiative. Je ne me rappelle pas qu'on me l'ait conseillé, en tout cas pas au niveau de ma réaction, peut-être au niveau de mes proches, ça c'est possible qu'on me l'ait conseillé en mode « ah ça serait bien si... » pas parce qu'ils avaient l'impression qu'on avait besoin mais... parce que vu le métier que je faisais, ça leur paraissait logique et sensé. Et à moi aussi d'ailleurs. Donc je l'ai fait de manière un peu préventive. Pas dans le sens que j'ai été voir quelqu'un parce que j'avais l'impression d'avoir besoin de voir quelqu'un. J'ai voulu aller voir quelqu'un, pour ne pas justement ressentir ce besoin de voir quelqu'un, de désamorcer des choses avant que ça devienne un problème. Donc j'ai été voir ici à Bruxelles. J'ai vu une petite différence. Mais ça doit faire bien deux ans que je n'ai pas été voir quelqu'un. Mais c'est des choses que je ferai de manière ponctuelle. Là, il se fait que je vais rester pas mal de temps à Bruxelles. Parce que j'ai un livre à écrire et donc je pense que je prendrai l'opportunité aussi de revoir quelqu'un. Pareil pour un peu un bilan, faire un peu le point, discuter de manière apaisée, peut-être désamorcer des choses. Toujours de cette même logique de prévention.

Est-ce que vous pensez que ce métier peut être fait sur toute une carrière ou à un moment il y aura d'office une rupture, il faudra faire autre chose parce que c'est trop ?

Je pense que c'est possible, d'autres l'ont déjà fait. Je pense en France à Patrick Chauvel par exemple, qui fait ce métier depuis... je ne sais pas genre 50 ou 60 ans, maintenant. Enfin plus 50. Je pense que ça dépend... Il y a plein de manières de faire ce métier aussi. Moi, personnellement, je suis sur le front 10 à 20% de mon temps et le reste du temps, je suis à l'arrière près des civils. Je fais des sujets parfois culturels, loin du danger, loin des morts, des cimetières, des hôpitaux de campagne. Il y en a d'autres qui eux, ne font que ça, que du front, que de la mise en danger, etc. Ces deux expériences-là ne s'équivalent pas. Moi je pense que de la manière dont moi, personnellement, je fais ce métier. Je pense que c'est effectivement possible de le faire sur la durée, sans se griller complètement. Je pense que les considérations ne seront pas tellement au niveau de ma santé mentale. Enfin, ça peut être le cas, hein. Je ne suis pas immunisé. Mais ce sera peut-être plutôt des questions pratiques. À un moment, si j'ai des enfants, comment continuer à faire ce métier-là, où on est en cette responsabilité-là de père de famille ? Là, ça sera un peu plus compliqué. Donc je pense que la question de la santé mentale sera peut-être secondaire dans mes considérations de continuer ou pas ce métier.

Vous n'avez jamais eu un moment où vous avez vécu un moment qui peut être traumatisant pour certaines personnes, maintenant c'est relatif à chaque personne ça, et vous avez dit « ah oui j'ai quand même vécu un truc grave ». Comment est-ce que, en fait, vous continuez en sachant qu'on vit des trucs qui ne sont quand même pas évidents, qui ne sont pas quantifiables non plus auprès des personnes, et vous direz « je vais quand même continuer, je vais quand même revenir sur le terrain même si c'est parfois lourd ?

Je pense que si je continue à le faire, c'est justement parce que je n'ai pas développé de traumatisme. J'ai effectivement été témoin de choses très difficiles. Des gens mourir, des gens blessés. Beaucoup. Mais il n'y a pas un... Et heureusement d'ailleurs, ce n'est pas absolument quelque chose qui a un potentiel traumatique qu'on devient automatiquement traumatisé. Vraiment, dans mes collègues, mes proches qui font ce métier-là, je vois bien qu'ils sont peut-être moins de 5% à avoir développé une forme de traumatisme ou trouble mental. Et encore, j'ai dit 5%, mais peut-être même moins que ça. Enfin, je ne vais pas y aller... Je ne vais pas y aller... Je parle juste de manière non scientifique de ce que je vois autour de moi. Parce que je pense qu'il y a plusieurs raisons à ça. La première c'est que, en tant que journaliste, on est des observateurs, mais pas des observateurs passifs de ce qui se passe. On est des observateurs très actifs. Qu'on soit là pour écrire, ou photographier, ou prendre du son, ou filmer, on a une démarche très active de... Oui, je note les détails de ce qui se passe, je pose des questions, ou si je filme, je dois penser au cadrage, à l'éclairage, à la prise de son, au séquençage. Et tout ça, ça crée une distance en fait. Notre cerveau est très occupé. On est des observateurs très actifs. Qu'on écrive, filme ou photographie, notre cerveau est très occupé. Et ça crée une distance. Finalement, on n'a pas face à nous des personnes, mais des personnages. On a une image de blessé, pas un blessé. Tu vois ce que je veux dire ? Notre cerveau est très pris par le fait qu'on est en train de travailler en fait. Et donc ça, ça aide. Autre chose, c'est qu'on a aussi de manière informelle ce réseau de soutien autour de nous de reporters de guerre francophones de ma génération. On est quand même une vingtaine, une trentaine. On est à peu près tous amis. Et donc, on peut en parler entre nous, même sans parler réellement, de savoir que l'autre comprend, c'est déjà aussi quelque chose qui aide. Un autre point, c'est que j'ai déjà évoqué, c'est qu'il y a différentes manières de faire ce métier. On n'est pas forcément à voir des tripes tous les jours. Moi aussi, je fais des musées, des restaurants dans le cadre de mon métier dans des pays en guerre. Des restaurants dans le sens que j'avais écrit sur des restaurants.

C'est vrai qu'on a tendance à penser qu'un pays en guerre est totalement en guerre partout, alors que pas spécialement, enfin, il y a des zones totalement habitables dans le pays.

C'est ça. Nous aussi dans la profession, on en parle depuis une dizaine d'années, puisque c'est une vraie question, les traumatismes, notamment le PTSD, le stress post-traumatique. Ce n'est plus des sujets tabous, on en parle entre nous, on en parle aux rédactions, on en parle aux médias, déjà ça, ça a changé grâce à un peu à des « pionniers » de reporters qui en ont parlé ouvertement, je pense à Patrick Baz notamment de l'*AFP*, qui était l'un des premiers à être très ouvert sur ces thématiques-là pour se sensibiliser justement, et les rédactions et les reporters. Mais parfois j'ai l'impression qu'on en a tellement parlé, qu'on en vient peut-être à exagérer le risque. Comme si forcément on allait dans une zone de guerre, forcément on voyait des morts et des blessés, alors forcément on allait développer un PTSD. Alors que non, et heureusement. Je pense que c'est très bien qu'on en parle et que ça ne soit plus un sujet tabou. Mais il ne faudrait pas non plus surévaluer le risque.

Et est-ce que vous pensez que pour faire ce métier il faut être un peu militant, vouloir mettre en avant des causes ou des choses en tout cas ?

Hum... En quelque sorte oui. Je pense qu'il faut avoir des motivations qui nous dépassent. D'avoir un peu de... Il faut avoir beaucoup d'empathie. Il faut avoir parfois aussi de la colère, de la frustration, de la peur. C'est un métier qui demande de nous, d'avoir beaucoup de sentiments. Ce qui est propre au métier de reporter et qui est différent du métier d'autres formes du métier de journalisme ou au contraire quand on est dans une réaction à Paris ou à Bruxelles et qu'on doit écrire sur des événements qui se passent ailleurs dans le monde on doit garder cette objectivité ou en tout cas essayer d'atteindre une sorte de tranquillité pour bien raconter depuis son bureau, de mettre tout ça en forme, de contextualiser, de synthétiser. Mais je crois que le métier de reporter demande le contraire de ça. Parce que déjà c'est un métier beaucoup plus subjectif du fait qu'on soit sur le terrain. Déjà le choix d'un angle, c'est un choix forcément subjectif. Je ne pense pas qu'on peut aller dans des zones comme ça, en étant apathique. Au contraire, je pense que l'empathie est un outil du reporter de guerre. Un outil très précieux. Parce qu'on vit toute cette angoisse, cette détresse des gens qu'on rencontre, leur colère, leur tristesse, leur deuil, ... Il faut réussir à le transmettre à nos publics et donc on doit un peu se faire le vaisseau de ces sentiments-là

aussi. Je crois qu'il faut, pour faire un métier aussi difficile. Ouais, je pense que tous ces sentiments, cette colère, cette frustration peuvent être un carburant aussi. Donc je ne crois pas trop en l'objectivité quand on est reporter. Par contre, je crois en l'honnêteté. Je crois en la vérification des faits, en la contextualisation, en ne pas sortir les propos des interlocuteurs dans leur contexte, de ne pas leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit, ce qu'ils n'ont pas ressenti, faire preuve d'esprit critique. On peut aller en Ukraine et forcément se sentir plus proches des Ukrainiens, de les soutenir face à cette invasion, mais garder un esprit critique et ne pas s'empêcher comme j'ai pu le faire, d'écrire par exemple, sur les crimes de guerre ou les potentiels crimes de guerre des Ukrainiens. Donc je ne suis pas objectif dans le sens où je veux que les Ukrainiens gagnent cette guerre. Mais ça ne m'empêchera pas de faire mon métier, de dire vraiment ce qui se passe.

Et quand vous partez, est-ce que vous avez un rituel, des choses que vous faites avant de partir pour vous mettre dans une bulle ou vous partez comme vous partirez en vacances sans trop avoir une structure à suivre ?

Pas vraiment. Encore une fois, je... et je vais dans des endroits que je connais bien quand c'est un endroit pour lequel je vais pour la première fois, ça me demande plus de préparation pas pour autant un rituel, mais je me prépare mieux. Pour l'Ukraine, j'ai déjà été trois fois et chaque fois, c'est des missions d'un à trois mois, de longues missions. Cette année j'ai surtout couvert Israël-Palestine, j'y ai vécu cette année à chaque fois j'ai fait des missions entre... La plus courte était une semaine, mais sinon c'était plutôt un ou deux mois. Donc en fait, sur place j'ai des amis, je retourne habiter dans des quartiers que je connais. Donc non, je ne parle pas vraiment de rituels particuliers.

Et au niveau sécurité, il n'y a pas quelque chose que vous mettez en place quand vous êtes là-bas ? Simplement pour peut-être vous rassurer, vous dire inconsciemment j'ai telle chose, j'ai telle chose, donc ça ira.

En fait, ça dépend quel terrain. Ça dépend quel terrain, quel reportage. Mes protocoles de sécurité ne sont même pas les mêmes selon que j'ai dans une tranchée en Ukraine, que j'arrive faire une interview à Tel Aviv. Ou même pour rester en Ukraine, en train de reporter dans les tranchées ukrainiennes, ou une interview à Kiev. Ça ne demande pas le même protocole de sécurité. Tout ça dépend, mais... Ça fait dix ans que je fais ce métier et il y a

toujours une première fois que je vais dans un pays que je ne connais pas encore. Il y a une première fois pour l'Irak et une première fois pour l'Ukraine. Mais là en l'occurrence, ça fait deux ans, ou même trois ans, que je n'ai pas été dans un pays que je ne connaissais pas déjà. Ça fait deux ou trois ans que je ne couvre que des pays que je connais déjà très bien.

Et ça c'est une volonté de votre part ou c'est le hasard qui fait que ?

Hum... C'est les deux. C'est la première fois que je m'en fiche parce que c'est moi qui ai choisi ces pays, parce qu'ils m'intéressaient. Fatalement, j'ai envie d'y retourner. Surtout quand il se passe des choses et que le récit progresse finalement. Et aussi le hasard. Je ne prévoyais pas de passer autant de temps en Israël-Palestine sur l'année écoulée. Mais il se fait que l'actualité a changé mes plans. D'ailleurs j'étais trois mois en Ukraine, en fait j'étais censé passer cinq mois en Ukraine. Mais j'ai raccourci pour aller en Israël-Palestine. Donc ça ce sont aussi des hasards de l'actualité mais... Mais je n'aurais pas été en Israël-Palestine à ce moment-là si je n'avais jamais été en Israël-Palestine. Je pense que je serais resté en Ukraine. Donc c'est une combinaison des deux.

Et rien à voir, mais est-ce que vous pensez que c'est un métier qui est plus accessible aux hommes ou aux femmes ? Sur le terrain en tout cas.

Je pense qu'il n'y a plus de différences. Enfin, si, il peut encore y avoir des différences, je pense que par exemple les femmes, mes consœurs sont par exemple, le risque de violence à caractère sexuel est plus élevé pour les femmes journalistes que pour les hommes journalistes. Mais...

Ça donne aussi des facilités, non ?

Ça peut donner des facilités, enfin je ne suis pas le mieux placé pour en parler, mais de ce que j'ai déjà entendu mes consœurs dire, ça peut donner des facilités, notamment dans des pays conservateurs, même. Finalement, la femme journaliste occidentale est une sorte de troisième sexe, qui n'a ni les statuts de l'homme reporté occidental, ni le statut de la femme locale. Une sorte de troisième sexe qui a beaucoup plus de droits que les femmes locales qui par un moment ou l'autre vont peut-être être plus protégées. Des généraux par exemple, qui vont leur donner plus d'accès à la fois pour les protéger. Sur l'Afghanistan par exemple, il peut être très compliqué pour des hommes reporters de faire des interviews de femmes,

surtout dans les campagnes. Alors qu'aucun problème pour des femmes reporters. Et en même temps, les femmes peuvent faire des interviews d'hommes, la plupart du temps. Donc en fait, elles ont accès à beaucoup plus de monde que nous. Ouais, donc il y a des avantages, des inconvénients. Mais aujourd'hui, c'est une profession où on a atteint la parité. Et sur certains terrains, il y a même plus de femmes que d'hommes. Parfois, la proportion est plutôt de 60 % de femmes pour 40 % d'hommes.

Concrètement, vous parlez combien de langues ?

Je parle vraiment bien deux langues : le français et l'anglais. Et après, je me débrouille vite fait en arabe et voilà. Après, bon, des reliques de mon flamand.

C'est compliqué pour tout le monde. Est-ce que justement sur le terrain vous trouvez que ça vous apporte moins ? Si vous parliez la langue locale, parfois ça vous aiderait à mieux comprendre les subtilités, que ce soit culturelles, mais aussi politiques, dans le sens, comme on n'est pas local et qu'on couvre un conflit qui ne nous concerne pas en premier lieu ? Parfois il y a un décalage qui peut s'installer. Est-ce que justement vous trouvez que c'est un atout ou un désavantage ?

C'est les deux en fait. Ce regard extérieur, tu peux être très utile quand on est journaliste puisque finalement notre audience ce sont aussi des gens qui couvrent l'Ukraine je couvre pas l'Ukraine pour des Ukrainiens, je couvre l'Ukraine pour des Belges, des Français, des Occidentaux de manière générale donc d'avoir de base ce regard extérieur ça peut être très utile pour aller chercher des angles et aller traduire cette réalité-là, je pense que ça peut être un avantage et l'inconvénient par contre c'est effectivement on a des connaissances moins fines du contexte culturel, politique etc. Donc c'est les deux. Mais souvent on travaille rarement seul, en tant que journaliste occidental, on fait souvent appel à des fixeurs ou des traducteurs. Et dans le cas d'un fixeur en particulier, c'est lui qui va nous aiguiller justement sur les subtilités du contexte culturel et qui va nous guider, qui va contextualiser certaines choses pour nous. Parfois quand je fais une interview et que quelqu'un dit quelque chose que je ne comprends pas tout à fait, il va pouvoir contextualiser ce propre-là. Donc finalement, on fait un meilleur travail à deux cerveaux qu'à un seul cerveau. Et donc la combinaison de ce journaliste étranger qui a ce regard extérieur qui sait comment s'adresser à son propre public et ce fixeur-journaliste local qui lui ne sait pas comment écrire un article

pour *Libé* parce qu'il a jamais écrit pour *Libé* par exemple et qu'il ne connaît pas la ligne éditoriale et les desiderata de l'éditeur qui aura peut-être moins de facilité à trouver un angle parce qu'en fait lui il était tellement submergé là-dedans qu'en fait tout lui paraît pareil, plus rien ne lui paraît inédit et hors du commun, alors qu'avec ce regard extérieur, plein de choses ressortent. Donc en fait, ce binôme fonctionne très bien, je trouve.

En plus, on a tendance, pour ceux qui regardent s'endormir un peu extérieur au journal parlé, à penser que c'est un métier très solitaire, où on est seul avec soi-même pendant des heures sur le terrain.

Non, pas du tout. Au-delà du fixe, surtout en tant que journalistes indépendants, en fait, on est souvent entouré d'autres journalistes indépendants, pour des raisons de sécurité et de coût aussi, partager une chambre d'hôtel, partager le coût du fixe. Donc en fait, je suis rarement seul sur le terrain, à part je ne sais pas à Kiev, à Tel Aviv ou oui là je prends un taxi seul et je fais des entretiens seul à condition que les gens parlent anglais, c'est assez rare. Souvent je suis au minimum avec un traducteur-un fixe ou avec un photographe aussi, ou carrément à trois voire quatre avec le fixe, le photographe, moi, et encore un journaliste en plus pour partager les coups. Donc c'est plutôt un travail d'équipe.

Et est-ce que vous considérez que c'est un métier qui est relativement joyeux si vous devez le dépeindre à des enfants ?

Je ne sais pas si c'est un métier joyeux, mais c'est un métier où il peut y avoir de la joie. Parce que déjà on fait ce métier parce qu'on est passionné par ça. C'est quelque chose que je répète assez régulièrement, c'est qu'en tout cas, en ce qui me concerne, je fais aussi surtout ce métier pour des raisons égoïstes. Je fais ce métier parce que j'adore ce métier. Je le fais pour moi-même et donc j'ai beaucoup de joie, de faire un métier qui est ma passion. Il y a aussi beaucoup de joie à retrouver sur le terrain, ce cercle que j'ai déjà évoqué, d'autres reporters, fixeurs, etc. qui sont devenus des amis au fil des années, à force de travailler parfois dans des expériences très intenses ensemble. Donc c'est un plaisir de débarquer demain à Tel Aviv ou à Kiev et hop, de revoir ses amis. Le plaisir d'apprendre, on apprend énormément de choses. Chaque nouveau reportage, on devient un micro-expert dans quelque chose de très précis. J'ai appris plein de choses sur la littérature ukrainienne, sur le travail de l'imprimerie du kibboutz de Be'eri en Israël, sur la culture culinaire d'Odessa.

C'est génial, un métier où chaque semaine on apprend de nouvelles choses. Récemment, j'ai appris plein de choses aussi sur l'histoire des juifs irakiens de Bagdad. C'est plein de choses que je ne connaissais pas et que j'ai appris grâce au terrain, grâce à mes recherches, grâce à mes interviews.

Et juste une dernière question. Selon vous, qu'est-ce qui manque dans les rédactions pour permettre aux journalistes de faire leur métier de la meilleure façon possible tout en restant dans le budget d'une rédaction ?

C'est un problème, c'est le budget. Il faudrait plus d'argent pour couvrir. Alors pas forcément plus d'argent pour les salaires, mais en tout cas plus d'argent pour les frais. Pour nous permettre de travailler, de ne pas commencer à devoir s'arracher les cheveux, dire comment je vais payer ce fixe, juste se dire non, il sera payé et tout. De nous enlever cette charge mentale, de dire comment je vais rentrer dans mes frais. Ne pas commencer à devoir se questionner sur l'assurance, que ça soit forcément pris en compte. Je pense que ça aiderait aussi si plus d'éditeurs, de rédacteurs en chef et de directeurs de presse avaient fait ce métier là aussi. Comme ça ils seraient beaucoup plus compréhensifs et ils sentiraient mieux les choses je pense. Je ne sais pas s'il y a autre chose. C'est une question financière en fait. Je pense qu'un autre point c'est que si les grosses rédactions avaient forcément un psychologue à disposition, il y aurait un truc qui serait très facile. Au bout d'un moment je ne devrais même pas passer par une réaction, mais pouvoir directement contacter le psychologue. En fait, là les psychologues que j'ai vus, c'est moi qui les ai payés et a priori, si je vais voir quelqu'un ces prochains mois, je le paierai aussi de ma poche. En fait, ça ne devrait pas être le cas. En même temps, vers quelle rédaction me tourner ? Sachant que j'ai plein de clients différents. Je pense que si je le demandais à la *RTBF*, ils seraient d'accord. Mais ça sera un geste de leur part, puisque rien ne les y oblige. Je travaille pour plein d'autres clients. Il n'y a pas de raison que ce soit eux qui paient la facture finalement. Et après, peut-être que j'hésiterai aussi en me disant, qu'ils vont dire : « ah tiens, Wilson a des problèmes ». Si le mois prochain je suis à Beyrouth, je suis sur le sujet, est-ce qu'ils vont hésiter en disant, « ah, mais il y a trois semaines il était envoyé voir un psychologue ». Est-ce que finalement les rédactions en chef sont aussi éduquées à cette thématique-là ? Je pense que oui dans le cas de la *RTBF*, mais je marquerais peut-être un moment d'hésitation à lui dire de peur qu'ils se disent « Ah, il a des problèmes psychologiques donc peut-être qu'on réfléchira deux fois à le mettre en commande dans des pays en guerre. »

Ok, c'est intéressant quand même.

Mais dans le cadre de la *RTBF*, je ne pense pas que ce serait le cas, parce que je pense que, d'ailleurs Sophie (Guignon), elle pourrait peut-être en parler, il me semble qu'elle lui a déjà dit « Ah, mais si tu veux voir quelqu'un... ».

Il y a quand même une démarche de leur part ?

Il me semble. Ils ne m'ont jamais proposé à moi. Je n'ai jamais fait l'aide de monde non plus.

C'est que tout va bien peut-être ?

Mais il me semble qu'il avait proposé à des journalistes correspondants à Beyrouth. Il faudrait vérifier auprès de Sophie.

Et un petit point pour l'assurance, c'est une assurance particulière ou pas spécialement ?

Alors ça dépend. Avant, l'assurance que j'avais, c'était des assurances pour les reporters en zone de guerre spécifiquement pour ces métiers-là. Sauf que le coût de ces assurances a été multiplié par dix à peu près depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine. Avant, ça équivalait grosso modo à 50 euros la semaine et maintenant c'est plutôt 500 euros la semaine. C'est devenu impayable donc en fait, je suis sans assurance depuis le début de l'invasion de l'Ukraine.

Et les rédactions ne font pas un geste ou quelque chose ? J'imagine en tant qu'un indépendant non ?

Le problème, c'est que je tiens à pouvoir continuer à faire de longues missions. Parce que finalement, si on fait une mission d'une semaine, 500 euros à charge des rédactions, c'est tout à fait jouable. Mais comme je fais des missions d'un mois, deux mois, là ça devient des gros gros budgets que j'aurais du mal, je pense, à justifier auprès de mes rédactions. Parce qu'ils me diront, « bah, pars moins longtemps, tout simplement ». Et je n'ai pas envie de partir moins longtemps. Après en même temps, ça me paraît très ridicule de payer une

assurance une fortune, alors que je passe la semaine à Tel Aviv ou à Kiev, où le danger est quasiment nul. J'aurais l'impression de perdre de l'argent. Donc je pense que déjà, je réfléchirais différemment. Il faudrait que la prochaine fois que je vais en Ukraine, si je décide d'aller dans une zone à risque, je souscrive à l'assurance uniquement pour ces jours-là. Et pas quand je suis à Kiev par exemple, dans l'ouest du pays. Je suis un peu mal loti en tant que belge aussi, puisque là on est en train de mettre en place des choses du côté français, il y a des trucs qui se mettent en place aussi d'assurance à un coût vraiment presque symbolique à laquelle je devrais avoir droit grâce à mon métier, mais finalement pas parce que je suis belge. Donc c'est des trucs que je suis en train d'essayer d'organiser, de voir comment faire.

Donc il y a quand même une charge mentale supplémentaire en plus du reste ?

Oui, en quelque sorte. Après, comme je fais peu de front, la question se pose moins. Et puis, effectivement, si je suis tué sur place et que je n'ai pas d'assurance, mes proches ne toucheront rien. Tant pis, ce n'est pas très grave. Je n'ai pas d'enfant, donc personne ne va se retrouver dans une situation de détresse économique si aujourd'hui je meurs. Ça ne changera rien la vie de mes proches d'un point de vue pécuniaire. Et à un moment, en fait, j'ai assez confiance en l'État belge aussi pour m'évacuer si jamais c'est nécessaire. Ils ne laisseront pas un journaliste belge sur place. Ils ne vont pas abandonner un journaliste belge sous prétexte qu'il n'avait pas d'assurance. Je pense qu'ils font tout leur possible pour me porter secours. Donc, il y a ça aussi. Je le présume parce que je vois aussi ce que l'État français a fait pour des confrères français, quand ils étaient en situation de détresse, remuant ciel et terre pour les évacuer. Donc, j'ai confiance en l'État belge, voire même en l'État français, finalement, pour m'évacuer, moi, en tant que Belge.

Françoise Wallemacq – Entretien semi-directif réalisé en présentiel au Café de la Gare de Liège Guillemins le 20 novembre 2024.

Donc, si vous savez d'abord un peu me dire pourquoi vous avez fait ce métier à la base, qu'est-ce qui vous a poussé à commencer ce métier ?

C'est un peu par hasard. Quand je suis rentrée à la *RTBF*, c'était en 1988. Et puis, en 1989, le mur est tombé. Et donc moi, j'avais 26 ans. J'avais un petit copain roumain à l'époque.

On s'est dit, on va partir en Roumanie, voir ce qu'il se passe. Tu vois, un peu improvisé comme ça. Il m'a servi de fixeur. C'est à l'époque que j'ai découvert ce qu'était un fixeur. Et puis, c'était très bouleversant et excitant de vivre cette révolution roumaine. On ne savait pas très bien ce qui se passait. C'était très bizarre quoi. Et puis, de fil en aiguille, après il y a eu très vite les conflits dans les Balkans. Donc je suis partie là-bas, aussi un peu au débotté quoi. Là, sans fixeur, j'en ai trouvé un sur place. Et tout s'enchaîne. Et je dois dire que c'était évidemment très excitant. Enfin, comme journaliste, on fait des choses pareilles, donc c'était vraiment... Tu enchaînes une chose à l'autre, tu as envie de repartir. Donc voilà, c'est comme ça, un peu par hasard.

Et j'imagine que quand vous êtes partie la première fois, vous êtes partie sans assurance. C'était vraiment, on y va et on verra sur place ?

Sans assurance, oui. Complètement sans assurance. C'était en décembre 1989. On part avec mon copain, on prend le train de Vienne jusqu'à Bucarest. Puis, on se rend compte quand on monte dans le train, qu'on a tué Nicolae Ceaușescu, on nous fait des signes qu'ils sont morts. Donc on revient en arrière, on vient à Vienne. Je le dis à mes sœurs, c'est le 25 décembre, c'était à Timișoara. Elles me disent : « ah, il fait beau là-bas ? ». Je dis, bah oui, il fait beau. Bon, bref. On repart sur le terrain. Il n'y avait pas d'assurance, peut-être bien, mais en tout cas, on ne le savait pas. On partait vraiment à l'aventure. Et là du coup, c'est en totale indépendance.

Donc vous êtes partie, mais est-ce que par la suite, vous avez changé votre statut, passant d'indépendante à salariée à la RTBF ?

Ah, moi je suis salariée pour la RTBF.

Ah, déjà à l'époque ?

Oui.

D'accord, et ils ne vous ont rien dit sur les assurances, sur les choses à faire, l'encadrement avant ?

Non. Tout ce qu'ils m'ont dit, c'est si je prenais l'avion, et que si l'avion tombait, à qui je dédiais l'assurance ? Et j'ai toujours dit à ma sœur, voilà. Mais pour les trucs du conflit, je n'ai jamais rien demandé non plus. Je sais qu'il y a eu des primes de risque, on en a eu quand on partait, mais je n'ai jamais, je ne me suis jamais renseignée parce que ça me faisait peur, donc je n'ai jamais vraiment investigué sur les risques de guerre vraiment.

Il y a toujours un peu de déni, j'ai l'impression. Quand on débute, on sait les risques qu'il peut y avoir, mais on se persuade que ça n'arrivera pas. C'est un peu commun à tout le monde. Mais j'imagine qu'il y a quand même un moment où la réalité nous rattrape. Vous voyez des choses, vous pouvez justement vivre des choses ici. Voilà, on est dans le déni, mais à un moment, parfois, ça doit rattraper, j'imagine. Est-ce qu'il y a un moment, un déclic où vous vous êtes dit « Ah ouais d'accord, j'aurais pu mourir à ce moment-là » ?

Non, moi, jamais, jamais eu ça. Parce que quand tu es sur le terrain, tu es avec les gens, et donc tu es vraiment avec eux. Donc même si les bombes tombent, tu te dis, on se cache ensemble, donc voilà. Je n'ai jamais eu ce sentiment-là. Par contre, après le retour, je trouve que le retour est plus dur. Le retour, tu te dis qu'est-ce que j'ai fait, j'ai pris des risques et puis j'ai laissé les gens là-bas tout seuls. J'ai abandonné les gens là-bas. Là, le retour est dur.

Je me demandais comment on se réadapte à la vie civile quand on a vécu longtemps sur le terrain, mais même parfois après seulement quelques jours. On revient ici, en Belgique, on va jouer au padel le dimanche... le décalage est quand même fort ?

En fait, c'est très marrant, tu as le syndrome du « comment ça a été ? Comment ça a été ? » Tu parles deux ou trois minutes, puis les gens changent de sujet. Donc, le « comment ça a été ? », aller acheter des cafés ou chez des copains, ça s'est vite arrêté. Tu comprends alors qu'assez vite, les gens ne sont pas vraiment intéressés par ce que tu as vécu, seulement par ton personnage. Du coup, tu arrêtes d'en parler. Tu mets donc tous tes souvenirs, toutes tes émotions dans le reportage que tu vas faire à la radio — moi c'est en radio — et au début, j'étais choquée. Tu rentres à Noël, et je ne sais pas, en 1989 c'était la chute du mur, ou en 2006 le tsunami en Thaïlande, quoi. Tu vois, tu rentres, tu es là, c'est la fête du Nouvel An. Les gens font leurs courses, ils vivent... c'est normal, quoi. Les gens font leurs courses,

c'est leur vie... Ils ont le droit de vivre leur vie, je ne leur en veux pas. Tu vois, ne pas se culpabiliser. C'est à nous de nous dire qu'on peut être normaux, avoir notre vie, sans culpabiliser. Même si nos proches sont dans la fête, machin, on trouve ça un peu choquant au début. Après, très vite, on se dit, on met une barrière. Ils ont leur vie, nous on a vu ça. On ne va pas leur dire « tu n'as pas honte de faire la fête ? », tu vois, on met quand même une distance comme une vitre de glace comme ça. Pour les protéger aussi : ce n'est pas leur guerre, ce n'est pas notre guerre non plus. Nous-mêmes, on se protège. On quitte cette guerre, c'est choquant. On laisse ces gens là-bas, on les abandonne. Ce qui est vraiment très dur.

Ça doit aussi être difficile de se dire : j'aurais pu aider les gens, faire plus, et je ne peux pas ?

Oui. Et puis, tu as ton passeport, ton billet d'avion, tu les quittes. Et là, tu rentres chez toi, dans ton confort, dans ta maison... Tu te sens coupable. Tu rentres dans ta maison, tu es tout nickel, machin, tu es avec des gens qui vont tous bien. C'est bizarre quoi. En même temps, tu ne peux pas communiquer avec les gens de chez toi de ce que tu as vécu parce que ce n'est pas possible. Voilà, on sait un petit peu, mais... Au début c'est dur, mais après tu apprends à le gérer quoi. Au début c'est dur.

Ouais parce que c'est quand même un métier où j'ai l'impression qu'il faut avoir un sort pas militantisme en soi, par nature. Et c'est vrai que ça va être difficile de faire la différence entre la neutralité journalistique, même si je trouve qu'elle n'existe pas et le militantisme, d'aider vraiment, d'être activiste et d'aller aider les gens sur place, de leur faire un peu plus, je ne sais pas, donner un peu d'argent pour des opérations. C'est difficile de mettre une limite, je suppose.

Et des fois où tu... Bien sûr, quand tu es sur le terrain, tu peux aider physiquement. Tu peux aider physiquement des gens. Après, par exemple pour l'Ukraine, ça je ne sais pas si tu dois le mettre dans le mémoire, mais j'ai un ami qui est russe qui est à Odessa en Ukraine, qui est basé là depuis cinq ans, et qui fait, des opérations militaires, il a ouvert un lieu d'invincibilité, où il y a des prises, des générateurs et pour ça il a besoin d'essence. Donc on a lancé sur antenne une demande et des gens aident et moi j'aide personnellement parce que je le connais et donc je verse de l'argent, mais ça c'est moi quoi tu vois, j'ai envie et je

le connais. J'aide aussi un ami Touareg qui est prof d'école et qui dit que les djihadistes maintenant qui envahissent le nord du Niger, qu'il ne peut plus marcher jusqu'à la maison.

Je reviens un peu sur les relations personnelles. Comment faire pour entretenir des relations amoureuses, amicales, mais aussi familiales ? Quand parfois on nous appelle à 3h du matin et il faut aller là-bas. Donc j'y vais, il n'y a pas d'autre explication que j'y vais.

J'ai eu plusieurs relations amoureuses différentes. Le plus récent, avec qui je suis depuis 15 ans, il comprend pourquoi je pars, il ne me dit jamais qu'il a peur. Il sait que c'est mon adrénaline, que j'aime bien ça. Il ne me montre pas qu'il a peur. Donc ce n'est pas un problème. Pour les autres, il faudrait demander à d'autres personnes. Je pense que pour d'autres personnes, ça peut être un problème de nouer une relation amoureuse quoi. Moi, ça fait 15 ans que je suis avec quelqu'un. Donc je pense que c'est tard. Quand on est plus jeunes comme Wilson par exemple, je ne connais pas sa vie, mais tu nous demandes si ça n'entrave pas nos vies sentimentales par rapport au choix que tu fais de vivre un truc un peu chaud ?

Oui, c'est ça que je me demande aussi, même avec ses amis, se projeter, se dire j'ai un mariage dans six mois, des moments un peu de groupe, qu'on attend un peu dans la vie, et à des fois où on sera pas là, faut quand même rater des moments marquants, c'est un décalage aussi un peu étonnant, qu'on ne voit pas spécialement dans d'autres métiers je trouve, et j'ai l'impression que les seules personnes qui peuvent comprendre ça sont celles qui ont un métier de vocation ; quelqu'un avec un travail de 9h à 17h ne comprendra pas spécialement, le fait que juste il faut y aller parce qu'il faut y aller.

Maintenant je pars beaucoup moins, mais avant, dès que j'avais une fête, on me disait toujours « quand est-ce que tu repars ? ». Et ça m'énervait, parce que j'avais envie de parler de ce qui était arrivé avant et pas du après. Et puis on se retrouve, c'est du genre ne t'es jamais là avec nous, c'est normal les gens, mais je n'aime pas ceux qui me questionnent. Je ne l'ai plus maintenant. Mais ça m'a souvent fait souffrir parce que t'avais peu de questions sur ce qui c'était passé et c'était quand est-ce que tu repars, quoi.

Et je ne sais pas si vous avez des enfants ?

Non.

C'est un choix de votre part ?

Non, pas vraiment. Mais ça s'est mis comme ça. La carrière s'est mise y'a 30 ou 40 ans, je n'avais pas de copains très fiables, en tant que père. Voilà, je n'avais pas d'enfants du coup. Et je me disais toujours, si j'avais un enfant, je partirais plus quoi. Et j'ai des collègues qui ont des enfants qui ont fait des trucs incroyables. Donc c'est une vraie question.

Parce que j'ai discuté de ça aussi avec Alain Lallemand qui lui, a trois enfants. Il m'expliquait qu'au début, il n'avait pas d'assurance avec le groupe Rossel, mais il a négocié à la naissance de ses enfants une assurance pour que le groupe, en cas de décès, laisse de l'argent pour l'éducation des trois enfants. Il m'a dit que c'était le seul et l'unique cas, que ne s'est plus arrêté depuis. Je trouve qu'il y a une vraie anticipation quand même à avoir.

Je pense qu'il y a un vrai déni de ma part. Je ne me suis jamais trop renseigné pour les assurances donc je ne sais pas ce qui arriverait si je mourais ou si j'aurais une blessure grave. Je n'en sais rien. Je pense que ce serait intéressant que tu te renseignes auprès de la *RTBF* pour voir ce qui est prévu. Et je sais que mes jeunes collègues se renseignent. Par exemple Quentin Warlop, il s'est renseigné. Il part en Ukraine aussi, il a un enfant donc il se renseigne. Moi j'avoue, j'avoue qu'il y a un peu de déni.

Wilson m'expliquait hier que le prix de l'assurance avait augmenté. Avant c'était 50 euros par semaine. Et que depuis, la gare en Ukraine, ça a augmenté à 500 par semaine. À payer de sa poche.

Ah, c'est lui qui paye ?

Oui, mais il a dit du coup qu'il n'a pas d'assurance. Donc je trouve ça fou que le prix Albert Londres 2023 lui-même ne soit pas assuré. Ça veut dire que toute la profession est relativement précaire à ce point-là. Et il m'a expliqué que certaines rédactions, maintenant quand on est indépendant, il y a toujours un petit malaise de prendre quelque chose d'une rédaction et pas d'une autre puisqu'on n'est pas pour eux normalement, il m'a expliqué que certaines rédactions proposaient soit des soutiens

psychologiques, soit des aides financières dans certains cas, mais que ce n'est pas la norme du tout. Et je trouve ça vraiment étonnant parce qu'il y a quand même pas mal d'études qui ont montré que le traumatisme qu'il peut y avoir chez les reporters est un peu le même que celui à l'armée. Dans certains pays, c'est mis sur une totale égalité, donc il y a les mêmes aides qui sont fournies. En Angleterre, aux États-Unis, il y a pas mal de choses mises en place dans les rédactions. Ici, il n'y a même pas de psychologue spécialement dans les rédactions. Je trouvais ça un peu étonnant quand même, 500 euros. Il faut le vouloir.

Lui qui paie son assurance 500 euros ?

500 euros semaine, mais il ne la paye pas. Il me dit qu'il n'a pas d'assurance et qu'il ne pense pas la prendre parce que je pense aussi un peu le déni. Il m'expliquait aussi il n'est pas spécialement en première ligne donc il ne ressent pas l'utilité de l'avoir, mais il m'a expliqué que si un jour il a des enfants, il mettra l'assurance sur les jours où il sera en mission. Mais je trouve que c'est une anticipation à avoir, c'est une charge mentale énorme pour un truc qui logiquement ne doit pas être élevé. Dans mon esprit, bêtement, je pensais que les rédactions mettaient quand même des choses en place pour qu'au niveau de la charge mentale se soit plus fluide et encadré.

Nous, quand on part sur le terrain, en zone de guerre, on a une sorte d'assurance, enfin non, une prime de risque de 40 euros par jour. Et après, je ne sais pas, après, je ne me suis pas renseignée parce que je... Je ne sais pas, et au niveau PTSD, de retour psychologique, il n'y a rien. Ils nous ont offert, proposé des entretiens à l'UCL à l'époque, et je n'ai plus le nom de ce truc-là, c'était vraiment pas mal du tout. Beaucoup de gens y ont été pour plutôt des burn-out et voilà. À la *RTBF*, c'était bien. Et je sais que l'*AJP* offre des formations.

Oui, mais il y a toujours un peu un malaise d'aller voir un psy ?

Pourquoi ?

Je ne sais pas. Même hier Wilson je lui ai demandé s'il avait été voir un psychologue durant sa carrière. Il m'expliquait qu'il avait été voir un psychologue lui-même de son côté. C'était une intention personnelle. Mais il n'aurait jamais demandé à une

rédaction pour aller voir un psychologue. Parce qu'il avait peur que ça lui donne une image du genre : "Ah, il ne va pas bien", on ne va pas l'envoyer là-bas. Donc il y a un vrai tabou qui est encore mis maintenant dans toute la profession j'ai l'impression, surtout pour les correspondants de guerre, mais toute la profession j'ai l'impression que c'est comme ça. C'est un peu un malaise en plus généralisé, mais accepté. C'est ça qui est un peu étonnant.

Tu vois, c'est un boulot où tu fais un peu le dur. Mais en même temps, tu as la fragilité de ne pas... En tout cas, c'est fou qu'il dise ça quoi. La *RTBF* proposait à l'époque, je crois, un soutien anonyme. C'était très bien, mais je crois qu'ils ont arrêté ça.

Et maintenant, vous ne savez pas s'il y a des choses mises en place ?

Je ne sais pas.

Je me rends compte qu'il n'y a rien encore. Même au niveau des études scientifiques faites, il n'y a pas grand-chose. Les études que j'ai trouvées sont canadiennes, donc ça explique un peu le manque. Il y a des études qui sont faites sur les causes des traumatismes chez les correspondants de guerre, mais c'est que les études canadiennes ou américaines. Et la dernière étude date de 2016. Donc... Moi j'ai l'impression que c'est aussi un peu tabou même d'en parler, dire j'ai vécu des choses traumatisantes, j'ai peu de choses à travailler, mais j'ai quand même vécu, j'ai vu des gens mourir devant moi, objectivement c'est quand même des choses qui marquent, par exemple Wilson hier me disait qu'il estimait qu'il n'était pas traumatisé, ce que je peux comprendre, enfin c'est un point de vue personnel, maintenant j'ai l'impression qu'il y a encore un peu de déni ici, parce que je me dis, on voit quand même des gens mourir devant nous, quand même ça marque?

Ça marque évidemment. Je vais dire que ça vient plus tard. Ça vient parfois vraiment beaucoup plus tard. J'ai vu ça, j'ai fait le dur, tout de suite bizarrement tu vois un film ou un truc comme ça, ce n'est pas ça. Donc c'est même plus tard, donc lui il est encore en train de se construire et de voir ce qui le marque quoi, tu vois. Mais c'est évident que comme un chirurgien, comme un militaire, tu as vu le bouquin « *Sans blessure apparente* » ?

Oui.

Il explique bien que justement ça vient plus tard.

Justement, vous pensez que c'est un métier qu'on peut faire sur toute une carrière où il y aura toujours un moment où il y aura une coupure et on pourra plus parce que c'est trop ?

Bah... Je ne sais pas... Je vois Colette Braeckman qui continue encore 77 ans, elle continue encore. Alors elle est, je ne sais pas si tu la connais, mais elle a une sorte de naïveté. Tu la connais ?

J'étais en stage au Soir cet été et pour moi c'était un peu la référence. Mais j'essayais de la contacter, mais elle ne m'a pas répondu donc j'attends. Mais non, c'est une madame que j'admire énormément.

Elle a une sorte de coque, une protection incroyable qui nous ne doit peut-être pas. C'est une naïveté comme ça, comme un truc plastique enfantin qui l'entoure, la protège. Pourtant un jour elle a dit à une conférence qu'elle a voulu adopter un enfant qui était abandonné dans le génocide et elle ne l'a pas fait. Même à ce moment-là, à la conférence, elle n'a pas craqué. C'est un truc hyper émouvant pourtant. Donc elle a une protection très forte. Je ne sais pas ce que c'est. Je ne sais pas. C'est un peu un mystère.

Je trouve ça impressionnant. La façon de dissocier. Je vais poser la même question qu'à Wilson. Est-ce que vous, de votre côté, vous avez été voir un psychologue ? Une aide en tout cas psychologique dans votre carrière ?

Oui, plein. J'ai été voir, offert par la *RTBF* justement le service gratuit qui n'existe plus maintenant. Mais pas tellement par rapport aux reportages, plus par rapport à la maltraitance de la *RTBF*. On n'était vraiment pas... Pour plein de raisons, c'était une sorte de maltraitance. Mais sinon je vois régulièrement une psy que je paye. Mais... Je n'ai pas l'impression que je souffre de ces événements-là. C'est juste qu'on me dit pourquoi, petite fille, j'ai commencé à vouloir défendre les droits humains, pourquoi je suis arrivée à faire ça ? Parce que je ne pensais pas vraiment au boulot. Donc voilà. Et voilà, j'ai des souffrances

de ça, mais pas du boulot. Le boulot, je gère assez bien, je pense. Par exemple, je suis allée en Géorgie, il y a une semaine pour les élections. Plein de jeunes qui sont évidemment pour des parties pro-européennes. Et bref, ils votent le samedi, dimanche, je vois que les parties pro-russes ont gagné. Et moi j'avais vu plein de jeunes qui sont pro-européens. Et je vais bêtement à un karaoké avec des copains et je choisis une chanson des populistes « Non, non, rien n'a changé ». Bon, je suis en scène avec trois filles. On chante ça. Et je me disais, ce n'est pas vrai que... Une chanson est écrite en 1973. J'avais 12 ans. Non, rien n'a changé. Je commence à chanter et je commence à pleurer. Et le chef d'orchestre, trop mignon, quoi, il monte sur scène pour me consoler. C'est tellement mignon, quoi. C'est vraiment... Mais tu vois, ça peut te dire : ok je suis forte, et puis t'impacter pour un bête truc de karaoké à la con où tu te dis « putain, ce n'est pas vrai, quoi ».

Et ce que vous pensez qu'en tant que femme, à faire ce métier, c'est plus facile ou plus difficile ?

Moi, je trouve que c'est plus facile. Parce que à plein de moments, j'ai pu aller en tant que femme dans des endroits comme l'Afghanistan ou dans tous les pays musulmans, tu passes sous ton voile en tant que femme. Et en plus, en tant que femme, dans les pays musulmans, tu es considéré un peu comme asexuée.

Ouais, troisième sexe.

Voilà. On te serre la main ou pas, mais bon... Donc, moi, je trouve être une femme n'est pas du tout un handicap au contraire. Donc ça n'a jamais été encore une fois une charge mentale supplémentaire de se dire dans la préparation des voyages... Non. Alors parfois on trouve... On a eu comme... Euh... Colette ? Elle peut paraître un peu bête comme une femme, un peu naïve. Elle pose des questions basiques, école primaire quoi, petite fille et après elle fait un article incroyable. Parfois ça peut être une arme : être naïve, une femme, tout ça. Moi, je n'ai jamais vu ça comme un frein, au contraire.

Et quand vous partez en mission comme ça, est-ce que vous avez des rituels un peu mis en place ? Vous mettez un peu dans une bulle ou pas spécialement et vous partez comme ça ?

Alors, avant de partir, c'est plus dur, c'est ma peur. Pas tellement peur de la mort ou de blessure... mais un peu de... pas trouver les bonnes personnes, à trouver des bons fixeurs, tout ça. Surtout le fixeur quoi, tu vois, c'est plus important. Un fixeur qui me donne des rendez-vous, ouais le rendez-vous ça dépend si c'est en guerre, là c'est bon quoi. Donc je veux dire toujours le logement, le fixeur, et la bouffe quoi. Mais une fois qu'on est parti, dès que tu es avec les gens sur place, tu as beaucoup moins peur. Tu es avec eux, tu vis leur vie. T'es embarquée. Mais le plus dur, c'est le retour. Le retour. La période du montage en radio, en télé est intense. Et après, le truc, personne ne me demande comment tu vas, t'es un peu down parce que t'es partie et les autres sont là-bas quoi. Donc c'est une période difficile à gérer et il faut savoir quoi. Mais une fois que tu le sais, parfois tu le fais quoi. Mais ce n'est pas assez simple.

Est-ce que vous pensez que c'est un métier solitaire ?

Et bien, c'est un métier à la fois solitaire, parce qu'il faut trouver en soi la niaque pour le faire, l'envie de le faire. Et après, je trouve vraiment le soutien de groupe qui sera le cameraman, le preneur de son, le fixeur. Je pense que dans ma vie, je ne l'ai jamais fait seule. C'est avec le fixeur ou la fixeuse. Donc, être toute seule dans un endroit en guerre, bonjour quoi. J'ai des collègues qui l'ont fait, qui disaient, ouah, je ne sais pas la langue, je ne sais pas le temps, je sens une ambiance, mais tu ne peux pas capter l'ambiance ou le conflit sans fixeur, sans traducteur. Donc oui solitaire, mais quand même très vite en lien et après, c'est de nouveau solitaire. C'est un peu entre les deux.

Et au niveau pratique, vous parlez combien de langues concrètement ?

Moi je parle juste français et anglais, puis trois mots de chaque langue où je vais. Donc bonjour, merci, santé, voilà, au revoir.

Est-ce que ça vous permet justement de mettre une distance avec... Ce n'est pas un peu culturel, local, il ne doit pas être trop immergé ?

Justement, savoir dire bonjour, merci. C'est très important. Ça met les gens en confiance. C'est vraiment tout bête, mais savoir dire bonjour en albanais, en turc, en serbe, en n'importe

quoi. C'est vraiment un petit pas vers les gens qui font qu'ils se sentent en sécurité. C'est bête, c'est des petits mots de rien du tout.

Et au niveau pratique, quand vous partez en mission, vous partez avec du matériel spécifique je suppose. Est-ce que c'est fourni par la *RTBF* ?

Oui, bien sûr.

D'un point de vue physique, il y a quand même des choses qui sont mises en place.

Oui.

Donc c'est vraiment l'aspect psychologique qui est un peu mis de côté quoi.

Alors pour l'Ukraine par exemple, au début on partait comme ça, puis ça on se rend compte qu'il fallait un peu de matos. Donc ils ont mis en place une camionnette, c'était Mirabel, dedans il y avait des gilets pare-balles, de l'eau, de la bouffe, enfin tout le matériel. Elle était stationnée en Pologne et donc comme ça quand on partait on allait en Pologne, on prenait la camionnette, mais malheureusement, j'ai appris qu'elle a été rapatriée en Belgique ou en France parce qu'elle a moins de missions en Ukraine. Dommage, c'était une très très bonne idée d'avoir tout dans ce matériel-là. Donc c'était une première, mais je pense que je ne sais pas si on repartira avec ça en Ukraine. Sinon on est maintenant obligé de prester une formation *RTBF*, sinon on ne part pas. On doit passer une formation payée par la *RTBF* qui coûte 4 000 euros. C'est IBI, je pense, c'est en Allemagne, c'est quatre jours où on a des cours de premiers secours, comment se comporter en cas de bombardement, les armes ou à jouer dans un hôtel, tout ça, des trucs comme ça très très simples qu'on ne sait pas avoir de parti ou pas.

Ça, ça devrait être renseigné quand même dans les universités.

Alors l'*AJP* le fait aussi. Une formation de ce genre-là, moins chère évidemment. Le premiers secours, tout ça, le risque de guerre. Par exemple, Wilson n'a pas eu ça, tous ces jeunes journalistes qui partent sur le terrain sans formation, ils n'ont pas ça. Et l'*AJP* leur fournit pour beaucoup moins cher.

J'avais une autre question, plus sur comment on gère un peu la profession. Donc j'imagine que l'actualité fait qu'on met en avant certains conflits et pas d'autres. C'est le jeu de l'actu. Comment on fait pour gérer ça et dire j'aurais quand même bien aimé parler de ce conflit qui se déroule en même temps. Il faut parler bien sûr de tout ce qui se passe. On est d'accord, l'Israël-Palestine c'est désastreux, mais quand on y pense, il y a d'autres pays un peu plus bas...

Mais là on discute en rédaction, quoi. C'est plus ou moins... En télé, c'est très difficile parce qu'on a moins de temps. Pour eux, c'est plus compliqué. Nous, en radio, on peut très bien dire attaque au Soudan, il y a plein de tranches différentes. En télé, c'est plus compliqué. Donc selon les médias c'est très compliqué, c'est très différent. La radio a beaucoup plus de plages où on peut développer une actualité, on peut discuter, enfin parler du fond quoi. C'est plus compliqué. En TV, c'est vraiment compliqué. Cela dit, je vois que les rédactions françaises accordent beaucoup plus de temps, ils font de gros dossiers sur les trucs. Ils ont des moyens qu'on n'a pas à dire. Donc c'est un choix.

Et concrètement, c'est ma dernière question. Qu'est-ce que vous pensez qu'il manque et qui devrait être mis en place, que ce soit dans les universités, mais aussi les rédactions, pour mieux encadrer les journalistes ?

Je pense qu'il faudrait prévenir les journalistes, qui ont ce projet d'un terrain de guerre, qu'il faudrait une formation psychologique à ça. Ce n'est pas forcément obligatoire de mettre en place. Pour ceux qui veulent vraiment avoir accès à ce métier-là, d'avoir une formation psychologique pour se protéger à l'avance ou savoir à l'avance à quoi ils vont se conforter. On peut voir, tu es excitée, et quand tu rentres, c'est dur quoi. C'est là qu'il faut encadrer les gens.

Et vous pensez qu'un psychologue attitré par rédaction ?

Oui ça serait bien.

C'est possible à mettre en place, vous pensez ?

À mon avis ça coûterait trop cher à la rédaction, mais par contre, comme on a eu à la *RTBF*, ce n'est pas mal et que ce soit en dehors de la boîte, ce n'est pas mal aussi que ce soit en

extérieur, qu'on ne soit pas attaché, que le psy dise au travail : la fille déconne. Oui. Ça serait mieux, je pense. Un truc extérieur, quoi.

Vous pensez que c'est possible que ce soit les rédactions qui payent pour les assurances, mais les psychologues également ou que ça doit tout le temps être de la poche du journaliste ?

Bah pour le moment, c'est nous qui payons. Je pense que c'est bien qu'eux payent, quoi. Si nous, on a des retombées psychologiques, ça serait bien qu'eux payent quoi.

Sophie Guignon - Entretien semi-directif réalisé en visioconférence le 23 décembre 2024.

Je connais un peu votre parcours, mais si vous savez un peu m'expliquer qu'est-ce qui vous a motivée à faire ce métier qui est quand même assez atypique ?

Moi, ça m'est venu un peu sur le tas, d'être journaliste. J'ai eu l'idée quand j'avais 18, 19 ans. C'était en fait pendant les printemps arabes en 2011. Un jour, j'étais dans un bar à Paris et en fait, il y avait plein de journalistes, enfin plein, trois ou quatre journalistes qui rentraient de Libye, d'Égypte et de Tunisie et qui racontaient leurs expériences. En les entendant parler, je me suis dit, ah, mais c'est ça que je veux faire. C'est ce genre de parcours que je veux avoir, ce genre de vie que j'ai envie de mener, sachant qu'à l'époque j'étais en prépa littéraire à Paris, j'avais pas du tout envie d'être prof. Je trouvais ça trop scolaire et tout ça. Donc voilà, ça c'est un peu la première étincelle. Et puis après en fait, j'ai aligné un peu mon parcours en fonction de ça. Et donc j'ai fait une école de journalisme à Strasbourg. Ensuite, à la sortie, j'ai travaillé à *France 24* et j'ai fait une spécialisation télé. Avec cette idée, je savais déjà que je voulais être correspondante. Avec cette spécialisation télé c'était ce qui permettait aussi très facilement de vivre à l'étranger. Parce qu'en fait, quand tu fais de la télé, tu peux aussi faire de la radio et de la presse écrite. Tu sais utiliser un document Word et tu sais faire du montage audio, puisqu'il y en a dans la télé. Et c'était un bon pari, parce que c'est ce que je fais aujourd'hui. Et en sortant de l'école, j'ai bossé à *France 24* pendant deux ans, puis j'ai fait une année d'arabe à Beyrouth, et ensuite j'ai enchaîné, j'ai travaillé pour la *RTBF* depuis maintenant deux ans, j'ai créé ma boîte de prod avec une collègue et on est indépendantes dans le travail pour les médias francophones dont la *RTBF*. Du coup, je crois que c'est Caroline qui vous a envoyée vers moi ?

Oui, c'est ça, tout à fait.

Et voilà, je bosse pour *France 24*, *Arte*, la *RTBF*, *TV5*, *RFI*, voilà, c'est les principaux.

D'accord, donc à la base, c'est vraiment une volonté personnelle, un peu de découverte, une vie un peu différente, y'a pas un côté un peu militantisme qui s'est installé ou quelque chose ?

Non, je ne crois pas que j'aie fait ce métier par militantisme. Je crois que c'était à la base surtout une curiosité pour découvrir le monde, il se trouve que ma mère est libanaise et mon père français. C'était aussi dès le départ assez lié au Liban. C'est-à-dire que quand j'ai vu ces journalistes revenir du monde arabe, des printemps arabes et tout ça, bien sûr que j'avais en tête d'aller au Liban. C'était aussi lié à mon histoire personnelle. Et c'est par hasard si j'ai atterri au Liban. Mais à la base, quand j'ai commencé ma carrière, j'étais en France et j'étais aussi très contente. Je ne pense pas qu'il faille être journaliste pour être spécifiquement dans un pays qui est capable d'aimer aller partout et d'être curieux de tout. Moi j'étais très curieuse et je pense que même les gamines à l'école je posais tout le temps plein de questions. Donc je pense que c'est aussi un trait de caractère.

Et au tout début quand vous aviez envisagé de faire ce métier et que vous en parliez à vos proches, à vos amis, qui voulaient être journalistes ou autre, c'était quoi la réaction un peu générale ? Est-ce qu'il y avait une sorte d'étonnement ou pas ?

Non, en fait c'est marrant que vous trouviez que c'est atypique d'être journaliste, je ne trouve pas ça si atypique que ça. Mais je ne sais pas. Je n'ai jamais trop... Non, je n'ai jamais trop senti que c'était particulièrement atypique de journaliste, après... Moi je suis dans un milieu, une de mes meilleures potes est anthropologue, elle passe sa vie à Mayotte, elle fait des trucs sur la santé mentale et les rituels, c'est aussi un peu bizarre dans l'absolu. Donc, non, mes parents ont toujours été assez dans le soutien, c'est-à-dire, j'aurais pu leur dire n'importe quoi, je veux faire ça, ils m'ont dit : « ok, tant que c'est ça que tu veux faire et que c'est ça qui te plaît et que tu vas t'approcher pour le faire. Pas de souci, on est derrière toi. » On ne m'a jamais dit ça. Super.

Je vais un peu revenir sur les événements un peu récents qui se sont passés au Liban. Donc j'imagine que l'actualité était intense. On ne va pas se mentir. Donc au niveau de la charge de travail, ça devait être également très complexe. Je voulais savoir s'il y avait des moments où vous deviez aller enfin là où ça pète pour filmer tout ça et que c'était vraiment... Ce n'était un peu pas une claque, mais c'était d'une grande intensité ?

Oui, en prenant des précautions. Moi, je suis... Moi, je suis... C'est-à-dire que, à la base, je ne me définis pas tellement comme une journaliste de guerre. C'est plutôt la guerre qui m'est venue à moi. Moi, je n'ai rien demandé. Et... Il y a des journalistes qui, par exemple, eux, aiment couvrir les terrains de guerre. Ils vont quitter Bruxelles ou Paris pour aller se foutre là où ça pète. Moi j'étais au Liban parce que j'y vis et j'y suis correspondante depuis sept ans et la guerre est venue. Mais je ne suis pas allée la chercher. Pendant la guerre au Liban, je suis allée à la frontière avec la FINUL dans les zones frontalières. Après, je dirais que la seule fois où je me suis sentie vraiment très, très en danger, et vraiment plus jamais faire un truc pareil, mais bon, c'est aussi parce que la situation a complètement évolué, en fait, ce qui était compliqué avec cette guerre au Liban. C'est qu'on passe d'une situation qui est relativement contenue puisqu'on est sur des bombardements uniquement sur une zone frontalière. Donc en fait, pour couvrir ça, on ne va évidemment pas se mettre en dessous des bombardements, on va se mettre sur la colline d'en face où on peut voir ce qui se passe. Là, le truc, c'est que quand la guerre a complètement éclaté le 23 septembre, en fait, il y avait quelque chose de l'ordre de... Ce qui a été très compliqué pendant toute cette guerre, c'est que la situation, pour faire court, a changé tous les jours, en fait. Donc on n'était pas sur une lecture des événements où on a des repères. En fait, les repères doivent changer tous les jours. C'est à dire que d'habitude, au Liban notamment, pour couvrir le Hezbollah, il y a des règles, il faut demander un permis, ensuite on ne l'a pas, mais on sait à quoi s'attendre, on sait ce qu'on peut faire. Il y a un truc un peu cadré, je dirais. Enfin, dans tous les pays, c'est valable d'ailleurs. C'est-à-dire qu'il y a un peu ce qu'on sait qui est sûr et ce qu'on sait qui n'est pas sûr. Et à partir du moment où il y a eu les attaques de bippers et puis le jour où la guerre a éclaté, en fait c'était vraiment une période où c'était très difficile de savoir qu'est-ce qui était sûr, qu'est-ce qui n'était pas. Et voilà, typiquement, moi le 23 septembre j'étais dans un village frontalier, un village chrétien qui n'était pas touché par les bombardements, mais entouré de villages chiites qui étaient bombardés énormément. Et donc on avait réussi à y aller de manière assez safe, il n'y avait pas eu de bombardement

sur la route de l'aller. Et par contre, une fois qu'on est arrivé, ça a commencé à péter et ça a éclaté toute la journée. Et en fait, toute la question de, mais comment on rentre ? Sachant que c'est le jour où tout le sud du Liban fuyait. Et on décide du coup, parce que j'étais avec une équipe de *France 2*, on décide finalement de rentrer parce qu'on ne sait pas de quoi demain est fait. Et donc on sait que c'est 45 minutes de route au milieu des bombardements jusqu'à atteindre la côte pour rentrer à Beyrouth. Et là, c'est un moment quand même très tendu. Heureusement, on avait un chauffeur, un bon chauffeur. Et en même temps où t'es au milieu de là où ça se passe, c'est-à-dire que vraiment ça bombarde à droite, à gauche, heureusement pas sur nous, pas sur la route. Donc la route finalement s'est relativement bien passé, puis au moment où on est arrivé dans les embouteillages, on se sentait plus en sécurité, parce qu'il y avait beaucoup beaucoup de gens, donc on se disait, bon, bombarder en plein milieu de la foule, sur l'autoroute, ça ne fait pas sens. Et ensuite on a passé 20h, alors que la route entre Sahir, dans le sud du Liban, et Beyrouth dure normalement 1h. Donc je suis rentrée chez moi 24 heures plus tard. Et ça, typiquement, c'est la vie, ça arrive. C'est-à-dire que la situation a complètement dégénéré et ça, personne ne pouvait le prévoir. Et ça, c'est des moments qui sont à la fois hyper risqués, à la fois assez intenses journalistiquement, parce que de fait, t'arrives sur l'autoroute du Sud, t'es en fait dans un déplacement forcé massif de population et tu le racontes en direct depuis là où tu es. Et ça c'est fort du coup, parce que aussi tu te dis, bah voilà, je peux le raconter au monde entier en fait, ce qui est en train de se passer. Donc ça c'était fort et en même temps, j'ai foutu les boules à tout mon entourage, personne n'a dormi autour de moi. Et je trouve que du coup, je ne le referais pas tous les jours, parce que le prix est hyper élevé pour les gens autour aussi qui s'inquiètent. Oui, c'est quelque chose. Et même pour moi, c'était un moment difficile, aussi émotionnellement, de voir le pays où tu vis, être bombardé. C'est très dur. Parce que je pense que la différence entre être correspondante et envoyée spéciale, c'est que quand tu es envoyée spéciale, bon bah tu pars 10-15 jours, tu t'attaches un peu aux gens, tu vis des moments forts et tout ça, mais in fine, tu rentres à Bruxelles, tu rentres à Paris et tu vas manger ton brunch avec tes potes le week-end.

Je trouve ça fou le fait de se dire on y va 15 jours, on rentre chez nous, et ce n'est pas qu'on met ça derrière nous, mais on reprend un peu la vie normale, où on va au Pilates le matin, et vraiment on a rencontré des gens, on a vu des choses, et c'est derrière nous, je trouve ça fou la manière dont ils arrivent à se remettre dans un quotidien et à recommencer comme ça tout le temps.

Mais il faut se remettre dans un quotidien. Et quand t'es correspondante, ce qui est différent, c'est que tu vis les conséquences avec les gens aussi. C'est-à-dire que les bombardements à Beyrouth, si tu dors à Beyrouth, tu les entends. Maintenant, c'est plus le cas, mais maintenant, c'est des destructions. Le pays est détruit pour les dix à 15 prochaines années. Et donc, c'est plus le pays que tu as connu. C'est tous les proches de copains qui ont été déplacés, qui retrouvent leurs quartiers détruits. C'est... Voilà, c'est... Moi, je trouve ça à la fois... Je ne me verrai pas forcément être envoyée spéciale, parce que ça me saoulait sans doute d'être basée à Bruxelles, d'être dans la vie de rédaction, d'être basée à Paris et tout ça. Mais en même temps, c'est quelque chose de pas facile de traverser les catastrophes. Dans le cas d'un pays comme le Liban, ce n'est pas calme. Donc voilà. Du coup, je m'envisage aussi, par exemple, de remettre un peu un pied en France tout en gardant un pied au Liban pour aussi que ce soit un peu plus léger, puisque en fait, c'était hyper lourd. Donc il faut se remettre. C'est pour ça que je disais, il faut se remettre dans un quotidien.

Et justement vous parlez du fait que vous avez décidé avec l'équipe de faire demi-tour. Est-ce que ça du coup c'était une volonté personnelle, enfin collective de votre part ou quand même la rédaction vous était en lien avec eux et vous disait il serait quand même temps de faire marche arrière ?

Ce n'est pas qu'on a décidé de faire demi-tour. En fait on a fait notre journée de reportage dans ce village chrétien et en fait, arrive 16h, 17h, on sait que la nuit va tomber dans les deux heures à venir et il n'y a pas question de faire la nuit et donc c'est soit on rentre maintenant comme ce qui était prévu finalement soit bah c'est demain matin quand il fera jour, mais on ne sait pas... comme ça dégénère qu'est ce qui peut se passer d'ici demain matin. Et donc on a, non c'était une décision collective qui était la bonne à prendre parce qu'il ne fallait pas rester parce qu'en fait si on était restés, on serait restés deux mois puisque finalement la situation était terrible pendant deux mois. Donc non, la décision était la bonne, on a eu relativement de la chance. Après on avait, voilà, sur le pare-chocs de la voiture on avait le symbole presse donc voilà, mais ça ne protège pas beaucoup ces derniers temps au Liban et à Gaza. Et sur les décisions, non, c'est nous qui prenons les décisions. Moi, je pars du principe que ce n'est pas quelqu'un qui est à Paris ou à Bruxelles, qui ne connaît pas le terrain, qui va me dire ce que je dois faire. Donc, en fait, moi, je pars du principe que je décide. Et puis après, voilà, par exemple je ne sais pas, la *RTBF*, *RFI*, tout le monde me demandait des directs. Bon bah ça tu les fais, si c'est des directs au téléphone, tu les fais de

plus n'importe où. Et si c'est des directs en vidéo, ils te donnent un petit peu de temps pour le réaliser, tu vois, tu te mets à l'abri pour le faire. T'es pas obligé de te mettre sous les bombes pour le faire. Donc, non. En fait, le seul média avec lequel je travaille qui... En fait, voilà, encore une fois, en général, la règle, c'est quand même que c'est toi qui es sur le terrain, c'est toi qui sais mieux que les gens à Paris ce qu'on va faire, ou qu'on va mettre et tout ça. La seule rédaction avec laquelle je travaille qui a un vrai processus de sécurité, je dirais, c'est *RFI* et *France 24*. Ils ont une personne qui est détachée à la sécurité. Et donc quand tu valides un reportage en zone dangereuse, déjà à la base ils ont une fiche Sécu. Donc une fiche Sécu c'est toutes nos infos personnelles, où on habite, l'IMEI du téléphone pour pouvoir éventuellement nous... Tu vas tracker le téléphone si jamais il y a un problème. Le numéro de nos proches au Liban pour pouvoir les joindre si jamais il y a un problème. Notre groupe sanguin. Qu'est-ce qu'il y a d'autre ? Aussi tous les numéros de service de notre matériel. Si tu te fais enlever qu'on retrouve un bout de matériel, qu'on sache que c'est le théâtre, etc. Et donc, ils ont cette fiche Sécu avec toutes les infos essentielles. Plus, avant la mission, on communique, qui s'appelle Jean-Christophe, on communique sur, ok, je pars à telle heure, je vais à tel endroit, je prévois d'arriver à peu près à telle heure. Je rencontre untel, untel, untel avec, du coup, je lui donne les numéros de téléphone des personnes clés que je vais rencontrer qui, en cas de problème, peuvent réagir. Et je lui donne aussi le numéro de notre chauffeur, si on a un chauffeur, régulation de la voiture, enfin, voilà. Tous les éléments qui vont lui permettre, en fait, d'avoir toutes les infos pour réagir très très vite si jamais il se passe quoi que ce soit. Et si jamais, en fait, il perd ma trace. Et ça, je trouve que c'est vachement bien, parce que, du coup, tu as une rédaction qui sait où tu es, qui s'inquiète pour toi. Et puis du coup aussi, on fait des debriefs. C'est-à-dire que Jean-Christophe, typiquement, le lendemain de cette journée hyper compliquée. On s'est appelés, un quart d'heure, 20 minutes, on a débrié comment tu te sens, comment ça s'est passé, comment tu t'es senti, etc. Donc ça, je trouve ça vachement bien. Et de ce point de vue-là, je suis très contente de bosser pour *France 24* et *RFI* parce qu'il y a ce suivi. Typiquement, c'est un truc qui n'existe pas trop à la *RTBF*, par exemple. Par exemple, pour moi, ils vont dire « Ah c'est super ce que t'as fait », machin. Mais il n'y a pas un réel suivi. Et je pense qu'il n'y a même personne qui aurait les compétences pour le faire. Et ça, du coup, c'est un peu dommage, mais après la *RTBF* typiquement, ils sont vachement à l'écoute. Il ne faut jamais me dire va te mettre sous les bombes. Typiquement, il y a eu un problème avec un journaliste belge pendant la guerre au Liban. C'est affreux ce qui leur est arrivé. J'avais vu comment ils couvraient la guerre depuis le début, c'était

vraiment ils jouaient avec les frappes israéliennes. C'est-à-dire que dès qu'il y avait une frappe, ils allaient se mettre en dessous pour aller voir l'ambiance juste après une frappe, ce qui est évidemment hyper dangereux déjà qu'on ne peut pas en avoir une deuxième. Et deux, parce que les gens sont super vénérés et qu'ils ont tout de suite pris pour des espions. Je pense que c'était mal mesuré les risques et mal connaître le terrain. Et ça, typiquement... Oui, je ne suis pas du genre à aller courir. On attend le lendemain, l'effet jour, il y a déjà des secouristes sur place, les agences qui viennent d'arriver. Donc, t'es dans un truc plus sécurisé où, du coup, tu ne vas pas te faire agresser. C'est vachement ce qu'on a aussi sentir un peu, le terrain et ça pour le coup, il n'y a jamais aucun média. Et quand même, il y a un média qui me dit "ah là, il y a une frappe, vas-y, tu peux y arriver. Moi, je dis, mais en fait, oublie-moi, demande à quelqu'un d'autre, laisse-moi tranquille. Après, moi, j'ai la chance d'être assez bien établie. Ça fait, tu vois, ça fait sept ans que je suis au Liban, je bosse pour des grands médias, je suis globalement bien payée. Je ne cours pas après une pige à 130 balles. En fait, si une rédaction me saoule, et surtout une rédaction avec laquelle je n'ai pas l'habitude de bosser, ce n'est pas *Arte* ou *France 24* ou *RFI* qui vont me demander d'aller me mettre sous un bombardement, ça va être une petite rédaction avec laquelle je ne bosse pas forcément et tout ça, je vais me dire, ce n'est pas tranquille, merci, on va voir. Mais voilà, après c'est vachement... C'est souvent aussi malheureusement lié à la position dans laquelle t'es, c'est-à-dire que si t'es... Voilà, ça se passe bien, tu vends des longs formats, tu gagnes bien ta vie, etc. Bon, en fait, tu n'as pas besoin de te mettre dans cette position-là. Alors qu'effectivement, tu as beaucoup de jeunes journalistes qui ont parfois dix ans de moins que moi. Moi j'ai 32 ans, donc il y a des gens qui arrivent sur le marché du travail qui ont 22 ans, qui veulent se faire leur place, qui ont l'impression que c'est en courant sous les bombes qu'ils vont faire un truc super. Et ça du coup, c'est vachement dangereux parce qu'ils se mettent vachement en danger. Enfin moi je l'ai vu pendant les 1 an de guerre qu'il y a eu à la frontière avant que ça explose en septembre. Il y avait en fait pas mal de très jeunes journalistes qui bossaient pour les médias, mais vraiment pas connus. Des trucs, mais moi je ne connais pas les noms de ces médias, qui font des piges payées 100 balles et qui courent derrière ou avant les bombardements dans le sud. Et putain, mais pourquoi je fais ça ? Ça n'a aucun sens, on va raconter l'histoire des déplacés, ne te mets pas dans des situations pareilles.

Vous pensez que ce genre de comportement, c'est à cause du manque de formation en amont dans les écoles, ou c'est une volonté personnelle où ils se disent que j'y vais, on verra plus tard. J'ai l'impression qu'il y a vraiment un manque de soutien dans les écoles et à la sortie des écoles pour expliquer bah voilà ça va se passer comme ça, il y a telle chose à faire, au niveau de la sécurité il faut faire gaffe à tel point, tel point, tel point. J'ai l'impression qu'il y a vraiment un manque d'éducation à ce niveau-là et que du coup c'est un peu flou quand on sort.

Bah après ce n'est pas non plus le rôle des écoles de journalisme de former le reportage de guerre. Enfin c'est... C'est quelque chose qui vient un peu après quand même. Je ne vais pas forcément jeter la pierre aux écoles parce qu'on est sur une situation de tronc commun où dans les écoles il y a aussi bien des gens qui vont faire de la PQR¹⁸⁴ en banlieue de Bruxelles que des gens qui vont vouloir être correspondants de guerre. Moi je pense que ce n'est pas au moment de l'école qu'ils font se former au reportage de guerre, ça vient trop tôt. Moi je pense que c'est aussi vachement bien quand on sort d'école de commencer à bosser un peu dans une rédac, comprendre comment ça fonctionne, avoir un peu de maturité et ensuite aller sur le terrain. Je pense que ça vient aussi du fait qu'il y a des gens qui sont sur des modèles peut-être précaires qui n'ont pas fait ça, qui du coup débarquent, qui font des réactions et tout ça. Je ne sais pas, c'est une question à la fin de maturité, de rapports au métier, on trouve des rapports aussi très différents, il y a des gens qui sont plus têtes brûlées que d'autres. Mais à la fin, je pense que le plus important à garder en tête, aucun reportage au monde ne mérite qu'on y perde la vie. Je ne veux pas mourir pour la *RTBF* et je pense que la *RTBF* n'a aucune envie que je meurs pour eux par ailleurs. Donc voilà, c'est une question de recul aussi. Et aussi, moi je travaille beaucoup en équipe, je travaille assez peu seule. Ce qui aide beaucoup, notamment dans des périodes de *breaking news*. On travaille avec ma collègue, Chloé, avec qui j'ai créé cette boîte de production. Je travaille aussi avec une de mes collègues pour *RFI*. On team souvent ensemble sur le terrain. Avec une collègue du *Monde*, on va aussi régulièrement ensemble sur le terrain. Ce qui, déjà, protège un peu. Là, j'ai beaucoup bossé avec des équipes de *France 2*. Ce qui du coup protège, permet d'échanger, permet de ne pas être seul dans les prises de choix. Et puis je pense que ça limite aussi ces comportements-là. C'est-à-dire que quand t'es en équipe, tu vas peut-être plus facilement tout seul, combattre sous les bombardements. Alors qu'en équipe, il y a

¹⁸⁴ Abréviation de presse quotidienne régionale.

forcément quelqu'un qui va dire « Ah non, non, je ne fais pas ça ». Donc, oui, voilà. Mais c'est un peu le problème aussi des très jeunes pigistes qui en fait démarrent, veulent en fait un peu se faire un nom autour d'un conflit ou veulent avoir leur carrière qui décolle un peu. Donc, du coup, ils y mettent l'enjeu un peu carriériste et qui, du coup, en fait, peuvent parfois se manifester par une prise de risque en fait supplémentaire pour se démarquer, alors que, en fait, ce n'est même pas forcément via la prise de risque que tu vas gagner la reconnaissance de tes pairs. Ce n'est pas forcément le sujet. Je pense que c'est aussi une compréhension parfois un peu erronée de ce métier. En fait, raconter l'histoire des bombes qui tombent, c'est un truc que tout le monde sait faire. Les agences le disent, oui, le sud-Liban est bombardé, tel village est bombardé. Ce qui est intéressant, c'est l'histoire des gens. Donc, c'est aux gens qu'il faut se coller. Et en fait, quand il y a autant de bombardements, il n'y a personne. Donc, ça n'a même pas de sens d'aller dans ces endroits-là. Il faut aller voir les déplacés, trouver des sources autour, les hôpitaux, etc. Mais voilà, c'est un peu comme ça que je le vois.

J'avais une autre question, c'est un peu pour avoir la comparaison entre la Belgique et la France. C'est Wilson Fache qui m'avait expliqué, donc je ne sais pas si vous ouvrez la réponse à ça aussi, mais il m'expliquait qu'en gros lui, enfin on m'a dit qu'il y a une assurance quand on part en zone de risque, qu'on peut prendre, et il faut payer de sa poche. Il m'a expliqué qu'à la base c'était 50 euros par semaine, mais que depuis la guerre en Ukraine, ça a explosé, c'est 500 euros par semaine à payer. Donc ça fait 2000 euros par mois, si on veut l'assurance. Mais il m'expliquait qu'en France, ce n'était pas du tout le même système, et qu'il y avait des choses vraiment mises en place par l'État, mais aussi par les rédactions pour encadrer au niveau des assurances et tout ça.

Je vois de quoi il parle, mais je pense qu'il parle encore de *RFI* et *France 24*. C'est-à-dire que, par exemple, quand je bosse pour la *RTBF* ou *Arte*, eux, ils n'ont pas d'assurance de boîte. Et donc, typiquement, *Arte*, ils nous obligent à prendre une assurance. Sauf qu'effectivement, l'assurance, elle coûte le prix du reportage. Et donc ce n'est absolument pas rentable d'aller faire ça. Moi en fait ce que je fais souvent, c'est qu'en revanche, *RFI* et *France 24*, eux ils ont une assurance de boîte. C'est-à-dire, tu pars pour *RFI* et *France 24*, tu es couvert par l'assurance de *RFI* et *France 24*. Et ça va alors avec le paquet, le type de la sécurité dont je vous parlais, qui en fait, quand t'es à la... Le mécanisme, c'est que tu

parles en reportage de guerre, tu as la validation de Jean-Christophe parce qu'il a tous les éléments dont il a besoin pour te chercher sur le terrain. Et t'es automatiquement sur l'assurance de *RFI France 24*. Donc en fait, moi, les trois quarts du temps, je pars sur l'assurance de *RFI France 24*. Et quand il faut, pour *Arte* ou la *RTBF*, voilà, je me prends une assurance en plus qui effectivement coûte cher. Et ça, bon, ça va quand tu fais de la télé parce que c'est bien payé. Mais si t'es freelance presse écrite, c'est clair que tu n'as pas ton assurance. Tu ne peux pas te la payer. Ou alors il faut vraiment cumuler plein de médias, bien démerder tes frais de reportage. Mais de fait, l'assurance coûte plus cher que le reportage en lui-même. Et après, l'autre truc sur les questions de sécurité, dont on n'a pas encore parlé, c'est les formations de sécurité. Ça, c'est vachement bien. Moi, j'en ai fait deux. J'en ai fait une à Collioure, dans le sud de la France, de mon propre chef, qui était un peu musclée, mais bien, mais c'était avec des militaires. Et du coup, j'ai fait celle qui était aussi obligatoire de *RFI* et *France 24*. Et moi, j'ai trouvé ça super. Parce que c'était très centré sur le secourisme et sur aussi la sécurité informatique, etc. C'était plus un truc de journaliste que la formation de l'armée. Mais voilà, du coup ces formations, moi en l'occurrence j'ai pu faire les deux gratuitement, ce qui est quand même super.

Et pourquoi est-ce que les autres rédactions ne font pas ce même système ? C'est parce qu'il y a un manque de financement ou c'est juste parce qu'ils n'ont pas spécialement, pas l'envie, mais ils mettent l'importance ailleurs ?

Je pense que *RFI*, *France 24*, ont été un peu les pionniers en la matière en France. C'est eux qui ont créé cette formation qui bénéficie aussi à des journalistes extérieurs. Moi, quand je l'avais fait, il y avait des gens du *Monde*, *Radio France*, enfin voilà, de plein de rédactions. Ce n'était pas... Enfin, il passe en priorité des gens de *RFI*. Mais il y a toujours des places en plus pour des journalistes d'ailleurs qui se forment, du coup. Donc en fait voilà, c'est une formation qui contribue à former plein de journalistes, y compris d'ailleurs des jeunes pigistes parce qu'il y a aussi des jeunes pigistes qui s'étaient débrouillés pour pouvoir la faire. Je pense que c'est *RFI* et *France 24* qui mènent un peu la barque là-dessus parce que, en fait, c'est eux qui ont le plus gros vivier de correspondance, c'est des chaînes internationales. La *RTBF* c'est quand même, je pense, à 80% de l'actu nationale. Pareil pour *France 2*, typiquement, ils ferment aussi le journaliste avec Jean-Christophe aussi, puisque l'équipe à laquelle j'étais avait aussi la formation avec Jean-Christophe. C'est-à-dire que tous les correspondants de *France 2* n'ont pas besoin d'avoir fait la formation zone à risque,

si t'es basé à Rome, ou à Londres. Donc... Je pense que c'est lié aux réseaux de correspondants et au fait que c'est des chaînes qui vivent de ça, et qui, par ailleurs, c'est des rédactions qui ont été aussi traumatisées, parce qu'il y a eu des morts dans les rédactions sur le terrain, et que l'idée c'était que ça ne se répète plus. Et donc c'est pour ça qu'ils se sont pris en main. Ça date de ces dernières années, ça fait une petite dizaine d'années qu'ils vont développer ça.

Est-ce que de votre propre chef vous avez été voir un psychologue dans les dernières années ou pas spécialement ?

Oui, oui, bien sûr.

Et c'est donc une volonté de votre part ou d'autres journalistes ou des rédactions, vous ont conseillé des gens, des personnes, des services ?

C'est une volonté de ma part. Après c'est très encouragé typiquement dans l'information sécurité, il y a une psy qui passe, un médecin psy. Il y a eu quand même un shift dans les mentalités ces dernières années. On n'est plus tellement sur la figure du journaliste de guerre un peu cowboy. C'est plus trop le modèle. Ça devient quand même vachement plus accepté d'aller voir un psy. Je crois que c'est un shift qui s'est un peu joué entre ma génération et les gens qui ont 10 ans de plus. Il y a eu un mouvement.

C'est un peu ce que j'avais ressenti en parlant avec les anciens qui m'expliquaient qu'eux soit ils n'avaient pas été en voir parce qu'ils estimaient qu'ils n'avaient pas besoin parce que parfois, ça dépend de chaque individu. Mais certains m'ont dit qu'ils n'avaient pas spécialement envie d'aller en voir, de peur qu'on les catégorise comme faibles, en se disant, ils ne vont pas très bien, on ne va pas non plus leur dire, tu ne veux pas aller là-bas, quand ils étaient envoyés spéciaux. Et donc oui, avec du recul, c'est vrai qu'ils n'ont pas eu de suivi, mais ils en ont souffert par la suite. Et alors que maintenant, j'ai l'impression que ce n'est plus accepté de manière globale.

Oui, oui, non, c'est clair. Moi, je trouve que c'est super important, en fait. On voit des trucs durs, je vais te donner des exemples très concrets. Moi, entre octobre et novembre, j'ai vu des gamins blessés par des bombardements israéliens au Liban et à Gaza. Enfin, je n'étais

pas dans Gaza, mais j'ai trouvé des trucs sur les enfants de Gaza évacués. Toutes les semaines. En fait, quand tu vois des gamins qui sont grièvement blessés chaque semaine à cause de la même chose, en fait, ce n'est pas possible. C'est... Enfin, pour te donner un exemple très concret sur le terrain, ça m'avait fait ça la première fois que j'avais filmé une évacuation d'enfants de Gaza. Je t'envoie le reportage, si tu veux. Ouais, je veux bien. C'était pour *France 24*. Et en fait, j'avais filmé... Donc c'était une évacuation depuis l'Égypte jusqu'à Abu Dhabi aux Émirats. Et moi, du coup, c'est la première fois à ce moment-là qu'on fait un reportage sur les évacués de Gaza, vu que les journalistes étrangers ne peuvent pas y accéder. Moi, je m'étais un peu déjà préparée avant d'y aller. Tu sais bien que tu vas voir des trucs pas cool et tout ça. Un moment, on filme une mère et sa gamine qui est brûlée au second degré sur les deux jambes, elle a une éviscération, donc une éviscération, je ne sais pas si tu le sais comme ça, mais tu as des viscères qui sortent de ton ventre, et qui hurlait, mais qui hurlait, enfin c'était lourd, enfin vraiment là elle n'est pas bien ma gamine, elle était amochée, tu es amochée. Et puis c'est la première fois que tu vois des Gazaouis depuis le conflit aussi, qui portent six mois de guerre sur leur visage, tu vois. C'est *shaking*, même si tu es préparée, c'est dur. Et puis là, on commence à dérouler les interviews. On fait avec cet enfant, un gamin qui a 12 ans. Il est tout seul avec sa sœur, toute sa famille est morte. Et il était, parce que je l'ai revu, il remarche, mais il était paralysé des deux jambes parce que tu vois, il avait eu un truc dans la hanche, un truc d'obus dans la hanche, et bref, il ne pouvait plus marcher. Et là, on commence l'interview et le gamin te dit très calmement, bah moi, j'ai perdu 40 personnes de ma famille dans un bombardement, je n'ai plus que ma sœur. Et voilà. Et en fait, on arrive à un moment, parce qu'en plus, du coup, je parle arabe, donc... je comprends tout ce qui se passe. Sur le moment, ce n'est pas, il n'y a pas de traduction. Tout ça, et... Moi, à ce moment-là, je suis en train de filmer. Je suis derrière la caméra, et en fait, j'ai mon cerveau qui switch. Je me souviens très bien avoir eu ce mouvement dans ma tête de... Une espèce de réflexe : Ok, on switch à un moment d'absence. Je me suis dit, ok, il y a la caméra qui enregistre. Tout se passe bien, tu te concentres sur la technique et tu te mettras dans l'interview en réécoutant plus tard. Parce que là, c'est trop. Il y avait ce truc de... et c'est un mécanisme de protection en fait un peu... un peu... basique qui vaut ce qu'il vaut, mais c'est la chance qu'on a aussi quand on fait de la télé. C'est que du coup, il y a une machine qui enregistre. Et qu'ensuite, quand t'es sur la table de montage, tu réécoutes, tu te traduis. Et donc, quand sur le terrain, c'était trop. Et là, sur le terrain, c'était trop souffrant. C'était beaucoup. Et du coup, voilà, il y a cette béquille un peu qui permet de faire un peu séparation. Alors ça ne veut pas dire que tu n'es pas

sensible et tu l'entends, parce que tu vois, c'est un truc qui fait un peu béquille, qui permet de mettre un petit peu de la distance, je dirais. Et je pense qu'on a ça en télé avec la caméra, en radio c'est pareil, il y a l'enregistreur au milieu qui fait un peu rempart, je pense qu'en presse écrite c'est un peu pareil avec l'effet du carnet, tu vois tu passes en tournant, tu prends des notes, tu notes, tu notes, tu notes et puis tu ne réfléchis pas trop sur le moment. Et parce que c'est des petits trucs qui sont importants pour mettre de la distance parce que sinon t'es en empathie totale, tu vois. Et en fait, suivant ce que les gens ont vécu, c'est extrêmement vrai. Un enfant de 12 ans qui te dit, toute ma famille est morte et par ailleurs je suis blessée jusqu'au cou, c'est... Pour moi, c'est les interviews les plus dures que j'ai eues à mener. Parce qu'on est sur un niveau de souffrance qui est en fait au-delà de ce que tu peux imaginer. Tu peux comprendre quelqu'un qui te dit Ah bah j'ai perdu un frère, j'ai perdu un père, j'ai perdu quelqu'un, une personne. Mais là t'es sur quelque chose qui est tragédie de masse et en fait c'est au-delà de ce qu'un européen... Voilà, j'ai la moitié de ma vie au Liban, mais je suis quand même une européenne. C'est au-delà de ce que tu peux imaginer un truc qui te fait mal. La caméra, c'est très pratique dans ces moments-là. Ce qui ne veut pas dire que, par ailleurs, après, tu ne portes pas le poids de l'histoire. Et après, c'est là où, du coup, aller voir un psy, je trouve que c'est important parce que ça... Ça permet de se décharger. Oui. Ça permet de... Tu le mets quelque part, tu payes quelqu'un, puis on se pose le voir de trop mal, ce n'est pas si simple, c'est formidable, tu vois. Donc je trouve que c'est important parce qu'il y a aussi des trucs qui... Bien sûr que ce n'est pas ton histoire, tu vas raconter l'histoire des gens mais... Il y a toujours un moment où l'histoire des gens fait écho, un truc que tu as vécu et où du coup ça peut soulever des choses assez douloureuses. Et puis à force de couvrir des trucs durs, j'ai couvert l'explosion du port de Beyrouth, toute une crise économique, la guerre, les gazaouis Ce n'est quand même pas dans la légèreté. Donc un psy c'est bien et aussi parfois faire d'autres sujets. Je sais que moi comme c'est possible, j'adore faire des sujets culturels. Malgré tout, le Liban, même s'il y a eu la guerre, ça reste un territoire où il y a plein de trucs culturels. Et donc, je me change les idées en faisant des sujets positifs, des fois. C'est un peu ma manière de fonctionner pour ne pas être tout le temps dans quelque chose de dramatique.

Est-ce que vous pensez, je ne sais pas si vous avez déjà réfléchi à ça, à vraiment rester au Liban toute votre carrière, ou potentiellement dans 10-20 ans, switcher, revenir vers la France et totalement travailler en France ? Totalement rester au Liban ? Comment est-ce que vous voyez la suite ?

Ce que j'ai envie de mettre en place, c'est de remettre un pied en France tout en gardant un pied au Liban. Je veux garder mon appart, ma vie au Liban, mais avoir aussi un pied-à-terre en France pour avoir plus de flexibilité quand il y a besoin de souffler. Et puis aussi, parce que je suis à un stade de ma vie, c'est très personnel, mais je suis à un stade de ma vie où j'ai envie de construire aussi d'autres choses. Et je pense que dans l'instabilité du Liban, c'est compliqué et je n'ai pas envie de ça. Mais pour autant, le fait d'avoir fait beaucoup de terrain, parce que j'avais commencé ma carrière au desk à *France 24*, et à l'époque, je rêvais de faire du terrain et tout ça, et maintenant je ne sais pas si je vais continuer tout le temps du terrain, mais c'est super cool et j'adore ça, et pour le coup j'ai envie de continuer à faire du terrain. C'est-à-dire que mon modèle, ce serait un petit peu de faire tout ce qui est un peu écriture, montage, en France et la partie terrain au Liban ou au Moyen-Orient de manière générale parce que maintenant on a quand même un océan qui vient de s'ouvrir avec la chute du régime syrien et en fait, avant le Liban c'était un peu une île où tu vois, il fallait prendre l'avion pour aller n'importe où et maintenant on peut aller jusqu'en Irak à pied quoi. Donc c'est un truc de dingue et je n'y suis pas encore allée, j'ai qu'une seule hâte, c'est d'aller en Syrie au mois de janvier. Donc voilà. C'est vraiment un moment historique, juste d'un point de vue professionnel, de se dire wow, je suis là où ça se passe, je vois des trucs incroyables. Moi j'ai eu les boules du régime parce que je n'étais pas à Beyrouth et je devais partir aux Émirats pour finir mon reportage que j'ai fini là. Et j'avais des boules de l'enfer, de ne pas pouvoir y aller pour la chute du régime, mais c'était pour un sujet sur Gaza et l'influence des émirats à Gaza et bon bah, c'est aussi un sujet important. Je me suis raisonnée à l'idée de ne pas courir à Damas tout de suite, mais du coup j'ai hâte d'y aller.

Et du coup vous y allez fin janvier ?

Courant janvier, je reviens à Beyrouth tout début janvier, je vais passer quelques jours au Liban, on peut retrouver mon mec, mes potes et tout ça. Et puis je vais assez vite aller à Damas.

Donc voilà, j'ai plusieurs questions. Sens-toi libre de développer comme tu le sens et si tu n'as pas trop envie d'en parler, pour quelque raison que ce soit, y'a aucun souci. Mais on va d'abord commencer par le plus gros. Donc d'abord un peu ton parcours. Est-ce que tu pourrais m'expliquer pourquoi tu as voulu devenir journaliste et comment tu as fait pour devenir journaliste de terrain et tomber dans l'internationale ?

J'ai voulu devenir journaliste très vite, très jeune, je dirais jeune adulte. Je me suis vite intéressé au journalisme, peut-être sans le savoir, mais tu vois, j'étais curieux de tout. J'adorais poser des questions, j'adorais m'intéresser à plein de thématiques et j'ai assez vite senti que ce métier correspondait à ce que j'aimais. Pour faire court, voilà, et puis pour être très honnête, mon père est photographe de presse, donc peut-être que ça a joué, j'ai passé une partie de mon enfance dans les rédactions, à voir passer les télétextes avec les dépêches internationales qui défilaient l'époque dans les rédacs dans les années 80, début des années 90 et donc ça a certainement aussi joué puisque j'ai vu la manière dont ça se passait, j'ai vu ce que c'était le reportage de terrain. Et voilà, j'ai toujours aussi aimé la photographie, travailler avec l'image, c'est ce qui m'a amené vers la télé. Donc ça, c'est plus pour le côté passion qui engendre le métier. Puis alors moi j'ai fait des études de sciences politiques, orientation relations internationales à l'ULg. Et puis à la fin de mes études, j'ai voulu encore faire une année d'études supplémentaire, donc j'ai fait des études en sciences de gestion, orientation management, à HEC, Liège, pour pouvoir avoir quelque chose de différent de ce que j'avais eu pendant mes études de science politique. Mais j'ai fait des études de relations internationales parce que tout ce qui touche aux relations internationales me passionnait déjà. Donc j'ai fait des études de passion plus que de me dire « tiens, ça va me mener à un métier spécifique », en me disant que c'est le journalisme international qui m'intéressait ensuite, mais je ne voulais pas me fermer à d'autres perspectives de carrière et donc je ne me suis pas lancé dans la communication, dans le journalisme spécifiquement. Puis, j'ai fait mon stage à la délégation Wallonie-Bruxelles au Québec, pendant trois mois, donc pas du tout dans le journalisme, plus dans la coopération bilatérale au niveau des entités fédérées, j'ai fait mon mémoire de fin d'études là-dessus, mais à la fin de mon

parcours de Sciences Po, quand j'ai repris mes études en horaire décalé au HEC, j'ai fait un stage au service international du Soir en décembre 2004.

Pour commencer à pousser les portes des rédactions puisque je n'avais pas eu cette occasion pendant mes études. Voilà.

J'imagine que quand tu as évoqué à tes proches, à ton père par exemple, que tu voulais être journaliste, ce n'était pas un choc ? Comme il était dans le métier, il n'était pas étonné ?

Non, après ce n'est pas venu comme ça non plus. J'ai fait des études où je me suis dit que ça allait plutôt m'ouvrir à des choses. Le journalisme m'intéressait très fort, mais je savais aussi que c'était un métier qui n'était pas facile d'accès où il fallait se faire connaître dans les rédactions. Je n'étais pas sûr que j'allais pouvoir travailler dans ce métier-là tout de suite ou dans le domaine que j'aimais. Donc je n'étais pas certain de pouvoir travailler comme journaliste par la suite. Et donc j'ai vraiment fait des études qui pouvaient m'ouvrir, mais ça n'a jamais été un choc pour ma famille.

Est-ce que tu te rappelles, je suppose que oui, la première fois que t'es parti à l'étranger pour un reportage dans le cadre d'un sujet ?

Oh oui. C'est un peu... Je vais t'expliquer pour qui j'ai travaillé, comme ça tu vas comprendre un peu le cheminement. J'ai d'abord fait un stage au service international du Soir. Et de manière concomitante, au même moment, je me suis vu proposer mes premières piges en télé locale, télévision communautaire. C'était pour *Télèvesdre*, l'actuelle *Vedia*, télévision de la région de Verviers, qui lançait une nouvelle émission et c'était une émission sportive qui s'appelle Vision Sport, qui existe toujours et dans le cadre de cette nouvelle émission il voulait des nouveaux journalistes, des nouveaux pigistes et donc j'ai rencontré le rédacteur en chef adjoint de l'époque, Louis Vens, qui m'a fait confiance et puis alors je me suis un peu formé chez eux en accompagnant des journalistes sur le terrain, en apprenant le métier plus sur le tas. Puis, j'ai fait mes premières piges là-bas. J'ai commencé en sport et puis de fil en aiguille, j'ai fait un petit peu d'actualité régionale. J'ai travaillé ensuite comme il y avait des échanges de reportages entre *Télèvesdre* et *RTC*. J'ai été contacté par *RTC* pour faire la même chose côté liégeois et donc, j'ai travaillé pour l'émission sportive de *RTC* et puis pour leur émission d'actualité. Puis pour une boîte de production, j'ai travaillé pour le

beau vélo de Ravel par exemple. J'ai fait des reportages à travers une boîte de prod, mais j'étais indépendant, j'étais freelance. Et puis j'ai postulé à un appel d'offres chez *Canal Z*, la chaîne économique financière à Bruxelles, qui élargissait ses programmes et là j'ai été recruté comme freelance aussi par *Canal Z* suite à cet appel d'offres, cet appel à recrutements. Et alors là-bas, j'ai travaillé à peu près trois ans comme indépendant. Et puis à un moment donné, il y a des salariés de *Canal Z* qui ont passé l'examen de la *RTBF* et donc qui ont quitté *Canal Z* pour la *RTBF*. Et à ce moment-là, ils ont recruté des indépendants. J'ai fait partie de ceux-là. Donc j'ai signé un CDI à *Canal Z* à ce moment-là. J'ai travaillé à *Canal Z* pendant à peu près quatre ans et demi. Et puis j'ai moi-même passé l'examen de la *RTBF* en 2000, processus de 2012. Et j'ai réussi l'examen et en 2013 j'ai été recruté par la *RTBF* engagé pour travailler à la rédaction de Liège. J'ai travaillé à Liège, au Bli Liège pendant quatre ans et demi, presque cinq ans. Et puis il y a eu un appel interne à la *RTBF* parce qu'il y avait des journalistes qui quittaient le service international pour faire d'autres choses, notamment l'édition. Donc il y avait au moins deux places qui s'ouvraient et il y a eu un appel interne, j'ai participé à cet appel interne et je suis arrivé à la rédaction internationale suite à cet appel interne en septembre 2017. Donc mon premier reportage, mon premier voyage, entre guillemets, la première fois que j'ai quitté vraiment au-delà des frontières, je veux dire au-delà de la France, c'était pour un reportage économique pour *Canal Z* pour aller suivre les résultats d'une grande banque qui avait des activités en Belgique. Mais c'était en Suède, ils organisaient une conférence de presse en Suède, et donc on avait décidé de participer à cette conférence de presse. Et je suis parti une nuit à Stockholm pour aller suivre cette conférence de presse, mais ce n'est pas vraiment un grand reportage, mais c'est vraiment mon premier voyage, on n'a pas vraiment besoin d'en parler parce que ce n'est pas... on aurait pu le faire à Bruxelles. Mais mon premier reportage, quand je suis arrivé à la rédaction internationale, je suis arrivé début septembre et 20 jours après, je partais couvrir les manifestations en Catalogne qui précédaient le référendum controversé, organisé par les indépendantistes catalans autour de la question de l'indépendance de la Catalogne.

Et dans ce genre de reportage, comment est-ce que ça se passe ? Est-ce qu'il y a un encadrement qui est donné par la rédaction ou tout est déjà préétabli ? Tu sais où tu vas dormir, tu sais qui tu vas rencontrer, tu sais l'horaire précis ? Ou c'est un peu toi qui dois...

Alors, ça dépend un peu des projets en fait. Disons que, pour ce premier reportage, c'était ma première à la rédaction internationale et donc je me suis aussi un peu laissé guider par ceux qui avaient beaucoup d'expérience notamment Pierre Marley qui était proche de la rédaction internationale à l'époque. Il était un peu à la tête de la rédaction à ce moment-là. Pascal Bustamante aussi qui parle espagnol et qui a des contacts là-bas. À la rédaction radio, il y avait aussi des gens qui avaient des contacts là-bas et donc j'ai travaillé avec toutes ces personnes pour établir des contacts rapidement en Catalogne. Je réussis à trouver une fixeuse, tu vois, une personne qui travaillait à l'étranger, qui parlait français et espagnol et catalan puisque je voulais vraiment entrer en contact avec toutes les parties et je ne parle pas catalan, un petit peu espagnol, mais pas du tout catalan. Et donc avec toutes ces personnes, on a établi un programme je suis parti une première fois en amont de l'élection et pour couvrir le jour même du scrutin controversé. Quand je suis revenu, il y a eu toute une série d'étapes ensuite. Je suis rentré en Belgique et je suis reparti quelques jours, quatre jours plus tard, je suis parti pour aller faire le discours le plus attendu de Carles Puigdemont au Parlement catalan. On se posait énormément de questions. Je suis rentré et je suis reparti une semaine plus tard peut-être, pour aller couvrir à Madrid d'abord et puis à Barcelone ensuite. D'abord la mise sous tutelle de la Catalogne par le gouvernement de Mariano Rajoy et puis là il y a eu une proclamation d'indépendance unilatérale controversée donc on est retourné à Barcelone pour couvrir ça. Disons que c'était une arrivée assez fracassante. Je ne m'attendais pas à partir autant dès mon premier mois à l'international, mais voilà, j'ai pris le dossier et il se trouve que le dossier a été de plus en plus d'ampleur donc on a suivi.

En plus, ça t'a permis d'avoir du recul à chaque fois de revenir, de te poser, de voir. Moi, j'avais un peu d'image d'un envoyé spécial. On l'envoie sur le terrain car il se passe quelque chose là tout de suite. Il nous faut quelqu'un sur place, on l'envoie, mais il n'a pas spécialement le temps et le recul nécessaires pour vraiment analyser la situation totale.

Alors, ça dépend des cas. Ce cas de la Catalogne, ça m'a permis effectivement de suivre le dossier au long cours et de me spécialiser de plus en plus, d'être au contact de la population, de toutes les parties, de connaître la zone grise. Parfois, on s'intéresse à un thème international, tu te dis ok, il y a ceux qui pensent ça, il y a ceux qui pensent ça. En fait, entre les deux il y a des gens qui, voilà, il y a des gens qui pensent, qui ne sont pas si tranchés

que ça. Toute une frange de la population qui a parfois du mal à se positionner, qui en a parfois marre de ce débat politique, ce qu'on considère comme étant creux, qui n'a pas de sens. Et donc tout ça, on parvient à le percevoir sur le terrain, on ne le perçoit pas spécialement à distance. Tout l'intérêt, évidemment, d'aller sur le terrain, et sur beaucoup de terrains, c'est comme ça. Mais si tu me posais la question de savoir comment on organise le truc, par exemple, j'ai beaucoup couvert les élections américaines en 2020 et cette année, j'y suis retourné entre-temps, etc. On a réalisé un documentaire pour investigation sur un peu les états d'âmes de l'Amérique, ce que pensent vraiment les Américains de la situation, c'est comment leur sentiment influence leur comportement. Et là, l'organisation est différente, c'est-à-dire que je pars et on a des endroits où on sait qu'on veut aller, il y a des gens qu'on sait qu'on veut rencontrer, mais on ne réserve pas nos hôtels à l'avance par exemple. On réserve sur place, parce que si on doit encore faire une heure de route, et qu'on est en forme, on le fait, si on est fatigué, si on pense qu'il faut rester ici, ou si à un moment donné on rencontre quelqu'un qui nous emmène sur une autre piste complètement, on a la totale flexibilité pour pouvoir changer. Et donc ça, pense que c'est important pour pouvoir mener ce genre de mission qui est sont très proche des gens, mais qui demandent une flexibilité très importante. Parce qu'on peut prévoir un rendez-vous qui est bétonné depuis un mois et puis quand on arrive, on frappe à la porte, la personne n'est pas là par exemple, parce qu'elle a oublié, parce qu'elle n'a plus envie, parce qu'elle a décidé de nous poser un lapin... Donc, voilà, qu'est-ce qu'on fait à ce moment-là ? On a des plans B, on sait qu'il y a d'autres personnes qui sont du même parti, qui pensent la même chose. Voilà. Si on devait aller voir un président de parti, on allait peut-être aller voir le vice-président, on va aller voir le secrétaire, voilà. Et donc tout ça, demande d'être hyper flexible sur le terrain pour pouvoir rebondir très vite. Donc moi j'essaye de, le moins possible, me verrouiller à l'avance. Mais il y a des terrains sur lesquels on n'a pas le choix. On est parti en Turquie au moment du tremblement de terre en 2023, en arrivant. Je vais faire une comparaison qui est réelle : on arrive quasi en zone de guerre, c'est-à-dire que tout est dévasté, les routes sont coupées, on n'a plus accès à l'eau, les logements, il n'y en a quasi plus, les gens sont sous tente, et donc on est parvenu à trouver un endroit pour se loger qui était un hôtel en fait, on a encore trouvé, parce qu'on est arrivé très vite sur place, donc il avait encore possibilité de se loger, et du coup cet hôtel on l'a gardé parce qu'on savait qu'à partir du moment où on lâchait notre logement qui nous permettait d'avoir une connexion internet, de pouvoir être à un endroit central qui nous permettait de rayonner dans la région, qui nous permettait de faire en sorte que notre fixeur, enfin notre chauffeur, etc. puissent prendre une douche, des

bêties, voilà, on avait une infrastructure à notre disposition et au moins ça nous permettait de travailler plus efficacement et donc on n'a pas lâché cette chambre. Parce qu'on savait qu'à partir du moment où on la lâchait, une autre équipe de télé allait la prendre ou d'autres et que ça n'allait pas être possible de le loger sous un toit, mais sous tente. Tout dépend des contraintes du terrain. Je dirais que la flexibilité est la clé.

Dans ce genre de cas, par exemple, est-ce que tu dois avoir un échange constant avec la rédaction en Belgique ? Ou as-tu une flexibilité par rapport à qui tu rencontres ? Comment ça se passe ? Est-ce que la rédaction met des cadres ?

Oui, en termes de sécurité, je préconise par principe sur n'importe quel terrain. Alors si on part au Pays-Bas deux jours ou si je pars en Norvège, faire un sujet sur ce que j'ai fait, l'électrification des croisières dans les Fjords, parce qu'il va y avoir des modifications législatives importantes. Il y a un gros débat autour de ça en Norvège, mais c'est l'amorce de la nouvelle ère des croisières qui est en train de se dessiner là-bas, on trouve ça intéressant. Puis on a fait un deuxième sur le recyclage des batteries électriques, les batteries de voitures électriques. Sur ce terrain-là, voilà, c'est des sujets... On va informer la rédaction d'où on est, de ce qu'on fait, mais on n'est pas en terrain hostile, a priori, sur des sujets plus magazines, etc. Par contre, si on part sur des catastrophes naturelles, ou en zone de guerre, ou même en zone de tension politique comme aux Etats-Unis en période électorale, la rédaction sait au jour le jour où nous sommes et ce qu'on va faire. Par contre, je suis en contact avec la rédaction. Je suis en contact sur une philosophie de sujet, mais je peux, en fonction de mes rencontres, avoir quelqu'un qui va être beaucoup plus pertinent pour leur reportage qu'on va suivre plutôt que la personne qu'on avait prévue de suivre qui, finalement n'est pas si pertinente que ça au fil des conversations. Cette flexibilité-là, on l'a et bien sûr on prévient à la rédaction de tout changement majeur et surtout ils savent où on est quand on y est, pour un moment donné, imaginons il n'y a plus de nouvelles, qu'ils sachent au moins où on était, c'est notre dernier point de contact parce qu'on ne sait jamais. Imagine que tu couvres un tremblement de terre, tu es pris dans une réplique extrêmement importante, un bâtiment s'effondre sur toi, tu n'es plus joignable, la rédaction doit savoir dans quelle ville tu te trouves et qui tu vas rencontrer pour pouvoir rapidement planifier des mesures adéquates.

J'imagine que des voyages comme ça, ça demande beaucoup de paperasse, beaucoup de documents d'assurance, de visas demandés, des choses assez...

Alors ça dépend, ça dépend des terrains par exemple. Pour le tremblement de terre en Turquie et au Maroc par exemple, on a pu partir assez rapidement. Pour le tremblement de terre au Maroc, il a fallu faire quelques démarches, mais globalement, on a eu l'autorisation d'entrer. Pour le matériel, il y a eu des fouilles, ça n'a pas été facile.

Mais globalement, une des difficultés majeures par contre effectivement, il y a eu des inondations gigantesques en Libye, la même année, à peu près au même moment que le tremblement de terre au Maroc. Mais là, on est sur un terrain, c'est difficile d'accès, en termes de sécurité, elle n'est pas garantie parce qu'on arrive sur un terrain où déjà avec les différentes parties qui s'affrontent en Libye, on est dans un pays où il n'y a pas vraiment d'état, une structure étatique qui fait qu'il a une stabilité permanente. Et donc on est face à une grande difficulté pour couvrir. Alors je ne dis pas que ça aurait été totalement impossible, mais à ce moment-là, le coût de l'encadrement, sécuritaire, administratif, voyage, le temps de mettre tout ça en place, il n'est pas toujours facile ou possible d'arriver dans les temps par rapport aux agences de presse qui ont des journalistes locaux qui vont déjà fournir de la matière intéressante. Clairement, ça mérite qu'on y aille, d'autres chaînes comme la *BBC* sont parvenues à aller en Libye à ce moment-là. Mais nous, comme on était déjà sur le Maroc, on n'avait pas les moyens de déployer. Et donc on a dû traiter à distance cette actualité. Voilà, oui, parce qu'on est une rédaction internationale, on n'a pas la possibilité de tout couvrir à l'international, c'est-à-dire de se déplacer sur toutes les actualités qui méritent d'être portées à la connaissance de notre public. Donc on doit faire des choix. Ces choix sont menés de la manière la plus pertinente possible pour notre public et pour la valeur ajoutée qu'on peut y apporter. Au Maroc, on pouvait apporter beaucoup de valeur ajoutée en étant sur place. En Libye, compte tenu du retard que tout ça allait engendrer, on allait arriver beaucoup plus tard que les agences de presse. Là, on n'aurait pas pu apporter autant de valeur ajoutée que ça.

Justement, je me posais une question. Donc le fait de choisir un sujet, il y a plusieurs facteurs qui vont rentrer en compte. Mais je pense qu'un des facteurs aussi, c'est le budget. Vraiment l'argent qu'on peut mettre sur la table pour se rendre sur place, pour envoyer des gens. Je ne sais pas au niveau de la *RTBF* comment ça se passe, s'il y a un budget qui est attribué à la rédaction internationale. Si au fil de l'année, il est

renouvelé, avec le nouveau gouvernement, y a des modifications. Comment ça se passe au niveau budgétaire pour pouvoir financer autant de sujets ?

Moi, en tant que journaliste, je n'ai pas entre les mains le budget. Le budget, il est dans les mains de Caroline Hick, la responsable de la rédaction internationale qui elle a une vue globale détaillée sur le budget et qui est en mesure de savoir si un projet qu'on va mener, d'abord, il doit être pertinent en termes éditoriales, c'est la première clé. Et quand il est pertinent en termes éditoriaux, il faut savoir si on va pouvoir donner une valeur ajoutée très importante en allant sur place, compte tenu du budget aussi que ça va coûter. Partir quatre ou cinq jours en Norvège pour faire des sujets, voilà, magazines sur les batteries, sur l'électrification, coûtera moins cher que de partir plus en urgence en Syrie au moment où le gouvernement tombe, parce que là l'histoire s'écrit et qu'il faut y aller. Clairement en Syrie il faut y aller. Mais comment on fait ? Tu vois, est-ce qu'on y va comme ça à l'arrache ? Non, on y va dans des conditions de sécurité qui vont nous permettre d'y accéder, pour accéder aux populations, pour pouvoir être en contact avec des personnes de différentes parties sans être sous la coupe d'un régime quel qu'il soit. Donc il faut peser tout ça avant de partir et faire entrer ça dans le cadre d'un budget. Mais clairement cette mission en Syrie coûtera plus cher, notamment en termes de gestion sécuritaire, que de partir, couvrir les élections en Allemagne. Même si les élections en Allemagne se couvrent dans un contexte où il peut y avoir des tensions, ça n'est pas la même chose, ni en termes budgétaires. Par contre, je ne peux pas te donner de chiffres comme ça parce que ces chiffres, je ne les ai pas. Je sais que pour une nuit d'hôtel en fonction de l'endroit où je me trouve par exemple, tout dépend des endroits, mais souvent on est en dessous du budget parce que si tu te retrouves dans le fin fond de l'Arkansas ou du Kansas ou de l'Oklahoma pour aller rencontrer des ranchers, des fermiers, tu vas te retrouver dans des motels où tu vas avoir des prix très bas parce que tu es hors saison touristique, tu es en dehors des circuits touristiques, tu es dans des endroits où il n'y a que des locaux et donc tu vas pouvoir influencer positivement le budget, mais si dans la foulée du voyage, mais si, à un moment donné tu te retrouves au centre de Washington le jour de l'investiture du président des États-Unis, le budget sera beaucoup plus important parce qu'il y a une demande gigantesque et donc à ce moment-là il va falloir faire des concessions sur la distance, est-ce qu'on sera assez près du Capitole où ça se passe, il va falloir faire des concessions sur les chemins à prendre, mais cette route-là va être fermée, comment est-ce qu'on va faire, etc. L'arbitrage budgétaire va se faire comme ça, se mettre tout près du Capitole, ça serait inabordable et

donc va faire des concessions pour ne pas tuer l'intérêt éditorial parce qu'on va se retrouver à 100 kilomètres et donc ça n'a plus d'intérêt parce qu'on ne saura plus courir, mais en même temps pouvoir faire en sorte que ce soit abordable et donc voilà, je dirais que l'équilibre se joue dans ces choix-là. Parfois on peut se permettre de prendre un vol intérieur aux États-Unis parce qu'il faut vraiment aller d'une région à l'autre. Parfois, ce n'est pas nécessaire, on fait nos déplacements en voiture et on va rester dans un road trip assez pertinent. C'est ces choix-là qui influencent le budget aussi. Maintenant, à la marge. Les gros points, c'est combien de vols, combien de temps on passe sur place. On ne passe jamais plus de temps que nécessaire. Quand je suis parti en Turquie, par exemple, j'étais parti pour quatre jours a priori. Mais compte tenu du fait qu'il n'y avait plus de vol pour quitter la région dans laquelle j'étais, compte tenu du fait que l'événement, quand je suis parti, on parlait de je suis parti tout de suite. Donc les tremblements de terre ont eu lieu la nuit. À 15 heures, on était dans l'avion. C'était un déploiement logistique très important. On a dû partir de Paris, a dû prendre trois avions pour arriver que dans le sud de la Libye, à la frontière syrienne, etc. donc, comme on est arrivé très vite sur place, quand nous on prend la décision de partir, on parle de quelques centaines de morts, on sait que c'est un événement d'ampleur, mais c'est en arrivant vraiment sur place qu'on se rend compte que c'est un événement d'une ampleur, c'est la plus grande catastrophe naturelle de notre époque, António Guterres, le secrétaire général de l'ONU qui l'a dit. C'est terrible, des centaines de kilomètres dévastés, des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de familles affectées, enfin... Une fois qu'on arrive sur place, on se rend compte de l'ampleur, on se rend compte de la difficulté, et là on est finalement resté huit jours au lieu de quatre... sur place. Donc voilà. Parce que ça avait un intérêt éditorial.

Je vais rebondir sur un autre sous-angle de mon mémoire. Quand tu as une mission comme ça qui arrive, que tu dois y aller, et tu la dis toi-même, tu ne pouvais pas vraiment anticiper ce que tu allais voir sur place, comment est-ce que tu fais mentalement pour te mettre en condition ? Parce que tu sais que tu vas avoir des choses pas évidentes à voir, tu vas rencontrer des gens qui vont te raconter leur vie, leur histoire, et c'est assez prenant, enfin comment on se prépare mentalement pour affronter ça ?

On sait pourquoi on part. Quand le tremblement de terre en Turquie survient, on sait qu'il va falloir le rapporter de manière... on sait que la situation sur place va être difficile et que

si les médias internationaux n'y vont pas, il peut y avoir un risque qu'on n'ait pas toute l'histoire, qu'on n'ait qu'une partie de l'histoire, ou qu'elle nous arrive très tard et donc qu'on ne voit pas tout ce qui se passe dans les premiers moments etc. Et donc on sait pourquoi on part, c'est pour faire notre travail de journaliste, c'est pour rapporter les faits, c'est pour aller au contact de la population. Clairement, on est confronté à la souffrance. Une souffrance indescriptible. Parfois on est confronté à la mort. Ce sont des choses qu'on sait. Peut-être que c'est un métier, et je le comprends tout à fait, je le conçois, que tout monde ne pourrait pas faire parce qu'être confronté à ça, ce n'est pas facile. D'un autre côté, moi je pense que c'est à partir du moment où on donne une voix, on donne de la visibilité. On permet aux personnes, et on le constate sur place, on permet aux personnes de faire passer des messages à leurs autorités, à la communauté internationale, de montrer quelle est la réalité, de leur permettre de montrer quelle est la réalité et pas une réalité qu'on décrivait à travers quelques lignes dans une dépêche. Ces gens sont en demande de ça. Je le constate, les gens parfois perçoivent notre caméra comme un porte-voix pour montrer que la situation doit s'améliorer. Ça, ça m'anime plus que tout. Voilà, ça me permet en tout cas d'être confronté à cette souffrance. Parce que je sais qu'il y a ça derrière. C'est très personnel. Je ne dis pas que c'est facile. Ce n'est pas facile. Ces gens, on y pense. On y pense souvent. Il y a des gens qu'on n'oublie pas. Mais, le fait de pouvoir mettre en lumière leur situation je pense que c'est extrêmement important et c'est le cœur de notre métier. En rapportant des faits, en étant sur place et en étant aussi je vais dire mesuré donc il ne faut pas que l'émotionnelle prenne le dessus à 100 % clairement il y a énormément d'émotions dans ce genre de situation, mais il y a aussi toute une série de situations qu'il faut décrire de manière plus objective et c'est l'intérêt de notre présence sur place. C'est qu'on peut percevoir, ce que j'ai expliqué tout à l'heure, cette zone grise. Cette zone qu'on ne peut pas percevoir sans être sur place. Les gens qui vont décrire parfois la même situation de manière différente parce qu'ils ont une perception différente de la situation. Il faut pouvoir aussi être en mesure en tout cas de le rapporter, je pense.

Oui, justement ce que tu me dis, ça me fait penser à ce que Sophie Guignon m'avait expliqué. Elle m'a parlé du fait que c'est assez compliqué de faire un sujet, se dire là je suis dans mon rôle de journaliste et après je pars, je vais monter mon sujet et ce que j'ai vécu, les gens que j'ai rencontrés, qui ont vécu une tragédie, un moment vraiment dur, je dois les laisser derrière moi, je dois avancer sans y penser trop. Elle

me dit qu'elle a vraiment des personnes qui lui restent en tête, qu'elle n'arrivera pas à oublier. Ce sera toujours au fond d'elle.

C'est vrai, c'est normal et c'est sain aussi parce qu'on est des êtres humains et donc il faut... et on traite l'actualité de manière très humaine. C'est le but, c'est d'aller effectivement donner la parole aux habitants, aux gens qui vivent une situation, aux gens qui sont en première ligne si on parle d'un conflit armé. Et donc c'est tout à fait normal ce qu'elle décrit, je le ressens aussi. Tout à fait normal qu'il y ait des gens auxquels on pense et avec lesquels on peut parfois avoir encore certains contacts même si on doit pouvoir continuer à aller sur d'autres terrains et avoir la capacité de faire son travail de journaliste. Et donc c'est un équilibre et comme je le dis souvent, je sais qu'ici on parle de notre métier et c'est pour ça qu'on aborde ces questions. Mais comment dire ? Ce que je peux ressentir par rapport à ça et sans aucune mesure avec la souffrance que ces personnes ressentent au moment où ça arrive et parfois pendant des mois, des années, voire des dizaines d'années après les faits. C'est surtout cette souffrance-là qui est pour moi importante. Moi j'ai aussi la chance de faire un métier que j'aime, d'être en contact avec eux, d'avoir un équilibre familial, de ne pas être, de ne pas vivre sous les bombes ou d'être obligé de vivre avec une arme à feu sous mon oreiller. Tu vois ce que je veux dire ? ça c'est plus contre nous peut-être, mais c'est quelque chose qui... Je me rends compte de la chance qu'on a de vivre là où on est et dans la situation dans laquelle on est. Donc cet équilibre-là te permet d'être plus ouvert en fait, de ne pas être toi-même dans l'autre sens, partir sur un terrain comme celui-là, en ayant toute une série de problèmes extrêmement importants sur tes épaules, que tu vas répercuter sur des gens qui ont aussi énormément de problèmes. Tu gardes tous tes problèmes pour toi, tu gardes tout ça pour toi et tu es là pour les écouter, pour faire ton travail de journaliste. C'est comme ça que je trouve. Et d'ailleurs, on n'est jamais obligé de partir sur un terrain hostile, ni sur une catastrophe naturelle. J'ai toujours été volontaire, je suis parti à la frontière avec Gaza, sur les incendies en Grèce, au Maroc, en Turquie, etc. Il faut être volontaire, pour cette raison-là aussi. Parce que si tu es un peu malade, tu ne te sens pas en bonne forme physique, c'est physique aussi, porter la caméra, courir, voilà, on est confronté à des situations où il faut avoir l'esprit vif pour prendre les bonnes décisions et ne pas se retrouver comme tu couvres des incendies de forêt, comme en Grèce, il ne faut pas te retrouver à un moment donné encerclé par l'incendie. Donc il faut toujours être attentif. Où sont les gens, où sont les pompiers, que dit-on, attention, on s'approche. Oui, non, dans quelle mesure. Ça demande une vivacité d'esprit. Et donc je pense que si tu ne te sens pas

apte à partir pour aller faire ton métier dans des conditions optimales, tu peux refuser ce genre de missions. Je suis un peu malade, j'ai beaucoup d'obligations personnelles, ou j'ai quelques problèmes, ou j'ai des choses à gérer. Voilà. De manière extrêmement personnelle, un élément clé, c'est que ta famille soit derrière toi et comprenne ton départ. Il y a des moments, c'est possible, d'autres où ça ne l'est pas, question d'organisation familiale. Si tu pars et que tu as ta famille sur le dos en permanence parce que ça ne va pas, c'est compliqué.

Est-ce qu'en amont, en tout cas peut-être au retour de voyages un peu comme ça, est-ce qu'il y a des médecins qui encadrent pour voir si justement vous êtes aptes à partir, que ce soit physiquement, mais aussi psychologiquement, est-ce que des choses sont établies ou pas spécialement ?

Nous, il y a régulièrement des visites médicales, comme on appelle ça, plus pour établir que tout fonctionne bien. C'est plus un check-up de santé établie au niveau de la *RTBF*, aussi être au point pour les vaccins ce genre de choses pour les voyages. Au niveau psychologique, on peut demander si on en ressent le besoin, ça existe donc c'est tout à fait possible.

Et petite question, je ne sais pas si tu aurais un avis sur ça, mais est-ce que tu penses que le fait demander une aide psychologique, en tout cas à la rédaction, ça ne risque pas de te mettre dans une position de faiblesse dans le sens où on va penser que justement tu vas un peu moins bien et justement peut-être te proposer moins d'occasions de partir ?

Je ne pense pas. J'espère que non. En tout cas, ce sont des aides qui nous sont proposées. Comment dire ? C'est ouvert, donc on sait qu'on peut faire appel à ce suivi dès le retour, une semaine après, six mois, un an, si un jour, on a une volonté de rencontrer ces personnes, n'y a aucun problème, ça existe. Donc, ce serait malvenu qu'on nous offre cette possibilité, puis que ça soit perçu comme une faiblesse. Moi, je pense qu'à partir du moment où quelqu'un est demandeur d'un suivi psychologique, long terme, court terme, il a quelque chose de sain à ce niveau-là, puisque c'est quelqu'un qui ne veut, ça ne veut pas dire que tu as un problème, ça veut dire que tu désires faire un travail sur toi à un certain niveau. Moi, je ne perçois pas de problème à ce niveau-là. Mais c'est très singulier. Entre nous, je n'ai

jamais ressenti le besoin de faire appel à ce suivi. Mais ça ne veut pas dire que c'est une bonne décision. Mais je pense que c'est très singulier. D'un point de vue strictement personnel, je n'en ai pas ressenti le besoin. Mais voilà, je pense qu'il faut le faire si on en ressent le besoin et qu'on est demandeur. Donc je pense que ça ne doit pas être quelque chose qui doit être pointé du doigt comme un élément de faiblesse. Parce que si ça n'existait pas et qu'on te disait, tu pars, mais surtout ne demande pas une aide psychologique en revenant. Alors qu'offrir cette possibilité, te dit que si j'ai besoin d'en parler, je le ferai. Je pense que c'est important et ça fait partie.

Je sais que certains journalistes, justement, n'ont pas peur, mais inconsciemment se disent, je vais être catégorisée si je vais voir quelqu'un, si ça se sait que je vais voir un psychologue, si je l'évoque. Enfin, donc c'est un peu une chose que certains m'ont dit. Maintenant, je pense que c'est singulier.

Oui, c'est singulier. Je n'ai pas été confronté à ce questionnement.

Est-ce que tu penses que tu vas faire ce métier-ci toute ta vie, ta carrière, ou as-tu déjà pensé à une reconversion professionnelle ?

Ce métier me passionne et j'espère pouvoir encore le faire longtemps dans de bonnes conditions, quand je dis dans de bonnes conditions, c'est avec un minimum de moyens qui nous permettent sur le terrain de faire notre travail aussi correctement qu'on le fait aujourd'hui. Plus on va réduire nos moyens de production, plus on va réduire si cette volonté existe, je veux dire, si un jour on devait réduire drastiquement les moyens alloués à la rédaction internationale, on ne pourrait plus faire notre travail comme on le fait aujourd'hui et ça je pense que ça serait enlever une valeur ajoutée importante à notre public. Et aussi au-delà de la Belgique francophone parce que la *RTBF* fait partie d'un réseau européen, de télévisions publiques. On partage notre matière d'envoyés spéciaux avec toute la télévision européenne qui font partie du réseau et on bénéficie de toutes les productions des envoyés spéciaux des autres chaînes à travers un système d'échanges. Et donc notre public bénéficie d'une super immersion en Ukraine, dans la région de Pokrov faite par la télé lituanienne par exemple. Ils ont eu un accès exclusif pour aller voir des choses qu'on ne voit jamais. Et bien si on n'était pas dans ce réseau, on ne pourrait pas bénéficier de cette expertise. Et bien là, on peut. Nous on en bénéficie et donc on peut faire en sorte que notre public voit ça dans

le cas de notre journal télévisé. Donc c'est ça aussi la *RTBF*. Ce n'est pas uniquement notre production à notre niveau. Et puis au-delà, on est diffusé sur *TV5Monde* c'est-à-dire que le témoignage d'une personne à Adıyaman, petit village enfin grande ville turque touchée par le tremblement de terre, ce témoignage va rayonner dans le monde entier et pas uniquement en Belgique francophone. Et donc, je pense que pour tout ça aussi, il ne faut pas réduire les moyens alloués à la rédaction internationale de la *RTBF*. Donc j'espère pouvoir continuer à faire mon travail dans les meilleures conditions. Pendant longtemps encore. Donc à ce stade-ci de ma carrière, la réponse est oui. J'espère pouvoir continuer à travailler longtemps. On verra bien. Peut-être un élément dont on n'a pas parlé, c'est qu'au-delà des moments où on est envoyés spéciaux, une grande partie de notre temps au service international, on traite aussi des grands dossiers de société en desk. C'est-à-dire avec la matière des agences de presse auxquelles on est abonnés. Plus on est abonné à plusieurs agences, plus on a une matière riche pour pouvoir traiter l'actualité. Et souvent, on travaille avec la matière de toutes les agences auxquelles on est abonné, y compris avec la matière échangée dans le cadre de nos partenaires européens pour pouvoir finalement informer notre public le plus largement et le plus justement possible. On n'est pas tenu avec une seule agence à se cantonner à une vision, à une seule source. Au-delà de ça, on travaille aussi en desk à contacter les gens sur place, par exemple quand on travaille sur les dossiers sur ce qui se passe à l'est de la RDC, de la République démocratique de Congo, toute cette région du Kivu, on a contacté des gens sur place pour savoir exactement ce qui se passait, a contacté un correspondant local parce qu'on n'avait pas, la possibilité d'être à Bukavu au moment où les choses bougeaient là-bas. Et donc ça aussi, c'est une partie très importante de notre métier, c'est de pouvoir, à travers aussi nos voyages, avoir un réseau de contacts, avoir un réseau de connaissances, avoir une connaissance du terrain, quand moi je vois maintenant tel endroit, par exemple en Israël ou Cisjordanie occupée ou à la frontière avec Gaza. Je suis allé sur place, je peux visualiser où ça se passe. J'ai une expérience de terrain et ça me permet d'être plus attentif quand je reçois des témoignages des États-Unis, je sais dans quel état ils ont été tournés, dans quel comté ils ont été tournés, comment ça se passe plutôt là-bas, dans quel type d'état on est, dans quel type de région on est. Tout ça c'est l'expérience de terrain au service de notre travail en desk. Notre travail en desk est une partie plus importante de notre travail puisque c'est notre quotidien, contrairement à nos déplacements qui sont plus ponctuels. Voilà, tout l'enjeu en desk c'est aussi de décrypter les images. Au début de la guerre en Ukraine, moi je suis resté des journées entières à décrypter toutes les images qu'on recevait pour savoir où ça avait été tourné, quelle était la source, est-ce que

la source était fiable. On a géolocalisé les images pour ne pas diffuser des plans qui paraissent spectaculaires, importants, a priori, et qui en fait, sont soit faux, soit ne racontent pas tout à fait la vraie histoire, soit ne sont qu'une toute petite partie d'une histoire beaucoup plus importante, et qui pourrait, parce qu'en télévision ça fait bien, parce qu'on se dit tiens c'est très spectaculaire, faire l'histoire. Nous, on doit veiller à ce que ce soit pas le cas. Et donc ça c'est une partie importante de notre travail aussi, la vérification d'informations. Voilà par exemple, au moment des émeutes à Hong Kong, pendant l'année 2019 notamment, pour avoir été sur place, pour avoir été au contact, pour avoir vécu ces émeutes là-bas, je savais qui était face à qui, qui parlait, comment on était, dans quelle rue ça avait été tourné. Je pouvais aller la géolocaliser, la vérifier. Donc on a pu nous vérifier des images comme ça. Ce qu'on n'aurait pas pu faire si on n'avait jamais été sur ce terrain-là par exemple.

Vous utilisez parfois l'*OSINT* dans le cadre de reportages ou quoi ?

Je n'ai pas entendu, excuse-moi.

Vous utilisez parfois l'*OSINT* en rédaction ?

L'*OSINT* ?

C'est l'utilisation des satellites par exemple pour vérifier les zones de manière aérienne.

J'imagine que oui, moi je ne le fais pas directement, mais le service EVN a été formé pour travailler à l'authentification des images en partenariat avec nos partenaires européens à Genève, on est en contact avec ceux-ci on doit faire vérifier des images avec de la géolocalisation très précise, on passe par eux, donc eux sont plus proches.

Mais ce n'est jamais vous, en tant que journaliste, qui devez faire ces étapes-là ?

Ce n'est pas un outil que j'utilise au quotidien, mais il n'est pas impossible qu'un jour j'ai cette formation.

AN - Entretien semi-directif anonyme réalisé au téléphone depuis Beyrouth le 12 avril 2025.

D'abord, est-ce que tu peux m'expliquer ce qui t'a motivé à faire ce métier à l'origine ?

Ce qui m'a motivé ? J'étais intéressée par la région moyenne orientale. J'avais fait un Erasmus il y a dix ans à Beyrouth. Aussi l'aspect politique et culturelle, c'était un peu un mix de tout qui m'intéressait. Et du coup, après un master de journalisme à Aix-Marseille, j'étais partie en Israël-Palestine pendant deux ans parce que pareil, c'était un peu le conflit sur place qui m'intéressait, l'aspect politique. Et puis, de fil en aiguille, ce n'est pas une guerre à haute intensité en Cisjordanie notamment, mais c'est des violences très très récurrentes, de couvrir la situation de l'occupation. Et ensuite, c'est un peu un mix entre le conflit et juste l'intérêt pour la région, je pense n'est pas directement le conflit, peut-être. Donc je me suis installée au Liban en juillet 2020. Et il y a eu l'explosion du port, qui n'est pas une situation de conflit, mais qui est une situation de catastrophe qui est là-bas. J'ai couvert ça. Et puis, je me suis intéressée ensuite au Haut-Karabakh, peut-être que c'était une curiosité parce que je ne connaissais pas du tout la région et j'avais peut-être un petit peu envie de couvrir à un nouveau terrain. C'était un peu la curiosité journalistique, on va dire. Et puis ensuite, j'ai découvert beaucoup la guerre en Ukraine et ça, pense que c'est aussi parce que c'est le continent européen, pense qu'il y avait un intérêt collectif hyper fort, pense si tu en souviens. J'avais un peu l'impression que ça faisait partie d'une histoire qui nous touchait, nous. C'est un terrain que je n'avais jamais couvert, je n'avais même pas été en vacances là-bas avant. Mais c'est vrai que ce qui se passait m'attirait beaucoup dans le sens où je me sentais un petit peu concernée par ça. J'y suis retournée cinq fois en Ukraine, et puis par la suite j'ai tourné pas mal en Israël-Palestine, notamment après le 7 octobre. Je te fais large pour te dire un peu. Et puis quand la guerre a commencé au Liban, j'ai couvert aussi ici parce que c'est ma base en fait aussi, même si je voyage, je suis quand basée au Liban. C'est un intérêt pour les enjeux qui avaient sur place, les enjeux géopolitiques. J'avais envie de raconter aussi parce qu'il y avait peut-être dans les médias occidentaux une incompréhension, peut-être parfois un biais un petit peu pro-israélien, un petit peu à couvrir ce qu'on voit nous et qui ne corresponde pas forcément à ce qui s'entend sur les plateaux télé des chaînes en continu. C'est comme si le pays où je suis, j'étais d'autant

plus intéressée à raconter les histoires, les histoires que j'entendais, de couvrir ce qui se passait et c'était vraiment un conflit de haute intensité donc voilà c'était assez nécessaire pour moi de couvrir ça. Voilà c'est un peu global, tu vois les terrains que j'ai couverts, puis il y avait l'Afghanistan, et après la prise de pouvoir des talibans donc on peut dire que c'est plus vraiment un conflit donc ce n'est pas vraiment... C'est plus des questions sociales, économiques, de genre aussi.

Et donc à l'origine, si je reprends et que je résume un petit peu, quand tu es partie en Erasmus c'était d'abord un pour découvrir une nouvelle culture je suppose, vraiment pour la soif de l'ailleurs un peu.

C'est vrai qu'au Liban, le Liban en France, je ne sais pas trop en Belgique, mais ça mixe plein de choses. Je voyais des films, j'écoutais de la musique libanaise, ça m'intriguait beaucoup. J'avais un grand-père qui avait fait un séjour ici. Et évidemment, il y a l'histoire libanaise qui est très conflictuelle, la guerre civile du Liban, on entend beaucoup parler en France, et ça c'était quelque chose qui m'intriguait aussi pour voir ce qui restait de cette période, les divisions dans pays. Donc y avait un mix entre l'aspect culturel qui m'attirait beaucoup et puis l'aspect politique, les divisions, les conflictualités qui c'est vrai, on va dire, faisait aussi partie de mon attrait parce que c'est quelque chose de très, on va dire, on voit que c'est un pays qui bouge très vite, je ne sais pas trop comment le décrire, mais à l'époque c'était quand même un contexte très différent et à l'époque le Liban n'était même pas dans une crise économique, il n'y avait pas du tout le même, on va dire le même côté, un peu catastrophique que le Liban connaît aujourd'hui.

Et quand tu as annoncé, j'imagine, à ta famille, à tes proches que tu voulais partir à l'étranger pour travailler, c'était quoi un peu les réactions autour de toi ?

Même à l'époque alors que le Liban était en mode bling bling, mon père m'a dit que non je n'irai pas là, il m'a interdit d'y aller entre guillemets, bon après moi j'étais majeure, je lui dis j'ai fait mon dossier c'est trop tard. Et je pense que lui il a un peu l'aspect générationnel, à dire que pour lui la guerre civile c'est quelque chose qui est peut-être un peu plus proche. Il y a aussi eu la guerre de 2006 que moi je n'ai pas vraiment suivi parce qu'en 2006 j'avais... 2010 j'ai eu mon bac, donc en 2006 j'avais peut-être 14 ans. Alors que lui en 2006, il avait 40 ans passés. Je pense que ce sont des choses qui vont un peu plus marquer au

niveau, lui, des histoires de guerre. L'Afghanistan aussi, il n'a pas du tout apprécié parce que... Et mon frère aussi, mes très proches, n'ont pas du tout apprécié parce qu'il y avait cette idée que c'est un pays hyper dangereux, surtout pour une femme. Et puis l'Ukraine non plus, ils n'ont pas trop apprécié. Mais je pense qu'au fil des années, on en parle parfois avec des collègues, la famille finit par un peu accepter. Ils se disent qu'on sait gérer ces situations. Ils nous font un peu plus confiance que dans les premiers cas, en fait. Et puis nous, on apprend aussi à les rassurer. Par exemple, quand il y a eu la guerre au Liban, je leur ai tout de suite dit que j'habitais dans un quartier qui n'avait pas du tout l'habitude d'être bombardée. J'essayais d'autres choses, des trucs que je mangeais plutôt que de parler des gens qui se sont fait exposer. C'est un peu histoire de dire, oui, il y a ce qu'on voit à la télévision et puis un peu, oui, à notre quotidien qui n'est pas aussi dangereux que ce que vous pouvez penser.

En tout cas, c'est vraiment un ressenti personnel, mais de toutes les personnes qui m'ont parlé, j'ai vraiment l'impression qu'il y a une image un peu glorifiée du journaliste qui va sur le terrain et qui est en permanence dans le cœur du conflit. Alors que dans la réalité des choses, c'est plus un travail de longue haleine où on est dans le quotidien avec les gens et c'est toujours dangereux, il y a toujours une part de danger, mais c'est plutôt un quotidien qui s'installe plus qu'autre chose et je trouve qu'il y a un décalage qui est assez puissant entre l'image qu'on en fait et la réalité.

C'est sûr, même en Ukraine par exemple. Alors, l'Ukraine c'est un terrain qui est dangereux, même à l'ouest il y a eu des zones bombardées avec des civils visés, mais voilà il n'y a pas de questions là-dessus, mais par contre ce n'est pas la même chose d'aller sur les lignes de front en Ukraine qui sont extrêmement dangereuses maintenant avec les rats ou d'aller dans une ville comme Kiev ou Odessa qui effectivement se font bombarder, mais qui sont pas des endroits où on a un danger à 100 % permanent h24 où il y a des drones partout qui combattent. Et du coup, c'est vrai qu'ils vont faire comprendre à nos proches. Puis même des fois, trouve qu'il y a un peu d'incompréhensions. En habitant au Liban, je suis en lien, par exemple, avec des gens qui bossent dans les ONG. Et les ONG, ne pas trop, on va dire, sur ces terrains parce que c'est souvent des étrangers qui, dès qu'il y a un conflit, se font rapatrier dans leur pays. Du coup ils sont plus dans la question de développement etc. Et même avec eux en fait quand je discute, il y a un peu un décalage parce qu'ils me disent à toi tu vas là, tu es folle, tu fais. En fait au final même en Ukraine,

on va dire que 80 % des histoires que j'ai couvert c'était des histoires liées au civil, pas du front. Et j'essaye de leur dire aussi bah oui, mais en fait... En Ukraine c'est beaucoup des questions liées au changement de la société, au civil, à l'arrière-front et on n'est pas en permanence en train de courir entre les bombes et c'est vrai qu'il y a un décalage même chez les gens qui vivent au Liban, ils disent qu'en fait non, au Liban par exemple, de toute façon on n'avait même pas toutes les autorisations pour aller au front donc c'est une guerre qui a été un peu compliquée à couvrir même si on voulait aller au front c'était un peu compliqué. Mais il y avait un danger dans des quartiers, mais nous on essaye aussi de respecter les règles de sécurité donc on ne va pas se mettre là où l'armée israélienne, dix minutes avant, dit qu'elle va frapper donc il y a ce côté où il a même des règles, malgré le fait qu'on ait l'impression que c'est complètement anarchique il y a quand même certaines règles de sécurité qui sont parfois on n'a pas de chance, mais il y a quand même un aspect où on peut respecter les règles, si on respecte les règles globalement, on a quand même une grande chance que ça se passe bien pour nous. Donc ce n'est pas non plus un métier où on pense mourir dès qu'on se réveille. D'accord, il y a un décalage. Déjà dans l'histoire qu'on couvre, parce que je pense que la plupart des gens couvrent des histoires liées aux civils et pas des trucs de front pur. Et puis même dans le quotidien, enfin il a un aspect un petit peu... c'est vrai que par exemple quand on prend la route, que ce soit en Ukraine ou au Liban, à l'automne dernier, il y a toujours un petit peu d'inconnu. Il faut prévenir bidule, il faut prévenir les casques bleus, parce qu'eux ils préviennent Israël, qu'on a une voiture. Mais globalement, une fois qu'on est dans un village, on sait que ça va quand même globalement bien se passer. Mais après c'est très différent selon un terrain ou un autre. Au Liban par exemple, c'est des zones contrôlées par le Hezbollah qui font un peu plus flipper. En Ukraine c'est un peu plus fou. Mais voilà, ça dépend un petit peu. Et je suis d'accord avec le décalage.

Et ça c'est peut-être aussi un peu personnel, donc si tu n'as pas envie, ne t'en fais pas. Mais à l'origine quand tu as voulu faire ce métier, d'un point de vue financier. Est-ce que c'était quelque chose d'assez envisageable pour toi ? que c'est quand même un coup d'aller à l'étranger comme ça, de prendre un avion, de trouver un appartement et tout ça ? Est-ce qu'en France, je ne sais pas du tout, est-ce qu'il y a des aides ou des bourses ou des choses qui sont mises à disposition ?

C'est un peu compliqué. En France, il y a quand même *RSF*. Franchement, ça c'est une aide importante parce qu'ils prêtent des gilets, bon il a une caution et tout, mais c'est quand même gratuit, ce n'est pas de la location parce que maintenant ils sont au Liban, c'est quand même un truc qui n'est pas à notre main parce que le matériel est très coûteux, donc ça, ça a été un... Je pense que c'est une aide très importante pour les gens. Et puis on sait très bien aussi qu'il y a une aide, eux, sont aussi là pour nous remettre, pour dire, pour nous filer les tips si on a besoin d'une aide psychologique, si on a besoin de tel truc, si on a besoin d'être souvenu, etc. Après, en fait, les médias... J'aurais plein de choses à dire là-dessus, les médias, c'est compliqué. Franchement, moi, les premières années que j'ai faites en tant que freelance, j'étais un peu naïve, je pense. Je ne demandais pas à ce qu'ils payent mes frais parce que j'avais peur de me faire griller, que je demande trop. Et du coup, j'acceptais plein de trucs. Donc, je n'étais pas bien payée. Et je pense qu'au niveau de la guerre en Ukraine, j'ai commencé à bosser... Là-bas, je bossais avec un photographe qui est aussi français, Nicolas Cortez, et pour les frais et tout, il m'a un peu appris à demander ce que je devais demander. Et à partir de ce moment, j'ai été plus payée à la hauteur de la réalité, des frais que j'ai engagés. Ça s'est beaucoup mieux passé, je pense, à ce niveau, même si des fois, ils ont du mal à comprendre ils n'ont jamais payé nos billets d'avion. Ça, ça n'est jamais arrivé. Et des fois même sur place, c'est un peu... Ça dépend vraiment des médias, mais c'est un peu compliqué. Il faut négocier avant, on sent de la réticence derrière, alors qu'eux, quand ils envoient des salariés, ça leur coûte une blinde. Et alors que nous, en fait, quand on vit, par exemple, au Liban, eux, n'ont pas à payer mes frais de logement, par exemple, mais par contre, s'il faut qu'ils payent le transport, et parfois, c'est un peu... c'est un peu laborieux. Et effectivement, les fixeurs, moi au Liban, je n'en prends jamais et je pense que c'est un bénéfice énorme pour eux. Donc je ne vois pas pourquoi on discute du transport derrière. Et en Ukraine aussi, j'essaye de m'arranger pour essayer de ne prendre de fixeur parce que c'est vrai que ça coûte cher. Mais quand je le fais, on me dit, oui, mais est-ce que tu pourrais le partager avec quelqu'un ? Et effectivement, je peux le faire, mais en fait on ne va pas blinder la voiture de cinq personnes pour que le média ne paie pas plus de 30 balles. En fait, ça met beaucoup de poids sur nous. On est convertis en producteurs et en même temps, on est des journalistes. Moi, je suis plus rédactrice, je fais aussi un peu de photos. Et tu te retrouves avec mille casquettes qui te bouffe le cerveau parce que ton média, en fait, te fait comprendre qu'il ne paye pas tous les frais. Et ça, c'est un peu fatigant, en fait, parce que déjà qu'il n'a personne. Nous, on doit gérer la recherche de logements et tout, *fair enough*. On fait ça parce qu'on est freelance. Mais il faut gérer aussi de partager ça, ça, ça... De

partager les divisions des frais, etc parce que pour payer tel ou tel truc et ça peut vraiment vous faire un peu ton énergie. Et ça c'est je pense que c'est un truc par exemple comme tu parlais de la glorification du journalisme ou des conflits je pense que globalement on n'est pas des tarés mentaux qui sont à la recherche de la guerre, du conflit avec un problème d'adrénaline etc. Il y a des gens qui sont comme ça, mais je n'en ai pas rencontré non plus des masses. Je crois que globalement c'est des gens qui sont bien de leurs bottes, qui font ce métier. Par contre, je crois qu'il a quand même des problèmes de gestion du stress et ça c'est un vrai truc et moi du coup ça m'énerve un peu peut-être dans l'image qu'on renvoie du journaliste de guerre. J'ai un peu l'impression, tu parlais de la famille, que soit il y a un truc chez eux, soit ils disent que je suis un peu tarée, soit que j'ai un courage énorme. Et je crois que ce n'est ni l'un ni l'autre. Il y a, c'est vrai, un goût du risque qui n'est pas indéniable. Il y a cette ligne rouge qui est un petit peu différente des gens lambda. Mais je n'ai jamais fait de PTSD. Je crois que je sais quand même gérer mon stress. J'en parle beaucoup avec les collègues, on en parle beaucoup entre nous, donc il y a quand même pas mal de solidarité vis-à-vis des petits trucs qu'on voit parfois qui sont un petit peu moche. Et d'un autre côté, je ne pense pas que j'ai un courage à la Superman, je fais aussi ça parce que ça me plaît, donc c'est un peu égoïste aussi. Et j'ai envie de raconter ce que les gens, ce que les gens traversent et ce dont on ne parle pas beaucoup, encore le moins, par exemple en Cisjordanie, au Liban, etc. Et d'un autre côté, c'est aussi parce que ça plaît, donc je ne suis pas super girl qui va sur le front parce que j'ai trop envie d'être la super héroïne de machin. Et donc à ce côté-là, est un peu, comment dire, comme tu disais, peu glorifié ou fantasmé, ou parfois aussi un peu dénigré parce qu'on a l'impression que parfois les gens nous prennent pour des malades mentaux alors qu'au final le gros problème je pense au niveau de la santé mentale chez les journalistes c'est la question du fric quoi et de cette charge mentale qu'on fout sur le dos de tout gérer tout le temps de devoir minimiser les frais un maximum alors qu'en fait le terrain de conflit ça coûte cher et les médias sont pas prêts à l'accepter et ça ça fait mal au cul parce que nous, ça nous fait perdre beaucoup d'énergie et moi, ça m'a mis dans des situations de stress, qui n'étaient pas liées au terrain, mais qui étaient liées au média lui-même. Et en plus, ça nous fait peur parce qu'on se dit, si on râle, on va ramener ce média, c'est une situation un peu précaire d'être financé parce que tu dis, putain, dès que j'ai un problème avec un média, je le perds plus toujours. Et c'est plus ce côté-là qui est un vrai problème, je pense. Moi je retrouve chez plein de gens la santé mentale, ça, c'est plus des questions comme ça quoi. Et c'est vraiment, faut faire comprendre que ça coûte cher, par exemple, en Ukraine c'est de l'ordre de 400 balles, peut-être dans les coins un peu moins

craignos c'est plus dans les 300 balles, au Liban c'était plus de 300 balles, en Syrie ça devient du 250 à 300 balles. Et ça, ils ne sont pas tous prêts à aligner les lignes.

C'est quand même étonnant parce que ce sont des reportages, des sujets qui intéressent le public. Donc même si c'est des coups, j'imagine que c'est des informations qui nécessitent d'être traitées, pas plus que les autres, mais qui savent qu'elles vont intéresser le public.

C'est sûr, par exemple en Ukraine, ça s'est très bien passé pour moi globalement, je suis largement rentrée dans mes frais. Mais c'est vrai que la gestion et essayer de communiquer avec le média est parfois un peu compliqué. Je pense qu'il a une compréhension et des fois ils sont prêts à faire une concession sur l'intérêt du reportage et sur ce qu'on peut avoir par exemple. Ils vont se dire, bah ça c'est trop cher, c'est très intéressant et les accès sont difficiles, ce n'est pas grave, reste à Kiev, fais un truc là-dessus, et il y a ce côté un petit peu là quoi. On ne va plus chercher le côté qui est un petit peu plus simple, on va dire, pour que ce soit plus, enfin moins complexe pour tout le monde et incluant au niveau financier. Et même au niveau des risques qu'ils prennent. C'est bête, mais là j'aimerais retourner en Ukraine. Il me faut juste une simple lettre d'accélération d'un média et ça n'enlève les engage à rien juridiquement. C'est vraiment un truc pour que les Ukrainiens, voir qu'il un média, qu'il y a un backup derrière, qu'on est des vrais journalistes. Et en fait, j'ai contacté trois médias avec qui j'ai l'habitude de bosser et je n'ai pas eu cette lettre parce qu'eux, ils n'ont pas envie de se mouiller. Et c'est fatigant en fait parce que t'es là, tu tournes en rond, tu bosses pour eux, ils ne veulent pas te faire une lettre très simple qui ne les engage à rien. Alors qu'une fois que t'y es, en fait, eux, ils attendent que tu y sois pour que tu leur fasses des sujets qui vont les intéresser. Mais par contre, ils ne veulent pas se mouiller quand il a ce petit truc, la petite clé d'accréditation, on ne sait pas à quoi ça nous engage. Mais par contre, une fois que t'y es, évidemment et ça m'avait fait un peu ça en Syrie. Bon après je ne dis pas eux, ce n'est pas un média belge, c'est un média français, *Le Pèlerin*, mais ils avaient très bien payé, ils sont irréprochables à ce niveau, mais bon ils m'ont dit, nous on prendra, une fois que tu y es, donc il fallait engager les frais de transport pour y aller. Donc après ils ont très bien payé, mais des fois c'est un peu plus compliqué, après si tu veux que je te parle un peu en détail des journaux, évite de citer mon nom. Des détails comme ça, c'est vrai que par exemple *Le Soir*, c'est compliqué. *Le Soir* ici, j'ai bossé pour eux en Syrie, j'avais aussi bossé pour eux en Ukraine, en Israël-Palestine. Les frais, c'est compliqué.

Déjà, à la pige, je vais dire, ce n'est pas très bien payé et ils ne prennent pas de photos, donc ça ne permet pas de commencer sur un truc, ils prennent quasiment plus de photos depuis un an et demi et les frais, c'est toujours, par exemple, là, j'avais été en Syrie, je suis arrivée trois jours après la chute de Damas, et puis mon contact là-bas me disait, oui, tu vas prendre un fixeur quand même. Et je lui ai dit, la rédaction va le payer. Et là, elle change de sujet. Et puis elle me dit, oui, il était important de prendre un fixeur. Et je lui ai dit, mais est-ce que vous allez payer ? Pas de réponse. Et je suis là, bah en fait... Bon, après, en fait, on s'est mis d'accord sur une espèce de package global où j'aurais fait payer plusieurs jours d'hôtel et une partie du fixing et ça s'est bien passé à la fin. Mais en fait, moi, ça me crée du stress parce qu'elle ne me dit pas si elle va le payer. Et puis à l'époque, c'était un peu l'ouverture de Damas, tout le cher, les hôtels et tout. Et nous, était un peu en mode, qui va payer ces trucs, ils ne nous disent pas. Et puis quand on est au Liban, je demande très peu de frais, parce que c'était que des frais de location de voiture, ce n'est vraiment pas cher au Liban. Mais bon, ça chipote un peu, on demande si je peux partager la voiture avec quelqu'un, que ce ne soit pas 30, mais 15 dollars. Alors que je ne demande jamais de fixeur, c'est un peu compliqué. Après, par exemple, *L'Écho*, ça se passe mieux parce que je leur demande des frais qui correspondent à ce que ça m'a coûté et ils ne me demandent pas d'explications, ils ne discutent pas. En cinq minutes, ils m'ont répondu, pas de problème. Et je n'ai jamais eu de problème, franchement, avec eux. Quand j'étais en Ukraine, ils m'ont payé tous mes articles 30 % de plus pour l'ensemble des articles, pour faire une espèce de deal, en fait, où j'étais quand même largement bien payée. Et comme ça, ça ne posait pas de questions. Donc eux, ça s'est bien passé globalement sur les terrains que j'ai faits, j'ai fait plus Ukraine et Israël-Palestine, Israël-Palestine c'est un terrain un peu coûteux et ils ne m'ont jamais fait d'histoire, ils ne m'ont jamais pris la tête. Donc voilà je ne sais plus quel autre, je crois que c'est les deux médias belges pour lesquels je bosse. Après, *Le Soir* ça se passe bien au final, mais c'est un peu instinctif en revanche. Et c'est sur les histoires que les choses sont claires à l'avant et au final il m'a payé la voiture. Est-ce que tu peux le partager avec quelqu'un ? Enfin après *why not*, mais du coup il faut que je trouve quelqu'un, faut qu'on négocie avant et en fait dans l'urgence de l'actualité, moi ça m'emmerde un peu trop.

Même si ce n'est pas compatible, ce n'est pas le métier que tu fais donc techniquement tu fais le métier de quelqu'un d'autre et tu n'es pas payée pour.

Oui, à côté en fait moi je suis, et constamment j'ai pris une assurance depuis longtemps ici, c'est une mutuelle qui me coûte un petit peu cher, c'est un truc français, donc j'y parle avec les autres partout dans le monde et je me disais putain vous n'avez pas à payer l'assurance, et parce que c'est une mutuelle aussi qui me couvre au quotidien ici, mais quand même en fait, vous n'avez pas à payer l'assurance, vous ne payez pas l'avion, vous ne payez pas le logement la plupart du temps, sauf quand je pars quelque part pour eux, mais bon, faut pas chipoter sur la voiture quoi. Ça, c'est bon, ça peut arriver, mais c'est très oubliable selon les médias. Je fais ça aussi pour des Français aussi, j'ai plein de trucs en tête, où au final tu te mets à payer des trucs avec d'autres, enfin au final, moi, je m'en sors bien. Tu te mets à payer parfois les frais en faisant un petit reportage radio qui te fera 60 euros. C'est un peu du bricolage parfois. Moi je m'en sors très bien à mon compte financièrement depuis la guerre en Ukraine je dirais. Mais parfois, c'est un peu fatigant.

Et est-ce que tu dirais que c'est un métier qui est assez précaire ?

Je pense que c'est un métier précaire oui parce qu'il y a beaucoup d'inégalités entre l'actualité en fait. Là par exemple depuis le mois de janvier, je pense qu'il y en a pas mal qui sont un peu redescendus de leur truc parce que nous quand on était au Liban, il y avait le Liban et ensuite on a enchaîné avec la Syrie et après c'était un peu le vide. Moi je m'en suis bien sortie parce que je multipliais les petites collab, mais ce n'est pas du tout la même chose que l'année dernière. Après, est-ce que parler de précarité... Je dirais que c'est un métier où il faut... Je pense qu'il y en a pas mal qui arrivent à faire ça, mais il faut un peu prévoir le coup. Du coup tu mets beaucoup d'énergie sur des moments d'actualité intense. Tu fais par exemple, si tu vas un mois en Ukraine, tu mets énormément d'énergie dans ce mois, tu prends plein plein de choses, plein d'infos et tout. Et ensuite, il faut savoir que pour le mois suivant, ça va être un peu léger en termes de travail. Du coup, tu sais que ce que tu as travaillé, ça va te servir peut-être pour deux mois en termes de salaire, trois mois, mais ça, il faut un petit peu savoir le gérer, je pense, mentalement, à gérer un peu ce budget et ce n'est pas toujours facile de gérer ce côté. Est-ce que c'est de la vraie précarité ? D'un côté, oui, un petit peu, parce que c'est très très dur de pouvoir se projeter à court terme. Il faut toujours trouver un nouveau truc parce qu'on sait qu'au mois prochain, il n'y a rien. Il faut réfléchir très vite. Et ça, peut-être une forme de précarité de se dire qu'on n'a pas de filet de sécurité. Après, moi, comme ça fait un moment que je travaille là, et c'est le cas pour d'autres collègues, il y a ce côté où on a des médias qui nous font confiance, et du coup,

même quand il n'y a pas une actualité ultra chaude, ils vont peut-être revenir vers nous, nous proposer des trucs, et ça va être une source de revenus qui n'est pas dingue, mais qui peut être un peu régulière, quoi. Et ça, moi, je sais que ça me fait pas mal, je n'ai pas une source de revenus régulière qui... La guerre au Liban, c'était des trucs, des milliers d'euros et là c'est plus du smic, mais c'est régulier donc c'est bien aussi comme ça. Donc voilà, c'est plus ce côté-là et puis le côté où moi c'est au niveau de l'assurance et tout, je me rends compte que je ne fais payer à personne et je commence à me dire que ce côté-là c'est quand même des sous et personne ne paye quoi.

Et tu as toujours eu une assurance quand tu es partie ? Tu as toujours pris une assurance de tous côtés ?

J'ai eu à partir du moment où j'étais devenue freelance en 2019. C'est une mutuelle française qui bouge partout. Donc elle est en termes de budget français, elle n'est pas peu chère, mais si tu compares avec ce que les Américains payent pour leurs assurances, tu me dis bon je m'en sors très bien. C'est, je ne sais pas, peut-être 650 euros par trimestre, un truc comme ça. Et oui, ça me rassure beaucoup parce que même dans la vie quotidienne, je suis un peu une flipette, j'ai un peu des... de la schizophrénie, dès que j'ai un petit truc. Les accidents de voiture au Liban, c'est quand même pas mal. Donc ce n'est pas que lié à la guerre. C'est vrai que même un truc à la con, un tout petit truc de missile qui rentre dans la main, je n'ai pas envie d'être endettée à vie quoi. Et du coup, ça c'est un truc qui me rassure quand même pas mal. Je pense que moi j'ai un peu le côté, je ne sais pas, moi j'ai un côté, mais je suis un peu plus, je suis un peu plus gaffe à certains trucs, je suis, je sais qu'il a d'autres journalistes qui n'ont pas d'assurance du tout. C'est le cas de mon compagnon ici, il n'a pas du tout d'assurance, ça fait 10 ans qu'il est au Liban, il a couvert la Ukraine, il a couvert la guerre au Liban et il n'a pas d'assurance. Donc peut-être que ça peut être intéressant pour toi de parler avec lui parce que moi je n'arrive pas à comprendre mais...

J'avoue je veux bien s'il est disposé à en parler parce qu'en fait j'ai eu plusieurs témoignages, j'ai eu des personnes qui m'ont dit qu'en fonction de leur moment de leur carrière ils n'avaient pas d'assurance parce que soit ça leur coûtait beaucoup trop cher et que ce n'était pas possible financièrement donc ils préféraient partir sans soit simplement pas par oubli de leur part, mais en se disant...il ne va rien m'arriver donc

pourquoi prendre une assurance ? C'est un peu pour se rassurer aussi. J'ai eu plusieurs réponses un peu étonnantes.

Je pense qu'on a un petit côté de toute façon, ça va bien se passer, y'a pas de raison et puis je pense que comme la plupart des gens dans leur vie quotidienne, une fois que tu es habitué aux trucs peu conflictuels, tu te dis que ça va, que ça va bien se passer. Comme les gens dans leur vie quotidienne qui peuvent très bien avoir un accident ou un cancer, mais ils ne pensent pas à ça tous les jours. Et tu te que le reste, pas grave. Tout va bien... Tu relativises les choses qui peuvent être un peu peur, j'imagine qu'il a de ça aussi. C'est vrai que moi, la raison principale pour laquelle j'ai une assurance, c'est pour la vie quotidienne et ce n'est pas tellement pour le conflit. Dans mon esprit, en fait, c'est une histoire de, ah, je n'ai pas envie d'avoir un accident de la route ou d'avoir une maladie et de pas pouvoir aller tout de suite chez le médecin que, bon, bah oui, les terrains de conflit, ça peut être dangereux, mais je ne pense pas à ça d'abord. Je pense que c'est un peu de ça aussi. Donc voilà.

J'avoue s'il veut bien en discuter je serais ravie d'en parler un peu avec lui dans un moment. Si tu veux m'envoyer son contact. J'avais aussi une autre question. Je me demandais si pour le moment ou en tout cas avant, tu avais été consulté de ton côté un psychologue ou un psychiatre pour une sorte de suivi ?

Euh... Non, non.

Ok. Et est-ce que tes rédactions ne t'ont pas poussé à le faire, mais t'ont conseillé de le faire ?

Non. Ça m'est arrivé, la rédac de *Le Soir*, elle essaye de créer un lien un petit peu affectif, tu vois, on s'est rencontrées quand elle est venue au Liban etc. Puis elle m'a demandé plusieurs fois si ça va pendant la guerre etc. D'un autre côté, tu ne le mets pas dans ton truc, mais elle a aussi participé à mon stress pendant la guerre. Donc elle m'a envoyé des messages à pas d'heure sur des sujets qui étaient vraiment très... qui n'avaient pas matière à intérêt alors que moi j'essayais de me reposer l'esprit. Donc c'est un peu compliqué quand quelqu'un veut ton bien et en même temps créer ton stress. Mais sinon non, les médias, les rédactions, non mais je sais que ça existe. Par exemple, en France, il y a des trucs maintenant qui sont super, genre qui sont méga remboursés à 50%, voire plus. *RSF* aussi,

ils ont une espèce de truc où soutien psychologique et tout. Donc je sais que je peux, mais je pense que j'ai réussi un peu à gérer pour l'instant, parce qu'il a eu du stress, et que je suis revenue d'Ukraine la première fois. Ce n'était pas évident. Mais je pense que j'ai réussi à me remettre dans la normalité. Et si ça s'était mal passé, j'aurais dû voir quelqu'un. Mais globalement, à ce niveau, il y a quand même de la sensibilisation et puis voilà, on voit des trucs en France, ça se débloque depuis deux ans en France au niveau des remboursements, et puis on en parle en fait entre nous. Donc les rédacs, elles ne sont pas trop... Elles ne sont pas très attaquées à ce niveau pour nous conseiller, mais on en parle beaucoup entre nous. Moi j'ai des potes qui ont des vrais problèmes psy. Du coup, franchement, je pense que c'est un monde où on a beaucoup d'amis qui ont un peu les mêmes expériences que nous. Et c'est des gens qui ne sont pas trop coincés au niveau de la parole et tout. Et tu peux facilement parler avec des gens. Donc ça c'est assez cool.

Je me demandais, tu parlais un peu de ça, je voulais juste savoir toi comment tu faisais. Quand tu pars entre guillemets en mission et que tu reviens ensuite à la fin d'un reportage, comment fais-tu pour te réadapter à ta vie encore une fois entre guillemets civile on va dire ?

Je pense que là où j'avais remarqué le plus grand bouleversement on va dire, c'était la première fois que j'étais en Ukraine. C'était vraiment très intense là-bas. Au niveau du travail, pas que le terrain en soi, le travail, je n'aurais jamais bossé comme ça. Je suis revenue, en fait, je suis d'abord allée en Moldavie quelques jours avec celui qui est devenu mon copain. Ça m'a fait un peu un premier sas. Je ne me rendais pas trop compte que c'était bien de faire ça. Mais ça m'a fait un premier sas de décompression parce que c'est un pays qui n'est pas en guerre. Du coup, là je me suis dit, ah putain, je suis sortie d'un pays en guerre. Et en même temps, je suis dans un pays que je n'ai pas, ça fait un peu ce truc de je ne reviens pas directement chez moi en mode... Le truc il fait un peu bizarre quoi. Et du coup, j'ai passé peut-être quatre ou cinq jours là-bas et ça m'a fait vraiment du bien. Du coup, je me suis rendu compte que c'était bien de ça. Et après, je suis allée au Liban, donc j'étais un peu, un peu déboussolée, mais je me suis un peu remise à bosser un peu vite parce que c'était les élections en Liban tout de suite après quoi et c'est vrai que j'ai eu un peu ce truc de il faut que je me calme parce que j'ai envie de bosser tout le temps tout le temps tout le tout le temps parce que c'est ce que je faisais en Ukraine et je me sentais mal si je bossais pas les week-ends etc. et c'est là je pense que j'ai essayé de me poser un peu d'essayer de

comprendre ce qui se passait dans ma tête c'était un peu mon moyen de faire du yoga, des trucs comme ça. Et j'ai un peu compris ce qui se passait, qu'il fallait que je ralentisse sinon ça n'allait pas bien se passer. Donc je pense qu'en parlant avec des amis aussi, ça s'est bien passé globalement même si à ce côté, il y a l'adrénaline du travail, ce truc où tu as envie de parler de ce qui se passe, si je ne parle pas de ce qui se passe, je me sens mal en fait. Il a ce côté un peu qui, je pense, rouille chez les gens qui font ce métier, de culpabiliser, de plus en parler en fait. Et moi ça m'a un petit peu... ça fait un peu passer comme ça quoi. Parce que je t'ai dit de *fomo, fear of missing out*, de plus parler de la souffrance des gens, c'était un peu ça. Et par exemple au Liban, c'était un peu bizarre parce que ça s'est arrêté, nous on avait des drones tout le temps, on entendait les bombardements, pas tout le temps, mais on les entendait et puis il avait tout le temps, c'était des gens, des amis qui souffrent, qui sont déplacés et machin et du jour au lendemain en fait il n'y a plus rien et là c'était un peu bizarre donc on essayait beaucoup d'en parler entre nous, mais c'est...je pense la mentalité libanaise est habituée au changement extrême d'un moment à l'autre et peut-être d'être entouré de libanais qui avait l'habitude ça, je crois que ça a aidé à zapper, genre à dire, bah oui, on est dans un nouveau logiciel, et puis ce n'est pas ça. Ça dépend des contextes, je pense, mais on en parle quand même pas mal entre nous. Et peut-être que le travail, moi je suis un petit peu, je dois bosser bosser bosser, et même quand il avait le travail, j'avais encore du travail donc ça m'a un petit peu aidé à me dire que ce n'est pas le néant. Moi c'est vrai que quand c'est le néant, après l'explosion du port de Beyrouth, les médias avaient arrêté du jour au lendemain de s'intéresser à ce pays et ça fait vraiment trop bizarre. Et c'était un peu choquant quand même. Ça dépend des trucs, mais je pense que le temps, l'expérience, on arrive mieux à gérer ce genre de truc. Je veux dire, là je sais qu'ils vont s'en foutre, là je sais que le travail va être différent parce qu'en fonction du terrain, la guerre est finie, mais il faut que ça rebondisse assez vite sinon ça va être compliqué. Mais je pense que c'est les réflexes qui viennent avec le temps.

J'avais une toute dernière question. C'est un peu sur l'avenir, comment tu vois ta carrière dans les prochaines années. Là, je ne sais pas concrètement quel reportage tu as envie de faire, dans quel pays tu envisages d'aller ?

J'aimerais bien retourner en Syrie, sur la société syrienne surtout sur la culture. J'aimerais bien retourner en Ukraine aussi le mois prochain pour parler de tout ce qui se passe ça, de tous les changements vis-à-vis de de Trump et tout. C'est vrai qu'à moyen terme j'aimerais

bien retourner en France, acheter un appart. J'ai 32 ans en fait, ça fait cinq ans que je suis au Liban quasiment, je commence à avoir envie de vraiment créer un truc où je me dis que je peux partir de temps en temps, mais quand je reviens, je suis dans mon pays, je n'ai pas de problèmes de visa je suis un peu plus stable enfin j'ai une phase un peu plus stable et rassurante. Au Liban, je dois réfléchir au visa... C'est un pays qui a des égards est super, mais il peut avoir plein de défense aussi, ça peut être un peu saoulant. Du coup, voilà, en France, il n'y a pas de problème d'électricité, je suis un plus à la recherche de ça, mais tout en pouvant repartir sur les terrains compliqués ou pas, de manière régulière.

Oui tu n'envisages pas un changement de carrière ?

Je ne me vois pas du tout faire autre chose, j'aimerais bien faire de l'enseignement, voilà faire plus de reportages sur le long court, mais je n'imagine pas faire autre chose. Des fois, je vois des gens dans mon entourage qui veulent faire des boulots un peu chiants et je me dis que j'ai de la chance de faire ça parce que en fait c'est juste un métier, ça vient avec le temps, on apprend à gérer les mois un peu instables financièrement.

C'est un métier passion...

Passion je ne sais pas, on rigole un peu de ce terme parce que en fait c'est juste un métier qu'on aime bien faire. Pour les gens qui veulent continuer là-dedans, passion je ne sais pas y'a plein de trucs qui font que c'est juste un métier comme un autre, mais oui je ne me vois pas faire autre chose.

Christophe Lamfalussy - Entretien semi-directif réalisé en présentiel dans la rédaction de *La Libre Belgique* à Bruxelles le 23 avril 2025.

D'abord on va commencer très simplement. À l'origine, c'était quoi la motivation de cette profession ? Pourquoi vouloir devenir journaliste tout d'abord et plus spécifiquement couvrir l'international et les conflits ?

Alors l'envie de faire du journalisme est venue très rapidement quand je devais avoir 16 ans à peu près. J'ai été fasciné par l'affaire du *Watergate* aux États-Unis, le travail qui avait été

réalisé par les enquêteurs du *Washington Post* et leur capacité finalement à faire bouger le système puisque ça a conduit à la démission de Nixon. Donc ça, c'était pour moi le premier choc journalistique. Puis j'ai commencé à écrire, très tôt aussi, à l'âge de 16 ans, pour une petite revue culturelle qui s'appelait « Bruxelles Jeunes » où je parlais musique rock, chansons françaises, jazz, etc. J'allais à des concerts, je faisais des chroniques de disques et tout ça. Donc c'est comme ça que j'ai commencé à écrire dans la culture. Mais mon premier choc, ça a été l'affaire du Watergate. Et puis, venu le temps des études universitaires, beaucoup de gens m'ont dit, tu sais, si tu veux devenir journaliste, tu peux faire des études de communication sociale, comme on disait à l'époque, mais je ne suis pas sûr que tu vas trouver un emploi. Donc, il vaudrait mieux que tu aies deux diplômes, que tu fasses d'abord un diplôme sur une matière et puis après le journalisme. C'est ce que j'ai fait donc, j'ai étudié en criminologie à l'UCL et puis j'ai postulé pour une université américaine et j'étais accepté à Columbia, l'Université Columbia qui est la grande université américaine qui donne les prix Pulitzer, tout ça. Donc j'étais déjà très fier. Mais ça n'a pas été simple, parce que j'ai dû subitement travailler en français, en anglais pardon. Mais ça a été une école extraordinaire parce que du jour au lendemain, j'ai dû travailler. Le premier jour, on nous a demandé d'aller faire le portrait d'un homme de la rue. J'étais complètement paniqué parce qu'il fallait que je remette l'article à 16 heures sous la porte du professeur. À l'époque, il n'y avait pas de mails. Je suis sorti de l'endroit où j'habitais, j'ai vu un travailleur, un gars qui était un balayeur de rue. C'était un gars qui venait de la République dominicaine et on a commencé à papoter. Et puis à un moment il m'a dit, vous savez, je suis le cousin du président de la République dominicaine. Et donc j'avais un personnage absolument fantastique qui est en train de balayer la rue juste à côté de chez moi. Donc ça a été mon premier papier en anglais. Puis je suis revenu en Belgique. J'ai fait des stages ici à *La Libre* et au *Soir* aussi, mais ni l'un ni l'autre n'ont pas engagé ou n'avaient d'opportunité à ce moment-là. Donc j'ai postulé, j'étais engagé dans le journalisme régional, dans le groupe *Vers l'Avenir*, que je considère comme ma seconde université parce que là j'ai appris comment il faut parler aux gens, comment respecter ses voisins parce que les gens qui vous lient sont vos voisins. Donc si vous vous trompez dans une virgule, ils sont là le lendemain matin devant la porte. Donc ça, c'était une deuxième formation pour moi. C'était finalement le premier travail que j'ai eu, c'était de travailler dans l'information régionale, des choses comme les centenaires, les conseils communaux, les accidents de voiture, des choses qui peuvent être parfois très touchantes ou impressionnantes quand on va sur un accident de voiture. Certains me touchent encore maintenant. Et puis après deux, trois ans, *La Libre* est

venue me chercher, me demander si je voulais travailler pour eux sur l'Europe. Ce que j'ai fait. À l'époque, l'Europe, c'était plutôt économique. C'était la communauté économique européenne. On faisait surtout des sujets de style grand marché. Puis est survenue la guerre en Bosnie. Et là, comme j'avais créé l'antenne belge de « *Reporters sans frontières* », j'avais quand même déjà peut-être quelque chose derrière la tête. Je suis parti un jour de 1993, en janvier ou février je ne sais plus, on est parti avec tout un groupe de journalistes français et moi le seul belge à Sarajevo. Et là ça a été ma première expérience de guerre, mais vraiment très forte. Et quand je suis revenu, le journaliste qui s'occupait de la Bosnie et des Balkans ne voulant pas aller sur le terrain, finalement c'est sur moi que c'est retombé. Je me suis pris au jeu moi-même en acceptant d'y aller et en proposant moi-même toute une série de reportages. C'est comme ça que j'ai commencé à couvrir les guerres.

Et pourquoi est-ce que la personne en charge ne voulait pas y aller ? C'était un choix personnel ?

C'était un choix personnel. Il était relativement âgé. C'était plutôt un analyste qu'un reporter. Donc il avait une très bonne connaissance de l'histoire des Balkans, des relations avec la Russie, tout ça. Mais il n'était pas prêt à passer trois semaines sur un front ou dans une ville où les gens crèvent et où il n'y a rien à manger. C'est toujours un choix que moi j'ai toujours respecté parce que je trouve que c'est finalement un engagement extrême pour le métier, mais avec des satisfactions professionnelles qui sont énormes aussi. Ça c'est un élément important, je pense que c'est aussi que comme je suis marié et que j'ai des enfants, il a fallu s'adapter d'abord, il a fallu, enfin, mon épouse, à accepter le fait que je parte. On a mis tout en place, tous les mécanismes pour expliquer à nos enfants qui étaient encore tout petits, pourquoi je partais. Et donc, par exemple, je disais que j'allais voir les enfants qui étaient sous la guerre, sous les bombes. Elles me donnaient, j'ai trois filles, elles me donnaient des poupées. Donc quand je voyais des enfants dans un hôpital, j'emportais aussi une poupée de la part de mes propres enfants. Donc ça c'était une façon aussi pour eux de vivre avec un père qui était en guerre et mon épouse ne regardait pas la télévision à ce moment-là. Je lui ai dit : « écoute, évite le journal télévisé, pas de nouvelles, bonnes nouvelles, et je fais attention. »

Et justement, ce tout premier voyage, c'était quoi ? L'envie derrière, c'était de vouloir montrer ce qui se passait concrètement ailleurs ou peut-être une envie un peu égoïste de vouloir voir concrètement ce que c'est et comment ça se passe, un mix de tout ?

Non, le but du premier voyage, c'était de soutenir le journal indépendant de Sarajevo, qui s'appelait *Oslobodjenje*, et donc de soutenir des collègues. Et là, j'ai rencontré le rédacteur en chef de ce journal qui s'appelle Zlatko Dizdarević. Et je me suis arrangé pour qu'il fasse une chronique pour le journal. Je lui ai dit, écoute, je connais mon journal, il ne va pas m'envoyer tous les deux mois en Bosnie. Par contre, si tu peux nous faire une chronique une fois par mois qui raconte la vie à Sarajevo de l'intérieur, on est preneurs. Donc on l'a fait et ça a été publié non seulement dans *La Libre*, mais aussi dans d'autres journaux en Suisse et en France aussi, je pense. Mais je suis retourné moi-même au moins dix fois en Bosnie, en Serbie, partout au Kosovo. J'étais vraiment partout. J'étais sous les bombardements aussi de l'OTAN à Belgrade et au Kosovo en 1999. Et puis est arrivé le choc des attentats du 11 septembre 2001 où là je me suis rendu compte que peut-être quelque chose que j'avais sous-estimé étaient les factions islamistes qui travaillaient déjà en Bosnie dans les années 90, comme cette force était un élément important qui avait finalement amené les attentats du 11 septembre. Comme quoi cette force allait encore jouer un rôle important dans les années à venir. Donc je me suis orienté vers plus le terrorisme et des pays en guerre comme l'Afghanistan, puis la Syrie, l'Irak. Et le dernier voyage vraiment dangereux que j'ai fait c'était au Haut-Karabakh en 2020 où là c'était un peu une guerre perdue d'avance, mais on était de nouveau comme à Sarajevo dans une cuvette. C'est-à-dire qu'à Sarajevo les serbes étaient autour et tirés avec leurs canons ou les snipers sur les gens, sur tout le monde. La ville de Stepanakert, était le chef-lieu du Haut-Karabakh, qui est une partie de l'Azerbaïdjan, historiquement, mais qui est remplie d'Arméniens, cette ville-là est aussi peu dans une cuvette. Il y avait des drones déjà à l'époque qui tiraient, donc c'était aussi un peu dangereux. Mais là, on n'est pas resté très longtemps, on est resté quatre jours.

Ce qui est déjà pas mal.

Ce qui est déjà pas mal, j'étais déjà content d'en sortir.

Vous venez de me parler de votre tout dernier voyage et du premier, concrètement du point de vue encadrement, par la rédaction. Est-ce que vous avez remarqué des différences ?

Il faut se rendre compte qu'ici, il n'y avait pas plus de tradition de reporter depuis un journaliste précédent qui s'occupait du Congo et du Zaïre et qui était parti à la retraite. Et donc lorsque la guerre de Bosnie est arrivée, il a fallu un peu tout inventer. Donc il y a eu une volonté ici de m'aider évidemment. D'abord trouver les assurances. Ça c'était vraiment très cher. À l'époque je crois que c'était 100 Deutschemark par jour, ce qui était pas mal. Donc chaque jour était important. Puis on est allé chercher un gilet pare-balles à la police de Liège, pense, si je me souviens bien. Quelqu'un va trouver ça. Puis finalement, je n'ai pas eu de soutien ici sauf peut-être pour au niveau administratif pour trouver de l'argent, parce qu'il fallait payer en cash, veiller à ce que matériel d'envoi, enfin quoi qu'au début, on dictait les textes en Bosnie. Donc l'appareil photo aussi, parce que je prends toujours un appareil photo avec moi. Mais pour le reste, c'était moi qui me débrouillais. Et les contacts sur place c'était moi. Il y a toujours une règle ici dans la maison, c'est que le journaliste qui part sur un terrain de guerre est maître à bord. C'est-à-dire que si lui, il estime que c'est trop dangereux, la décision lui appartient. Il n'entreprend rien qui puisse le mettre vraiment en danger. Et si on entreprend quelque chose qui est limite, il faut être en relation avec le chef de service. Par exemple, je suis allé une fois en Afghanistan à Kandahar, qui était une ville toujours un peu pas dangereuse, mais dangereuse quand on était seul, parce que j'étais seul en fait. Parce que c'est là qu'était né et où s'était développé le système taliban en Afghanistan. Donc à Kandahar, quand j'étais là, j'étais en contact par e-mail pour dire que je suis un tel guest house, demain je vais là, je suis en contact avec telle personne, voilà le numéro d'urgence et ce genre de choses. Donc au niveau de l'organisation, c'était plutôt moi, mais je donnais toutes les informations aux chefs de service et à la secrétaire ici pour qu'on sache où je suis si jamais il se passe quelque chose. Et donc s'il y avait un danger, j'avertissais la rédaction. La guerre en Bosnie a eu ça de bien, l'armée belge s'est rendu compte que les jeunes journalistes partaient sans aucune préparation. Donc, elle a organisé plus ou moins, au milieu de la guerre, des stages de formation avec les paras, où on était plongés dans une atmosphère de guerre. Il y a eu différents exercices. D'abord des exercices avec les paras à Namur où il fallait faire des descentes de singes, des trucs en rappel. Tester un peu ses limites. Le but ce n'était pas de faire un exploit sportif parce qu'on est journaliste, on n'est pas militaire. Mais au moins connaître ses limites. Et deuxièmement, ils nous ont

droppés par hélicoptère. Ensuite à Arlon, dans un endroit où ils avaient simulé un champ de bataille. Il fallait sauter au-dessus de feu, de trucs. Il fallait aller dans une sorte de cabane d'où ils tiraient à balles réelles à la mitrailleuse. Quand on te tire à la mitrailleuse et qu'on est dans le bâtiment ça fait un bruit dingue, il faut absolument se protéger les oreilles. On a pu parler des snipers aussi, nous ont dit comment on doit marcher ou courir plutôt si on risque d'avoir des snipers parce que c'était un des dangers vraiment les plus importants à Sarajevo. Et puis aussi, qu'est-ce qu'il y a d'autre ? Oui, les passages de checkpoints, ça c'est quelque chose aussi qui est très fréquent dans les guerres, c'est qu'on bascule souvent d'un camp à un autre et donc on passe par des checkpoints et on ne sait jamais qui est derrière le checkpoint. Et donc quelle attitude avoir à ce moment-là et donc les militaires jouaient, les méchants terroristes qui nous bloquaient, nous ordonnant de nous coucher par terre et puis ils donnaient en même temps dans le débriefing quelles étaient les réactions qu'on devait avoir, c'est-à-dire notamment demander à parler au chef plutôt que d'essayer d'activer tout le monde. Donc la formation militaire m'a été très utile non seulement pour la guerre en Bosnie, mais aussi pour plus tard. Et elle continue d'ailleurs si j'ai bien compris pour d'autres journalistes.

Si c'est de la part de l'État, je ne sais pas, mais je sais que l'*AJP* fait ça.

Oui, l'*AJP*.

Mais l'État, je pense qu'ils ne font plus.

Je ne sais pas si elle le fait pour l'armée, pour les gens qui vont en Ukraine. La guerre en Ukraine, moi je n'y suis pas allé, mais je connais des amis qui y sont allés. C'est une guerre différente parce que c'est une guerre de front. Le front, tout ce qu'on risque de voir, c'est un obus. Si on va assez proche du front ou alors dans une ville un peu en retrait une bombe quoi. Mais là, ça ne sert à rien de mettre un casque ou un gilet par balle parce qu'on explose. Certaines guerres sont beaucoup plus dangereuses parce que le feu vient de partout et on est au milieu. Nous, les journalistes de la presse écrite, on a encore la possibilité de se mettre en retrait, mais un journaliste photographe reporter qui doit aller prendre la photo même avec son téléphone, il est parfois, j'ai toujours un grand respect pour eux parce que c'est eux qui sont qui ont le plus près du feu, en tout cas pour moi c'est eux qui sont en première ligne. Sauf dans les cas où on est dans des cuvettes ou ce genre de situation. Il y

a eu aussi une évolution en matière de gilets. Parce que les gilets pare-balles que j'avais reçus via la police de Liège, c'était un gilet policier, mais qui était extra lourd, impossible de courir avec ce truc-là. Or il fallait justement courir. Et donc le gilet pare-balles n'est pas bon pour le gilet contre les éclats de grenades. Donc finalement, il y a eu une évolution aussi dans la technologie. On a eu des gilets pare-balles avec des colles qui remontaient assez haut pour éviter les tirs entre le casque et le gilet. Donc voilà, c'est une chose qui s'est développée. Mais il y a des journalistes qui ne portent pas de gilets par balle parce qu'ils ne peuvent pas courir. Ou bien parce que, comme en Ukraine, ça ne sert à rien face à une bombe qui arrive.

J'ai eu aussi des gens qui m'ont expliqué avec du recul que dans leurs débuts, ils partaient un peu sur le front, sans grande protection, sans assurance. C'était un peu pour se rassurer eux-mêmes, de dire, il ne pourra rien m'arriver, donc si je ne prends pas d'assurance, tout ira bien. Tout va bien se passer.

Je n'ai jamais été comme ça. Il me fallait une assurance, ne fusse que pour ma famille. En cas de décès, par exemple. C'est peut-être le seul point où j'étais vraiment catégorique. Je voulais qu'on soit assurés, même s'il fallait payer le prix. Ensuite il y a eu des assurances moins chères aussi qui sont venues à travers *Reporters sans Frontières* notamment. Et nous on a été assuré par la NOLS, une assurance anglaise.

Une autre personne interrogée m'a expliqué qu'elle doit prendre une assurance, mais qu'elle avait augmenté depuis le début de la guerre en Ukraine. Avant, elle était à 100 euros par semaine, et maintenant elle a 500 euros par semaine. Et même lui ne peut pas se la permettre. Donc si lui ne peut pas, les petits reporters non plus. Donc il décide de partir sans.

C'est un peu ce qu'on a connu en Bosnie il y a 30 ans. On comptait les jours. Quand je quittais Sarajevo pour Zagreb, c'était toute une épopée. On est en C-130 qui atterrissait à Sarajevo sous le contrôle de l'ONU. Dès que j'étais à Zagreb, je disais maintenant, je suis sorti, vous pouvez arrêter l'assurance. Mais non, je pense que l'assurance, il ne pas chipoter parce que c'est le principe même d'une assurance, c'est que ça ne doit pas servir. Mais quand on en a besoin, c'est vraiment utile. Et puis c'est quand même une responsabilité des médias aussi de protéger leur personnel. Je crois qu'une évolution que j'ai vue, évidemment, que

vous avez certainement entendu ailleurs, c'est que beaucoup de médias maintenant font appel à des freelances qui essayent de se faire un nom à travers une guerre mais qui partent sans formation, sans encadrement, sans matériel. Ce qu'ils ont quoi. C'est vraiment risqué, en plus ils sont payés pour quasiment rien. Ça ne va pas. À tel point que nous, à un certain moment, on a refusé de reprendre des papiers de correspondants freelances, parce que c'était rentrer dans un système, Et on préférait avoir quelqu'un de plus permanent et qu'on essaye de payer le mieux possible, même si ce n'est pas grand-chose. Pour l'Ukraine, on a beaucoup travaillé avec une photographe qui est devenue un peu reporter écrit, qui s'appelle Virginie Nguyen Hoang, qui est très constante, qui s'est lancée dans l'écriture, parce qu'il n'y avait personne ici qui voulait y aller.

Et d'un point de vue plus psychologique ? Est-ce qu'il y a des aides ici qui sont fournies ? Des personnes un peu référentes ?

Non.

Il n'y a jamais eu ça ?

Jamais. Non, ça c'est une affaire qu'il faut gérer soi-même. D'accord. C'est une question qu'on m'a souvent posée, comment gérer tout ça. Pour tout vous dire, en général quand je revenais dans le terrain de guerre, le soir, je racontais tout à mon épouse, à ma femme. Le lendemain, la vie reprenait. Je venais à la rédaction. On me dit, ça s'est bien passé, tu as fait un chouette boulot, c'est encourageant, tout ça. Mais très peu, aucun débriefing, très peu de debriefing. Et les problèmes psychologiques, il n'y a eu aucun soutien. La seule fois où j'ai vraiment eu un, je pense, un choc lié à la guerre c'était en Afghanistan assez tardivement c'était en 2010. Pourtant c'était un voyage qui n'était pas très dangereux. J'étais déjà allé en Afghanistan plusieurs fois, mais il y a eu des attentats dans la ville de Kaboul et donc j'entendais des espèces de bruit sourds comme ça. On me disait ça, c'est un autobus qui a sauté. Je ne sais pas pourquoi, mais ce climat-là m'a rendu beaucoup plus, m'a touché beaucoup plus et j'ai eu une espèce de burn-out en revenant. D'abord je pensais que j'étais malade physiquement donc j'ai été voir des spécialistes à Saint-Luc et tout ça pour voir si je n'avais pas attrapé une maladie parce que j'étais en plus monté dans le nord avec un chef de la brigade anti-narcotiques afghan et donc on avait fait un voyage et je m'étais senti mal pendant ce voyage. Donc d'abord on a fait un diagnostic pour voir si je n'avais pas de

problème physique. J'avais eu des petits trucs d'indigestion, mais pas vraiment de choses majeures. Mon médecin ne savait pas du tout ce que j'avais eu. Il m'interrogeait sur tout ça et il dit : « est-ce que vous n'avez pas fait un burn-out ? » J'ai décidé d'aller voir une psychologue avec qui j'ai pu parler. C'est elle qui m'a finalement sorti de l'impasse dans laquelle je me retrouvais parce que j'avais des peurs, j'avais de l'agoraphobie, des choses comme ça. Donc c'est à travers le travail que j'ai fait personnellement avec cette psychologue que je me suis rendu compte que j'étais passé sans doute par une crise d'angoisse ou se mêlaient plusieurs choses, ce n'était pas uniquement la guerre, mais c'était certainement un élément déclencheur.

Et ça vous en parlez à la rédaction, que vous allez voir une psy pour discuter de ça ?

J'en ai très peu parlé, mais ils savaient que j'étais mal en point. Et ils ont accepté tout de suite la situation. Donc je travaillais plus au ralenti, j'ai refusé d'arrêter de travailler. Je me connais, je préfère gérer mes problèmes en travaillant plutôt qu'en m'exilant et en prenant congé maladie ou je pense que je tourne en rond ou je serais encore plus malade. Ça, je ne regrette pas d'avoir continué à travailler. Mais ils ont été très compréhensibles. C'est-à-dire qu'il ne fallait pas trop me demander.

Il n'y a pas eu de réticences à la suite quand vous deviez partir en voyage ailleurs ?

Non, au contraire. J'ai refait un voyage en Afghanistan et j'avais un peu cette appréhension que je vais retomber dans le même truc. Ça s'est bien passé. C'était mon dernier voyage en Afghanistan, en 2015 ou 2014.

Et vous me parlez un peu de votre femme et de vos filles avant. Je voulais savoir, le premier gros voyage que vous avez fait, quand vous l'avez annoncé à votre famille, à vos amis, la réaction un peu globale, c'était quoi ? De se dire, ouais d'accord, c'est étonnant de vouloir faire ça ou tout le monde n'a pas accepté, c'est un voyage un peu professionnel comme un autre ?

Non, non, les gens étaient inquiets. Mes parents étaient inquiets, me vouaient un grand respect pour ce que je faisais, mais ils étaient inquiets. Donc finalement je partais sans les prévenir et donc je les prévenais quand je revenais. Mes amis c'est un peu la même chose,

mais j'expliquais toujours que j'avais d'abord une bonne étoile et ensuite que je n'allais pas trop loin. Ça, c'est ce que m'a appris la formation chez les militaires, c'est qu'il faut savoir jusqu'où on peut aller. Et quels sont les risques qu'on est prêt à prendre qui sont absolument nécessaires. Si la pression du métier est trop grande, on est tenté de prendre des risques beaucoup plus grands. Or, si on est maître à bord et qu'on sent bien jusqu'où on peut aller, on se met moins en danger. Par exemple, j'ai un cas en Bosnie de nouveau. Je suis un jour allé avec des militaires belges et deux trois journalistes. On est allé dans une zone, une enclave qui s'appelait Bihać, qui était entourée par l'armée serbe et bombardée régulièrement. Et le soir, on rencontre une dame qui nous dit, voilà, moi j'ai un document, on discute et tout ça, on mange avec elle. Elle dit j'ai un document qui est intéressant, pourrait éclairer la discussion. Je ne sais plus trop bien de quoi il s'agit de ça. Le problème c'est qu'il est à deux kilomètres d'ici qu'il faut aller à pied. Et elle dit si tu veux tu peux venir avec moi et on va aller le chercher. Et j'ai dit non. Parce que c'était en pleine nuit, que souvent les bombardements se faisaient à la nuit et que donc pour moi c'était un risque trop grand d'aller chercher ce document qui était d'un intérêt moyen et de revenir seul, faire deux kilomètres dans le noir sans savoir où j'étais exactement. Voilà, c'était un moment où j'ai dit non. À d'autres moments, c'est le contraire. Par exemple, on est allé en Afghanistan avec une ONG qui était l'UNICEF et on est allé dans la ville de Jalalabad qui est dans le sud du pays. On arrive à Jalalabad et on doit à ce moment-là faire deux trois jours avec l'UNICEF pour aller voir une série de projets. Il se fait qu'un vice-ministre est assassiné, qu'il est originaire de Jalalabad et que donc l'ONU a pour consigne de se mettre dans les caves et de ne plus bouger. Avec mon collègue de *RTL*, on s'est dit, mais ce n'est pas possible, on vient d'arriver. Donc on s'est désolidarisé de l'UNICEF, on a dit : « écoutez-nous, on continue, on va prendre des taxis, on va s'arranger » et c'est ce qu'on a fait. Et ça s'est très bien passé. Et on est finalement revenu avec un seigneur de guerre dans un hélicoptère soviétique un peu bringuebalant. C'est une très belle expérience. Mais là, c'est vraiment le jugement cas par cas.

Et vous n'avez jamais eu de regrets concernant les rencontres que vous avez faites en voyage ? Ou vous avez dit j'aurais pu faire quelque chose pour potentiellement aider des gens » ? Comment est-ce que vous mettez la limite entre un journaliste qui vient sur le terrain pour voir et relayer et justement quelqu'un qui est sur le terrain pendant une crise ? Comment faire pour ne pas tomber dans l'activisme et dans l'aide plus qu'on devrait ?

Dans l'aide aux gens qui souffrent ?

Oui.

C'est une bonne question parce que c'est vrai qu'on se pose souvent la question, on est happé émotionnellement parce qu'on voit. Et donc à un moment on se dit : « Qu'est-ce que je peux faire ? » Je me souviens par exemple, il y a eu tellement de cas, mais par exemple au tout début de la guerre en Bosnie, on est allé dans des camps en Croatie où arrivaient des réfugiés bosniaques. On est arrivé dans un grand hall sportif où il y avait des centaines, surtout des femmes et des enfants parce que les hommes étaient liquidés. Et je me souviens d'une femme qui m'a agrippé comme ça en disant, « est-ce que tu peux m'emmener à Zagreb s'il te plaît ? » Et j'ai dit non. Parce que pourquoi elle et pas les 300 autres ? Si je commence à faire des navettes avec notre voiture, ça ne va pas. Je deviens, à ce moment-là, humanitaire, je suis plus journaliste. Donc j'ai décidé à ce moment-là de ne pas l'aider. Je crois qu'il faut à un moment garder une sorte de distance professionnelle. Quand vous interrogez des gens qui vous racontent des horreurs, par exemple, dans les camps de Yezidi aussi plus récemment, en Irak, en Syrie, que les gens vous racontent des choses extrêmement dures, il faut à un moment se poser des questions presque comme un médecin, ou un policier, dire quel âge vous avez, d'où vous venez. Et prendre le temps, certainement, mais respecter aussi la personne qui parle, parce que ça, c'est aussi un sujet extrêmement délicat, c'est comment ne pas aller trop loin dans l'intimité d'une personne qui, souvent, à ce moment-là, est sous le choc et qui va peut-être dire des choses qu'elle va regretter de dire. Donc là, il faut aussi de la distance professionnelle, il faut essayer de comprendre ce qui se passe et la situation dans laquelle on se trouve. Puis à certains moments, on peut aussi lever le camp. Donc par exemple, on est allé avec une photographe, on est allé dans un camp de Yezidi pour aller interroger les enfants soldats. Donc les enfants Yezidi qui avaient été pris par l'État islamique qui étaient devenus ce qu'on appelait les soldats du califat. Et on est tombé dans une tente où il y avait un jeune de 12 ans, complètement prostré, qui venait à peine d'arriver de la zone du califat, de l'État islamique, ne parlant plus kurde, mais ne parlant qu'arabe avec des tiques nerveux, ses cousins et son oncle totalement désespérés. Et on a fait comme ça trois enfants soldats l'un pour la suite de l'autre. J'ai dit à la photographe, moi j'en peux plus ici. On est partis plus vite. Après une heure, on est partis. Parce que j'avais atteint mon niveau émotionnel que je ne pouvais plus aller plus, peut-être ça, un peu de distance et pouvoir sortir à un certain moment. Mais ça laisse des

marques. Comme journaliste de guerre ou de conflit, on vit des choses très intenses. Ces choses intenses laissent des marques, mais elles nous font grandir aussi. Parce que j'ai écrit un jour une phrase que j'aime bien : « si le reporter de guerre est laissé à ses fantômes et à ses blessures, il aura eu le privilège de pouvoir apprécier de vivre dans un pays en paix. » C'est-à-dire qu'on apprécie beaucoup plus la vie ici et on mesure la chance qu'on a quand on va voir ce qui se passe ailleurs.

Et le décalage quand on revient en Belgique et que justement tout va bien ici, ce n'est pas trop lourd parfois de passer du tout au tout ?

Oui, oui, c'est lourd parce qu'on ne comprend pas au début. On ne comprend pas comment on peut s'inquiéter de ne pas avoir d'eau chaude, par exemple. Déjà, de voir de l'eau qui coule, c'est déjà pas mal. On ne comprend pas les petites misères qui sont traitées par le journal par ailleurs, qui nous paraissent complètement dérisoires, mais en même temps qui intéressent tellement les gens. Peut-être la plus grande frustration, je dirais, que c'est le fait d'avoir vécu des choses très intenses et de revenir ici, de se rendre compte que ce qui intéresse les gens, c'est le résultat du match entre Anderlecht et Genk et pas la situation des réfugiés dans tel camp. Donc ça c'est à la fois une leçon d'humilité, mais c'est aussi une leçon de vie.

Est-ce que justement vous trouvez que la place de l'internationale dans l'actualité de manière un peu globale, n'a pas évolué au fil des années ? J'ai l'impression que maintenant elle est un peu plus présente qu'avant.

Elle est présente par vague, c'est-à-dire lorsqu'il y a des conflits qui nous touchent plus fort, tout le monde commence à en parler et puis on les oublie. On a vu le cas avec la Bosnie, l'Afghanistan, la Syrie aussi, maintenant c'est l'Ukraine, Gaza. À un certain moment, par exemple pour l'Afghanistan, tout le monde connaissait le nom des tribus et des ethnies afghanes. Maintenant, interroger quelqu'un sur l'Afghanistan, je suis sûr que la plupart des gens ne savent pas, sont incapables de dire qui est qui. Par contre, on s'intéresse à Gaza, on se rappelle maintenant le conflit israélien-palestinien, on se pose des questions sur Poutine et tout ça, mais tous ces sujets ont vécu avant avec des hauts et des bas et à un moment explose et tout le monde s'intéresse à ça donc il y a une grosse couverture médiatique. D'où ce que nous plaidons souvent comme journalistes de conflits c'est de dire, mais il faut voir

aussi les autres conflits parce que souvent ce qui est en train de bouillonner ici il va éclater en guerre un peu plus tard. J'ai une collègue qui est à la retraite maintenant, mais qui avait senti venir le génocide Rwandais. Elle l'écrivait, elle parlait de *Radio Mille Collines* qui parlait des cancrelats tutsi ce genre de choses. Elle voyait qu'on allait droit dans le mur, mais au moment où ça s'est passé, elle était dévastée. C'est comme si son propre travail ne lui avait servi à rien. Mais ça, c'est la loi, c'est la règle du métier, de la volatilité de l'opinion publique aussi. Peut-être quand même une erreur des gros médias de se centrer trop sur les grandes crises, en oubliant le reste. Les réseaux sociaux amplifient tout maintenant. L'idée d'avoir des informations à travers des opinions, plus qu'à travers des faits réels, tout ça implique une sorte de mécanique de surenchère et qui fait qu'on s'intéresse à un sujet plus qu'à un autre. Les algorithmes, ils ne sont pas uniquement techniques, ils sont aussi dans notre tête. Comment titrer un article ? Même ça, parce que c'est un sujet, mais si on attire le lecteur à lire un article, mais que le lecteur ne lit pas l'article parce qu'il se sent trahi par le titre, ça ne sert absolument à rien. Donc il faut plutôt avoir des titres qui amènent les gens à aller jusqu'au bout de l'article. Il faut que l'article soit bien écrit aussi, il faut qu'il puisse aller dans l'épaisseur de l'article, le contextuel, l'effet, tout ça. Moi je pense qu'on va retourner vers une information plus impartiale et moins dictée par des opinions. Parce que les opinions sont souvent une façon de gauchir la réalité. Et n'apporte absolument rien sinon de susciter des polémiques. Ce qui est intéressant, c'est d'aller en profondeur dans un sujet, de comprendre vraiment d'où vient la guerre israélo-palestinienne et que ceci explique peut-être cela.

Justement, on parlait un peu des réseaux sociaux. Est-ce que vous avez constaté une évolution des pratiques chez les jeunes reporters de guerre ? Vous vous dites, ah c'est une façon de faire à laquelle je n'aurais pas pensé. C'est intéressant, ça se vaut ?

Oui, je vois par exemple que ma génération est entrée dans le journalisme avec l'idée qu'on devait s'effacer devant les nouvelles et donc pas faire du face caméra tout le temps ou se mettre en avant. Maintenant c'est le contraire, maintenant il faut se mettre en avant. Et donc je vois des journalistes par exemple qui sont des gens que je respecte beaucoup qui donnent leur narratif lorsqu'ils vont vers la guerre. Christopher King par exemple, suisse, il envoie des postes où il se filme dans la voiture allant vers le front ukrainien. Son narratif c'est moi je vais vers la guerre et veuillez m'accompagner. Pourquoi pas ? Je ne suis pas contre. Je pense qu'on s'est mal expliqué sur la façon dont on travaille. Donc c'est vrai que c'est

intéressant aussi de mettre le journaliste un peu en... d'expliquer comment il travaille. Mais il fallait aller au bout de cette logique aussi. Et donc moi, je suis en train d'imaginer un livre un peu là-dessus, que je dois soumettre à des éditeurs, on verra. Mais j'ai passé trois mois quasiment à relire toutes mes archives, que j'ai gardées. J'ai fait ça. Et donc j'ai relu tout et j'ai vu, ce que j'avais fait, ce que je n'avais pas fait et je voudrais pouvoir expliquer ça dans un livre.

Ça sort quand normalement ?

On en est loin, parce qu'il faut d'abord que je trouve un éditeur et ensuite que je l'écrive. Dans quelques années on va dire... dans un an ou deux quoi.

Et toute dernière question, est-ce qu'au fil de votre carrière, y a eu des moments où vous avez dit : « je vais arrêter » ?

Hum... Non, mais par contre j'ai fait deux parenthèses. Ça c'est peut-être important de le dire. Après la guerre en Bosnie, je me suis demandé ce que je peux faire pour aider ce pays à se relever. Parce que j'avais vu tellement d'horreur que je me suis dit : « j'aimerais bien pouvoir participer à la reconstruction du pays ». J'étais engagé par ce qu'on appelait, ce qui existe toujours, l'office de haut-représentant qui était l'émanation des grandes puissances après les accords de paix de Dayton. Donc ils ont créé un bureau avec un représentant qui avait pour but de rapprocher les Croates, les Bosniaques musulmans et les Serbes. Et donc j'ai travaillé là pendant sept mois comme conseiller politique et presse. Et ça m'a fait du bien. Et j'ai recommencé une expérience immédiate au Kosovo en 2010. Là j'ai travaillé pour une mission européenne où j'étais aussi, j'étais chef du bureau de presse et responsable à la communication. Parce que comme j'avais beaucoup couvert le Kosovo d'abord, je connaissais beaucoup de choses. Ce qui n'est pas toujours le cas des diplomates qui sont restés dans leur bureau. Et ensuite j'avais aussi envie d'aller jusqu'au bout de ma logique et de mon sujet. Mais très vite je me suis rendu compte que mon métier c'était d'être journaliste parce qu'au Kosovo, il y'a eu énormément de réunions et donc je passais mon temps dans d'autres réunions et je me disais, je n'avais pas la qualité de contact que j'avais comme journaliste parce que j'étais plutôt perçu comme un diplomate. Tandis que comme journaliste, vous avez quelque part, les gens vous accueillent généralement parce qu'ils veulent raconter leur histoire. Ils veulent que vous compreniez leur souffrance, pourquoi

ils ne sont pas d'accord avec les autres, ce genre de choses. Mais quand vous arrivez comme diplomate dans une situation de post-conflit, là c'est plus installé.

Émilie Baujard - Entretien semi-directif réalisé par mail le 2 mai 2025 :

1. Qu'est-ce qui vous a motivé à devenir reporter de guerre ?

C'est difficile de répondre à cette question. Je crois que c'est un milieu qui m'a toujours passionnée, aussi parce que ma famille a vécu la guerre d'Indochine et mon grand-père était général dans l'armée de l'air. L'autre chose qui m'a toujours intéressée c'est de savoir comment les civils vivent une guerre, comment ils survivent, quels choix font-ils...

2. Comment avez-vous commencé votre carrière de reporter de guerre ?

Je l'ai construite moi-même en partant m'installer en Palestine. Je me suis retrouvée dans une zone de guerre (à faible ou forte intensité selon les périodes), j'y ai vécu plusieurs années et j'ai vécu deux guerres complètes à Gaza. C'est de là que ma carrière de reporter de guerre a commencé.

3. Avez-vous déjà effectué des missions en mode "*embedded*" ? Si oui, quel impact ce type d'encadrement a-t-il sur votre liberté de regard et votre approche du terrain ? Ressentez-vous un sentiment de sécurité supplémentaire dans ces missions par rapport aux autres ?

J'ai fait très peu d'*embed* : avec l'armée irakienne lors de la chute de Mossoul et avec l'armée française au Mali lors de l'opération Barkhane. Les *embeds* sont toujours intéressants car on a accès à certaines choses auxquelles on n'aurait pas accès en temps normal. Après, c'est un exercice contraint, mais on connaît les règles avant de partir, donc ce n'est pas problématique. Pour certaines zones, c'est aussi de la sécurité en plus c'est sûr. Mais c'est aussi plus dangereux parfois (les armées sont des cibles alors que les journalistes ne sont pas censés l'être).

4. Avez-vous vécu des moments sur le terrain où vous avez pensé que votre vie était en danger ?

Plusieurs fois. C'est inhérent au reportage de guerre. Il y a toujours une part de chance et de malchance quand un drame arrive. C'est aussi pour ça que je répète tout le temps que reporter de guerre c'est un métier. Et les rédactions l'ont à nouveau compris au début de la guerre en Ukraine. À Kiev en février 2022, on s'est tous retrouvés entre "anciens" du reportage de guerre. C'était extrêmement dangereux et beaucoup de rédactions ont dû envoyer « d'anciens » reporters de guerre car ces mêmes rédactions n'ont pas du tout investi dans la formation de nouveaux ces dix dernières années. Il faut aussi savoir avec qui on fait équipe. C'est très important dans le reportage de guerre. Je ne partirai jamais avec des gens en qui je n'ai pas confiance ou qui sont trop "casse-cou". Un reporter mort ne sert à rien.

5. Comment se prépare concrètement un voyage d'envoyé spécial au niveau sécurité, les budgets attribués, etc. ?

Je prépare autant que je peux, mais moi je pars surtout en urgence donc la préparation est minime. Plus on couvre une zone, plus on la connaît aussi et donc les préparatifs sont plus rapides. Le plus important c'est d'essayer de trouver un bon fixeur avant son arrivée. Mais parfois ce n'est pas possible. À Kiev en février 2022, j'ai donc fait équipe avec *TF1*. Pour les zones très à risque, nous avons des trackers sur nos téléphones, nous partons aussi toujours avec casque et gilet pare-balles et trousse de secours. Je suis aussi formée aux gestes de secours en zone de guerre. Pour les budgets, c'est géré par ma rédaction.

6. Consultez-vous ou avez-vous consulté un psychologue ou un autre type de soutien psychologique au cours de votre carrière ?

Non, jamais.

7. Comment vous adaptez-vous à la vie civile entre deux missions ? Existe-t-il une période d'adaptation ? Ressentez-vous un décalage avec vos proches lorsque vous rentrez d'une mission ?

J'ai compartimenté ma vie. Quand je rentre, je mets de côté assez vite ma mission et je n'en parle pas beaucoup. C'est important pour moi d'éviter que les conflits entrent dans ma vie "réelle". J'ai toujours réussi à faire la part des choses. C'est surtout dur depuis le 7 octobre 2023. Le fait de ne pas pouvoir entrer à Gaza, de ne pas couvrir ce conflit, de le vivre sur

écran tous les jours depuis 18 mois a clairement un impact sur ma santé mentale. Le fait aussi de ne pas parler tout le temps de mes missions me permet de reprendre plus vite pied dans la réalité quand je rentre. Je crois aussi que les femmes grand reporters s'épanchent moins sur leurs faits d'armes que les hommes.

8. Pensez-vous que les gens ont une image idéalisée du métier de journaliste de terrain qui va dans des zones de conflits ?

Totalement. Déjà beaucoup croient qu'on part forcément avec l'armée ou avec des équipes de sécurité. Les gens sont toujours étonnés quand je leur dis que je pars seule avec mon enregistreur. Un militaire français m'avait dit un jour « en fait tu fais comme moi, tu vas aux mêmes endroits dangereux que moi, mais toi tu n'as pas d'arme ». C'est un peu ça. On prend les mêmes risques, mais on n'a rien pour se défendre. On a notre intuition, notre instinct et notre statut de journaliste qui est censé nous protéger. Mais on voit bien avec la Russie et Israël, que les journalistes, ils s'en foutent.

9. Avez-vous déjà envisagé de changer de carrière ou de métier ?

Oui depuis assez récemment. Les rédactions n'ont plus d'argent pour le grand reportage, c'est désespérant. C'est de plus en plus compliqué de couvrir des conflits dans de bonnes conditions. C'est dommage. Je n'ai pas d'idée de changement de carrière pour l'instant. Juste, je me pose la question. C'est une réflexion au long cours. Mais si je quitte le journalisme j'aimerais beaucoup pouvoir devenir enquêtrice pour HRW ou Amnesty International. Mais tout ça est une réflexion très large. Et peut-être que je resterai journaliste toute ma vie.

Maurine Mercier - Entretien semi-directif réalisé par téléphone depuis l'Ukraine le 16 mai 2025.

Est-ce que tu penses que l'image que le public se fait d'un reporter de guerre est correcte avec la réalité du métier ?

Non. Je pense qu'il y a une vision qui est très romantique. D'abord, c'est compliqué pour les gens d'avoir une véritable vision de ce qu'est la guerre. Ça commence par là. J'entends

deux choses. Je le vois en Ukraine, je le vois aussi en Libye. Les gens ont peu conscience qu'un pays en guerre, c'est un pays qui vit aussi. Je caricature à peine, mais souvent les gens ont l'impression que la capitale ukrainienne est rasée. Ils oublient qu'une guerre c'est très long, c'est insidieux et qu'on ne rase pas des villes ainsi. On a en tête Gaza, mais c'est un territoire qui est assez unique en son genre, vraiment une enclave très petite, mais il y a une guerre normale je pense que les gens ont du mal à s'y imaginer puis ils ont, à l'inverse, aucune possibilité – heureusement pour les gens – de s'imaginer ce que c'est qu'une ligne de front active. Et les journalistes, on n'a pas accès aux lignes de front actives en Ukraine. Une ligne de front active, c'est des dizaines de gars qui peuvent mourir par vague, par minute. Donc autant te dire que les journalistes ne sont pas dans les pattes des soldats à ce moment-là parce que... Les soldats sont déjà en mode plus que survie. S'ils devaient s'encombrer et avoir des journalistes qui plus est à ce moment-là, ils signeraient leur arrêt de mort encore un peu plus vite que cela. Donc c'est impossible pour les gens de s'imaginer ce que c'est qu'une ligne active. J'irais même plus loin, je pense qu'un journaliste de guerre honnête sur quelques exceptions rarissimes de gens qui se sont rendus sur une ligne de front active, franchement, je n'ai même pas d'exemple sur l'Ukraine puisque les guerres sont de plus en plus fliquées, encadrées par les autorités. On a de moins en moins accès à ces endroits-là. Je pense que même pour les journalistes, on ne se représente pas ce que c'est qu'une ligne de front active. C'est effroyable. Donc oui, pour quelqu'un qui vit en Belgique, en Suisse, dans un pays paisible, je pense que la guerre, d'abord, c'est très compliqué à s'imaginer et puis c'est très compliqué de s'imaginer ce que c'est qu'un journaliste, mais je fais vraiment la distinction parce que personne ne l'a fait à commencer par toi maintenant. Je pense qu'il a le journaliste envoyé spécial qui va de semaine en Ukraine avec un 4x4, une équipe Sécu qui vaut ce qu'elle vaut et puis tu vois un preneur de son, et puis les gens comme j'ai plusieurs collègues et moi qui font de l'immersion, qui vivent dans le pays constamment, c'est vraiment, ça n'a rien à voir comme métier. Donc déjà là on les met les deux dans une même case, ce qui pour moi est une erreur fondamentale. Correspondant sur place n'est pas envoyé spécial. On fait tous des reportages, mais l'impact sur les gens, la manière de percevoir les pays, de les comprendre, elle n'est pas opposée, mais pratiquement.

Est-ce que tu penses que les films et les séries et tout ce qu'on fait sur le journalisme et le terrain et tout ça, par exemple, il y a un film sur Lee Miller, qui est sorti cette

année, est-ce que tu penses que tout ça, ça donne un glamour en plus au métier qui ne l'est pas la réalité ?

Je pense que ce n'est pas un métier glamour, alors ça c'est sûr. Alors je n'ai pas vu cette série (ce film) on en parle beaucoup, du coup j'ai plein d'étudiantes qui tout d'un coup ont envie d'être reporter de guerre. Basiquement, je trouve ça plutôt pas mal qu'on rappelle que des femmes font ce métier. Je pense qu'on est plus nombreuses que les hommes. Et puis que les femmes ont fait ce métier depuis toujours, sauf que la mise en lumière n'était comme dans tant de métiers, tout simplement pas là. De ce point de vue-là, je trouve ça bien. Ensuite, je pense qu'il faut... Le métier de journaliste souffre déjà tellement de clichés. Un peu plus encore et de la romance là-dessus, je ne sais pas trop qu'en penser. J'ai de... En fait, ta question, c'est est-ce que ça peut... Tu dis un décalage ? C'est ça ?

Est-ce que ça donne une image qui n'est pas vraiment la réalité ? Ou on se dit, waouh, c'est des gens badass, ils vont sur le terrain, ils rencontrent plein de gens. Alors que ce n'est pas spécialement ça, quoi.

Ouais, je pense qu'il a... Alors, je ne l'ai pas vue, donc je ne veux pas trop me prononcer...

Oui, enfin les films en général, les histoires fictives en général.

Je pense que par essence, tu vois, ne serait-ce qu'en termes de timing, c'est compliqué de donner à voir... Enfin, je te donne un exemple. Moi, je viens de relire une biographie de (Robert) Capa et je comprends qu'il y a des choses que je n'aurais jamais comprises si je n'exerce pas ce métier dans ce que je lis, même. Tu vois ce que je veux dire ? C'est que tant que tu ne lis pas, tu ne vis pas. En plus de cela, je pense qu'on a tous des manières de vivre les choses assez différentes, bien qu'il y ait des dénominateurs communs, mais c'est vraiment ce genre de truc que je déteste faire, tu sais, comme mes copines qui ont des enfants et qui disent « Ah, tant que tu n'as pas eu d'enfants, tu ne sais pas, parce que c'est », mais il a un peu de ça, quoi, tu vois. Je pense qu'il faut le faire pour vraiment capter ce que ça représente. Ne serait-ce que des bombes qui tombent sur la gueule. Enfin pardon, mais tu vois, ce n'est pas en allant à Kiev que tu vas pouvoir expérimenter ça. Il faut aller dans des endroits où ça tombe, ça cogne bien plus. Ensuite, moi je le dis quand je vais à Kherson où ça tombe tout le temps pendant deux semaines, suis une touriste en

comparaison des gens qui y vivent. Je vis la guerre comme une touriste quand je vais à Kherson et pourtant je m'en impose infiniment plus que le commun des mortels. Tu vois ce que je veux dire ? C'est des expériences tellement intenses et tellement particulières que non, pense que des films, peuvent tout simplement, ils peuvent donner un tout petit peu à voir. Mais ne serait-ce que ça, une frappe à la sentir dans sa colonne vertébrale. Je pense qu'on le sent tous différemment, en plus on le sent en fonction des moments, différemment aussi, mais tant que tu ne l'as pas vécu sur la répétition, tu ne peux même pas t'imaginer, t'approcher de ce que ça peut être. Maintenant, je pense que vaut mieux en parler, même si ça ne permet pas aux gens de ressentir complètement ce que ça représente, vaut mieux en parler que de n'en parler, c'est pour sûr. Et encore plus si met des figures de femmes, et pas parce qu'il faut que les femmes deviennent reporter de guerre, c'est parce que les femmes comprennent tout simplement en voyant si ces séries, c'est ce que je devine dans les propos des jeunes femmes qui m'ont appelé c'est qu'elles vont s'autoriser à faire des métiers, mais ça peut être manucure, infirmière, chirurgien comme reporter de guerre, mais tu vois c'est juste inspirant d'imaginer que des femmes, même à l'époque, ne se laissent pas marcher sur les pattes et qu'elles ont tout simplement fait mener la vie qu'elles souhaitent quoi.

Est-ce que tu as consulté dans le passé ou est-ce que tu consultes aujourd'hui un psychologue ou un psychiatre ?

Ouais non pas de psychiatre, des psychologues non, des débriefeurs, ouais. Moi j'ai consulté, bien sûr, une fois pour le stress post-traumatique, pardon je parle de manière très brute, mais il faut être complètement con pour penser que ça ne peut pas arriver, surtout quand moi ça fait dix ans que je fais du terrain de guerre. Donc évidemment que j'ai des débriefings réguliers, ça implique plein de choses les débriefs, moi je fais des débriefs classiques avec des infirmières spécialisées en débriefing du *CSR*¹⁸⁵, donc ce sont elles-mêmes des personnes qui avaient vécu des situations de guerre assez effroyables. Je ne vais pas aller me faire débriefer par n'importe quel psy qui n'a jamais vécu ce genre de choses. D'abord parce que je n'ai pas envie de lui imposer ces histoires-là, parce qu'il ne sait pas de quoi il parle, brutalement dit. Donc oui, le débriefing, c'est la douche comme ça un peu de l'esprit, c'est absolument essentiel de temps à autre. Mais j'ai fait de l'acupuncture, j'ai fait de l'hypnose parfois. Parfois c'est simplement me marrer avec des potes libyens, ukrainiens

¹⁸⁵ Centre de Soutien au Rapatriement.

qui ont vécu les choses avec moi et par l'humour, tu vois, te doucher l'esprit. Mais oui, moi, constamment, j'écris quand je peux, mais il me manque le temps. C'est pour ça que le temps, c'est aussi un des facteurs qui peut jouer des tours. On ne l'a souvent pas suffisamment. C'est des métiers hyper contraignants. Et pourtant, il faut du temps pour essayer d'évacuer les choses. Donc oui, moi, je n'ai jamais déconné avec ça. Je sais qu'il y a des mecs qui serrent les dents. Je trouve ça assez nul, pathétique. Et finalement, c'est la démonstration que c'est une prétention mal placée, tu vois, où c'est très ancré, mais c'est parfaitement idiot. Il y a plusieurs mecs qui m'ont dit du haut de leur 50 ans, 55 ans, en pleurant devant moi. Quand maintenant je vois un gamin dans un supermarché, je me mets à pleurer parce que ça leur rappelle des souvenirs de guerre, leur cerveau fait comme ça des ponts. Parce qu'ils n'ont jamais eu l'humilité de se dire, oui, ça peut nuire, enfin le cerveau n'est pas fait pour encaisser des trucs pareils, donc il faut absolument se faire débriefer ou autre. Franchement, ça peut être de la danse, ça peut être n'importe quoi. Il faut juste faire ce qui nous convient le plus régulièrement possible pour ne pas avoir de retour de manivelle si possible.

Est-ce que justement au niveau des rédactions, on vous pousse à aller voir des professionnels pour en parler ? Ça se passe comment à ce niveau-là pour toi en tout cas ?

C'est mieux qu'avant, mais ils sont assez nuls. Aussi parce que, tout simplement, moi je le prends à l'échelle de ma rédaction à moi principale, la *RTS*. On n'est plus beaucoup à faire ce genre de terrain parce que les rédactions manquent d'argent, donc elles envoient de moins en moins de monde, elles sont frileuses aussi, elles ne veulent plus prendre de risques, donc elles ont peur d'envoyer des gens sur des terrains de guerre. Ou si elles les envoient comme en Ukraine, très longtemps, il y avait des rédactions qui envoyaient des gens entre Kiev et Lviv, ce qui était absurde quoi. Enfin il fallait aller dans l'Est, dans le Sud. Mais vous avez envie de penser qu'on peut couvrir la guerre, mais sans risque, ce qui est incohérent. Du coup, les rédactions s'éloignent de plus en plus du terrain. Alors, les vrais correspondants de guerre, moi, j'ai la chance d'être salariée, donc j'ai une chance inouïe et j'ai la chance d'avoir une boîte qui peut entendre parce qu'il y a une confiance mutuelle que oui, je leur demande je sais pas l'équivalent de 400 euros par année pour aller consulter un acupuncteur ou peu importe, selon ce que je devrais avoir besoin pour débriefer, mais la plupart de mes collègues correspondants sont des freelances, c'est pour leur poche et laisse-moi te dire qu'il n'y a pas une seule rédaction qui leur dira : « est-ce qu'à un moment donné je peux te donner

ne serait-ce que 100 euros pour que tu ailles déposer tout ça quelque part ? Parce que t'en prend plein la figure ».

Est-ce que dans ta carrière, ou peut-être maintenant, je ne sais pas, tu as envisagé d'arrêter, de changer de carrière, de faire une pause, quelque chose ?

Oui, mais je crois qu'il faut toujours se poser la question, ne serait-ce que parce que moi, j'ai toujours envie de faire quelque chose qui me plaît vraiment. Enfin je fais ce métier, c'est une passion tu vois, donc ce n'est pas un métier normal, c'est ma vie, c'est une passion, je me roule dedans. Donc j'ai ce respect par rapport à moi-même, je suis assez intense comme nana, de me questionner, de me dire ça te plaît, ça ne te plaît pas. Il y a des semaines je me pose même plusieurs fois la question. Est-ce que tu as envie de faire ça ou tu as envie d'aller élever des chèvres ? Et puis pour l'instant la réponse c'est fermement, non non non, j'ai juste envie de faire ça quoi. Et a priori je dirais jusqu'à mes 80 ans, mais je préfère me poser la question tous les jours tu vois aussi, pour me permettre tous les jours de me dire quoi que tu endures, parce que c'est dur, je me fais un cadeau quoi.

Si vraiment on pouvait modifier les rédactions, ajouter des choses, du personnel en plus. Qu'est-ce que tu aimerais qu'il soit mis en place dans les rédactions pour qu'il y ait un meilleur encadrement des journalistes et des envoyés spéciaux, des correspondants sur place ? Qu'est-ce qu'il manque selon toi ?

Je suis hyper radicale, mais moi, je ne suis pas sûre que les envoyés spéciaux pour moi ce n'est pas nécessaire. C'est terrible hein. Sauf de rares occasions, je serais beaucoup plus pour qu'on sécurise tous les correspondants dans le monde qui se roulent dans leur pays, qui deviennent spécialistes de ces pays, qui ont une expertise sur ces pays qu'aucun envoyé spécial n'aura jamais. Je l'ai été, envoyée spéciale, donc je le dis en toute humilité. Moi quand j'arrivais à l'époque en Ukraine ou à Cuba pour faire un long reportage et que je chourrais la place du correspondant indépendant sur place, autant dire que moi qui arrivais à Cuba, je ne fais pas le poids par rapport à une nana à l'époque qui y était depuis six ans. Donc, je pense qu'on fait une erreur à vouloir faire des plantées de drapeaux à coups de gilet pare-balles, tu vois. « Nos envoyés spéciaux », moi, ça m'a toujours fait un peu doucement marrer. Parce que je vois juste des gens moins expérimentés que les correspondants sur place. Je pense qu'il faut vraiment, dans un monde idéal, mais ça

n'arrivera pas, plutôt que d'envoyer des gens, proposer des payes beaucoup plus convenables aux correspondants, d'autant plus que les terrains de guerre, ce sont des terrains très chers. Les traducteurs sont coûteux, c'est normal, ils prennent des risques avec nous. Le matériel est cher, un gilet par balles, c'est cher. Encore une fois, j'ai la chance d'être salariée. Je me fais plutôt le porte-voix du 99% des gens qui ne le sont pas sur ces terrains-là. Je pense que les gens qui sont là maintenant en Syrie, au Liban, etc., indépendants, c'est à eux de faire le boulot, mais c'est à eux d'avoir les moyens de faire ce boulot-là dans des conditions de sécurité tant matérielles que psychologiques bien supérieures à ce qu'on leur offre là maintenant. Donc en gros je dirais plus d'envoyé spécial, mais on prend ce budget-là pour enfin mieux traiter tous ces correspondants indépendants qui travaillent avec deux bouts de ficelle sur le plan financier, sur des terrains qui sont extrêmement compliqués. Puis tous ces gens-là, ils ont un impact dans leur vie. Ce n'est pas anodin d'être dans des pays en guerre. Je trouve ça assez injuste de payer des 110 euros pour des reportages par exemple, radio payés par le service public sur une guerre contre Daech à l'époque en Syrie ou en Libye, etc. C'est complètement hallucinant de payer des gens ainsi. Si on compare la prise de risque, que ces gens-là prennent, le temps que ça prend de travailler sur ces sujets-là, c'est hallucinant. Les gens ont tout le temps l'impression qu'on a des primes de risque énormes, enfin tu vois c'est fou, les journalistes indépendants, t'es vraiment pris à la gorge quoi.

Annexe 3 : réponses des rédactions vis-à-vis de l'encadrement proposé à leurs journalistes.

Le Soir

- Quels dispositifs (préparation, débriefing, soutien psychologique, etc.) mettez-vous en place pour accompagner les journalistes envoyés en zones sensibles ?

Tout d'abord, nous n'envoyons jamais de journalistes sur des zones sensibles sans leur accord préalable. Et nous refusons systématiquement tout déplacement dans des zones que nous n'estimons pas suffisamment sécurisées.

Nous n'avons pas de programme préétabli dans la préparation car celle-ci dépend à la fois de la zone visée, de l'expérience du journaliste dans ladite zone et dans les situations à risques en général, ainsi que de l'accompagnement éventuel dont il/elle disposera sur place : seul(e), avec un ou des fixeurs reconnus, dans le cadre d'une mission diplomatique/militaire, avec une ONG, et dans ce cas laquelle etc. Nous devons donc faire preuve de souplesse et d'adaptabilité en fonction des cas.

En cas d'envoi sur des zones où la situation est humainement très dure (migrants sauvés en Méditerranée, catastrophe naturelle comme les inondations en Wallonie ou un tremblement de terre, zone de guerre comme l'Ukraine), un débriefing au retour avec la rédaction en chef/le supérieur direct et avec les Ressources humaines est systématiquement mis en place. Dans les cas les plus lourds, une assistance psychologique est proposée.

- Comment les pigistes sont-ils encadrés dans ces contextes (assurances, suivi, logistique) ?

Les pigistes ne sont pas envoyés par « *Le Soir* ». Ils se trouvent déjà sur place et nous proposent leur production. Ils/elles doivent disposer de leurs propres assurances. Nous ne proposons pas d'assistance s'il s'agit de correspondances ponctuelles, mais nous pouvons nous adapter en cas de sollicitation. Dans le cas de collaborations beaucoup plus régulières,

il nous est arrivé d'assurer un support technique, logistique, voire financier dans les cas d'extrême urgence (très rares). Il nous est d'ailleurs arrivé de partager ce soutien avec d'autres médias, français notamment.

- Quelles assurances sont utilisées par vos journalistes ? Et sont-elles aux frais de la rédaction ?

Outre leurs assurances personnelles, les journalistes du « Soir » sont couverts par des assurances professionnelles. Dans le cas de déplacements dans des zones à risques, des assurances spécifiques sont systématiquement ouvertes pour une durée limitée, parfois liées à des contraintes pratiques (port du gilet pare-balles p.ex.).

Il n'y a pas de « frais de la rédaction » pour ce poste. Il s'agit d'un budget global au sein duquel la rédaction dispose de moyens. Les assurances ne sont pas incluses dans ceux-ci. Toutes les assurances (bâtiment, incendie, véhicules etc.) sont groupées dans le budget global « entreprise ». Et les éventuelles assurances spécifiques pour les journalistes en zone à risques ne représentent qu'une toute petite partie de ce poste « assurances ».

- Ces dernières années, avez-vous dû faire face à des restrictions budgétaires concernant ces aspects ?

La presse écrite subissant une rude concurrence des grandes plateformes (Google, réseaux sociaux etc.), les moyens globaux de la rédaction ont diminué durant plusieurs années, mais se sont quelque peu stabilisés ces dernières années. Les moyens investis dans les reportages (y compris en zones de conflit) sont toujours une question de choix. « *Le Soir* » choisit toujours d'envoyer des journalistes sur place s'il le juge nécessaire, quitte à rogner dans d'autres budgets. Le critère principal étant la sécurité de nos journalistes, avant même l'importance de l'information. Nous n'avons p.ex. envoyé des journalistes en Ukraine que dans des conditions que nous estimons suffisamment sécurisées, même si la situation pouvait toujours dégénérer. Mais nous n'avons pas pu avoir d'envoyés spéciaux à Gaza.

- Ressentez-vous un besoin accru d'avoir un suivi (psychologique ou autre) de la part des journalistes, et que manque-t-il selon vous pour assurer un encadrement plus complet et adapté ?

Il ne nous semble pas que les besoins en la matière aient augmenté ou diminué. En raison du renouvellement des générations, nous manquons actuellement de journalistes bénéficiant d'une longue expérience en la matière. Et nous sommes convaincus que sur des zones à risques, les bons réflexes, l'intuition, les contacts sur le terrain peuvent être très importants.

Nous n'avons pas les moyens de mettre en place une cellule d'accompagnement systématique. Et le nombre de cas sur une année ne le justifierait pas. C'est pourquoi nous proposons plutôt le recours à des services de soutien (notamment psychologique) externes. Il s'agit aussi de compétences que nous n'avons pas en interne. C'est aussi le cas pour le matériel spécifique (téléphones satellite, gilet pare-balles etc.) où nous sollicitons des spécialistes.

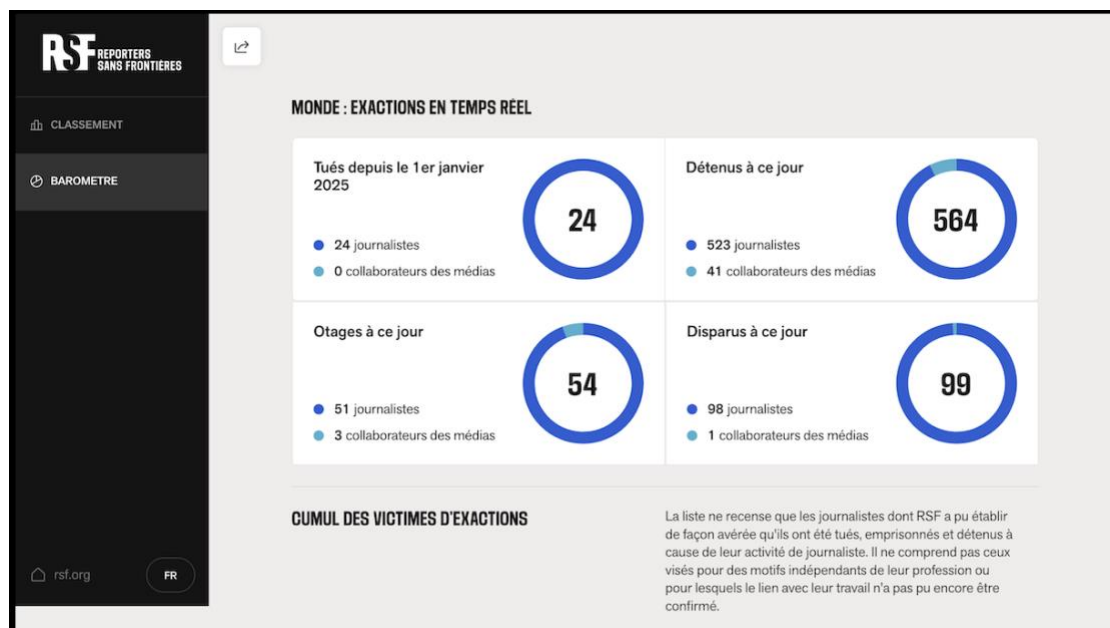
- Enfin, j'insisterais aussi sur le fait que le métier de journaliste est également plus risqué sur tous les terrains. Des journalistes se font davantage agresser lors de manifestations, ou se font admonester lorsqu'ils/elles couvrent des mouvements extrêmes (d'extrême gauche comme d'extrême droite). Et le communautarisme génère également des situations tendues. Nous devons également prévoir de l'accompagnement de certain(e)s journalistes pour les déferlements d'injures qu'ils/elles subissent parfois sur les réseaux sociaux

Annexe 4 : tableau précis des intervenants :

Nom	Genre	Nationalité	Spécialisation	Ancienneté estimée	Activité	Employeur belge principal	Statut
Alain Lallemand	Homme	Belge	Crimes organisé, trafics de drogues / Moyen-Orient, Colombie, Afghanistan, Liberia, Irak, Iran, Djibouti, Crimée / Pôle culture	40 ans	Passé	Le Soir	Envoyé spécial
Wilson Fache	Homme	Belge	Moyen-Orient, Ukraine	10 ans	Actif	Le Soir/ RTBF	Correspondant/e nvoyé spécial
Françoise Wallemacq	Femme	Belge	Balkans, Somalie, Afghanistan, Congo, Roumanie	40 ans	Active	RTBF	Envoyé spéciale
Sophie Guignon	Femme	Franco- libanaise	Liban, conflit israélo-palestien	10 ans	Active	RTBF	Correspondante
Éric Destiné	Homme	Belge	/	20 ans	Actif	RTBF	Envoyé spécial

AN	Femme	Française	Moyen-Orient	15 ans	Active	Le Soir	Correspondante
Christophe Lamfalussy	Homme	Belge	Afrique central, Moyen-Orient, Asie et Amérique du Nord, terrorisme et sécurité intérieure	35 ans	Passé	La Libre	Envoyé spécial
Émilie Baujard	Femme	Française	Moyen-Orient	11 ans	Active	RTL	Envoyé spéciale
Maurine Mercier	Femme	Canadienne-Suisse	Ukraine, États-Unis, Moyen-Orient	19 ans	Active	RTBF	Correspondante

Annexe 5 : baromètre de *RSF*



(Source : Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse » [en ligne], sur *RSF*, consulté le 12 août 2025 <https://rsf.org/fr/barometre>)

Annexe 6 : carte des journalistes tués en 2025 recensés par le CPJ

41 Journalists Killed

in 2025 / Motive Confirmed

Reset



CPJ

(Source : <https://rsf.org/fr/plus-de-130-organisations-et-m%C3%A9dias-avec-rsf-et-cpj-appellent-%C3%A0-louverture-de-gaza-aux-journalistes#:~:text=Depuis%20plus%20de%2020%20mois,l'exercice%20de%20leur%20profession> consulté le 12 août 2025)

Annexe 7 : SDJ de l'AFP, « Déclaration sur X » [Tweet], sur X (anciennement Twitter), 21 juillet 2025.



**Sans intervention immédiate,
les derniers reporters de Gaza vont mourir**

21 juillet 2025

L'AFP travaille avec une pigiste texte, trois photographes et six pigistes vidéo dans la Bande de Gaza depuis le départ de ses journalistes staff courant 2024.

Avec quelques autres, ils sont aujourd'hui les seuls à rapporter ce qu'il se passe dans la Bande de Gaza. La presse internationale est interdite d'entrer dans ce territoire depuis près de deux ans.

Nous refusons de les voir mourir.

L'un d'eux, Bashar, collabore pour l'AFP depuis 2010, d'abord comme fixeur, ensuite comme photographe pigiste, et depuis 2024 comme principal photographe.

Samedi 19 juillet, il est parvenu à poster un message sur Facebook : « Je n'ai plus la force de travailler pour les médias. Mon corps est maigre et je ne peux plus travailler ».

Bashar, 30 ans, travaille et vit dans des conditions égales à celles de tous les Gazaouis, allant d'un camp de réfugiés à un autre camp au gré des bombardements israéliens. Depuis plus d'un an il vit dans le dénuement le plus total et travaille en prenant d'énormes risques pour sa vie. L'hygiène est pour lui un problème majeur, avec des périodes de maladies intestinales sévères.

Bashar vit depuis février dans les ruines de sa maison de Gaza City avec sa mère, ses quatre frères et sœurs et la famille d'un de ses frères. Leur maison est vide de tout aménagement et confort, à part quelques coussins. Dimanche matin, il a rapporté que son frère aîné était « tombé, à cause de la faim ».

Même si ces journalistes reçoivent un salaire mensuel de l'AFP, il n'y a rien à acheter ou alors à des prix totalement exorbitants. Le système bancaire a disparu, et ceux qui pratiquent le change entre les comptes bancaires en ligne et l'argent liquide prennent une commission de près de 40%.

L'AFP n'a plus la possibilité d'avoir un véhicule et encore moins de l'essence pour permettre à ses journalistes de se déplacer pour leurs reportages. Circuler en voiture équivaut de toutes les façons à prendre le risque d'être une cible pour l'aviation israélienne. Les reporters de l'AFP se déplacent donc à pied ou en charrette tirée par un âne.

Ahlam, elle, survit dans le sud de l'enclave. Et tient à « témoigner », le plus longtemps possible. « A chaque fois que je quitte la tente pour couvrir un événement, réaliser une interview ou documenter un fait, je ne sais pas si je reviendrai vivante ».

Le plus gros problème, confirme-t-elle, c'est le manque de nourriture et d'eau.

Nous voyons leur situation empirer. Ils sont jeunes et leur force les quitte. La plupart n'ont plus la capacité physique de parcourir l'enclave pour faire leur métier. Leurs appels au secours, déchirants, sont désormais quotidiens.

Depuis quelques jours, nous avons compris de leurs brefs messages que leur vie ne tenait plus à grand-chose et que leur courage, consacré depuis de longs mois à informer le monde entier, ne les aidera pas à survivre.

Nous risquons d'apprendre leur mort à tout moment et cela nous est insupportable. Ce dimanche, Bashar a écrit : "Pour la première fois, je me sens vaincu". Plus tard dans la journée, il a dit à l'un de nous qu'il le remerciait « d'expliquer ce que nous vivons au quotidien entre la mort et la faim ». « Je souhaiterais que M. Macron puisse m'aider à sortir de cet enfer ».

Ahlam se tient encore debout. « J'essaie de continuer à exercer mon métier, à porter la voix des gens, à documenter la vérité face à toutes les tentatives pour la faire taire. Ici, résister n'est pas un choix : c'est une nécessité ».

Depuis que l'AFP a été fondée en août 1944, nous avons perdu des journalistes dans des conflits, nous avons eu des blessés et des prisonniers dans nos rangs, mais aucun de nous n'a le souvenir d'avoir vu un collaborateur mourir de faim.

Le CA sortant de la SDJ



I don't have the power to cover media anymore.

My body is lean and I no longer have the ability to walk.

Gaza.

19.7.2025

لم يعد لدي المقدرة على التغطية الإعلامية .
جسدي هزيل و لم يعد لدي المقدرة على السير .

قطاع غزة .

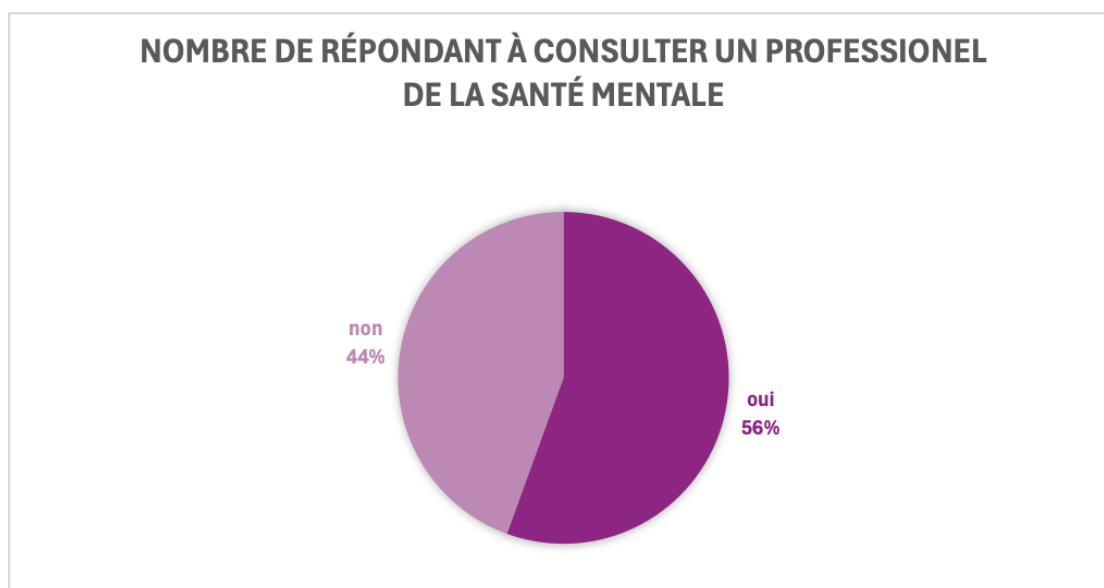
٢٠٢٥-٧-١٩

Annexe 8 : capture d'écran du classement datant du 12 août 2025



(source : Reporters sans frontières, « Classement mondial *RSF* 2025 : la fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse » [en ligne], sur *RSF*, consulté le 12 août 2025 <https://rsf.org/fr/classement-mondial-rsf-2025-la-fragilisation-%C3%A9conomique-des-m%C3%A9dias-constitue-l-une-des-principales>)

Annexe 9 : graphique reprenant les répondant



Annexe 10 : histogramme reprenant les intervenants par catégorie

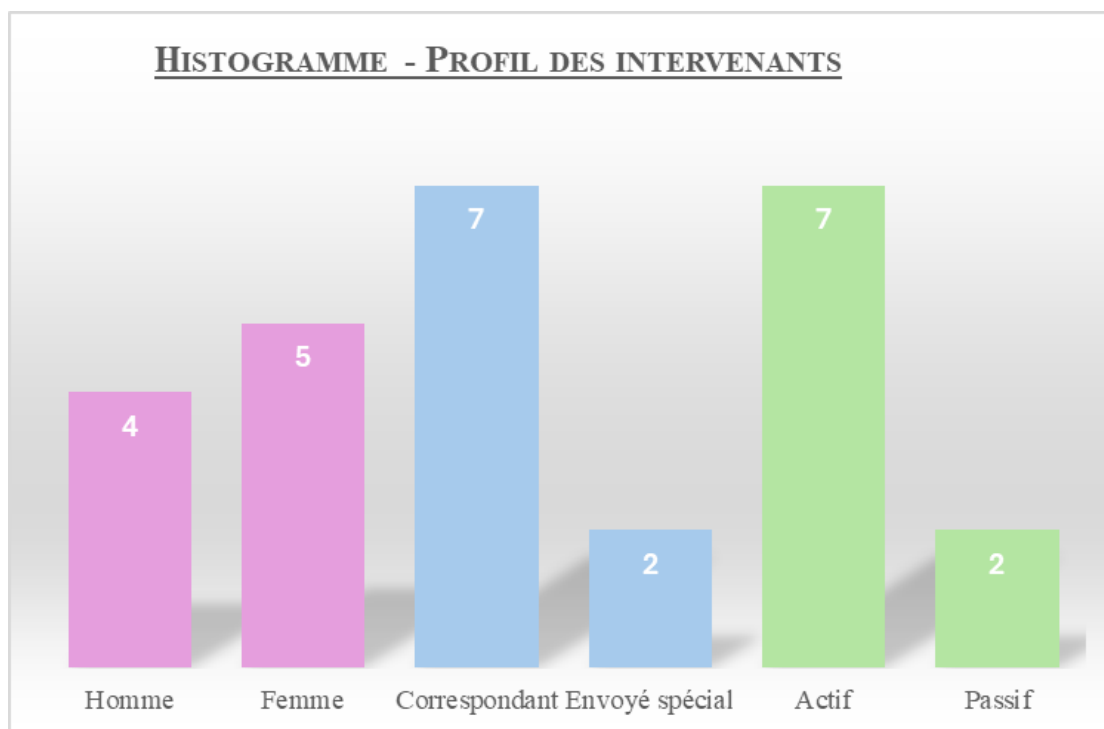


Table des matières

<i>Introduction</i>	1
Enjeux du métier de journaliste en zone de conflit.....	3
Justification de la recherche et problématique générale.....	6
Problématique.....	8
<i>Chapitre 1 : analyse de l'imaginaire médiatique autour du journalisme</i>	9
La figure d'Albert Londres comme référence symbolique.....	9
L'image construite par le cinéma et la fiction.....	11
La féminisation du métier : évolution ou illusion ?.....	12
<i>Idéalisation à l'écran et réalité</i>	14
Les discours institutionnels : légitimation d'une fonction, banalisations du risque.....	16
Hypothèses de recherche.....	18
Recherches antérieures sur la santé mentale.....	19
<i>Chapitre 2 : le métier de reporter de guerre aujourd'hui</i>	21
Définition du terrain (conflit, guerre, danger).....	21
La situation actuelle des journalistes (statistiques, contexte mondial, menaces).....	21
Risques psychologiques du métier.....	24
Présentation du mythe : héros, aventurier, quête de vérité.....	26
<i>Chapitre 3 : cadre contextuel, méthodologique et corpus</i>	29
Cadre contextuel et définition du terrain.....	29
Méthodologie de recherche.....	32
Échantillonnage.....	33
Recrutement des participants.....	34
Profils de la population de l'enquête :.....	34
Déroulement et présentation des entretiens.....	37
<i>Chapitre 4 : analyse de terrain, culture rédactionnelle et santé mentale</i>	39
Culture des rédactions : formation, trauma et sensibilisation.....	39
La place des émotions.....	46
Mettre une distance entre soi et son sujet.....	47
Savoir dire stop : entre épuisement moral, reconversion et conscience des limites.....	48
Le manque du terrain au retour.....	51
Et après ? Se reconstruire une identité hors du conflit.....	52
L'humain avant l'histoire.....	53
Le déni : entre mécanisme de défense et évitement du risque.....	55
Le risque comme construction sociale : entre banalisation, relativisation et peur évitée.....	55
La préparation en amont des reportages.....	56
Les manières d'approcher les civils.....	58
Ce que disent les rédactions.....	58
<i>Chapitre 5 : nouvelles pratiques journalistiques</i>	61
Journalisme numérique et réseaux sociaux : entre accélération et distorsion du réel.....	63
Journalisme citoyen.....	64
Nouvelles formes de narration.....	65
<i>Chapitre 6 : Conclusions et ouverture</i>	69
Conclusions.....	69
Améliorations possibles (préparation psychologique, suivi post-mission, lignes directrices).....	72
Limites de la recherche.....	74

Bibliographie.....	79
Ouvrages	79
Documents universitaires et pédagogiques	80
Articles scientifiques	80
Articles de presse	81
Supports audiovisuels et réseaux sociaux.....	83
Sources institutionnelles et professionnelles en ligne.....	83
Toutes les ressources en ligne ont été consultées pour la dernière fois le 12 août 2025.	85
<i>Glossaire.....</i>	<i>87</i>
<i>Annexes :</i>	<i>89</i>
Annexe 1 : Retranscription de l’entretien exploratoire :.....	89
Annexe 2 : Retranscription des entretiens semi-directifs :.....	112
Annexe 3 : réponses des rédactions vis-à-vis de l'encadrement proposé à leurs journalistes.....	204
Annexe 4 : tableau précis des intervenants :.....	208
Annexe 5 : baromètre de <i>RSF</i>	210
Annexe 6 : carte des journalistes tués en 2025 recensés par le <i>CPJ</i>	212
Annexe 7 : <i>SDJ</i> de l’ <i>AFP</i> , « Déclaration sur X » [Tweet], sur <i>X (anciennement Twitter)</i> , 21 juillet 2025.	214
Annexe 8 : capture d’écran du classement datant du 12 août 2025.....	216
Annexe 9 : graphique reprenant les répondant.....	218
Annexe 10 : histogramme reprenant les intervenants par catégorie	220